



# Assemblée générale

Distr. générale  
15 juillet 2019  
Français  
Original : anglais

---

## Conseil des droits de l'homme

### Vingt-neuvième session

15 juin-3 juillet 2015

Point 1 de l'ordre du jour

### Questions d'organisation et de procédure

## Rapport du Conseil des droits de l'homme sur sa vingt-neuvième session

*Vice-Président et Rapporteur* : Mothusi Bruce Rabasha **Palai** (Botswana)



## Table des matières

	<i>Page</i>
Première partie	
Résolutions, décisions et déclarations du Président adoptées par le Conseil des droits de l'homme à sa vingt-neuvième session.....	4
I. Résolutions.....	4
II. Décisions.....	5
III. Déclaration du Président.....	5
Deuxième partie	
Résumé des débats .....	6
I. Questions d'organisation et de procédure .....	6
A. Ouverture et durée de la session .....	6
B. Participation.....	6
C. Ordre du jour et programme de travail de la session .....	6
D. Organisation des travaux .....	7
E. Séances et documentation.....	8
F. Visites .....	8
G. Dialogue renforcé sur les droits de l'homme des migrants.....	8
H. Dialogue avec le cofacilitateur des négociations intergouvernementales sur le programme de développement pour l'après-2015.....	9
I. Sélection et nomination des titulaires de mandat .....	10
J. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets .....	10
K. Adoption du rapport de la session.....	10
II. Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général .....	12
A. État des activités du Haut-Commissariat aux droits de l'homme .....	12
B. Rapports du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et du Secrétaire général..	13
C. Dialogue sur la mise à jour orale du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur les atrocités commises par le groupe terroriste Boko Haram et leurs effets sur les droits de l'homme dans les pays touchés .....	13
D. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets .....	14
III. Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement.....	16
A. Dialogue avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales .....	16
B. Réunions-débats.....	27
C. Débat général sur le point 3 de l'ordre du jour .....	31
D. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets .....	32
IV. Situations relatives aux droits de l'homme qui requièrent l'attention du Conseil.....	47
A. Dialogue avec la Commission d'enquête sur la situation des droits de l'homme en République arabe syrienne .....	47
B. Dialogue avec la Commission d'enquête sur les droits de l'homme en Érythrée ...	47
C. Dialogue avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales .....	48
D. Débat général sur le point 4 de l'ordre du jour .....	49
E. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets .....	51

V.	Organes et mécanismes des droits de l'homme .....	54
A.	Forum social .....	54
B.	Forum sur les entreprises et les droits de l'homme.....	54
C.	Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé du projet de déclaration des Nations Unies sur le droit à la paix .....	54
D.	Débat général sur le point 5 de l'ordre du jour .....	54
E.	Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets .....	55
VI.	Examen périodique universel.....	56
A.	Examen des textes issus de l'Examen périodique universel .....	56
B.	Débat général sur le point 6 de l'ordre du jour .....	129
C.	Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets .....	129
VII.	Situation des droits de l'homme en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés .....	131
A.	Dialogue avec la commission d'enquête internationale indépendante chargée d'enquêter sur toutes les violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme commises dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, en particulier dans la bande de Gaza occupée, dans le contexte des opérations militaires lancées le 13 juin 2014 .....	131
B.	Débat général sur le point 7 de l'ordre du jour .....	132
C.	Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets .....	132
VIII.	Suivi et application de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne.....	134
IX.	Racisme, discrimination raciale, xénophobie et intolérance qui y est associée – suivi et application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban .....	136
A.	Dialogue avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales .....	136
B.	Débat général sur le point 9 de l'ordre du jour .....	136
C.	Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets .....	137
X.	Assistance technique et renforcement des capacités .....	138
A.	Dialogue avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales .....	138
B.	Débat général sur le point 10 de l'ordre du jour .....	139
C.	Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets .....	140
Annexes		
I.	Attendance .....	142
II.	Agenda.....	148
III.	Documents publiés pour la vingt-neuvième session .....	149
IV.	Titulaires de mandat au titre des procédures spéciales nommé par le Conseil à sa vingt-neuvième session.....	172

**Première partie**  
**Résolutions, décisions et déclarations du Président**  
**adoptées par le Conseil des droits de l'homme**  
**à sa vingt-neuvième session**

**I. Résolutions**

<i>Résolution</i>	<i>Titre</i>	<i>Date d'adoption</i>
29/1	Cinquantième anniversaire de l'adoption des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et quarantième anniversaire de leur entrée en vigueur	2 juillet 2015
29/2	Protection des droits de l'homme des migrants : migrants en transit	2 juillet 2015
29/3	Droits de l'homme et solidarité internationale	2 juillet 2015
29/4	Élimination de la discrimination à l'égard des femmes	2 juillet 2015
29/5	Élimination de la discrimination à l'encontre des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille	2 juillet 2015
29/6	Indépendance et impartialité du pouvoir judiciaire, des jurés et des assesseurs et indépendance des avocats	2 juillet 2015
29/7	Le droit à l'éducation	2 juillet 2015
29/8	Renforcement des mesures visant à prévenir et à éliminer les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés	2 juillet 2015
29/9	Protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste	2 juillet 2015
29/10	Les droits de l'homme et la réglementation de l'acquisition, de la possession et de l'utilisation d'armes à feu par les civils	2 juillet 2015
29/11	Les effets négatifs de la corruption sur la jouissance des droits de l'homme	2 juillet 2015
29/12	Enfants et adolescents migrants non accompagnés et droits de l'homme	2 juillet 2015
29/13	Mission du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme visant à promouvoir les droits de l'homme, le respect de l'obligation de rendre des comptes et la réconciliation et à renforcer les capacités au Soudan du Sud	2 juillet 2015
29/14	Intensification de l'action menée pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes : éliminer la violence familiale	2 juillet 2015
29/15	Droits de l'homme et changements climatiques	2 juillet 2015
29/16	La gravité et la détérioration de la situation des droits de l'homme et de la situation humanitaire en République arabe syrienne	2 juillet 2015
29/17	Situation des droits de l'homme au Bélarus	2 juillet 2015
29/18	Situation des droits de l'homme en Érythrée	2 juillet 2015
29/19	Le Forum social	2 juillet 2015

<i>Résolution</i>	<i>Titre</i>	<i>Date d'adoption</i>
<a href="#">29/20</a>	L'incompatibilité entre démocratie et racisme	2 juillet 2015
<a href="#">29/21</a>	Situation des droits de l'homme des musulmans rohingyas et autres minorités au Myanmar	3 juillet 2015
<a href="#">29/22</a>	Protection de la famille : contribution de la famille à la réalisation du droit à un niveau de vie suffisant pour ses membres, en particulier par son rôle dans l'élimination de la pauvreté et dans la réalisation des objectifs de développement durable	3 juillet 2015
<a href="#">29/23</a>	Coopération avec l'Ukraine et assistance dans le domaine des droits de l'homme	3 juillet 2015
<a href="#">29/24</a>	Renforcement des capacités et coopération technique avec la Côte d'Ivoire dans le domaine des droits de l'homme	3 juillet 2015
<a href="#">29/25</a>	Faire en sorte que les responsabilités soient établies et que justice soit faite pour toutes les violations du droit international dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est	3 juillet 2015

## II. Décisions

<i>Décision</i>	<i>Titre</i>	<i>Date d'adoption</i>
<a href="#">29/101</a>	Textes issus de l'Examen périodique universel : Kirghizistan	24 juin 2015
<a href="#">29/102</a>	Textes issus de l'Examen périodique universel : Guinée	24 juin 2015
<a href="#">29/103</a>	Textes issus de l'Examen périodique universel : République démocratique populaire lao	25 juin 2015
<a href="#">29/104</a>	Textes issus de l'Examen périodique universel : Espagne	25 juin 2015
<a href="#">29/105</a>	Textes issus de l'Examen périodique universel : Lesotho	25 juin 2015
<a href="#">29/106</a>	Textes issus de l'Examen périodique universel : Kenya	25 juin 2015
<a href="#">29/107</a>	Textes issus de l'Examen périodique universel : Arménie	25 juin 2015
<a href="#">29/108</a>	Textes issus de l'Examen périodique universel : Guinée-Bissau	25 juin 2015
<a href="#">29/109</a>	Textes issus de l'Examen périodique universel : Suède	26 juin 2015
<a href="#">29/110</a>	Textes issus de l'Examen périodique universel : Grenade	26 juin 2015
<a href="#">29/111</a>	Textes issus de l'Examen périodique universel : Turquie	26 juin 2015
<a href="#">29/112</a>	Textes issus de l'Examen périodique universel : Koweït	26 juin 2015
<a href="#">29/113</a>	Textes issus de l'Examen périodique universel : Kiribati	1 <sup>er</sup> juillet 2015
<a href="#">29/114</a>	Textes issus de l'Examen périodique universel : Guyana	2 juillet 2015

## III. Déclaration du Président

<i>Déclaration du Président</i>	<i>Titre</i>	<i>Date d'adoption</i>
<a href="#">PRST/29/1</a>	Renforcer l'efficacité du Conseil des droits de l'homme	3 juillet 2015

## Deuxième partie

### Résumé des débats

#### I. Questions d'organisation et de procédure

##### A. Ouverture et durée de la session

1. Le Conseil des droits de l'homme a tenu sa vingt-neuvième session à l'Office des Nations Unies à Genève du 15 juin au 3 juillet 2015. Le Président du Conseil a ouvert la session.
2. Tenue conformément à l'article 8 b) du règlement intérieur du Conseil des droits de l'homme, tel qu'il figure dans la section VII de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil, la séance d'organisation de la vingt-neuvième session a eu lieu le 26 mai 2015.
3. À sa séance d'organisation, le Conseil des droits de l'homme, en réponse à une demande formulée par le Représentant\* permanent de la République islamique d'Iran en sa qualité de Président du Mouvement des pays non alignés, a décidé de remettre à sa trentième session le débat sur la question des mesures coercitives unilatérales et des droits de l'homme.
4. À la vingt-neuvième session, le Conseil a tenu 46 séances réparties sur quinze jours (voir par. 20 ci-après).

##### B. Participation

5. Ont participé à la session des représentants des États membres du Conseil des droits de l'homme, les observateurs\*\* d'États non membres du Conseil, les observateurs d'États non membres de l'Organisation des Nations Unies et d'autres observateurs, ainsi que les observateurs d'organismes ou institutions spécialisées des Nations Unies ou d'organisations apparentées, d'organisations intergouvernementales et d'autres entités, d'institutions nationales des droits de l'homme et d'organisations non gouvernementales (voir annexe I).

##### C. Ordre du jour et programme de travail de la session

6. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 15 juin 2015, le Président du Conseil des droits de l'homme a fait référence à la lettre datée du 29 mai 2015 dans laquelle le Représentant permanent de la Lettonie, exprimant au nom de l'Union européenne, demandait qu'un dialogue renforcé sur les droits de l'homme des migrants se tienne au cours de la première semaine de la vingt-neuvième session du Conseil, avec la participation du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et d'autres parties prenantes, parmi lesquelles le Comité international de la Croix-Rouge et la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Conformément à la proposition de son Bureau, le Conseil a décidé que le dialogue renforcé se tiendrait le 15 juin 2015 (voir par. 29 à 34).
7. À la même séance, conformément à la proposition de son président et de son Bureau, le Conseil a décidé d'inviter le cofacilitateur des négociations intergouvernementales sur le programme de développement pour l'après-2015 à faire un exposé sur l'état d'avancement des négociations et participer à un bref dialogue, le 18 juin 2015 (voir par. 35 à 38).

\* Le mot « représentant » désigne des représentants et des représentantes.

\*\* Le mot « observateur » désigne des observateurs et des observatrices.

8. À la même séance également, le Président a indiqué que le Vice-Président du Conseil et coordonnateur du Bureau pour les questions d'accessibilité présenterait un rapport oral au Conseil à la fin de sa vingt-neuvième session.

9. À la même séance, le Conseil a adopté l'ordre du jour et le programme de travail de la vingt-neuvième session, tels que modifiés.

10. À la 25<sup>e</sup> séance, le 24 juin 2015, le Président a indiqué que l'examen des textes issus de l'Examen périodique universel concernant Kiribati avait été reporté au 1<sup>er</sup> juillet 2015, le document présentant la position de Kiribati au sujet des recommandations formulées lors de l'Examen le concernant à la vingt et unième session du groupe de travail n'ayant pas encore été approuvé.

11. À la même séance, le Président a fait savoir qu'en réponse à une demande du Guyana, l'examen des textes issus de l'Examen périodique universel concernant le Guyana était reporté au 2 juillet 2015.

#### **D. Organisation des travaux**

12. À la 1<sup>re</sup> séance, le 15 juin 2015, le Président a présenté les modalités relatives au dialogue renforcé sur les droits de l'homme des migrants, y compris le temps de parole, qui serait de deux minutes pour les représentants des États membres du Conseil, les États observateurs et les autres observateurs.

13. À la même séance, le Président a présenté les modalités relatives au dialogue avec le cofacilitateur des négociations intergouvernementales sur le programme de développement pour l'après-2015, y compris le temps de parole, qui serait de deux minutes pour les représentants des États membres du Conseil, les États observateurs et les autres observateurs.

14. À la même séance également, le Président a fait référence à la recommandation du Bureau, en date du 8 juin 2015, concernant l'inscription préalable sur la liste des orateurs pour les dialogues groupés avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales qui se tiendraient au titre du point 3 de l'ordre du jour de la vingt-neuvième session du Conseil. Il a également fait référence aux modalités et au calendrier de ces inscriptions.

15. À la même séance, comme suite à la décision prise à la séance d'organisation de la vingt-neuvième session du Conseil, le 26 mai 2015, le Président a présenté les modalités relatives aux dialogues groupés avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales qui se tiendraient au titre du point 3 de l'ordre du jour. La durée totale de chaque dialogue groupé serait de quatre heures maximum. Dès que la liste des orateurs serait disponible, à la clôture des inscriptions électroniques, le secrétariat estimerait le temps nécessaire à la tenue des dialogues groupés avec les titulaires de mandat. Si, pour un dialogue donné, ce temps était estimé à moins de quatre heures, le temps de parole serait de cinq minutes maximum pour les États membres et de trois minutes pour les États observateurs et les autres observateurs. Si toutefois ce temps était estimé à plus de quatre heures, le temps de parole serait réduit à trois minutes maximum pour les États membres et deux minutes pour les États observateurs et les autres observateurs. Si cette mesure était jugée insuffisante pour que la durée totale du dialogue ne dépasse pas quatre heures, le temps de parole serait encore réduit.

16. À la même séance également, le Président a présenté les modalités relatives aux débats généraux, y compris le temps de parole, qui serait de trois minutes pour les représentants des États membres du Conseil et de deux minutes pour les États observateurs et les autres observateurs.

17. À la 7<sup>e</sup> séance, le 16 juin 2015, le Président a présenté les modalités relatives aux réunions-débats, y compris le temps de parole, qui serait de deux minutes pour les représentants des États membres du Conseil, les États observateurs et les autres observateurs.

18. À la 21<sup>e</sup> séance, le 23 juin 2015, le Président a présenté les modalités relatives aux dialogues individuels, y compris le temps de parole, qui serait de trois minutes pour les

représentants des États membres du Conseil et de deux minutes pour les États observateurs et les autres observateurs.

19. À la 26<sup>e</sup> séance, le 24 juin 2015, le Président a présenté les modalités relatives à l'examen des textes issus de l'Examen périodique universel au point 6 de l'ordre du jour, y compris les temps de parole, qui serait de vingt minutes pour que l'État concerné présente ses vues ; selon que de besoin, de deux minutes pour les institutions nationales de défense des droits de l'homme de l'État concerné ayant obtenu l'accréditation de statut « A » ; de vingt minutes au maximum pour que les représentants des États membres du Conseil, des États observateurs et des organismes des Nations Unies présentent leurs vues sur le texte, avec un temps de parole variable en fonction du nombre d'intervenants, conformément aux modalités définies dans l'annexe à la résolution 16/21 ; et de vingt minutes au maximum pour que les parties prenantes formulent des commentaires généraux sur les textes.

## **E. Séances et documentation**

20. Au cours de sa vingt-neuvième session, le Conseil des droits de l'homme a tenu 46 séances pour lesquelles des services de conférence complets ont été assurés.

21. La liste des résolutions, des décisions et des déclarations du Président adoptées par le Conseil figure dans la première partie du présent rapport.

## **F. Visites**

22. À la 2<sup>e</sup> séance, le 15 juin 2015, le Ministre des affaires étrangères de la Bosnie-Herzégovine, Igor Crnadak, a fait une déclaration au Conseil des droits de l'homme.

23. À la même séance, la Ministre des affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la baronne Anelay, a fait une déclaration au Conseil.

24. À la 9<sup>e</sup> séance, le 17 juin 2015, le Ministre des droits de l'homme du Yémen, Ezzedin al-Asbahi, a fait une déclaration au Conseil.

25. À la 21<sup>e</sup> séance, le 23 juin 2015, la Vice-Ministre des affaires étrangères de la Géorgie, Khatuna Totladze, a fait une déclaration au Conseil.

26. À la 25<sup>e</sup> séance, le 24 juin 2015, le Ministre de la justice du Soudan du Sud, Paulino Wanawilla Unango, a fait une déclaration au Conseil.

27. À la 40<sup>e</sup> séance, le 1<sup>er</sup> juillet 2015, la Ministre des affaires étrangères et de l'intégration régionale et membre du Parlement du Ghana, Hanna Tetteh, a fait une déclaration au Conseil.

28. À la 42<sup>e</sup> séance, le 2 juillet 2015, le Ministre des affaires étrangères de la République dominicaine, Andrés Navarro García, a fait une déclaration au Conseil.

## **G. Dialogue renforcé sur les droits de l'homme des migrants**

29. À sa 3<sup>e</sup> séance, le 15 juin 2015, en application de sa décision prise le même jour (voir par. 6 ci-dessus), le Conseil a tenu un dialogue renforcé sur les droits de l'homme des migrants.

30. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a prononcé une allocution liminaire à l'intention du dialogue renforcé.

31. À la même séance, le Directeur général adjoint pour les opérations de terrain et les partenariats de l'OIT, le Directeur général adjoint de l'OIM et le Directeur de la Division de la protection internationale du HCR ont fait des déclarations.

32. À la même séance également, le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants, François Crépeau, a fait une déclaration.



33. Au cours du débat qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Albanie, Algérie (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Arabie saoudite, Argentine, Bangladesh, Brésil, Chine, Côte d'Ivoire, Cuba, El Salvador, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, France, Ghana, Inde, Indonésie, Maroc, Mexique, Monténégro, Namibie, Pakistan, Portugal, Qatar, République de Corée, Sierra Leone ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Costa Rica, Égypte, Équateur, Espagne, Géorgie, Grèce, Iraq, Italie, Libye, Malaisie, Malte, Monaco, Myanmar, Népal, Niger, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Philippines, République dominicaine, Sénégal, Serbie, Suède, Suisse, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Saint-Siège ;

c) L'observateur de l'organisme ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivant : Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ;

d) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Organisation de la coopération islamique, Union européenne ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Association Südwind pour la formation et la sensibilisation aux politiques de développement, Centro de Estudios Legales y Sociales (s'exprimant également au nom de Conectas Derechos Humanos), Forum asiatique pour les droits de l'homme et le développement, Human Rights Watch, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Save the Children International.

34. À la même séance, la Haut-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme a répondu aux questions et formulé ses observations finales. Le Directeur général adjoint pour les opérations de terrain et les partenariats de l'OIT, le Directeur général adjoint de l'OIM et le Directeur de la Division de la protection internationale du HCR ont également répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

## **H. Dialogue avec le cofacilitateur des négociations intergouvernementales sur le programme de développement pour l'après-2015**

35. À la 14<sup>e</sup> séance, le 18 juin 2015, le Conseil des droits de l'homme a tenu un dialogue avec le Représentant permanent de l'Irlande auprès de l'Organisation des Nations Unies et cofacilitateur des négociations intergouvernementales sur le programme de développement pour l'après-2015, David Donoghue.

36. Le cofacilitateur a fait une déclaration sur l'état d'avancement des négociations intergouvernementales sur le programme de développement pour l'après-2015.

37. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au cofacilitateur par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Bangladesh, Brésil (s'exprimant également au nom de l'Allemagne, du Bangladesh, de la Croatie, de l'Égypte, de l'Espagne, de la France, des Maldives, du Maroc, de la Slovénie et de l'Uruguay), Chine, Mexique, Monténégro ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Chili, Suisse ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) L'observateur de l'institution nationale des droits de l'homme suivante : Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Commission arabe des droits humains, CIVICUS – Alliance mondiale pour la participation citoyenne.

38. À la même séance, le cofacilitateur a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

## **I. Sélection et nomination des titulaires de mandat**

39. À la 46<sup>e</sup> séance, le 3 juillet 2015, le Président du Conseil des droits de l'homme a présenté la liste des candidats à nommer aux six sièges vacants de titulaires de mandat au titre des procédures spéciales.

40. À la même séance, les représentants de l'Algérie, d'El Salvador, de l'Estonie, des États-Unis d'Amérique, de la France, du Pakistan, du Paraguay et du Portugal ont fait des déclarations sur la nomination des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales.

41. À la même séance également, le Conseil a nommé six titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, conformément à ses résolutions 5/1 et 16/21 et à sa décision 6/102 (voir annexe IV).

## **J. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets**

### **Renforcer l'efficacité du Conseil des droits de l'homme**

42. À la 45<sup>e</sup> séance, le 3 juillet 2015, le Président du Conseil des droits de l'homme a présenté le projet de déclaration du Président A/HRC/29/L.34.

43. À la même séance, le Président du Conseil a révisé oralement le projet de déclaration du Président.

44. À la même séance également, les représentants de l'Algérie, de l'Estonie, des États-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie, du Japon, du Mexique et du Viet Nam ont fait des observations générales au sujet du projet de déclaration du Président révisé oralement.

45. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de déclaration du Président révisé oralement. Le Chef du Service de gestion et d'appui aux programmes du HCDH a fait une déclaration sur les incidences budgétaires du projet de déclaration du Président révisé oralement.

46. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de déclaration du Président révisé oralement (PRST/29/1).

47. À la même séance également, les représentants de la Chine et du Venezuela (République bolivarienne du) ont formulé des observations sur la déclaration du Président.

## **K. Adoption du rapport de la session**

48. À la 46<sup>e</sup> séance, le 3 juillet 2015, les représentants du Canada, de la Colombie, du Costa Rica (s'exprimant également au nom de l'Argentine, du Chili, de la Colombie, du Guatemala, du Mexique et de l'Uruguay), de l'Égypte, de l'Iran (République islamique d'), de Malte, du Soudan du Sud et de la Suisse (s'exprimant également au nom du Liechtenstein) ont fait des déclarations sur les résolutions adoptées en tant qu'États observateurs.

49. À la même séance, le Vice-Président du Conseil des droits de l'homme et coordonnateur du Bureau pour les questions d'accessibilité a présenté un rapport oral sur les travaux de l'Équipe spéciale sur l'accessibilité pour les personnes handicapées.

50. À la même séance également, le Vice-Président et Rapporteur du Conseil a fait une déclaration au sujet du projet de rapport de la vingt-neuvième session du Conseil.

51. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de rapport de la session (A/HRC/29/2) *ad referendum* et a chargé la Rapporteuse d'en établir la version finale.

52. À la même séance également, des déclarations au sujet de la session ont été faites par :

a) Le représentant de l'État membre du Conseil suivant : Algérie (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique) ;

b) L'observateur de l'organisation non gouvernementale suivante : Service international pour les droits de l'homme (s'exprimant également au nom de Allied Rainbow Communities International, d'Article 19 – Centre international contre la censure, de l'Association internationale des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans et intersexes, de CIVICUS – Alliance mondiale pour la participation citoyenne, du Forum asiatique pour les droits de l'homme et le développement, de la Human Rights House Foundation et de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme).

53. À la même séance, le Président du Conseil a fait une déclaration finale.

## II. Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général

### A. État des activités du Haut-Commissariat aux droits de l'homme

54. À la 1<sup>re</sup> séance, le 15 juin 2015, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a fait le point sur les activités du Haut-Commissariat.

55. Au cours du débat qui a suivi, aux 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> séances, le même jour, des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Algérie (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Bangladesh, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Chine, Cuba, Égypte<sup>1</sup> (s'exprimant également au nom de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, de l'Arabie saoudite, du Bangladesh, du Bélarus, de la Chine, de Cuba, de l'Équateur, de la Fédération de Russie, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Iran (République islamique d'), du Myanmar, de l'Ouganda, du Pakistan, de la République populaire démocratique de Corée, de Singapour, du Soudan, du Soudan du Sud, de Sri Lanka et du Venezuela (République bolivarienne du)), El Salvador, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fédération de Russie, France, Ghana, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d')<sup>1</sup> (s'exprimant également au nom du Mouvement des pays non alignés), Irlande, Japon, Lettonie (s'exprimant au nom de l'Union européenne, de l'Albanie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de l'Islande, du Liechtenstein, du Monténégro et de la République de Moldova), Maldives, Maroc (s'exprimant également au nom d'États membres et d'États observateurs de l'Organisation internationale de la Francophonie), Mexique, Monténégro, Namibie, Nigéria, Norvège<sup>1</sup> (s'exprimant également au nom de l'Albanie, de l'Allemagne, de l'Andorre, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Botswana, de la Bulgarie, du Canada, du Chili, de Chypre, du Costa Rica, de la Croatie, du Danemark, de Djibouti, de l'Espagne, de l'Estonie, des États-Unis d'Amérique, des Fidji, de la Finlande, de la France, de la Géorgie, de la Grèce, du Guatemala, de la Hongrie, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, du Japon, de la Lettonie, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, du Maroc, du Mexique, de Monaco, du Monténégro, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, du Paraguay, du Pérou, de la Pologne, du Portugal, de la République de Corée, de la République de Moldova, de la République tchèque, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Serbie, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, du Timor-Leste, de la Tunisie, de la Turquie, de l'Ukraine et de l'Uruguay et de l'État de Palestine), Pakistan (s'exprimant également au nom de l'Organisation de la coopération islamique), Paraguay, Portugal, Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Angola, Australie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Belgique, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Canada, Chili, Égypte, Espagne, Grèce, Honduras, Iraq, Israël, Italie, Jordanie, Koweït, Libye, Malaisie, Mozambique, Népal, Niger, Ouganda, Philippines, République arabe syrienne, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Sénégal, Soudan, Soudan du Sud, Suisse, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay ;

c) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Alsalam Foundation, Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Association américaine des juristes, Association Südwind pour la formation et la sensibilisation aux politiques de développement, CIVICUS – Alliance mondiale pour la participation citoyenne, Congrès du monde islamique, Fédération internationale des ligues des droits de

<sup>1</sup> État observateur prenant la parole au nom d'États membres et d'États observateurs du Conseil.

l'homme, Human Rights Watch, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies, Service international pour les droits de l'homme, United Nations Watch.

56. À la 4<sup>e</sup> séance, le même jour, les représentants du Bahreïn, du Burundi, de l'Égypte, du Japon et de la République de Corée ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

## **B. Rapports du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et du Secrétaire général**

57. À la 19<sup>e</sup> séance, le 22 juin 2015, la Haut-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme a présenté les rapports thématiques et les mises à jour orales préparées par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et le Secrétaire général au titre des points 2, 3, 5, 6 et 8 de l'ordre du jour.

58. À la 20<sup>e</sup> séance, le même jour, le Conseil des droits de l'homme a tenu un débat général sur les rapports thématiques et les mises à jour orales présentées par la Haut-Commissaire adjointe au titre des points 2 et 3 de l'ordre (voir chap. III, sect. C).

## **C. Dialogue sur la mise à jour orale du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur les atrocités commises par le groupe terroriste Boko Haram et leurs effets sur les droits de l'homme dans les pays touchés**

59. À la 39<sup>e</sup> séance, le 1<sup>er</sup> juillet 2015, le Haut-Commissaire des Nations aux droits de l'homme a présenté, en application de la résolution S-23/1 du Conseil des droits de l'homme, une mise à jour orale sur les violations des droits de l'homme et atteintes à ces droits et sur les atrocités commises par le groupe terroriste Boko Haram dans les États touchés par ces actes.

60. À la même séance, les représentants du Cameroun, du Niger, du Nigéria et du Tchad, États concernés, ont fait des déclarations.

61. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 39<sup>e</sup> et 40<sup>e</sup> séances, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions posées au Haut-Commissaire par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Algérie (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Allemagne, Chine, Congo, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, France, Gabon, Irlande, Maroc, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Australie, Bénin, Burundi, Canada, Égypte, Équateur, Espagne, Iran (République islamique d'), Libye, Mali, Mauritanie, Nouvelle-Zélande, Pologne, Rwanda, Soudan, Suisse, Togo ;

c) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Union africaine, Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amnesty International, Centre des droits reproductifs, Commission arabe des droits humains, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Human Rights Watch, Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme (s'exprimant également au nom du Women's Consortium of Nigeria), Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme (s'exprimant également au nom de Nord-Sud XXI).

62. À la 40<sup>e</sup> séance, le même jour, le Haut-Commissaire a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

## D. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets

### **Situation des droits de l'homme des musulmans rohingyas et autres minorités au Myanmar**

63. À la 42<sup>e</sup> séance, le 2 juillet 2015, le représentant du Pakistan, s'exprimant au nom de l'Organisation de la coopération islamique, a présenté le projet de résolution A/HRC/29/L.30, qui avait pour auteur le Pakistan (agissant au nom de l'Organisation de la coopération islamique). Les États-Unis d'Amérique et la Tunisie (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes) se sont joints ultérieurement à l'auteur.

64. À la même séance, le représentant du Pakistan, au nom de l'Organisation de la coopération islamique, a révisé oralement le projet de résolution.

65. À la même séance également, les représentants de l'Arabie saoudite, de la Chine, des États-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie, de l'Inde, du Japon, de la Lettonie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil des droits de l'homme) et du Viet Nam ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution révisé oralement. Dans leurs déclarations, les représentants de la Chine, de la Fédération de Russie et de l'Inde ont dissocié leur pays du consensus sur le projet de résolution révisé oralement.

66. À la même séance, à la demande formulée par le représentant du Pakistan au nom de l'Organisation de la coopération islamique, l'examen du projet de résolution révisé oralement et la prise de décisions concernant ce projet ont été reportés au 3 juillet 2015.

67. À la 45<sup>e</sup> séance, le 3 juillet 2015, l'examen du projet de résolution révisé oralement et la prise de décision concernant ce projet a repris.

68. À la même séance, le représentant du Myanmar, État concerné, a fait une déclaration.

69. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution révisé oralement.

70. À la même séance, les représentants de Cuba et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des déclarations avant le vote pour expliquer leur vote.

71. À la même séance également, le Conseil a adopté le projet de résolution révisé oralement sans le mettre aux voix (résolution 29/21).

### **Mission du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme visant à promouvoir les droits de l'homme, le respect de l'obligation de rendre des comptes et la réconciliation et à renforcer les capacités au Soudan du Sud**

72. À la 44<sup>e</sup> séance, le 2 juillet 2015, le représentant des États-Unis d'Amérique a présenté le projet de résolution A/HRC/29/L.8, qui avait pour auteurs principaux l'Albanie, les États-Unis d'Amérique, le Paraguay et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et pour coauteurs l'Allemagne, l'Australie, la Bulgarie, le Canada, Chypre, l'Espagne, l'Estonie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la France, la Grèce, le Guatemala, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, le Liechtenstein, la Norvège, les Pays-Bas, la Roumanie, la Suède et la Suisse. L'Autriche, la Belgique, le Botswana, le Congo, la Croatie, le Danemark, la Finlande, le Ghana, l'Islande, le Luxembourg, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, la Sierra Leone et la Slovaquie se sont joints ultérieurement aux auteurs.

73. À la même séance, le représentant des États-Unis d'Amérique a révisé oralement le projet de résolution.

74. À la même séance également, les représentants de l'Albanie, de l'Algérie (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), de la Lettonie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil des droits de l'homme), du Paraguay et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution révisé oralement.

75. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution révisé oralement. Le Chef du Service de gestion et d'appui aux programmes du HCDH a fait une déclaration sur les incidences budgétaires du projet de résolution révisé oralement.

76. À la même séance, le représentant du Brésil a fait une déclaration avant le vote pour expliquer son vote.

77. À la même séance également, le Conseil a adopté le projet de résolution révisé oralement sans le mettre aux voix (résolution 29/13) (voir aussi par. 938).

### **III. Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement**

#### **A. Dialogue avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales**

##### **Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants**

78. À la 4<sup>e</sup> séance, le 15 juin 2015, le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants, François Crépeau, a présenté ses rapports (A/HRC/29/36 et Add.1 à 3).

79. À la même séance, le représentant de l'Union européenne, État concerné, a fait une déclaration.

80. À la même séance également, les représentants de l'Italie, de Malte et de Sri Lanka, États concernés, ont fait des déclarations.

81. Au cours du dialogue qui a suivi, à la 4<sup>e</sup> séance, le 15 juin 2015, et à la 5<sup>e</sup> séance, le 16 juin, des déclarations ont été faites et des questions posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Albanie, Algérie (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Argentine, Bangladesh, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chine, Congo, El Salvador, Équateur<sup>2</sup> (s'exprimant au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), Fédération de Russie, France, Gabon, Ghana, Lettonie, Maroc, Mexique, Nigéria, Pakistan (s'exprimant au nom des États membres de l'Organisation de la coopération islamique), Paraguay, Sierra Leone, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Angola, Australie, Bénin, Burkina Faso, Chili, Costa Rica, Djibouti, Égypte, Espagne, Grèce, Honduras, Iran (République islamique d'), Mali, Panama, Philippines, République arabe syrienne, Soudan, Suisse, Tunisie, Turquie ;

c) Le représentant de l'Ordre souverain et militaire de Malte, doté du statut d'observateur ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Association Südwind pour la formation et la sensibilisation aux politiques de développement, Conectas Direitos Humanos (s'exprimant également au nom du Centre d'études légales et sociales), Edmund Rice International Limited, Franciscans International, Jubilee Campaign, Save the Children International, Fédération internationale Terre des Hommes.

82. À la 5<sup>e</sup> séance, le 16 juin 2015, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

83. À la 21<sup>e</sup> séance, le 23 juin 2015, le représentant de l'Érythrée a fait une déclaration au titre de son droit de réponse.

##### **Rapporteuse spéciale sur les questions relatives aux minorités**

84. À la 4<sup>e</sup> séance, le 15 juin 2015, la Rapporteuse spéciale sur les questions relatives aux minorités, Rita Izsák, a présenté son étude sur la situation des droits de l'homme des Roms dans le monde, en mettant l'accent en particulier sur l'antitsiganisme (A/HRC/29/24).

85. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Rapporteuse spéciale par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Albanie, Argentine, Brésil, Chine, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Ghana,

<sup>2</sup> État observateur prenant la parole au nom d'États membres et d'États observateurs.



Inde, Nigéria, Pakistan (s'exprimant au nom des États membres de l'Organisation de la coopération islamique), Sierra Leone, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Autriche, Bulgarie, Chili, Espagne, Grèce, Honduras, Hongrie, Iran (République islamique d'), Italie, Norvège, République tchèque, Slovaquie, Turquie ;

c) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Conseil de l'Europe, Union européenne ;

d) Les observateurs des institutions nationales des droits de l'homme dont la liste suit : Commissariat pour les droits fondamentaux de la Hongrie (par message vidéo), Commission pour l'égalité et les droits de l'homme de la Grande-Bretagne (s'exprimant également au nom de la Commission nord-irlandaise des droits de l'homme) (par message vidéo) ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Association Südwind pour la formation et la sensibilisation aux politiques de développement, Fédération luthérienne mondiale, Groupement pour les droits des minorités.

86. À la 5<sup>e</sup> séance, le 16 juin 2015, la Rapporteuse spéciale a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

#### **Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises**

87. À la 5<sup>e</sup> séance, le 16 juin 2015, le Président du Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises, Michael Addo, a présenté le rapport du Groupe de travail (A/HRC/29/28 et Add.1 à 3).

88. À la même séance, le représentant de l'Azerbaïdjan, État concerné, a fait une déclaration.

89. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> séances, le 16 juin 2015, et à la 8<sup>e</sup> séance, le 17 juin, des déclarations ont été faites et des questions posées au Président par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Algérie (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Bolivie (État plurinational de), Chine, Cuba, États-Unis d'Amérique, France, Ghana, Irlande, Maroc, Mexique, Namibie, Norvège<sup>2</sup> (s'exprimant également au nom de l'Argentine, du Ghana et de la Fédération de Russie), Pakistan (s'exprimant au nom des États membres de l'Organisation de la coopération islamique), Pays-Bas, Qatar, Sierra Leone, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Arménie, Australie, Belgique, Chili, Djibouti, Égypte, Équateur, Espagne, Grèce, Honduras, Iran (République islamique d'), Italie, Madagascar, Suisse, Tunisie ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) L'observateur de l'institution nationale des droits de l'homme suivante : Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Asian Legal Resource Centre, Centre Europe-Tiers Monde, Commission arabe des droits humains, Conectas Direitos Humanos, Franciscans International, Human Rights Now, Korea Center for United Nations Human Rights Policy, Liberation, Service international pour les droits de l'homme.

90. À la 6<sup>e</sup> séance, le 16 juin 2015, le Président a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

### **Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants**

91. À la 5<sup>e</sup> séance, le 16 juin 2015, la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, Maria Grazia Giammarinaro, a présenté ses rapports (A/HRC/29/38 et Add.1 et 2).

92. À la même séance, le représentant de la Malaisie, État concerné, a fait une déclaration.

93. À la même séance également, le représentant de la Commission des droits de l'homme de la Malaisie a fait une déclaration par message vidéo.

94. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> séances, le 16 juin 2015, et à la 8<sup>e</sup> séance, le 17 juin, des déclarations ont été faites et des questions posées à la Rapporteuse spéciale par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Algérie (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Allemagne, Arabie saoudite, Bélarus<sup>2</sup> (s'exprimant également au nom du Bahreïn, du Bangladesh, de la Bolivie (État plurinational de), de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de l'Équateur, des États-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie, de l'Inde, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de la Libye, du Nicaragua, du Nigéria, de l'Ouzbékistan, des Philippines, du Qatar, de la République démocratique populaire lao, de Singapour, du Tadjikistan, du Turkménistan et du Venezuela (République bolivarienne du)), Botswana, Chine, Cuba, El Salvador, Émirats arabes unis, Estonie, France, Ghana, Indonésie, Maroc, Nigéria, Pakistan (s'exprimant au nom des États membres de l'Organisation de la coopération islamique), Paraguay, Portugal, Qatar, Sierra Leone, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Angola, Australie, Autriche, Belgique, Chili, Égypte, Équateur, Espagne, Fidji, Grèce, Honduras, Iran (République islamique d'), Iraq, Israël, Italie, Madagascar, Myanmar, Panama, Philippines, République de Moldova, Soudan, Suisse, Tadjikistan, Tchad, Tunisie, Uruguay ;

c) L'observateur de l'organisme ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivant : Organisation internationale pour les migrations (OIM) ;

d) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Conseil de l'Europe, Union européenne ;

e) Le représentant de l'Ordre souverain et militaire de Malte, doté du statut d'observateur ;

f) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Association Südwind pour la formation et la sensibilisation aux politiques de développement, Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII (s'exprimant également au nom des Dominicains pour la justice et la paix (Ordre des Prêcheurs), de la Fondation mariste pour la solidarité internationale, de Pax Christi International – Mouvement international catholique pour la paix et de Pax Romana), Caritas Internationalis (International Confederation of Catholic Charities), Korea Center for United Nations Human Rights Policy, Union internationale humaniste et laïque.

95. À la 8<sup>e</sup> séance, le 17 juin 2015, la Rapporteuse spéciale a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

### **Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences**

96. À la 8<sup>e</sup> séance, le 17 juin 2015, la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences, Rashida Manjoo, a présenté ses rapports (A/HRC/29/27 et Add.1 à 4).

97. À la 9<sup>e</sup> séance, le même jour, les représentants de l'Afghanistan, du Honduras et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États concernés, ont fait des déclarations.

98. À la même séance, les représentants de la Commission afghane indépendante des droits de l'homme et de la Commission pour l'égalité et les droits de l'homme de la Grande-Bretagne (s'exprimant également au nom de la Commission nord-irlandaise des droits de l'homme et de la Commission écossaise des droits de l'homme) ont fait des déclarations par message vidéo.

99. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> séances, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions posées à la Rapporteuse spéciale par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Albanie, Algérie (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Arabie saoudite, Argentine, Bangladesh, Botswana, Brésil, Chine, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, El Salvador, Équateur<sup>2</sup> (s'exprimant au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Ghana, Irlande, Japon, Lettonie, Maroc, Mexique, Namibie, Pakistan (s'exprimant au nom des États membres de l'Organisation de la coopération islamique), Paraguay, Portugal, Qatar, République de Corée, Sierra Leone, Tunisie<sup>2</sup> (s'exprimant également au nom du groupe des États arabes), Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Angola, Australie, Autriche, Belgique, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Égypte, Espagne, Fidji, Finlande, Grèce, Iraq, Islande, Italie, Luxembourg, Mali, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Philippines, Pologne, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, Rwanda, Slovaquie, Soudan, Suisse, Tadjikistan, Thaïlande, Togo ;

c) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Conseil de l'Europe, Union européenne ;

d) Le représentant du Comité international de la Croix-Rouge, doté du statut d'observateur ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Action Canada pour la population et le développement, Association internationale des personnes lesbiennes et gays, Association pour le progrès des communications, Association Südwind pour la formation et la sensibilisation aux politiques de développement, Centre des droits reproductifs, Centre for Human Rights and Peace Advocacy, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Fédération luthérienne mondiale, Human Rights Now, Indian Law Resource Center, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale – OCAPROCE International, Social Service Agency of the Protestant Church in Germany, Union internationale humaniste et laïque, World Barua Organization.

100. À la 10<sup>e</sup> séance, le même jour, la Rapporteuse spéciale a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

### **Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays**

101. À la 8<sup>e</sup> séance, le 17 juin 2015, le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays, Chaloka Beyani, a présenté ses rapports (A/HRC/29/34 et Add.1 à 3).

102. À la 9<sup>e</sup> séance, le même jour, les représentants de l'Azerbaïdjan, d'Haïti et de l'Ukraine, États concernés, ont fait des déclarations.

103. À la même séance, le représentant du Commissaire aux droits de l'homme du Parlement ukrainien a fait une déclaration.

104. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> séances, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Albanie, Algérie (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Botswana, Chine, Côte d'Ivoire, Cuba, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Ghana,

Irlande, Maroc, Nigéria, Pakistan (s'exprimant au nom des États membres de l'Organisation de la coopération islamique), République de Corée, Sierra Leone ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Arménie, Autriche, Chili, Colombie, Djibouti, Égypte, Équateur, Espagne, Géorgie, Grèce, Honduras, Iraq, Italie, Mozambique, Philippines, République arabe syrienne, Rwanda, Soudan, Suisse, État de Palestine ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Le représentant du Comité international de la Croix-Rouge, doté du statut d'observateur ;

105. À la 10<sup>e</sup> séance, le même jour, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

106. À la 11<sup>e</sup> séance, le même jour, les représentants de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

107. À la même séance, les représentants de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan ont fait des déclarations au titre de leur deuxième droit de réponse.

### **Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression**

108. À la 10<sup>e</sup> séance, le 17 juin 2015, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, David Kaye, a présenté ses rapports (A/HRC/29/32 et Add.1).

109. Au cours du dialogue qui a suivi, à la 11<sup>e</sup> séance, le 17 juin 2015, et à la 12<sup>e</sup> séance, le 18 juin, des déclarations ont été faites et des questions posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Albanie, Algérie (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Allemagne, Arabie saoudite, Botswana, Brésil, Chine, Cuba, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Ghana, Indonésie, Irlande, Lettonie, Monténégro, Pakistan (s'exprimant au nom des États membres de l'Organisation de la coopération islamique), Paraguay, Portugal, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Australie, Autriche, Belgique, Bénin, Burkina Faso, Canada, Chili, Égypte, Équateur, Grèce, Iran (République islamique d'), Norvège, Nouvelle-Zélande, Pologne, République tchèque, Suisse, Togo, Tunisie ;

c) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Conseil de l'Europe, Organisation de la coopération islamique, Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Aliran Kesedaran Negara National Consciousness Movement, Article 19 – Centre international contre la censure (s'exprimant également au nom d'Amnesty International et de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme), Asian Legal Resource Centre, Association pour le progrès des communications, Association Südwind pour la formation et la sensibilisation aux politiques de développement, East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project, Fondation des droits de l'homme d'Helsinki, Forum asiatique pour les droits de l'homme et le développement, International Gay and Lesbian Human Rights Commission (s'exprimant également au nom de l'Association internationale des personnes lesbiennes et gays), Service international pour les droits de l'homme, Social Service Agency of the Protestant Church in Germany.

110. À la 12<sup>e</sup> séance, le 18 juin 2015, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

111. À la 14<sup>e</sup> séance, le même jour, les représentants de l'Angola, de la Chine et de la Malaisie ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

112. À la 21<sup>e</sup> séance, le 23 juin 2015, le représentant de l'Ukraine a fait une déclaration au titre de son droit de réponse.

**Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association**

113. À la 10<sup>e</sup> séance, le 17 juin 2015, le Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, Maina Kiai, a présenté ses rapports (A/HRC/29/25 et Add.1 à 3).

114. À la même séance, les représentants du Kazakhstan et d'Oman, États concernés, ont fait des déclarations.

115. Au cours du dialogue qui a suivi, à la 11<sup>e</sup> séance, le 17 juin 2015, et à la 12<sup>e</sup> séance, le 18 juin, des déclarations ont été faites et des questions posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Albanie, Algérie (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Arabie saoudite, Botswana, Brésil, Chine, Cuba, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Ghana, Inde, Irlande, Lettonie, Pakistan (s'exprimant au nom des États membres de l'Organisation de la coopération islamique), Paraguay, Portugal, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Australie, Autriche, Belgique, Bénin, Canada, Chili, Égypte, Équateur, Grèce, Iran (République islamique d'), Norvège, Pologne, République tchèque, Suisse, Tadjikistan, Togo, Tunisie ;

c) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Conseil de l'Europe, Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Agence internationale pour le développement, Aliran Kesedaran Negara National Consciousness Movement, Asian Legal Resource Centre, Association pour le progrès des communications, Centre d'études légales et sociales, CIVICUS – Alliance mondiale pour la participation citoyenne, East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project, Forum asiatique pour les droits de l'homme et le développement, Human Rights House Foundation, Organisation mondiale contre la torture (s'exprimant également au nom de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme), Service international pour les droits de l'homme, Social Service Agency of the Protestant Church in Germany.

116. À la 12<sup>e</sup> séance, le 18 juin 2015, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

117. À la 14<sup>e</sup> séance, le même jour, les représentants de l'Angola, de la Chine et de la Malaisie ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

118. À la 21<sup>e</sup> séance, le 23 juin 2015, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration au titre de son droit de réponse.

**Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats**

119. À la 12<sup>e</sup> séance, le 18 juin 2015, la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats, Gabriela Knaul, a présenté ses rapports (A/HRC/29/26, Corr.1 et Add.1 à 4).

120. À la même séance, les représentants des Émirats arabes unis, du Portugal, du Qatar et de la Tunisie, États concernés, ont fait des déclarations.

121. À la même séance également, le Représentant du Bureau du médiateur de la République (Provedoria de Justiça) du Portugal a fait une déclaration.

122. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> séances, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions posées à la Rapporteuse spéciale par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Algérie (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Arabie

saoudite, Botswana, Brésil, Chine, Cuba, Estonie, États-Unis d'Amérique, France, Ghana, Inde, Maroc, Mexique, Monténégro, Namibie, Pakistan (s'exprimant au nom des États membres de l'Organisation de la coopération islamique), République de Corée, Sierra Leone, Tunisie<sup>3</sup> (s'exprimant également au nom du Groupe des États arabes), Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Australie, Bahreïn, Belgique, Bénin, Burkina Faso, Chili, Égypte, Fidji, Hongrie, Iran (République islamique d'), Iraq, Israël, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pologne, République tchèque, Soudan, Suisse ;

c) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Conseil de l'Europe, Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Agence internationale pour le développement, Alsalam Foundation, Amnesty International, Association Südwind pour la formation et la sensibilisation aux politiques de développement, Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, Commission arabe des droits humains, Innovations et réseaux pour le développement.

123. À la 13<sup>e</sup> séance, le même jour, la Rapporteuse spéciale a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

#### **Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible**

124. À la 12<sup>e</sup> séance, le 18 juin 2015, le Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible, Dainius Pūras, a présenté ses rapports (A/HRC/29/33 et Add.1).

125. À la même séance, le représentant de la Malaisie, État concerné, a fait une déclaration.

126. À la même séance également, le représentant de la Commission des droits de l'homme de la Malaisie a fait une déclaration par message vidéo.

127. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> séances, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Algérie (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Botswana, Brésil, Chine, Cuba, Équateur<sup>3</sup> (s'exprimant au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), États-Unis d'Amérique, France, Ghana, Inde, Indonésie, Maroc, Nigéria, Pakistan (s'exprimant au nom des États membres de l'Organisation de la coopération islamique), Paraguay, Portugal, République de Corée, Sierra Leone, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Australie, Bahreïn, Burkina Faso, Chili, Égypte, Iran (République islamique d'), Lituanie, Panama, République arabe syrienne, République de Moldova, Slovaquie, Soudan, Suisse, Thaïlande, Togo et État de Palestine ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) L'observateur de l'institution nationale des droits de l'homme suivante : Commission nord-irlandaise des droits de l'homme (par message vidéo) ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Action Canada pour la population et le développement, Alliance Defending Freedom, Allied Rainbow Communities International (s'exprimant également au nom de l'Association internationale des personnes lesbiennes et gays), Centre for Human Rights and Peace Advocacy, Commission arabe des droits humains, Human Rights Now,

<sup>3</sup> État observateur prenant la parole au nom d'États membres et d'États observateurs.

Liberation, VIVAT International (s'exprimant également au nom de Franciscans International), World Barua Organization.

128. À la 13<sup>e</sup> séance, le même jour, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

### **Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation**

129. À la 13<sup>e</sup> séance, le 18 juin 2015, le Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation, Kishore Singh, a présenté ses rapports (A/HRC/29/30 et Add.1 et 2).

130. À la 14<sup>e</sup> séance, le même jour, les représentants de l'Algérie et du Bhoutan, États concernés, ont fait des déclarations.

131. Au cours du dialogue qui a suivi, à la 14<sup>e</sup> séance, le 18 juin 2015, et à la 16<sup>e</sup> séance, le 19 juin, des déclarations ont été faites et des questions posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Algérie (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Arabie saoudite, Bangladesh, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chine, Côte d'Ivoire, Cuba, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur<sup>3</sup> (s'exprimant également au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), États-Unis d'Amérique, Estonie, Fédération de Russie, France, Ghana, Inde, Indonésie, Maroc, Pakistan (s'exprimant au nom des États membres de l'Organisation de la coopération islamique), Paraguay, Portugal, Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Tunisie<sup>3</sup> (s'exprimant également au nom du Groupe des États arabes), Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Angola, Australie, Bénin, Chili, Égypte, Géorgie, Grèce, Iran (République islamique d'), Israël, Mali, République démocratique du Congo, Sri Lanka ;

c) L'observateur de l'organisme ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivant : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ;

d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Alliance Defending Freedom, Alsalam Foundation, Association Südwind pour la formation et la sensibilisation aux politiques de développement, Commission arabe des droits humains, Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights, Jubilee Campaign, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Organisation internationale pour le droit à l'éducation et la liberté d'enseignement (s'exprimant également au nom de l'Association Points-Coeur, de l'Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII, du Bureau international catholique de l'enfance, de la Congrégation de Notre-Dame de charité du Bon Pasteur, des Dominicains pour la justice et la paix (Ordre des Prêcheurs), de la Fondation mariste pour la solidarité internationale ONLUS, de la Foundation for GAIA, d'Humanité nouvelle, de l'Institut pour une synthèse planétaire, de l'Office international de l'enseignement catholique, de l'Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, de la Planetary Association for Clean Energy, de Servas International et de la Women's Board Educational Cooperation Society), Plan International (s'exprimant également au nom d'Arigatou International), Union internationale des femmes musulmanes, World Barua Organization.

132. À la 16<sup>e</sup> séance, le 19 juin 2015, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

### **Experte indépendante sur les droits de l'homme et la solidarité internationale**

133. À la 13<sup>e</sup> séance, le 18 juin 2015, l'Experte indépendante sur les droits de l'homme et la solidarité internationale, Virginia Dandan, a présenté ses rapports (A/HRC/29/35).

134. Au cours du dialogue qui a suivi, à la 14<sup>e</sup> séance, le 18 juin 2015, et à la 16<sup>e</sup> séance, le 19 juin, des déclarations ont été faites et des questions posées à l'Experte indépendante par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Algérie (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Bangladesh, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chine, Côte d'Ivoire, Cuba, El Salvador, Équateur<sup>3</sup> (s'exprimant au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), Fédération de Russie, Ghana, Inde, Pakistan (s'exprimant au nom des États membres de l'Organisation de la coopération islamique), Sierra Leone, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Bénin, Chili, Djibouti, Égypte, Iran (République islamique d'), Mali ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Association mondiale pour l'école instrument de paix, Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII (s'exprimant également au nom de la Congrégation de Notre-Dame de charité du Bon Pasteur, d'Edmund Rice International Limited, de la Foundation for GAIA, de l'Organisation internationale pour le droit à l'éducation et la liberté d'enseignement, de Pax Christi International – Mouvement international catholique pour la paix, de Pax Romana et de la Planetary Association for Clean Energy), Conseil indien sud-américain, Fondation Al-Khoei.

135. À la 14<sup>e</sup> séance, le 18 juin 2015, l'Experte indépendante a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

#### **Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires**

136. À la 16<sup>e</sup> séance, le 19 juin 2015, le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, Christof Heyns, a présenté ses rapports (A/HRC/29/37 et Add.1 à 5).

137. Au cours du dialogue qui a suivi, à la 16<sup>e</sup> séance, le 19 juin 2015, et à la 18<sup>e</sup> séance, le 22 juin, des déclarations ont été faites et des questions posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Albanie, Algérie (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Brésil, Chine, Cuba, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Ghana, Inde, Indonésie, Irlande, Maroc, Pakistan (s'exprimant au nom des États membres de l'Organisation de la coopération islamique), Pays-Bas, République de Corée, Sierra Leone, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Australie, Belgique, Danemark, Égypte, Italie, République arabe syrienne, Suisse, État de Palestine ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Agence internationale pour le développement, Alsalam Foundation, Article 19 – Centre international contre la censure, Asian Legal Resource Centre, Association Südwind pour la formation et la sensibilisation aux politiques de développement, Centro Regional de Derechos Humanos y Justicia de Género (s'exprimant également au nom du Centre d'études légales et sociales), Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, Congrès du monde islamique, Franciscans International.

138. À la 16<sup>e</sup> séance, le 19 juin 2015, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.



**Groupe de travail chargé de la question de la discrimination à l'égard des femmes, dans la législation et dans la pratique**

139. À la 16<sup>e</sup> séance, le 19 juin 2015, la Présidente du Groupe de travail chargé de la question de la discrimination à l'égard des femmes, dans la législation et dans la pratique, Emna Aouij, a présenté le rapport du Groupe de travail (A/HRC/29/40 et Add.1 à 3).

140. À la même séance, les représentants du Chili, de l'Espagne et du Pérou, États concernés, ont fait des déclarations.

141. Au cours du dialogue qui a suivi, à la 16<sup>e</sup> séance, le 19 juin 2015, et à la 18<sup>e</sup> séance, le 22 juin, des déclarations ont été faites et des questions posées à la Présidente par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Albanie, Algérie (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Botswana, Brésil, Chine, Cuba, Équateur<sup>3</sup> (s'exprimant au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Gabon, Ghana, Inde, Indonésie, Irlande, Lettonie, Maroc, Mexique, Pakistan (s'exprimant au nom des États membres de l'Organisation de la coopération islamique), Paraguay, Pays-Bas, République de Corée, Sierra Leone, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Australie, Bahreïn, Belgique, Colombie, Danemark, Égypte, Fidji, Finlande, Géorgie, Iran (République islamique d'), Italie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Slovaquie, Soudan, Suisse, Tunisie, Uruguay ;

c) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Conseil de l'Europe, Organisation de la coopération islamique, Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amnesty International, Association Südwind pour la formation et la sensibilisation aux politiques de développement, Centre des droits reproductifs, CIVICUS – Alliance mondiale pour la participation citoyenne, Défense des enfants International, Federatie van Nederlandse Verenigingen tot Integratie van Homoseksualiteit – COC Nederland (s'exprimant également au nom de l'Association internationale des personnes lesbiennes et gays et de la Swedish Federation of Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender Rights), Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Union internationale humaniste et laïque.

142. À la 16<sup>e</sup> séance, le 19 juin 2015, la Présidente a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

**Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté**

143. À la 18<sup>e</sup> séance, le 22 juin 2015, le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, Philip Alston, a présenté son rapport et celui de son prédécesseur (A/HRC/29/31 et Add.1).

144. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> séances, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Algérie (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Arabie saoudite, Bangladesh, Botswana, Brésil, Chine, Cuba, Équateur<sup>3</sup> (s'exprimant également au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), Fédération de Russie, France, Ghana, Indonésie, Irlande, Maroc, Namibie, Pakistan (s'exprimant au nom des États membres de l'Organisation de la coopération islamique), Paraguay, République de Corée, Sierra Leone, Tunisie<sup>3</sup> (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Angola, Bahreïn, Belgique, Bénin, Burkina Faso, Chili, Djibouti, Égypte, Grèce, Haïti, Luxembourg, Mauritanie, Niger, Norvège, Soudan, Togo ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : African Development Association, Association Südwind pour la formation et la sensibilisation aux politiques de développement, Centre for Human Rights and Peace Advocacy, European Region of the International Lesbian and Gay Association, Franciscans International, Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights, Human Rights Commission of Pakistan, Indian Law Resource Center (s'exprimant également au nom d'Amnesty International), International Buddhist Relief Organisation.

145. À la 19<sup>e</sup> séance, le même jour, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

146. À la 21<sup>e</sup> séance, le 23 juin 2015, le représentant de l'Ukraine a fait une déclaration au titre de son droit de réponse.

**Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste**

147. À la 18<sup>e</sup> séance, le 22 juin 2015, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, Ben Emmerson, a présenté son rapport (A/HRC/29/51).

148. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> séances, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Algérie (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Arabie saoudite, Botswana, Brésil, Chine, Cuba, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Ghana, Indonésie, Irlande, Maroc, Mexique, Pakistan (s'exprimant au nom des États membres de l'Organisation de la coopération islamique), Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Bahreïn, Belgique, Bénin, Chili, Égypte, Grèce, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Mali, Mauritanie, Niger, Nouvelle-Zélande, République arabe syrienne, Suisse, Turquie ;

c) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Conseil de l'Europe, Union européenne ;

d) L'observateur de l'institution nationale des droits de l'homme suivante : Commission nord-irlandaise des droits de l'homme (s'exprimant également au nom de la Commission écossaise des droits de l'homme et de la Commission pour l'égalité et les droits de l'homme de la Grande-Bretagne) (par message vidéo) ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Association Südwind pour la formation et la sensibilisation aux politiques de développement, Commission arabe des droits humains, Conseil indien sud-américain, Institut d'étude des droits de l'homme du Caire, International Buddhist Relief Organisation, Liberation, Mbororo Social and Cultural Development Association, World Barua Organization.

149. À la 19<sup>e</sup> séance, le même jour, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

150. À la 20<sup>e</sup> séance, le même jour, les représentants du Qatar, de la République arabe syrienne et de la Turquie ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

151. À la même séance, les représentants du Qatar, de la République arabe syrienne et de la Turquie ont fait des déclarations au titre de leur deuxième droit de réponse.

## B. Réunions-débats

### Réunion-débat sur les moyens de garantir l'exercice du droit à l'éducation par toutes les filles sur un pied d'égalité

152. À sa 7<sup>e</sup> séance, le 16 juin 2015, le Conseil des droits de l'homme a tenu, en application de sa résolution 27/6, une réunion-débat sur les moyens de garantir l'exercice du droit à l'éducation par toutes les filles sur un pied d'égalité.

153. Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a prononcé une allocution liminaire à l'intention de la réunion-débat. La Directrice adjointe pour les partenariats de la Direction des programmes de l'UNICEF, Marilena Viviani, a animé la réunion-débat.

154. À la même séance, les experts dont le nom suit ont fait des déclarations : Reem Al Hashemi, Barbara Bailey, Kishore Singh, Hannah Godefa et Adama Coulibaly. Le Conseil a divisé la réunion-débat en deux parties.

155. Au cours de la première partie du débat qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux experts par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Algérie (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Égypte<sup>4</sup> (s'exprimant également au nom de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, de l'Arabie saoudite, du Bélarus, du Bhoutan, de la Bolivie (État plurinational de), de la Chine, de Cuba, des Émirats arabes unis, de l'Équateur, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Ouganda, du Pakistan, de la République populaire démocratique de Corée, de Singapour, de Sri Lanka et du Venezuela (République bolivarienne du)), Équateur<sup>4</sup> (s'exprimant au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), Nigéria (s'exprimant également au nom de l'Argentine, de l'Autriche, de l'Équateur, de la Finlande et de la Norvège), Pakistan (s'exprimant au nom des États membres de l'Organisation de la coopération islamique), Qatar (s'exprimant au nom du Conseil de coopération du Golfe), Tunisie<sup>4</sup> (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Canada, Égypte, Slovaquie (s'exprimant également au nom de l'Autriche et de la Croatie), Togo ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) L'observateur de l'institution nationale des droits de l'homme suivante : Conseil des droits de l'homme de la Mauritanie ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : International Lesbian and Gay Association, Plan International (s'exprimant également au nom de Arigatou International, Défense des enfants International, Save the Children et Save the Children International).

156. À la fin de la première partie, à la même séance, les experts ont répondu aux questions et formulé des observations.

157. Au cours de la deuxième partie de la réunion-débat, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux experts par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Arabie saoudite, Brésil, Chine, Émirats arabes unis, Estonie, Inde, Mexique, Namibie, Qatar, République de Corée, Sierra Leone ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Bahreïn, Colombie, Fidji, Grèce, Liechtenstein, Népal, Rwanda, Turquie ;

c) L'observateur de l'institution nationale des droits de l'homme suivante : Conseil national des droits de l'homme du Maroc ;

<sup>4</sup> État observateur prenant la parole au nom d'États membres et d'États observateurs.

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amnesty International, Forum européen des personnes handicapées, Union internationale humaniste et laïque.

158. À la même séance, les experts ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

### **Journée annuelle de débat sur les droits fondamentaux des femmes**

159. Le 19 juin 2015, conformément à ses résolutions 6/30, 23/25 et 26/15, le Conseil des droits de l'homme a tenu une journée annuelle de débat sur les droits fondamentaux des femmes. La journée a été divisée en deux réunions-débats.

160. La première réunion-débat s'est tenue à la 15<sup>e</sup> séance, le même jour, sur le thème « Éliminer et prévenir la violence domestique à l'égard des femmes et des filles ». La Haut-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme a prononcé une allocution liminaire à l'intention de la réunion-débat. La Secrétaire générale de l'Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines et ambassadrice de bonne volonté de l'Union africaine pour la campagne visant à mettre fin au mariage d'enfants, Nyaradzayi Gumbonzvanda, a animé la réunion-débat.

161. À la même séance, pour la première réunion-débat, les experts dont le nom suit ont fait des déclarations : Marie Yves Rose Morquette Myrtil, Blanca Hernández Oliver, Nur Hasyim, Begoña Lasagabaster, Julia Estela Monárrez Fragoso et Sven Pfeiffer. Le Conseil a divisé la première réunion-débat en deux parties, toutes deux tenues lors de la même séance.

162. Au cours de la première partie du débat qui a suivi, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux experts par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Albanie, Algérie (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Chine (s'exprimant également au nom de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, du Bangladesh, du Bélarus, du Bhoutan, de la Bolivie (État plurinational de), de Cuba, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de l'Équateur, de la Fédération de Russie, de l'Inde, de l'Indonésie, du Kazakhstan, du Pakistan, des Philippines, de la République arabe syrienne, de Singapour, de Sri Lanka, du Soudan, de la Thaïlande, du Venezuela (République bolivarienne du) et du Viet Nam), Équateur<sup>4</sup> (s'exprimant au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), Maroc (s'exprimant au nom d'États membres et d'États observateurs de l'Organisation internationale de la Francophonie), Mexique, Paraguay, Philippines<sup>4</sup> (s'exprimant au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Égypte, Norvège (s'exprimant également au nom du Danemark, de la Finlande, de l'Islande et de la Suède) ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) L'observateur de l'institution nationale des droits de l'homme suivante : Conseil national des droits de l'homme du Maroc ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Allied Rainbow Communities International, Association Südwind pour la formation et la sensibilisation aux politiques de développement.

163. À la fin de la première partie de la première réunion-débat, à la même séance, les experts ont répondu aux questions et formulé des observations.

164. Au cours de la deuxième partie de la première réunion-débat, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux experts par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Argentine, Brésil, États-Unis d'Amérique, Indonésie, Namibie, République de Corée, Sierra Leone ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Chili, Équateur, Iraq, Mali, Monaco, Népal, Nicaragua, Slovaquie, Thaïlande, Saint-Siège ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Organisation de la coopération islamique ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Action Canada pour la population et le développement, Africa Culture Internationale Human Rights, Friends World Committee for Consultation, Indian Law Resource Center.

165. À la même séance, les experts de la première réunion-débat ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

166. La seconde réunion-débat s'est tenue à la 17<sup>e</sup> séance, le même jour, sur le thème « Droits fondamentaux et participation des femmes au pouvoir et aux prises de décisions ». La Haut-Commissaire adjointe aux droits de l'homme a prononcé une allocution liminaire à l'intention de la réunion-débat. La Présidente du Groupe de travail chargé de la question de la discrimination à l'égard des femmes, dans la législation et dans la pratique, Emna Aouij, a animé la réunion-débat.

167. À la même séance, les experts dont le nom suit ont fait des déclarations : Arancha González, Shirin Akhter, Lucrèce Falolou, Michèle Ollier et Lilian Soto. Le Conseil a divisé la seconde réunion-débat en deux parties, toutes deux tenues lors de la même séance.

168. Au cours de la première partie du second débat qui a suivi, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux experts par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Équateur<sup>4</sup> (s'exprimant au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), États-Unis d'Amérique, France, Monténégro, Pakistan ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Autriche (s'exprimant également au nom du Liechtenstein, de la Norvège et de la Suisse), Croatie, Espagne, Finlande (s'exprimant également au nom du Danemark, de l'Islande, de la Norvège et de la Suède), République arabe syrienne, Togo ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Commission arabe des droits humains, Service international pour les droits de l'homme, Union mondiale des aveugles.

169. À la fin de la première partie de la seconde réunion-débat, les experts ont répondu aux questions et formulé des observations.

170. Au cours de la deuxième partie du second débat qui a suivi, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux experts par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Albanie, Bolivie (État plurinational de), Chine, El Salvador, Estonie, Irlande, Japon, Lettonie, Mexique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Australie, Canada, Grèce, Koweït, Lituanie, Niger, République tchèque, Rwanda ;

c) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Conseil de l'Europe, Organisation internationale de droit du développement ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Fédération des femmes de Chine, Global Network for Rights and Development.

171. À la fin de la deuxième partie de la seconde réunion-débat, les experts ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

### **Réunion-débat sur les effets du terrorisme sur la jouissance par toutes les personnes des droits de l'homme et des libertés fondamentales**

172. À sa 37<sup>e</sup> séance, le 30 juin 2015, en application de sa résolution 28/17, le Conseil des droits de l'homme a tenu une réunion-débat sur les effets du terrorisme sur la jouissance par toutes les personnes des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

173. La Haut-Commissaire adjointe aux droits de l'homme a prononcé une allocution liminaire à l'intention de la réunion-débat. Le Vice-Président du Conseil, Mothusi Bruce Rabasha Palai, a animé la réunion-débat.

174. À la même séance, les experts dont le nom suit ont fait des déclarations : Ben Emmerson, Steven Siqueira et Mauro Miedico. Le Conseil a divisé la réunion-débat en deux parties.

175. Au cours de la première partie du débat qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux experts par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Albanie (s'exprimant également au nom de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Autriche, du Bangladesh, de la Belgique, de la Bulgarie, du Canada, du Chili, de Chypre, de la Colombie, de la Croatie, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, des États-Unis d'Amérique, de la Finlande, de la France, de la Grèce, du Guatemala, de la Hongrie, de l'Iraq, de l'Irlande, d'Israël, de l'Italie, du Japon, du Kenya, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, du Mali, du Maroc, de Monaco, de la Norvège, du Panama, du Paraguay, des Pays-Bas, du Pérou, de la Pologne, de la République de Corée, de Saint-Marin, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suisse, de la Tunisie et de la Turquie), Algérie (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Arabie saoudite, Cuba, Égypte<sup>4</sup> (s'exprimant également au nom de l'Algérie, de l'Arabie saoudite, de la Jordanie et du Maroc), Équateur<sup>4</sup> (s'exprimant au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), États-Unis d'Amérique, Hongrie<sup>4</sup> (s'exprimant également au nom de l'Allemagne, de l'Arménie, de l'Australie, de l'Autriche, de la Bulgarie, du Canada, de Chypre, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, des États-Unis d'Amérique, de la Finlande, de la France, du Ghana, de l'Irlande, de l'Italie, du Japon, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, du Mexique, de Monaco, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la République de Corée, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suisse et de l'Uruguay), Pakistan, Suisse<sup>4</sup> (s'exprimant également au nom de l'Allemagne, de l'Arménie, de l'Australie, de l'Autriche, de la Bulgarie, du Canada, de Chypre, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, de la Finlande, de la France, du Ghana, de la Hongrie, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, du Japon, de la Lettonie, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, de Monaco, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la République de Corée, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de Saint-Marin, de la Slovaquie et de la Slovénie) ;

b) Le représentant de l'État observateur suivant : Danemark (s'exprimant également au nom de la Finlande, de l'Islande, de la Norvège et de la Suède) ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) L'observateur de l'institution nationale des droits de l'homme suivante : Conseil national des droits de l'homme du Maroc ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Alsalam Foundation, Human Rights Watch (s'exprimant également au nom de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme et du Service international pour les droits de l'homme).

176. À la fin de la première partie de la réunion-débat, les experts ont répondu aux questions et formulé des observations.

177. Au cours de la deuxième partie de la réunion-débat, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux experts par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Chine, Estonie, Inde, Irlande, Maroc, Namibie, Pays-Bas, Sierra Leone, Viet Nam ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Autriche, Bahreïn, Belgique, Égypte, Hongrie, Iran (République islamique d'), Jordanie, Koweït, Niger, République arabe syrienne, Saint-Siège ;

c) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Conseil de l'Europe, Organisation internationale de la Francophonie

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amuta for NGO Responsibility, CIVICUS – Alliance mondiale pour la participation citoyenne, Commission arabe des droits humains, Friends World Committee for Consultation (s'exprimant également au nom d'Amnesty International), Organisation de défense des victimes de la violence.

178. À la fin de la deuxième partie de la réunion-débat, les experts ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

### C. Débat général sur le point 3 de l'ordre du jour

179. À sa 20<sup>e</sup> séance, le 22 juin 2015, et à sa 21<sup>e</sup> séance, le 23 juin, le Conseil des droits de l'homme a tenu un débat général sur les rapports thématiques et les mises à jour orales au titre des points 2 et 3 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Algérie (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Allemagne, Arabie saoudite, Botswana, Brésil (s'exprimant également au nom de l'Argentine, du Paraguay et de l'Uruguay), Chili<sup>4</sup> (s'exprimant également au nom du Brésil, de la Colombie et de l'Uruguay), États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Indonésie, Iran (République islamique d')<sup>4</sup> (s'exprimant également au nom du Mouvement des pays non alignés), Irlande, Lettonie (s'exprimant au nom de l'Union européenne, de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Géorgie, de l'Islande, du Liechtenstein, du Monténégro, de la République de Moldova, de la Serbie, de la Turquie et de l'Ukraine), Mongolie<sup>4</sup> (s'exprimant également au nom de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Autriche, du Canada, du Costa Rica, de l'Estonie, des États-Unis d'Amérique, de la Finlande, de la France, de la Géorgie, du Ghana, de l'Irlande, du Japon, du Kenya, de la Lettonie, de la Lituanie, des Maldives, du Mexique, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de la Pologne, de la République de Moldova, de la République tchèque, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Suède et de la Tunisie), Monténégro, Nigéria, Pakistan (s'exprimant également au nom des États membres de l'Organisation de la coopération islamique), Pays-Bas, Qatar (s'exprimant au nom du Conseil de coopération du Golfe), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Australie, Burkina Faso, Espagne, Mauritanie, Norvège, Slovaquie ;

c) L'observateur de l'organisme ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivant : Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida ;

d) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Conseil de l'Europe, Organisation internationale de droit du développement ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Action Canada pour la population et le développement, Action internationale pour la paix et le développement dans la région des Grands Lacs, Agence internationale pour le développement, All-Russian Public Organization « Russian Public Institute of Electoral Law », Alliance Defending Freedom, Allied Rainbow Communities International

(s'exprimant également au nom de l'International Lesbian and Gay Association), Alsalam Foundation, Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Amnesty International (s'exprimant également au nom de Human Rights Watch), Article 19 – Centre international contre la censure, Association Duneny, Association Helios Life, Association Südwind pour la formation et la sensibilisation aux politiques de développement, British Humanist Association, Centre de ressources BADIL pour le droit à la résidence et le droit des réfugiés palestiniens, Centre des droits reproductifs, Centre for Human Rights and Peace Advocacy, Comisión Colombiana de Juristas, Commission arabe des droits humains, Conectas Direitos Humanos, Congrès du monde islamique, Congrès juif mondial, Federación de Asociaciones de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, Fondation Al-Khoei, Forum asiatique pour les droits de l'homme et le développement, Franciscans International, Friends World Committee for Consultation, Groupe des ONG pour la Convention relative aux droits de l'enfant (s'exprimant également au nom du Consortium for Street Children, d'ECPAT International (End Child Prostitution, Child Pornography and Trafficking in Children for Sexual Purposes), du Mouvement international ATD Quart Monde, de Plan International et de Save the Children International), Il Cenacolo, International Buddhist Relief Organisation, International Lesbian and Gay Association, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Liberation, Mbororo Social and Cultural Development Association, Organisation de défense des victimes de la violence, Organisation internationale pour les pays les moins avancés, Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale – OCAPROCE Internationale, Peivande Gole Narges Organization, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Save the Children International, Service international pour les droits de l'homme, Société pour les peuples menacés, Union internationale des femmes musulmanes, Union internationale humaniste et laïque, United Nations Watch, World Barua Organization.

180. À la 20<sup>e</sup> séance, le 22 juin 2015, les représentants de l'Inde et du Pakistan ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

181. À la 21<sup>e</sup> séance, le 23 juin 2015, les représentants de l'Arabie saoudite et de la Chine ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

## **D. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets**

### **Cinquantième anniversaire de l'adoption des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et quarantième anniversaire de leur entrée en vigueur**

182. À la 42<sup>e</sup> séance, le 2 juillet 2015, le représentant de la Fédération de Russie a présenté le projet de résolution A/HRC/29/L.2, qui avait pour auteur la Fédération de Russie. L'Algérie, l'Angola, l'Arménie, le Bangladesh, le Bélarus, la Bolivie (État plurinational de), la Bosnie-Herzégovine, Cabo Verde, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, l'Indonésie, le Kazakhstan, le Mexique, le Pérou, la République dominicaine, la Serbie, Sri Lanka, la Suisse, la Thaïlande, la Tunisie, la Turquie, l'Uruguay et le Venezuela (République bolivarienne du) se sont joints ultérieurement à l'auteur.

183. À la même séance, le représentant de la Lettonie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil des droits de l'homme) a fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

184. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

185. À la même séance, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration avant le vote pour expliquer son vote.

186. À la même séance également, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 29/1).

187. À la 45<sup>e</sup> séance, le 3 juillet 2015, les représentants de l'Afrique du Sud et du Japon ont fait des déclarations après le vote pour expliquer leur vote.



### **Protection des droits de l'homme des migrants : migrants en transit**

188. À la 42<sup>e</sup> séance, le 2 juillet 2015, le représentant du Mexique a présenté le projet de résolution A/HRC/29/L.3, qui avait pour auteur principal le Mexique et pour coauteurs l'Allemagne, l'Argentine, la Bosnie-Herzégovine, Chypre, le Guatemala, le Honduras, l'Irlande, le Kenya, le Monténégro, le Paraguay, le Pérou, les Philippines, le Portugal et l'Uruguay. L'Angola, l'Arménie, la Belgique, le Burkina Faso, Cabo Verde, le Chili, le Costa Rica, El Salvador, les États-Unis d'Amérique, la Grèce, Haïti, le Maroc, le Niger, le Nigéria, la République dominicaine, la Serbie, Sri Lanka, la Suisse, la Tunisie et l'Ukraine se sont joints ultérieurement aux auteurs.

189. À la même séance, le représentant du Mexique a révisé oralement le projet de résolution.

190. À la même séance également, le représentant de la Lettonie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil des droits de l'homme) a fait des observations générales au sujet du projet de résolution révisé oralement.

191. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution révisé oralement.

192. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution révisé oralement sans le mettre aux voix (résolution 29/2).

193. À la 45<sup>e</sup> séance, le 3 juillet 2015, le représentant du Japon a fait une déclaration après le vote pour expliquer son vote.

### **Droits de l'homme et solidarité internationale**

194. À la 42<sup>e</sup> séance, le 2 juillet 2015, le représentant de Cuba a présenté le projet de résolution A/HRC/29/L.6, qui avait pour auteur principal Cuba et pour coauteurs le Bangladesh, le Bélarus, la Bolivie (État plurinational de), la Chine, l'Équateur, la Fédération de Russie, le Guatemala, le Nicaragua, le Pakistan, la République arabe syrienne, la République populaire démocratique de Corée, Sri Lanka, le Venezuela (République bolivarienne du) et le Zimbabwe. L'Algérie (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), El Salvador, l'Indonésie, les Philippines, la République dominicaine et la Tunisie (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes) se sont joints ultérieurement aux auteurs.

195. À la même séance, les représentants des États-Unis d'Amérique, de la Lettonie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil des droits de l'homme) et du Mexique ont fait des déclarations avant le vote pour expliquer leur vote.

196. À la même séance également, à la demande du représentant de la Lettonie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil des droits de l'homme), le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

#### *Ont voté pour :*

Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Argentine, Bangladesh, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Chine, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, El Salvador, Émirats arabes unis, Éthiopie, Fédération de Russie, Gabon, Ghana, Inde, Indonésie, Kazakhstan, Kenya, Maldives, Maroc, Mexique, Namibie, Nigéria, Pakistan, Paraguay, Qatar, Sierra Leone, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam.

#### *Ont voté contre :*

Albanie, Allemagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Irlande, Japon, Lettonie, Monténégro, Pays-Bas, Portugal, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

197. Le Conseil a adopté le projet de résolution par 33 voix contre 14, avec zéro abstention (résolution 29/3).

### **Élimination de la discrimination à l'égard des femmes**

198. À la 42<sup>e</sup> séance, le 2 juillet 2015, les représentants de la Colombie et du Mexique ont présenté le projet de résolution A/HRC/29/L.7/Rev.1, qui avait pour auteurs principaux la Colombie et le Mexique et pour coauteurs l'Albanie, l'Allemagne, l'Andorre, l'Argentine, l'Australie, la Belgique, la Bolivie (État plurinational de), la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, le Chili, Chypre, la Croatie, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, l'ex-République yougoslave de Macédoine, les Fidji, la Finlande, la Géorgie, la Grèce, le Guatemala, le Honduras, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, la Lettonie, le Liechtenstein, le Luxembourg, Malte, Monaco, le Monténégro, la Namibie, la Nouvelle-Zélande, le Nicaragua, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, les Philippines, la Pologne, le Portugal, la République de Moldova, la République tchèque, le Rwanda, Saint-Marin, la Serbie, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Suisse, la Thaïlande, la Turquie, l'Ukraine, l'Uruguay et le Viet Nam. L'Autriche, le Burkina Faso, la Costa Rica, le Danemark, El Salvador, l'Estonie, la France, Haïti, la Hongrie, l'Indonésie, la Lituanie, la Norvège, Panama, la République de Corée, la République dominicaine, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Togo et la Tunisie se sont joints ultérieurement aux auteurs.

199. À la même séance, les représentants de l'Afrique du Sud et de la Lettonie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil des droits de l'homme) ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

200. À la même séance également, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 29/4).

201. À la 45<sup>e</sup> séance, le 3 juillet 2015, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration après le vote pour expliquer son vote.

### **Élimination de la discrimination à l'encontre des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille**

202. À la 42<sup>e</sup> séance, le 2 juillet 2015, le représentant du Japon, s'exprimant également au nom du Brésil, de l'Estonie, de l'Éthiopie, du Maroc, du Portugal et de la Roumanie, a présenté le projet de résolution A/HRC/29/L.10, qui avait pour auteurs principaux le Brésil, l'Estonie, l'Éthiopie, le Japon, le Maroc, le Portugal et la Roumanie et pour coauteurs l'Allemagne, l'Andorre, l'Angola, l'Australie, l'Autriche, la Bolivie (État plurinational de), la Bosnie-Herzégovine, le Botswana, la Bulgarie, le Cameroun, le Canada, Chypre, le Congo, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la France, la Géorgie, la Grèce, le Guatemala, le Honduras, la Hongrie, l'Indonésie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Kenya, la Lituanie, le Luxembourg, Madagascar, le Mali, le Mexique, le Monténégro, le Nicaragua, la Norvège, le Paraguay, le Pérou, la Pologne, la République de Corée, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovaquie, la Slovénie, Sri Lanka, la Thaïlande, la Turquie, le Venezuela (République bolivarienne du) et le Viet Nam. La Belgique, Cabo Verde, le Cambodge, le Chili, la Colombie, la Croatie, Cuba, le Danemark, El Salvador, le Ghana, le Kazakhstan, la Lettonie, le Myanmar, le Nigéria, les Pays-Bas, les Philippines, la République dominicaine, la Serbie, Singapour, le Timor-Leste, la Tunisie (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes) et l'Ukraine se sont joints ultérieurement aux auteurs.

203. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 29/5).

### **Indépendance et impartialité du pouvoir judiciaire, des jurés et des assesseurs et indépendance des avocats**

204. À la 42<sup>e</sup> séance, le 2 juillet 2015, les représentants de la Hongrie<sup>5</sup> et du Mexique, s'exprimant également au nom de l'Australie, du Botswana, des Maldives et de la Thaïlande, ont présenté le projet de résolution A/HRC/29.L.11, qui avait pour auteurs principaux l'Australie, le Botswana, la Hongrie, les Maldives, le Mexique et la Thaïlande et pour coauteurs l'Allemagne, l'Andorre, l'Autriche, la Belgique, le Bénin, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, Chypre, la Colombie, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Finlande, la France, la Géorgie, le Ghana, la Grèce, le Guatemala, le Honduras, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Kenya, la Lettonie, le Liechtenstein, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, le Monténégro, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la République de Moldova, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Serbie, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Suisse, la Turquie, l'Ukraine et le Viet Nam. L'Algérie, l'Arménie, le Burkina Faso, Cabo Verde, le Canada, le Chili, le Costa Rica, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, les Fidji, Haïti, l'Indonésie, le Maroc, la Namibie, le Nigéria, le Panama, les Philippines, la République de Corée, la République dominicaine, la Sierra Leone, la Tunisie, l'Uruguay et l'État de Palestine se sont joints ultérieurement aux auteurs.

205. À la même séance, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration avant le vote pour expliquer son vote.

206. À la même séance également, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 29/6).

207. À la 45<sup>e</sup> séance, le 3 juillet 2015, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration après le vote pour expliquer son vote.

### **Le droit à l'éducation**

208. À la 42<sup>e</sup> séance, le 2 juillet 2015, le représentant du Portugal a présenté le projet de résolution A/HRC/29/L.14/Rev.1, qui avait pour auteur principal le Portugal et pour coauteurs l'Albanie, l'Andorre, l'Angola, l'Argentine, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie (État plurinational de), la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, Chypre, la Croatie, l'Égypte, l'Espagne, l'Estonie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Finlande, la France, la Géorgie, la Grèce, le Guatemala, la Guinée équatoriale, Haïti, le Honduras, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, le Maroc, le Mexique, Monaco, le Monténégro, la Norvège, le Paraguay, le Pérou, les Philippines, la Pologne, le Qatar, la République de Moldova, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, le Sénégal, la Serbie, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Thaïlande, le Timor-Leste, l'Ukraine, l'Uruguay et le Viet Nam. L'Allemagne, l'Arménie, le Botswana, le Brésil, le Burkina Faso, Cabo Verde, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Danemark, El Salvador, les Émirats arabes unis, l'Islande, le Japon, le Liechtenstein, les Maldives, le Mozambique, la Namibie, le Nicaragua, le Panama, les Pays-Bas, la République tchèque, la Roumanie, la Sierra Leone, le Togo, la Tunisie et l'État de Palestine se sont joints ultérieurement aux auteurs.

209. À la même séance, le représentant du Pakistan a présenté l'amendement A/HRC/29/L.31 au projet de résolution A/HRC/29/L.14/Rev.1. L'amendement A/HRC/29/L.31 avait pour auteurs la Chine et le Pakistan.

210. À la même séance également, le représentant du Portugal a fait des observations générales au sujet du projet de résolution et de l'amendement.

<sup>5</sup> État observateur prenant la parole au nom d'États membres et d'États observateurs.

211. À la même séance, à la demande du représentant du Portugal, l'amendement A/HRC/29/L.31 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Arabie saoudite, Bangladesh, Chine, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Inde, Indonésie, Kazakhstan, Pakistan.

*Ont voté contre :*

Albanie, Allemagne, Argentine, Botswana, Brésil, Côte d'Ivoire, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Irlande, Japon, Kenya, Lettonie, Maldives, Mexique, Monténégro, Paraguay, Pays-Bas, Portugal, Qatar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone.

*Se sont abstenus :*

Afrique du Sud, Algérie, Bolivie (État plurinational de), Congo, Cuba, El Salvador, Émirats arabes unis, Éthiopie, Gabon, Ghana, Maroc, Namibie, Nigéria, République de Corée, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam.

212. Le Conseil des droits de l'homme a rejeté l'amendement A/HRC/29/L.31 par 22 voix contre 9, avec 16 abstentions.

213. À la même séance, à la demande du représentant du Pakistan, le huitième alinéa du préambule du projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré.

214. À la même séance également, le représentant de la Fédération de Russie a fait une déclaration avant le vote sur le huitième alinéa du préambule du projet de résolution pour expliquer son vote.

215. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Albanie, Algérie, Allemagne, Argentine, Botswana, Brésil, Congo, Côte d'Ivoire, El Salvador, Émirats arabes unis, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, France, Irlande, Japon, Kazakhstan, Kenya, Lettonie, Maldives, Maroc, Mexique, Monténégro, Namibie, Paraguay, Pays-Bas, Portugal, Qatar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone.

*Se sont abstenus :*

Afrique du Sud, Arabie saoudite, Bangladesh, Bolivie (État plurinational de), Chine, Cuba, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Gabon, Ghana, Inde, Indonésie, Nigéria, Pakistan, République de Corée, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam.

216. Le Conseil des droits de l'homme a adopté le huitième alinéa du préambule du projet de résolution A/HRC/29/L.14/Rev.1 par 30 voix contre zéro, avec 17 abstentions.

217. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution A/HRC/29/L.14/Rev.1 sans le mettre aux voix (résolution 29/7).

218. À la 45<sup>e</sup> séance, le 3 juillet 2015, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration après le vote pour expliquer son vote.

**Renforcement des mesures visant à prévenir et à éliminer les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés**

219. À la 42<sup>e</sup> séance, le 2 juillet 2015, les représentants de l'Italie<sup>5</sup> (s'exprimant également au nom de l'Argentine, du Canada, de l'Éthiopie, du Honduras, des Maldives, du Monténégro, des Pays-Bas, de la Pologne, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Suisse, de l'Uruguay et de la Zambie) et de la Sierra Leone ont présenté le projet de résolution A/HRC/29/L.15, qui avait pour auteurs principaux l'Argentine, le Canada, l'Éthiopie, le Honduras, l'Italie, les Maldives, le Monténégro, les Pays-Bas, la Pologne, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Sierra Leone, la Suisse, l'Uruguay et la Zambie, et pour coauteurs l'Allemagne, l'Andorre, l'Angola, l'Australie, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, Chypre, la Croatie,

l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis d'Amérique, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Finlande, la Géorgie, le Ghana, la Grèce, le Guatemala, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, la Lettonie, le Libéria, le Liechtenstein, la Lituanie, le Luxembourg, la Namibie, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Panama, le Paraguay, le Pérou, le Portugal, la République de Moldova, la Roumanie, la Serbie, la Slovaquie, la Slovénie, le Tchad, la Thaïlande, l'Ukraine et le Viet Nam. L'Albanie, l'Arménie, l'Autriche, la Bolivie (État plurinational de), le Botswana, le Burkina Faso, Cabo Verde, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, la Côte d'Ivoire, le Danemark, Djibouti, l'Égypte, la France, Haïti, Israël, le Japon, le Kazakhstan, Madagascar, le Mali, le Mexique, Monaco, le Niger, les Philippines, la République démocratique du Congo, la République dominicaine, la République tchèque, le Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, la Suède, le Togo, la Tunisie, la Turquie et le Venezuela (République bolivarienne du) se sont joints ultérieurement aux auteurs.

220. À la même séance, les représentants de l'Italie<sup>5</sup> (s'exprimant également au nom de l'Argentine, du Canada, de l'Éthiopie, du Honduras, des Maldives, du Monténégro, des Pays-Bas, de la Pologne, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Suisse, de l'Uruguay et de la Zambie) et de la Sierra Leone ont révisé oralement le projet de résolution.

221. À la même séance également, le représentant du Qatar (s'exprimant au nom du Conseil de coopération du Golfe) a fait des observations générales au sujet du projet de résolution révisé oralement.

222. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution révisé oralement.

223. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution révisé oralement sans le mettre aux voix (résolution 29/8).

224. À la 45<sup>e</sup> séance, le 3 juillet 2015, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration après le vote pour expliquer son vote.

#### **Protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste**

225. À la 43<sup>e</sup> séance, le 2 juillet 2015, le représentant du Mexique a présenté le projet de résolution A/HRC/29/L.17/Rev.1, qui avait pour auteur principal le Mexique et pour coauteurs l'Allemagne, l'Argentine, l'Autriche, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, Chypre, la Colombie, l'Espagne, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Finlande, la Géorgie, le Guatemala, l'Irlande, la Lettonie, le Liechtenstein, les Pays-Bas, la Norvège, le Pérou, la République tchèque, Saint-Marin, la Slovaquie et la Suisse. L'Andorre, l'Arménie, l'Australie, le Brésil, le Burkina Faso, le Canada, le Chili, le Costa Rica, le Danemark, les États-Unis d'Amérique, la France, la Grèce, l'Islande, le Japon, le Luxembourg, Monaco, la Nouvelle-Zélande, la Pologne, la République dominicaine, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Serbie, la Slovénie, la Suède, la Tunisie, l'Ukraine, l'Uruguay et le Venezuela (République bolivarienne du) se sont joints ultérieurement aux auteurs.

226. À la même séance, les représentants des États-Unis d'Amérique et de la Lettonie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil des droits de l'homme) ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

227. À la même séance également, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 29/9).

228. À la 45<sup>e</sup> séance, le 3 juillet 2015, le représentant de la Sierra Leone a fait une déclaration après le vote pour expliquer son vote.

### **Les droits de l'homme et la réglementation de l'acquisition, de la possession et de l'utilisation d'armes à feu par les civils**

229. À la 43<sup>e</sup> séance, le 2 juillet 2015, les représentants de l'Équateur et du Pérou ont présenté le projet de résolution A/HRC/29/L.18, qui avait pour auteurs principaux l'Équateur et le Pérou et pour coauteurs Cuba, le Nicaragua, le Nigéria, la Suisse et le Venezuela (République bolivarienne du). L'Australie, la Bolivie (État plurinational de), le Chili, le Congo, le Costa Rica, l'Espagne, la Guinée équatoriale, la Grèce, Haïti, l'Irlande, le Niger, le Panama, les Philippines, le Portugal, la République dominicaine, Singapour, la Thaïlande et l'Uruguay se sont joints ultérieurement aux auteurs.

230. À la même séance, le représentant de la Lettonie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil des droits de l'homme) a fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

231. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

232. À la même séance, les représentants des États-Unis d'Amérique, du Mexique et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont fait des déclarations avant le vote pour expliquer leur vote.

233. À la même séance également, à la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Bangladesh, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Chine, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, El Salvador, Émirats arabes unis, Estonie, Éthiopie, Fédération de Russie, Gabon, Ghana, Inde, Indonésie, Irlande, Kazakhstan, Kenya, Lettonie, Maldives, Maroc, Mexique, Monténégro, Namibie, Nigéria, Pakistan, Paraguay, Pays-Bas, Portugal, Qatar, Sierra Leone, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam.

*Se sont abstenus :*

États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Japon, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

234. Le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de résolution par 41 voix contre zéro, avec 6 abstentions (résolution 29/10).

235. À la 45<sup>e</sup> séance, le 3 juillet 2015, les représentants de l'ex-République yougoslave de Macédoine et du Japon ont fait des déclarations après le vote pour expliquer leur vote.

### **Les effets négatifs de la corruption sur la jouissance des droits de l'homme**

236. À la 43<sup>e</sup> séance, le 2 juillet 2015, le représentant du Maroc (s'exprimant également au nom de l'Autriche, du Brésil, de l'Éthiopie, de l'Indonésie et de la Pologne) a présenté le projet de résolution A/HRC/29/L.19, qui avait pour auteurs principaux l'Autriche, le Brésil, l'Éthiopie, l'Indonésie, le Maroc et la Pologne et pour coauteurs la Bolivie (État plurinational de), la Bosnie-Herzégovine, le Botswana, la Bulgarie, Chypre, l'Espagne, l'Estonie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Finlande, la Géorgie, la Grèce, le Honduras, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, le Liechtenstein, la Lituanie, le Mexique, le Monténégro, la Nouvelle-Zélande, le Paraguay, le Portugal, le Qatar, la République de Moldova, la République démocratique du Congo, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Rwanda, la Slovaquie, Sri Lanka, la Suisse, la Thaïlande, le Tchad, la Tunisie, la Turquie et l'Ukraine. L'Algérie (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), l'Andorre, l'Australie, la Belgique, le Canada, le Chili, le Costa Rica, la Croatie, Cuba, le Danemark, El Salvador, les États-Unis d'Amérique, les Fidji, la France, Haïti, l'Islande, Israël, Malte, la Norvège, le Pakistan (s'exprimant au nom de l'Organisation de la coopération islamique), les Pays-Bas, le Pérou, les Philippines, le

Qatar (s'exprimant au nom du Conseil de coopération du Golfe), la République de Corée, la République dominicaine, la République tchèque, la Roumanie, la Serbie, Singapour, la Slovénie, la Suède, la Tunisie (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes) et l'Uruguay se sont joints ultérieurement aux auteurs.

237. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

238. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 29/11).

239. À la 45<sup>e</sup> séance, le 3 juillet 2015, les représentants des États-Unis d'Amérique et du Japon ont fait des déclarations après le vote pour expliquer leur vote.

### **Enfants et adolescents migrants non accompagnés et droits de l'homme**

240. À la 43<sup>e</sup> séance, le 2 juillet 2015, le représentant d'El Salvador, s'exprimant également au nom du Nicaragua, a présenté le projet de résolution A/HRC/29/L.24, qui avait pour auteurs principaux El Salvador et le Nicaragua et pour coauteurs la Bolivie (État plurinational de), Cuba, l'Égypte, l'Équateur, les États-Unis d'Amérique, Haïti, le Honduras, le Maroc, la Namibie, le Panama, le Paraguay, le Pérou, la République dominicaine, la Thaïlande, la Tunisie, le Venezuela (République bolivarienne du) et l'État de Palestine. L'Algérie (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), l'Argentine, le Brésil, le Chili, Chypre, la Colombie, l'Espagne, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Grèce, le Guatemala, le Japon, les Philippines, le Portugal et la Turquie se sont joints ultérieurement aux auteurs.

241. À la même séance également, les représentants de la Bolivie (État plurinational de) et du Venezuela (République bolivarienne du) ont formulé des observations générales sur le projet de résolution.

242. À la même séance également, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 29/12).

### **Intensification de l'action menée pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes : éliminer la violence familiale**

243. À la 44<sup>e</sup> séance, le 2 juillet 2015, le représentant du Canada a présenté le projet de résolution A/HRC/29/L.16/Rev.1, qui avait pour auteur principal le Canada et pour coauteurs l'Albanie, l'Allemagne, l'Andorre, l'Angola, l'Argentine, l'Australie, la Belgique, le Bénin, la Bulgarie, le Burkina Faso, le Chili, Chypre, la Colombie, le Congo, la Côte d'Ivoire, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis d'Amérique, l'ex-République yougoslave de Macédoine, les Fidji, la Finlande, la France, la Géorgie, la Grèce, le Guatemala, Haïti, le Honduras, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, la Jamaïque, le Japon, la Lettonie, le Libéria, le Liechtenstein, le Luxembourg, le Mali, Malte, Monaco, le Monténégro, la Namibie, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, les Philippines, la Pologne, le Portugal, la République de Corée, la République de Moldova, la République tchèque, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Rwanda, Saint-Marin, la Serbie, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Suisse, la Thaïlande, le Togo, l'Ukraine, l'Uruguay et le Viet Nam. L'Autriche, la Bosnie-Herzégovine, le Brésil, Cabo Verde, le Cameroun, le Costa Rica, Djibouti, El Salvador, la Hongrie, le Kazakhstan, la Lituanie, Madagascar, le Mexique, la Mongolie, la République démocratique du Congo, la Roumanie, la Sierra Leone, le Tchad, Trinité-et-Tobago, la Tunisie et la Turquie se sont joints ultérieurement aux auteurs.

244. À la même séance, le représentant de l'Arabie saoudite, s'exprimant également au nom du Bahreïn, du Bangladesh, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de la Fédération de Russie, de l'Iran (République islamique d'), du Koweït, d'Oman et du Qatar, a présenté les amendements A/HRC/29/L.27 et A/HRC/29/L.29 au projet de résolution A/HRC/29/L.16/Rev.1. Les amendements A/HRC/29/L.27 et A/HRC/29/L.29 avaient pour auteurs l'Arabie saoudite, le Bahreïn, l'Égypte, les Émirats arabes unis, la Fédération de

Russie, l'Iran (République islamique d'), le Koweït, Oman et le Qatar. Le Bangladesh et le Soudan se sont joints ultérieurement aux auteurs.

245. À la même séance également, le représentant des Émirats arabes unis a présenté les amendements A/HRC/29/L.26 et A/HRC/29/L.28 au projet de résolution A/HRC/29/L.16/Rev.1. Les amendements A/HRC/29/L.26 et A/HRC/29/L.28 avaient pour auteurs l'Arabie saoudite, le Bahreïn, l'Égypte, les Émirats arabes unis, la Fédération de Russie, l'Iran (République islamique d'), le Koweït, Oman et le Qatar. Le Bangladesh et le Soudan se sont joints ultérieurement aux auteurs des deux amendements.

246. À la même séance également, les représentants de l'Argentine, du Brésil, de la France, du Japon, de la Lettonie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme), du Pakistan (s'exprimant également au nom de l'Arabie saoudite, du Bahreïn, du Bangladesh, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de la Fédération de Russie, de l'Iran (République islamique d'), du Koweït, de la Libye, d'Oman et du Qatar), et du Viet Nam ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution et des amendements. Dans sa déclaration, le représentant du Pakistan (s'exprimant également au nom de l'Arabie saoudite, du Bahreïn, du Bangladesh, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de la Fédération de Russie, de l'Iran (République islamique d'), du Koweït, de la Libye, d'Oman et du Qatar) a dissocié ces pays du consensus sur le neuvième alinéa du préambule et les paragraphes 2, 4, 8 a) et h) et 9 a) du projet de résolution.

247. À la même séance également, le représentant de l'Albanie a fait une déclaration avant le vote sur l'amendement A/HRC/29/L.26 pour expliquer son vote.

248. À la même séance, à la demande du représentant de la Sierra Leone, l'amendement A/HRC/29/L.26 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Arabie saoudite, Bangladesh, Chine, Émirats arabes unis, Éthiopie, Fédération de Russie, Inde, Indonésie, Maldives, Maroc, Nigéria, Pakistan, Qatar.

*Ont voté contre :*

Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Argentine, Botswana, Brésil, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Irlande, Japon, Kazakhstan, Kenya, Lettonie, Mexique, Monténégro, Namibie, Paraguay, Pays-Bas, Portugal, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone.

*Se sont abstenus :*

Algérie, Congo, Côte d'Ivoire, El Salvador, Gabon, Ghana, Viet Nam.

249. L'amendement A/HRC/29/L.26 a été rejeté par 24 voix contre 13, avec 7 abstentions<sup>6</sup>.

250. À la même séance, le représentant de l'Irlande a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote sur l'amendement A/HRC/29/L.27.

251. À la même séance également, à la demande du représentant de la Sierra Leone, l'amendement A/HRC/29/L.27 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Arabie saoudite, Bangladesh, Botswana, Chine, Émirats arabes unis, Éthiopie, Fédération de Russie, Inde, Indonésie, Maroc, Nigéria, Pakistan, Qatar.

*Ont voté contre :*

Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Argentine, Brésil, Congo, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Irlande, Japon, Kazakhstan, Kenya, Lettonie, Monténégro, Namibie,

<sup>6</sup> Trois délégations n'ont pas voté.



Paraguay, Pays-Bas, Portugal, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone.

*Se sont abstenus :*

Algérie, Côte d'Ivoire, El Salvador, Gabon, Ghana, Maldives, Viet Nam.

252. Le Conseil a rejeté l'amendement A/HRC/29/L.27. par 23 voix contre 13, avec 7 abstentions<sup>7</sup>.

253. À la même séance, à la demande du représentant de la Sierra Leone, l'amendement A/HRC/29/L.28 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Arabie saoudite, Bangladesh, Botswana, Chine, Émirats arabes unis, Éthiopie, Fédération de Russie, Indonésie, Kenya, Maldives, Maroc, Nigéria, Pakistan, Qatar.

*Ont voté contre :*

Albanie, Allemagne, Argentine, Brésil, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Inde, Irlande, Japon, Kazakhstan, Lettonie, Mexique, Monténégro, Paraguay, Pays-Bas, Portugal, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone.

*Se sont abstenus :*

Afrique du Sud, Algérie, Congo, Côte d'Ivoire, El Salvador, Gabon, Ghana, Namibie, Viet Nam.

254. Le Conseil a rejeté l'amendement A/HRC/29/L.28 par 21 voix contre 14, avec 9 abstentions<sup>8</sup>.

255. À la même séance, les représentants des États-Unis d'Amérique et du Monténégro ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote sur l'amendement A/HRC/29/L.29.

256. À la même séance également, à la demande du représentant de la Sierra Leone, l'amendement A/HRC/29/L.29 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Arabie saoudite, Bangladesh, Botswana, Chine, Émirats arabes unis, Éthiopie, Fédération de Russie, Inde, Indonésie, Maroc, Pakistan, Qatar.

*Ont voté contre :*

Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Argentine, Brésil, Congo, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Irlande, Japon, Kazakhstan, Kenya, Lettonie, Mexique, Monténégro, Namibie, Paraguay, Pays-Bas, Portugal, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone.

*Se sont abstenus :*

Algérie, Côte d'Ivoire, El Salvador, Gabon, Ghana, Maldives, Nigéria, Viet Nam.

257. Le Conseil a rejeté l'amendement A/HRC/29/L.29 par 24 voix contre 12, avec 8 abstentions<sup>8</sup>.

258. À la même séance, à la demande du représentant de l'Arabie saoudite, le paragraphe 8 a) du projet de résolution a fait l'objet d'un vote distinct. Les voix se sont réparties comme suit :

<sup>7</sup> La Bolivie (État plurinational de), Cuba, le Mexique et le Venezuela (République bolivarienne du) n'ont pas voté. Le représentant du Mexique a ultérieurement fait savoir que sa délégation avait eu l'intention de voter contre l'amendement.

<sup>8</sup> Trois délégations n'ont pas voté.

*Ont voté pour :*

Albanie, Allemagne, Argentine, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, El Salvador, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Ghana, Irlande, Japon, Kazakhstan, Kenya, Lettonie, Mexique, Monténégro, Namibie, Paraguay, Pays-Bas, Portugal, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Viet Nam.

*Ont voté contre :*

Afrique du Sud, Botswana, Maroc, Nigéria, Pakistan.

*Se sont abstenus :*

Algérie, Arabie saoudite, Bangladesh, Chine, Émirats arabes unis, Éthiopie, Fédération de Russie, Gabon, Inde, Indonésie, Maldives, Qatar.

259. Le Conseil a adopté le paragraphe 8 a) du projet de résolution A/HRC/29/L.16/Rev.1 par 29 voix contre 5, avec 12 abstentions<sup>9</sup>, <sup>10</sup>.

260. À la même séance, à la demande du représentant de l'Arabie saoudite, le paragraphe 9 a) du projet de résolution a fait l'objet d'un vote distinct. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Argentine, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, El Salvador, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Ghana, Irlande, Japon, Kazakhstan, Kenya, Lettonie, Mexique, Monténégro, Namibie, Paraguay, Pays-Bas, Portugal, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Viet Nam.

*Ont voté contre :*

Botswana, Maroc, Pakistan.

*Se sont abstenus :*

Algérie, Arabie saoudite, Bangladesh, Chine, Émirats arabes unis, Éthiopie, Fédération de Russie, Gabon, Inde, Indonésie, Maldives, Nigéria, Qatar, Venezuela (République bolivarienne du).

261. Le Conseil a adopté le paragraphe 9 a) du projet de résolution A/HRC/29/L.16/Rev.1 par 30 voix contre 3, avec 14 abstentions.

262. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution A/HRC/29/L.16/Rev.1 sans le mettre aux voix (résolution 29/14).

263. À la 45<sup>e</sup> séance, le 3 juillet 2015, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait des observations générales et le représentant de l'Afrique du Sud a fait une déclaration après le vote pour expliquer son vote.

### **Droits de l'homme et changements climatiques**

264. À la 44<sup>e</sup> séance, le 2 juillet 2015, les représentants du Bangladesh et des Philippines ont présenté le projet de résolution A/HRC/29/L.21, qui avait pour auteurs principaux le Bangladesh et les Philippines et pour coauteurs la Bosnie-Herzégovine, la France, le Guatemala, Haïti, la Mauritanie, le Pérou, le Venezuela (République bolivarienne du) et le Viet Nam. L'Algérie (s'exprimant au nom du groupe des États d'Afrique), l'Allemagne, la Barbade, la Belgique, le Bhoutan, le Chili, Chypre, le Costa Rica, les Fidji, la Géorgie, la Grèce, l'Irlande, Kiribati, le Népal, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan (s'exprimant au nom de l'Organisation de la coopération islamique), le Portugal, la République dominicaine, la République démocratique populaire lao, Sainte-Lucie, Sri Lanka, la Suède, le Timor-Leste,

<sup>9</sup> Une délégation n'a pas voté.

<sup>10</sup> Le représentant de l'Arabie saoudite a ultérieurement fait savoir qu'il y avait eu une erreur dans le vote de sa délégation et qu'elle avait eu l'intention de voter pour le paragraphe 8 a) du projet de résolution.

la Tunisie (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), Tuvalu et Vanuatu se sont joints ultérieurement aux auteurs.

265. À la même séance, les représentants de l'Afrique du Sud, des États-Unis d'Amérique et de la Lettonie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil des droits de l'homme) ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

266. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

267. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 29/15).

268. À la 45<sup>e</sup> séance, le 3 juillet 2015, les représentants des États-Unis d'Amérique et du Japon ont fait des déclarations après le vote pour expliquer leur vote.

**Protection de la famille : contribution de la famille à la réalisation du droit à un niveau de vie suffisant pour ses membres, en particulier par son rôle dans l'élimination de la pauvreté et dans la réalisation des objectifs de développement durable**

269. À la 45<sup>e</sup> séance, le 3 juillet 2015, les représentants de l'Arabie saoudite et de l'Égypte<sup>11</sup> (s'exprimant également au nom du Bangladesh, du Bélarus, de la Chine, de la Côte d'Ivoire, d'El Salvador, de la Fédération de Russie, du Maroc, de la Mauritanie, de l'Ouganda, du Qatar et de la Tunisie) ont présenté le projet de résolution A/HRC/29/L.25, qui avait pour auteurs principaux l'Arabie saoudite, le Bangladesh, le Bélarus, la Chine, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, El Salvador, la Fédération de Russie, le Maroc, la Mauritanie, le Qatar et la Tunisie et pour coauteurs l'Algérie (agissant au nom du Groupe des États d'Afrique à l'exception de l'Afrique du Sud), la Bosnie-Herzégovine, la Malaisie, les Maldives, le Pakistan (agissant au nom de l'Organisation de la coopération islamique à l'exception de l'Albanie), Sri Lanka et la Tunisie (agissant au nom du Groupe des États arabes). Le Pakistan (agissant au nom de l'Organisation de la coopération islamique à l'exception de l'Albanie) s'est ensuite retiré en tant que coauteur du projet de résolution. L'Égypte (agissant au nom de l'Organisation de la coopération islamique à l'exception de l'Albanie et du Pakistan (voir aussi par. 280)), Haïti, les Philippines, la République dominicaine et le Venezuela (République bolivarienne du) se sont joints ultérieurement aux auteurs.

270. À la même séance, le Président a annoncé que l'amendement A/HRC/29/L.36 au projet de résolution A/HRC/29/L.25, qui avait pour auteur l'Afrique du Sud, avait été retiré.

271. À la même séance également, le représentant de l'Afrique du Sud (s'exprimant également au nom du Brésil, du Chili et de l'Uruguay) a présenté l'amendement A/HRC/29/L.37 au projet de résolution A/HRC/29/L.25. L'amendement A/HRC/29/L.37 avait pour auteurs l'Afrique du Sud, le Brésil et l'Uruguay. Le Chili et la Colombie se sont joints ultérieurement aux auteurs.

272. À la même séance, conformément à l'article 116 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, le représentant de la Fédération de Russie (agissant également au nom de l'Arabie saoudite, du Bangladesh, du Bélarus, de la Chine, de la Côte d'Ivoire, de l'Égypte, d'El Salvador, du Maroc, de la Mauritanie, de l'Ouganda, du Qatar et de la Tunisie) a demandé l'ajournement de l'examen de l'amendement A/HRC/29/L.37.

273. Les représentants de la Chine et de l'Indonésie se sont ensuite prononcés en faveur de la motion. Les représentants du Brésil et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se sont prononcés contre la motion.

<sup>11</sup> État observateur prenant la parole au nom d'États membres et d'États observateurs.

274. En application du même article, l'ajournement de l'examen de l'amendement A/HRC/29/L.37 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Algérie, Arabie saoudite, Bangladesh, Bolivie (État plurinational de), Chine, Congo, Côte d'Ivoire, El Salvador, Émirats arabes unis, Éthiopie, Fédération de Russie, Inde, Indonésie, Kazakhstan, Kenya, Maldives, Maroc, Namibie, Nigéria, Pakistan, Qatar, Venezuela (République bolivarienne du).

*Ont voté contre :*

Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Argentine, Botswana, Brésil, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Ghana, Irlande, Japon, Lettonie, Mexique, Monténégro, Paraguay, Pays-Bas, Portugal, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

*Se sont abstenus :*

Gabon, Sierra Leone, Viet Nam.

275. Le Conseil des droits de l'homme a adopté la motion d'ajournement de l'amendement A/HRC/29/L.37 par 22 voix contre 21, avec 3 abstentions<sup>12</sup>. En conséquence, le Conseil a ajourné l'examen de l'amendement A/HRC/29/L.37.

276. À la même séance, le représentant de la Norvège<sup>13</sup> (s'exprimant également au nom de l'Albanie, du Chili et de l'Irlande) a présenté l'amendement A/HRC/29/L.38 au projet de résolution A/HRC/29/L.25. L'amendement A/HRC/29/L.38 avait pour auteurs l'Albanie, l'Irlande et la Norvège. Le Chili, la Finlande et la Suède se sont joints ultérieurement aux auteurs.

277. À la même séance également, le représentant de l'Uruguay a présenté l'amendement A/HRC/29/L.39 au projet de résolution A/HRC/29/L.25. L'amendement A/HRC/29/L.39 avait pour auteurs la Belgique, le Luxembourg et l'Uruguay. Le Chili, la Finlande et la Suède se sont joints ultérieurement aux auteurs.

278. L'amendement A/HRC/29/L.39 a été accepté par les auteurs du projet de résolution A/HRC/29/L.25, qui a été révisé oralement en conséquence.

279. À la même séance, le représentant de la Norvège<sup>13</sup> (s'exprimant également au nom de l'Albanie et du Danemark) a présenté l'amendement A/HRC/29/L.40 au projet de résolution A/HRC/29/L.25 révisé oralement. L'amendement A/HRC/29/L.40 avait pour auteurs l'Albanie, le Danemark et la Norvège. La Finlande, la République tchèque et la Suède se sont joints ultérieurement aux auteurs.

280. À la même séance, le représentant du Pakistan a annoncé que l'amendement A/HRC/29/L.41 au projet de résolution A/HRC/29/L.25 révisé oralement avait été retiré. L'amendement A/HRC/29/L.41 avait pour auteur le Pakistan. En conséquence, le Pakistan s'est joint ultérieurement aux auteurs du projet de résolution A/HRC/29/L.25 révisé oralement (voir aussi par. 269).

281. À la même séance, les représentants de l'Algérie, du Bangladesh, des Émirats arabes unis, de l'Estonie (s'exprimant également au nom de l'Albanie, de l'Allemagne, de l'Argentine, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Brésil, de la Bulgarie, du Canada, du Chili, de Chypre, de la Colombie, de la Croatie, du Danemark, de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de la Finlande, de la France, de la Grèce, du Guatemala, de la Hongrie, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, du Japon, de la Lettonie, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, de Malte, de Monaco, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la République tchèque, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du nord, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse et de l'Uruguay), des États-Unis d'Amérique (s'exprimant également au nom de l'Australie et du Canada), de la Fédération de Russie, de l'Indonésie, de l'Irlande, du Maroc, du Pakistan, du Qatar et de la Sierra Leone ont fait des observations

<sup>12</sup> Une délégation n'a pas voté.

<sup>13</sup> État observateur prenant la parole au nom d'États membres et d'États observateurs.

générales au sujet du projet de résolution révisé oralement et des amendements A/HRC/29/L.38 et A/HRC/29/L.40.

282. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution révisé oralement.

283. À la même séance, les représentants des Pays-Bas et du Qatar ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote sur l'amendement A/HRC/29/L.38.

284. À la même séance également, à la demande du représentant du Qatar, l'amendement A/HRC/29/L.38 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Argentine, Brésil, Estonie, États-Unis d'Amérique, France, Irlande, Japon, Lettonie, Mexique, Monténégro, Paraguay, Pays-Bas, Portugal, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

*Ont voté contre :*

Algérie, Arabie saoudite, Bangladesh, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Chine, Congo, Côte d'Ivoire, El Salvador, Émirats arabes unis, Éthiopie, Fédération de Russie, Inde, Indonésie, Kenya, Maldives, Maroc, Namibie, Nigéria, Pakistan, Qatar, Sierra Leone, Venezuela (République bolivarienne du).

*Se sont abstenus :*

Ex-République yougoslave de Macédoine, Gabon, Ghana, Kazakhstan, Viet Nam.

285. Le Conseil a rejeté l'amendement A/HRC/29/L.38 par 23 voix contre 18, avec 5 abstentions<sup>14</sup>.

286. À la même séance, les représentants du Maroc et des Pays-Bas ont fait des déclarations avant le vote sur l'amendement A/HRC/29/L.40 pour expliquer leur vote.

287. À la même séance également, à la demande du représentant du Maroc, l'amendement A/HRC/29/L.40 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Argentine, Brésil, Estonie, États-Unis d'Amérique, France, Ghana, Irlande, Japon, Lettonie, Mexique, Monténégro, Paraguay, Pays-Bas, Portugal, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

*Ont voté contre :*

Algérie, Arabie saoudite, Bangladesh, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Chine, Congo, Côte d'Ivoire, El Salvador, Émirats arabes unis, Éthiopie, Fédération de Russie, Inde, Indonésie, Kenya, Maldives, Maroc, Namibie, Nigéria, Pakistan, Qatar, Sierra Leone, Venezuela (République bolivarienne du).

*Se sont abstenus :*

Ex-République yougoslave de Macédoine, Gabon, Kazakhstan, Viet Nam.

288. Le Conseil a rejeté l'amendement A/HRC/29/L.40 par 23 voix contre 19, avec 4 abstentions<sup>14</sup>.

289. À la même séance, les représentants de l'Afrique du Sud, de la Lettonie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil des droits de l'homme), du Mexique et du Paraguay ont fait des déclarations avant le vote sur le projet de résolution révisé oralement pour expliquer leur vote.

<sup>14</sup> Une délégation n'a pas voté.

290. À la même séance également, à la demande du représentant de l'Irlande, le projet de résolution A/HRC/29/L.25 révisé oralement a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Algérie, Arabie saoudite, Bangladesh, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Chine, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, El Salvador, Émirats arabes unis, Éthiopie, Fédération de Russie, Gabon, Ghana, Inde, Indonésie, Kazakhstan, Kenya, Maldives, Maroc, Namibie, Nigéria, Pakistan, Paraguay, Qatar, Sierra Leone, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam.

*Ont voté contre :*

Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, France, Irlande, Japon, Lettonie, Monténégro, Pays-Bas, Portugal, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

*Se sont abstenus :*

Argentine, Brésil, ex-République yougoslave de Macédoine, Mexique.

291. Le Conseil a adopté le projet de résolution A/HRC/29/L.25 révisé oralement par 29 voix contre 14, avec 4 abstentions (résolution 29/22).

292. À la même séance, le représentant de la Sierra Leone a fait des observations générales et les représentants de Cuba et de l'ex-République yougoslave de Macédoine ont fait des déclarations après le vote pour expliquer leur vote.

**Le droit à la liberté d'expression, y compris sous une forme artistique**

293. À la 45<sup>e</sup> séance, le 3 juillet 2015, le Président du Conseil a annoncé que le projet de résolution A/HRC/29/L.20 avait été retiré par ses auteurs. Le projet de résolution A/HRC/29/L.20 avait pour auteurs principaux le Bénin, les États-Unis d'Amérique, la Lettonie et l'Uruguay et pour coauteurs l'Albanie, l'Allemagne, l'Australie, la Bulgarie, Chypre, l'Espagne, l'Estonie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Géorgie, la Grèce, la Guatemala, le Honduras, la Hongrie, Israël, la Lituanie, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, la République de Moldova et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Le Liechtenstein, Malte, la République dominicaine, Saint-Marin et la Tunisie se sont joints ultérieurement aux auteurs.

294. En conséquence, le Conseil des droits de l'homme n'a pas examiné les amendements A/HRC/29/L.32 et A/HRC/29/L.33 au projet de résolution A/HRC/29/L.20. Les amendements A/HRC/29/L.32 et A/HRC/29/L.33 avaient pour auteur le Pakistan, agissant au nom de l'Organisation de la coopération islamique, à l'exception de l'Albanie et du Bénin.

## IV. Situations relatives aux droits de l'homme qui requièrent l'attention du Conseil

### A. Dialogue avec la Commission d'enquête sur la situation des droits de l'homme en République arabe syrienne

295. À la 21<sup>e</sup> séance, le 23 juin 2015, le Président de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne, Paulo Sérgio Pinheiro, a présenté, en application de la résolution 28/20 du Conseil des droits de l'homme, une mise à jour orale.

296. À la même séance, le représentant de la République arabe syrienne, État concerné, a fait une déclaration.

297. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 21<sup>e</sup> et 22<sup>e</sup> séances, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions posées au Président par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Albanie, Algérie, Allemagne, Arabie saoudite, Belgique <sup>15</sup> (s'exprimant également au nom du Luxembourg et des Pays-Bas), Botswana, Brésil, Chine, Cuba, Émirats arabes unis, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Irlande, Japon, Maldives, Maroc, Paraguay, Pays-Bas, Portugal, Qatar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Australie, Bahreïn, Bélarus, Canada, Chili, Égypte, Équateur, Espagne, Grèce, Iran (République islamique d'), Iraq, Islande (s'exprimant également au nom du Danemark, de la Finlande, de la Norvège et de la Suède), Israël, Italie, Jordanie, Koweït, Nouvelle-Zélande, Pologne, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Soudan, Suisse, Tunisie, Turquie ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amnesty International, Association des citoyens du monde, Association Südwind pour la formation et la sensibilisation aux politiques de développement, Commission arabe des droits humains, Congrès juif mondial, Institut d'étude des droits de l'homme du Caire, Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, Presse Emblème Campagne, Union des juristes arabes.

298. À la 22<sup>e</sup> séance, le même jour, le représentant de la République arabe syrienne, État concerné, a formulé ses observations finales.

299. À la même séance, le Président a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

300. À la 23<sup>e</sup> séance, le même jour, les représentants de la République arabe syrienne et de la Turquie ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

### B. Dialogue avec la Commission d'enquête sur les droits de l'homme en Érythrée

301. À la 23<sup>e</sup> séance, le 23 juin 2015, le Président de la Commission d'enquête sur les droits de l'homme en Érythrée, Mike Smith, a présenté, en application de la résolution 26/24 du Conseil des droits de l'homme, le rapport de la Commission (A/HRC/29/42).

302. À la même séance, le représentant de l'Érythrée, État concerné, a fait une déclaration.

<sup>15</sup> État observateur prenant la parole au nom d'États membres et d'États observateurs.

303. Au cours du dialogue qui a suivi, à la 23<sup>e</sup> séance, le 23 juin 2015, et à la 24<sup>e</sup> séance, le 24 juin, des déclarations ont été faites et des questions posées au Président par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Chine, Cuba, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, France, Ghana, Irlande, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Australie, Autriche, Belgique, Croatie, Djibouti, Espagne, Iran (République islamique d'), Luxembourg, Norvège, République tchèque, Somalie, Soudan, Suisse ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amnesty International, Article 19 – Centre international contre la censure, CIVICUS – Alliance mondiale pour la participation citoyenne, Conscience and Peace Tax International, East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project, Human Rights Watch, Jubilee Campaign, Mouvement international de la réconciliation.

304. À la 24<sup>e</sup> séance, le 24 juin 2015, le représentant de l'Érythrée, État concerné, a formulé ses observations finales.

305. À la même séance, le Président a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

## **C. Dialogue avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales**

### **Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Bélarus**

306. À la 23<sup>e</sup> séance, le 23 juin 2015, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Bélarus, Miklós Haraszti, a présenté son rapport (A/HRC/29/43).

307. À la même séance, le représentant du Bélarus, État concerné, a fait une déclaration.

308. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Albanie, Chine, Cuba, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie (s'exprimant également au nom de la Bolivie (État plurinational de), de la Chine, de Cuba, de l'Équateur, de l'Iran (République islamique d'), du Nicaragua, de la République populaire démocratique de Corée, de Sri Lanka, du Tadjikistan, du Turkménistan, du Venezuela (République bolivarienne du) et du Zimbabwe), France, Irlande, Kazakhstan, Lettonie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Canada, Espagne, Grèce, Iran (République islamique d'), Kirghizistan, Lituanie, Luxembourg, Myanmar, Nicaragua, Norvège, Ouzbékistan, Pologne, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Slovaquie, Suisse, Tadjikistan, Turkménistan, Zimbabwe ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : CIVICUS – Alliance mondiale pour la participation citoyenne, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Human Rights House Foundation, Human Rights Watch, Mouvement international de la réconciliation, United Nations Watch.

309. À la même séance, le représentant du Bélarus, État concerné, a formulé ses observations finales.



310. À la même séance également, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

#### **Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en Érythrée**

311. À la 24<sup>e</sup> séance, le 24 juin 2015, la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, Sheila B. Keetharuth, a présenté son rapport (A/HRC/29/41).

312. À la même séance, le représentant de l'Érythrée, État concerné, a fait une déclaration.

313. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Rapporteuse spéciale par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Irlande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ;

b) Le représentant de l'État observateur suivant : Nouvelle-Zélande ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amnesty International, Association des citoyens du monde, Conscience and Peace Tax International, East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project, Mouvement international de la réconciliation, United Nations Watch.

314. À la même séance, le représentant de l'Érythrée, État concerné, a formulé ses observations finales.

315. À la même séance également, la Rapporteuse spéciale a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

### **D. Débat général sur le point 4 de l'ordre du jour**

316. À ses 24<sup>e</sup> et 25<sup>e</sup> séances, le 24 juin 2015, et à sa 28<sup>e</sup> séance, le 25 juin, le Conseil des droits de l'homme a tenu un débat général sur le point 4 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Arabie saoudite, Chine, Cuba, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Iran (République islamique d')<sup>15</sup> (s'exprimant également au nom du Mouvement des pays non alignés), Irlande (s'exprimant également au nom de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Canada, de Chypre, du Danemark, de l'Estonie, des États-Unis d'Amérique, de la Finlande, de la France, de la Hongrie, de l'Islande, du Liechtenstein, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Pologne, de la République tchèque, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Slovaquie, de la Suède et de la Suisse), Japon, Lettonie (s'exprimant également au nom de l'Albanie, de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bosnie-Herzégovine, de la Bulgarie, du Canada, de Chypre, de la Croatie, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, des États-Unis d'Amérique, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Finlande, de la France, de la Grèce, du Guatemala, de la Hongrie, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, du Japon, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, de Malte, du Mexique, de Monaco, du Monténégro, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la République de Corée, de la République de Moldova, de la République tchèque, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Serbie, de la Slovaquie, de la Slovaquie, de la Suède, de la Suisse, de la Turquie et de l'Ukraine), Lettonie (s'exprimant au nom de l'Union européenne, de l'Albanie, du Liechtenstein, du Monténégro et de l'Ukraine), Monténégro, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Australie, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Canada, Équateur, Érythrée, Espagne, Géorgie, Islande,

Israël, Malaisie, Norvège, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Slovaquie, Suisse, Ukraine ;

c) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Action internationale pour la paix et le développement dans la région des Grands Lacs, Africa Culture Internationale Human Rights, African Development Association, Agence internationale pour le développement, Alsalam Foundation, Alulbayt Foundation, Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Amnesty International, Article 19 – Centre international contre la censure (s’exprimant également au nom de CIVICUS – Alliance mondiale pour la participation citoyenne), Asian Legal Resource Centre (s’exprimant également au nom de Franciscans International), Association américaine des juristes (s’exprimant également au nom de l’Association internationale des juristes démocrates), Association des citoyens du monde, Association Dunenyó, Association Südwind pour la formation et la sensibilisation aux politiques de développement, British Humanist Association, Center for Inquiry, Centre d’études légales et sociales (s’exprimant également au nom de l’American Civil Liberties Union, de Conectas Direitos Humanos, de la Fédération internationale des ligues des droits de l’homme, du Minority Rights Group et du Washington Office on Latin America), Centre des droits reproductifs, Centre for Human Rights and Peace Advocacy, Centrist Democratic International, CIVICUS – Alliance mondiale pour la participation citoyenne, Commission arabe des droits humains, Communauté internationale Baha’ie, Conectas Direitos Humanos, Congrès du monde islamique, Conseil indien sud-américain, East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project, European Region of the International Lesbian and Gay Association, European Union of Jewish Students, Federación de Asociaciones de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, Fédération internationale des ligues des droits de l’homme, Fondation Al-Khoei, Forum asiatique pour les droits de l’homme et le développement, France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand, Franciscans International (s’exprimant également au nom de la Brahma Kumaris World Spiritual University, du Center for International Environmental Law, de la Commission des églises pour les affaires internationales du Conseil œcuménique des églises, d’Edmund Rice International Limited, de la Foundation for GAIA, de l’Institut pour une synthèse planétaire, du Mouvement international ATD Quart Monde, de l’Ordre souverain militaire du Temple de Jérusalem, de la Planetary Association for Clean Energy et du Réseau d’information et d’action pour le droit à se nourrir), Gazeteciler ve Yazarlar Vakfı, Groupement pour les droits des minorités, Human Rights House Foundation (s’exprimant également au nom d’Article 19 – Centre international contre la censure et de la Fédération internationale des ligues des droits de l’homme), Human Rights Law Centre, Human Rights Watch, Il Cenacolo, Institut d’étude des droits de l’homme du Caire, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Liberation, Mbororo Social and Cultural Development Association, Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme, Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale – OCAPROCE Internationale, Organisation de défense des victimes de la violence, Organisation mondiale contre la torture (s’exprimant également au nom de la Fédération internationale des ligues des droits de l’homme), Parti radical non-violent transnational et transparti, Peivande Gole Narges Organization, Presse Emblème Campagne, Rencontre africaine pour la défense des droits de l’homme, Reporters sans frontières international, Union internationale des femmes musulmanes, Union internationale humaniste et laïque, United Nations Watch, Victorious Youths Movement, VIVAT International, World Barua Organization, World Environment and Resources Council.

317. À la 26<sup>e</sup> séance, le 24 juin 2015, les représentants de l’Arabie saoudite, du Bahreïn, du Burundi, de la Chine, de Cuba, de l’Égypte, de l’Éthiopie, de la Fédération de Russie, de l’Indonésie, de l’Iran (République islamique d’), du Japon, des Maldives, du Myanmar, de l’Ouzbékistan, du Pakistan, de la République de Corée, de la République populaire démocratique de Corée et du Soudan ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

318. À la même séance, les représentants du Japon, de la République de Corée et de la République populaire démocratique de Corée ont fait des déclarations au titre de leur deuxième droit de réponse.

319. À la 28<sup>e</sup> séance, le 25 juin 2015, les représentants de la République arabe syrienne et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

## **E. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets**

### **La gravité et la détérioration de la situation des droits de l'homme et de la situation humanitaire en République arabe syrienne**

320. À la 44<sup>e</sup> séance, le 2 juillet 2015, le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (s'exprimant également au nom de l'Allemagne, de l'Arabie saoudite, des États-Unis d'Amérique, de la France, de l'Italie, de la Jordanie, du Koweït, du Maroc, du Qatar et de la Turquie) a présenté le projet de résolution A/HRC/29/L.4, qui avait pour auteurs principaux l'Allemagne, l'Arabie saoudite, les États-Unis d'Amérique, la France, l'Italie, la Jordanie, le Koweït, le Maroc, le Qatar, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Turquie et pour coauteurs l'Albanie, l'Andorre, l'Australie, l'Autriche, le Bahreïn, la Belgique, le Botswana, la Bulgarie, le Canada, Chypre, le Danemark, les Émirats arabes unis, l'Espagne, l'Estonie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Finlande, la Géorgie, la Grèce, le Guatemala, la Hongrie, l'Islande, Israël, le Japon, la Lettonie, le Luxembourg, les Maldives, Malte, le Monténégro, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Slovaquie, la Slovénie et la Suède. Le Chili, le Costa Rica, la Croatie, la Hongrie, l'Irlande, la Lituanie, Monaco, la Nouvelle-Zélande, la République de Corée, la République de Moldova, la République tchèque, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, la Sierra Leone et l'Ukraine se sont joints ultérieurement aux auteurs.

321. À la même séance, le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a révisé oralement le projet de résolution.

322. À la même séance également, les représentants de la Chine, de Cuba, des États-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie, de la Lettonie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil des droits de l'homme), du Qatar et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution révisé oralement.

323. À la même séance, le représentant de la République arabe syrienne, État concerné, a fait une déclaration.

324. À la même séance également, les représentants de l'Argentine, du Bangladesh, du Brésil et du Pakistan ont fait des déclarations avant le vote pour expliquer leur vote.

325. À la même séance, à la demande du représentant de la Fédération de Russie, le projet de résolution révisé oralement a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

#### *Ont voté pour :*

Albanie, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Botswana, Brésil, Côte d'Ivoire, El Salvador, Émirats arabes unis, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Gabon, Ghana, Irlande, Japon, Lettonie, Maldives, Maroc, Mexique, Monténégro, Paraguay, Pays-Bas, Portugal, Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone.

#### *Ont voté contre :*

Algérie, Bolivie (État plurinational de), Chine, Cuba, Fédération de Russie, Venezuela (République bolivarienne du).

#### *Se sont abstenus :*

Afrique du Sud, Bangladesh, Congo, Éthiopie, Inde, Indonésie, Kazakhstan, Kenya, Namibie, Nigéria, Pakistan, Viet Nam.

326. Le Conseil a adopté le projet de résolution révisé oralement par 29 voix contre 6, avec 12 abstentions (résolution 29/16).

### Situation des droits de l'homme au Bélarus

327. À la 44<sup>e</sup> séance, le 2 juillet 2015, le représentant de la Lettonie, s'exprimant au nom de l'Union européenne, a présenté le projet de résolution A/HRC/29/L.12, qui avait pour auteurs principaux l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovaquie, la Slovénie et la Suède et pour coauteurs l'Albanie, l'Andorre, le Canada, les États-Unis d'Amérique, l'ex-République yougoslave de Macédoine, l'Islande, le Japon, le Liechtenstein et le Monténégro. La Bosnie-Herzégovine, Monaco, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin et la Suisse se sont joints ultérieurement aux auteurs.

328. À la même séance, les représentants de la Chine, de Cuba, de la Fédération de Russie et du Venezuela (République bolivarienne du) ont formulé des observations générales sur le projet de résolution.

329. À la même séance, le représentant du Bélarus, État concerné, a fait une déclaration.

330. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

331. À la même séance, les représentants du Brésil et du Mexique ont fait une déclaration avant le vote pour expliquer leur vote.

332. À la même séance, à la demande du représentant de la Fédération de Russie, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Albanie, Allemagne, Argentine, Botswana, Brésil, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Gabon, Irlande, Japon, Lettonie, Maldives, Monténégro, Paraguay, Pays-Bas, Portugal, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone.

*Ont voté contre :*

Bolivie (État plurinational de), Chine, Cuba, Fédération de Russie, Inde, Kazakhstan, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam.

*Se sont abstenus :*

Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Bangladesh, Congo, Côte d'Ivoire, El Salvador, Émirats arabes unis, Éthiopie, Ghana, Indonésie, Kenya, Maroc, Mexique, Namibie, Nigéria, Pakistan, Qatar.

333. Le Conseil a adopté le projet de résolution par 21 voix contre 8, avec 18 abstentions (résolution 29/17).

### Situation des droits de l'homme en Érythrée

334. À la 44<sup>e</sup> séance, le 2 juillet 2015, le représentant de Djibouti a présenté le projet de résolution A/HRC/29/L.23, qui avait pour auteurs principaux Djibouti et la Somalie et pour coauteurs Chypre, la Croatie, la France, le Monténégro et la Nouvelle-Zélande. L'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Estonie, la Hongrie, l'Irlande, le Liechtenstein, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie et la Suisse se sont joints ultérieurement aux auteurs.

335. À la même séance, les représentants de la Chine, des États-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie et de la Lettonie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil des droits de l'homme) ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution. Dans leurs déclarations, les représentants de la Chine et de la Fédération de Russie ont dissocié leur pays du consensus sur le projet de résolution.

336. À la même séance, le représentant de l'Érythrée, État concerné, a fait une déclaration.

337. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

338. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 29/18).

339. À la même séance également, le représentant de la République bolivarienne du Venezuela a fait une déclaration après le vote pour expliquer son vote. Dans sa déclaration, le représentant de la République bolivarienne du Venezuela a dissocié son pays du consensus sur le projet de résolution.

## **V. Organes et mécanismes des droits de l'homme**

### **A. Forum social**

340. À la 28<sup>e</sup> séance, le 25 juin 2015, le Président-Rapporteur du Forum social 2015, Faisal bin Abdulla al-Henzab, a présenté le rapport du Forum social 2015, qui s'est tenu du 18 au 20 février 2015 (A/HRC/29/44).

### **B. Forum sur les entreprises et les droits de l'homme**

341. À la 28<sup>e</sup> séance, le 25 juin 2015, le Chef par intérim du Service des procédures spéciales du HCDH a présenté, au nom du Président-Rapporteur, le rapport contenant un résumé des débats du troisième Forum annuel sur les entreprises et les droits de l'homme, tenu du 1<sup>er</sup> au 3 décembre 2014 (A/HRC/29/29).

### **C. Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé du projet de déclaration des Nations Unies sur le droit à la paix**

342. À la 28<sup>e</sup> séance, le 25 juin 2015, le Président-Rapporteur du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé du projet de déclaration des Nations Unies sur le droit à la paix, Christian Guillermet-Fernández, a présenté le rapport du Groupe de travail sur sa troisième session, tenue du 20 au 24 avril 2015 (A/HRC/29/45).

### **D. Débat général sur le point 5 de l'ordre du jour**

343. À sa 28<sup>e</sup> séance, le 25 juin 2015, et à sa 32<sup>e</sup> séance, le 26 juin, le Conseil des droits de l'homme a tenu un débat général sur le point 5 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Bolivie (État plurinational de), Chine, Cuba, Fédération de Russie (s'exprimant également au nom de l'Algérie, de l'Arabie saoudite, du Bahreïn, du Bangladesh, du Bélarus, de la Chine, de Cuba, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de l'Iran (République islamique d'), du Kazakhstan, du Nicaragua, des Philippines, de Sri Lanka, du Venezuela (République bolivarienne du) et du Viet Nam), Ghana, Inde, Irlande, Lettonie (s'exprimant au nom de l'Union européenne, de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Géorgie, de l'Islande, du Liechtenstein, de la République de Moldova, de la Serbie et de l'Ukraine), Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam (s'exprimant au nom de l'ASEAN) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Autriche, Colombie, Égypte, Équateur, Iran (République islamique d'), Norvège, Tunisie ;

c) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Action internationale pour la paix et le développement dans la région des Grands Lacs, Africa Culture Internationale Human Rights, Agence internationale pour le développement, Alsalam Foundation, Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Association américaine des juristes, Association des citoyens du monde, Association internationale des juristes démocrates, Association Südwind pour la formation et la sensibilisation aux politiques de développement, Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII (s'exprimant également au nom de l'Association internationale IUS PRIMI VIRI, de la Congrégation de Notre-Dame de charité du Bon Pasteur, de l'Institut pour une synthèse planétaire, de l'Institute of Global Education, de l'Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale – OCAPROCE Internationale et de Pax Romana), CAPAJ – Comisión Jurídica para el Autodesarrollo de los Pueblos Originarios Andinos, Center for Global Nonkilling, Centre for Human Rights and Peace Advocacy, Centre de ressources BADIL pour le droit à la résidence et le droit des réfugiés palestiniens, Comisión Colombiana de Juristas, Commission arabe des droits humains,

Conectas Direitos Humanos, Congrès du monde islamique, Conseil indien sud-américain, Federación de Asociaciones de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, Human Rights Law Centre, Il Cenacolo, Institut international pour la paix, la justice et les droits de l'homme (s'exprimant également au nom de Global Network for Rights and Development), Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Liberation, Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, Mbororo Social and Cultural Development Association, Organisation de défense des victimes de la violence, Pasumai Thaayagam Foundation, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Servas International, Service international pour les droits de l'homme, Union internationale des femmes musulmanes, World Barua Organization.

## **E. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets**

### **Forum social**

344. À la 44<sup>e</sup> séance, le 2 juillet 2015, le représentant de Cuba a présenté le projet de résolution A/HRC/29/L.5/Rev.1, qui avait pour auteur principal Cuba et pour coauteurs l'Argentine, le Bangladesh, le Bélarus, la Bolivie (État plurinational de), la Colombie, El Salvador, l'Équateur, la Malaisie, le Nicaragua, le Pakistan, le Paraguay, le Pérou, les Philippines, le Qatar, la République arabe syrienne, la République populaire démocratique de Corée, Sri Lanka, le Venezuela (République bolivarienne du) et le Zimbabwe. L'Algérie (agissant au nom du Groupe des États d'Afrique), le Costa Rica, l'Indonésie, le Mexique, la République dominicaine, le Qatar (agissant au nom du Conseil de coopération du Golfe), la Tunisie (agissant au nom du Groupe des États arabes) et l'Uruguay se sont joints ultérieurement aux auteurs.

345. À la même séance, les représentants des États-Unis d'Amérique, du Japon et de la Lettonie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil des droits de l'homme) ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution. Dans sa déclaration, le représentant des États-Unis d'Amérique a dissocié son pays du consensus sur le projet de résolution.

346. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

347. À la même séance, le projet de résolution a été adopté sans être mis aux voix (résolution 29/19).

## VI. Examen périodique universel

348. Conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale, à ses propres résolutions 5/1 et 16/21, à sa décision 17/119 et aux déclarations 8/1 et 9/2 de son président, concernant les modalités et les pratiques relatives à l'Examen périodique universel, le Conseil a examiné les textes issus des Examens menés au cours de la vingt et unième session du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, qui s'était tenue du 19 au 30 janvier 2015.

349. Conformément à la résolution 5/1, le Président du Conseil a indiqué que toutes les recommandations devaient figurer dans le document final de l'Examen périodique universel et que l'État objet de l'Examen devait communiquer clairement sa position sur toutes les recommandations, en indiquant pour chaque recommandation s'il y adhérerait ou en prenait note.

### A. Examen des textes issus de l'Examen périodique universel

350. Conformément au paragraphe 4.3 de la déclaration 8/1 du Président du Conseil des droits de l'homme, un résumé des vues exprimées au sujet des textes issus de l'Examen périodique universel par les États qui en ont fait l'objet et par des États membres et des États observateurs du Conseil, ainsi que les observations générales faites par d'autres parties prenantes avant l'adoption en plénière des textes issus de l'Examen, est présenté ci-après.

#### Kirghizistan

351. L'Examen concernant le Kirghizistan s'est déroulé le 19 janvier 2015, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par le Kirghizistan conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/KGZ/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/KGZ/2) ;

c) Le résumé établi par le HCDH conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/KGZ/3) ;

352. À sa 26<sup>e</sup> séance, le 24 juin 2015, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant le Kirghizistan (voir sect. C ci-après).

353. Les textes issus de l'Examen concernant le Kirghizistan comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/29/4), les vues du Kirghizistan sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/29/4/Add.1).

#### 1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

354. La délégation du Kirghizistan a indiqué que l'État avait accepté 139 recommandations sur 196 pendant la session du Groupe de travail. Il n'avait pas adhéré à 28 recommandations et avait reporté à la session de juin du Conseil des droits de l'homme la décision concernant les 29 autres recommandations. Parmi celles-ci, le Kirghizistan en avait accepté 11 et noté 18. Le Gouvernement continuerait d'étudier toutes les recommandations formulées au cours de l'Examen, et le fait qu'il n'avait pas adhéré à certaines recommandations ne signifiait pas qu'elles ne seraient pas appliquées.



355. La délégation a fourni des précisions supplémentaires au sujet de plusieurs recommandations qui n'avaient pas emporté l'adhésion du Kirghizistan, et dont il avait donc pris note. S'agissant de la recommandation relative à la coopération avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et à l'invitation permanente qui pourrait leur être adressée, l'État avait régulièrement reçu la visite de rapporteurs spéciaux. Depuis 2001, sept d'entre eux étaient venus dans le pays. Le Gouvernement avait donné son accord de principe pour la visite du Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits de la personne et du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement, ainsi que du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires. Le Gouvernement étudiait la question d'une invitation permanente aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales.

356. La délégation a fourni des éclaircissements quant à la position du Gouvernement sur la recommandation relative à l'abrogation des lois non conformes aux normes internationales proscrivant la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle. La Constitution garantissait les droits et libertés de toute personne vivant dans le pays et relevant de la juridiction du Kirghizistan, et interdisait la discrimination fondée sur le sexe, la race, la langue, le handicap, l'appartenance ethnique, la religion, l'âge, l'affiliation politique, l'éducation, l'origine, la fortune ou toute autre situation, et d'autres circonstances. La Constitution garantissait, dès lors, l'intégration du principe de non-discrimination dans toute nouvelle loi. En outre, le Code pénal ne contenait aucune restriction concernant les droits des personnes appartenant à des minorités sexuelles. Le projet de loi sur l'instauration d'une attitude positive à l'égard des rapports sexuels non traditionnels avait été présenté par un groupe de parlementaires, et non par le Gouvernement, et il n'avait pas pour but de porter atteinte aux droits des minorités sexuelles.

357. En vertu de la Constitution, les traités internationaux auxquels le Kirghizistan était partie, ainsi que les principes et normes du droit international généralement reconnus, faisaient partie intégrante du système juridique du Kirghizistan, et les dispositions des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme étaient directement applicables.

358. S'agissant du projet de loi sur les « agents de l'étranger », l'audition parlementaire consacrée à ce projet, dont l'initiative avait été prise par des députés, s'était tenue en décembre 2014 avec la participation de représentants du Gouvernement et d'organisations non gouvernementales. Des avis négatifs au sujet du projet de loi y avaient été exprimés. Deux commissions continuaient d'étudier le projet et aucune discussion à ce sujet n'avait été prévue à la session parlementaire.

359. La Constitution garantissait le droit à la liberté d'opinion et d'expression, y compris la liberté de chercher, de recevoir et de diffuser librement des informations. La loi sur les organes d'information était conforme aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et le principe fondamental de la liberté de l'information était une responsabilité qu'il fallait s'efforcer de promouvoir en révélant des faits et en diffusant des informations sans intention malveillante. Dès lors, les journalistes devaient assumer l'entière responsabilité de ce qu'ils écrivaient ou diffusaient et la vérification minutieuse de l'information diffusée constituait le fondement d'un journalisme socialement responsable.

360. Le Conseil de coordination des droits de l'homme, créé en 2013, avait pour mission de veiller à l'exécution des obligations internationales de l'État en matière de droits de l'homme. Le Kirghizistan était partie à huit des neuf principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et à 40 autres conventions relatives aux droits de l'homme des Nations Unies et d'autres organisations. Le Gouvernement avait présenté ses rapports périodiques à six organes conventionnels depuis 2010. L'État avait reconnu la compétence du Comité des droits de l'homme et du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes pour l'examen de plaintes individuelles.

361. Au cours des dernières années, le Kirghizistan avait redoublé d'efforts pour assurer la protection des droits de l'homme et le respect de l'état de droit. De sérieux efforts avaient été faits pour mettre la législation en conformité avec les dispositions de la Constitution et avec les obligations internationales de l'État en matière de droits de l'homme. Une nouvelle politique avait été élaborée pour définir des lignes directrices visant à améliorer encore la

législation et son application afin de renforcer les mécanismes des droits de l'homme, d'améliorer la gouvernance et de réformer les forces de l'ordre et le système judiciaire.

362. Le Gouvernement continuerait de s'acquitter de ses obligations internationales en matière de droits de l'homme dans le cadre d'une politique d'État, en tenant compte des particularités du développement national et régional et des caractéristiques historiques, culturelles et religieuses du pays. Il examinait les moyens et les mécanismes permettant d'appliquer les recommandations issues de l'Examen. Le Conseil de coordination des droits de l'homme envisageait de façon globale l'application des recommandations formulées par les différents mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies.

## **2. Observations d'États membres et d'États observateurs du Conseil des droits de l'homme sur l'ensemble de textes issus de l'Examen**

363. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Kirghizistan, 13 délégations ont fait des déclarations.

364. Le Bélarus a mentionné l'approche responsable que le Kirghizistan avait adoptée lors du deuxième Examen dont il avait fait l'objet et a fait observer que le Gouvernement avait adhéré à la majorité des recommandations, ce qui montrait qu'il était déterminé à renforcer ses capacités en matière de promotion et de protection des droits de l'homme.

365. La Chine a félicité le Kirghizistan d'avoir participé de façon constructive à l'Examen périodique universel et accepté la majorité des recommandations. Le Kirghizistan avait accepté la recommandation de la Chine concernant la mise en œuvre de sa stratégie de lutte contre la pauvreté.

366. Cuba s'est félicitée de l'application effective des recommandations issues du premier Examen concernant le Kirghizistan, qui avait démontré que l'État était déterminé à promouvoir et protéger les droits de l'homme. Elle a noté avec satisfaction que le Kirghizistan avait accepté les recommandations qu'elle avait formulées concernant la mise en œuvre de sa stratégie nationale de développement durable en tant que moyen de combattre la pauvreté et de garantir les droits et la qualité de vie des personnes handicapées.

367. Le Ghana a fait observer que la création du Centre national pour la prévention de la torture et l'adoption du Code de l'enfant et de la loi sur les rassemblements pacifiques montrait que le Gouvernement était déterminé à améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays. Il a engagé le Kirghizistan à renforcer le respect des droits de l'homme, qui prenait ses racines dans l'état de droit et la bonne gouvernance.

368. L'Inde s'est félicitée que le Kirghizistan ait accepté une grande partie des recommandations. L'État avait tiré profit de sa participation à l'Examen et poursuivrait ses efforts dans les années à venir pour appliquer les recommandations qu'il avait acceptées.

369. Le Koweït a fait référence à l'engagement qu'avait pris le Kirghizistan d'appliquer les recommandations issues de l'Examen précédent, notamment celles concernant la création du Conseil de coordination des droits de l'homme. Il a noté avec satisfaction que l'État avait accepté ses recommandations concernant la fourniture aux victimes de la traite de l'assistance et des services nécessaires.

370. La Fédération de Russie a fait observer que le Kirghizistan avait adhéré à la majorité des recommandations formulées lors de l'Examen le concernant. Elle a noté avec satisfaction les mesures que l'État avait prises pour renforcer ses institutions et mécanismes de défense des droits de l'homme et pour mettre sa législation et sa pratique législative en conformité avec ses obligations internationales en matière de droits de l'homme.

371. La Sierra Leone a félicité le Kirghizistan d'avoir adhéré à un grand nombre de recommandations. Elle a noté avec intérêt que des efforts seraient faits pour améliorer la protection contre les mariages d'enfants ou les mariages précoces et que le Gouvernement continuait d'œuvrer au renforcement du rôle du pouvoir judiciaire et de l'état de droit, démontrant ainsi qu'il était déterminé à promouvoir les droits de l'homme.

372. Le Tadjikistan a mentionné l'engagement pris par le Kirghizistan de coopérer avec les mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme, d'adopter une législation

visant à lutter contre le terrorisme et l'extrémisme et de redoubler d'efforts pour améliorer la situation des droits de l'homme et faire respecter l'état de droit.

373. La République bolivarienne du Venezuela a mentionné l'engagement pris par le Kirghizistan de promouvoir et de protéger les droits de l'homme, ainsi que les efforts que l'État avait faits pour appliquer les recommandations issues du premier Examen dont il avait fait l'objet et les progrès qu'il avait accomplis.

374. Le Viet Nam a félicité le Kirghizistan pour les progrès qu'il avait accomplis dans la protection et la promotion des droits de l'homme depuis le précédent Examen dont il avait fait l'objet. Il a mentionné les mesures que l'État avait prises pour protéger les droits des groupes vulnérables, en particulier les femmes et les enfants, et a noté avec satisfaction que le Kirghizistan avait accepté un grand nombre de recommandations, dont deux qu'il avait formulées.

375. L'Afghanistan a noté avec satisfaction l'engagement constructif du Kirghizistan dans l'Examen le concernant et son acceptation d'un grand nombre des recommandations formulées. Il a noté la ferme volonté de l'État de renforcer l'état de droit et ses institutions démocratiques et d'aligner sa législation sur la Constitution et les normes internationales.

376. L'Albanie a noté avec satisfaction que le Kirghizistan avait accepté un grand nombre de recommandations et encouragé l'État à les appliquer. Elle l'a également incité à faire des efforts pour améliorer les conditions de détention, lutter contre la violence à l'égard des femmes et des enfants et améliorer les procédures d'enregistrement des naissances. Elle a pris note avec satisfaction de la création du Conseil de coordination des droits de l'homme et a encouragé l'État à renforcer sa capacité institutionnelle et à appliquer les normes relatives aux droits de l'homme.

### **3. Observations générales formulées par d'autres parties prenantes**

377. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Kirghizistan, six autres parties prenantes ont fait des déclarations.

378. L'Organisation mondiale contre la torture s'est dite préoccupée par les tentatives de restreindre la liberté d'association en exigeant l'enregistrement des organisations non gouvernementales en tant qu'« agents de l'étranger » et en limitant leur financement étranger. Elle s'est félicitée de l'acceptation par le Kirghizistan de huit recommandations sur le droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, et a encouragé l'État à traduire ces engagements en réformes efficaces. Elle s'est inquiétée du rejet par l'État de plusieurs recommandations qui appelaient à l'adoption d'une législation interdisant la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle.

379. Human Rights Watch a noté que bien que le Kirghizistan ait accepté les recommandations demandant que les auteurs des violations liées aux événements de juin 2010 répondent de leurs actes, le Gouvernement n'avait pas pris de mesures adéquates pour remédier à ces violations dans le sud du pays. Deux projets de loi problématiques en instance devant le Parlement – un projet de loi contre la « propagande » antihomosexuelle et un projet de loi sur les « agents de l'étranger » – limiteraient gravement les libertés d'association et d'expression. Le problème de la violence sexiste et de la violence et de la discrimination à l'égard des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres persistait malgré certaines mesures prises par le Gouvernement.

380. L'organisation Article 19 – Centre international contre la censure a indiqué que les nouveaux projets d'amendement permettant de bloquer des sites Internet sans une décision de justice donnaient des définitions vagues de l'extrémisme et du terrorisme, qui pouvaient donner lieu à une interprétation très large et menaçaient, dès lors, la liberté d'expression. La loi sur les « agents de l'étranger » aurait pour effet de renforcer le contrôle exercé par le Gouvernement sur les activités des organisations non gouvernementales et de permettre la suspension de ces activités. Article 19 a en outre demandé au Kirghizistan de retirer le projet d'amendements visant à interdire la formation d'une attitude positive à l'égard des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres.

381. La Federatie van Nederlandse Verenigingen tot Integratie Van Homoseksualiteit – COC Nederland a observé que même si l'État avait accepté les recommandations relatives à

la protection des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres, les violations des droits fondamentaux de ces personnes étaient en augmentation. Le projet de loi discriminatoire contre la propagande, qui interdisait la formation d'une attitude positive à l'égard des relations sexuelles non traditionnelles, était toujours en cours d'examen au Parlement. S'il était approuvé, les défenseurs des droits de l'homme n'auraient plus aucun moyen de protéger les droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres. Le débat public sur le projet de loi avait déjà provoqué une recrudescence des crimes haineux et de la violence à l'égard de cette communauté.

382. Amnesty International s'est félicitée de l'acceptation par le Kirghizistan d'un grand nombre des recommandations formulées lors de l'Examen le concernant. L'organisation s'est toutefois déclarée préoccupée par l'intensification des restrictions à la liberté d'expression et à la liberté d'association, par la discrimination et la violence à l'égard des minorités ainsi que par l'absence d'enquête sur les violations des droits de l'homme commises lors des événements de juin 2010. Le Parlement examinait un projet de loi sur les « agents de l'étranger » qui, s'il était adopté, pourrait criminaliser le travail des défenseurs des droits de l'homme et entraver l'action des organisations non gouvernementales. Amnesty International a évoqué le manque d'engagement de l'État à protéger les droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes.

383. L'Association Südwind pour la formation et la sensibilisation aux politiques de développement a déploré que le Kirghizistan n'ait pas ratifié le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications. Par ailleurs, l'État n'avait pas accepté les recommandations relatives à la ratification de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et de la Convention de 2011 sur les travailleuses et travailleurs domestiques (n° 189) de l'Organisation internationale du Travail, ou à l'adoption de lois interdisant spécifiquement la discrimination. Les enlèvements de fiancées devaient cesser. Le Kirghizistan avait accepté 150 recommandations.

#### **4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen**

384. Le Président du Conseil a indiqué que sur la base des informations fournies, le Kirghizistan avait accepté 150 recommandations sur les 196 formulées et en avait noté 46.

385. La délégation du Kirghizistan a remercié sincèrement le Conseil et l'ensemble des États pour un dialogue constructif et pour les précieuses observations et recommandations qu'ils avaient formulées pendant l'Examen. Le dialogue et l'adoption du rapport national contribueraient à la poursuite de la mise en œuvre des politiques nationales visant à remplir les obligations internationales de l'État en matière de droits de l'homme.

386. En conclusion, la délégation a souligné que le Kirghizistan était résolu à améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays et à veiller à ce que sa législation nationale soit conforme à la lettre et à l'esprit du droit international. Il s'agissait d'un processus complexe, qui exigeait des efforts systématiques ainsi que la coopération et la contribution de tous les acteurs politiques, des représentants de la société civile et des institutions gouvernementales. Le Gouvernement continuerait de maintenir un dialogue étroit et constructif avec le HCDH et le Conseil des droits de l'homme.

#### **Kiribati**

387. L'Examen concernant Kiribati s'est déroulé le 19 janvier 2015, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par Kiribati conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/KIR/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/KIR/2) ;

c) Le résumé établi par le HCDH conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/KIR/3) ;

388. À sa 41<sup>e</sup> séance, le 1<sup>er</sup> juillet 2015, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant Kiribati (voir sect. C ci-après).

389. Les textes issus de l'Examen concernant Kiribati comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/29/5), les vues de Kiribati sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/29/5/Add.1).

## **1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen**

390. Le 30 juin, Kiribati a envoyé un document indiquant sa position sur les recommandations en suspens ainsi qu'une lettre informant le Conseil des droits de l'homme qu'il n'était malheureusement pas en mesure d'envoyer un représentant à cette session du Conseil. Le Conseil a donc procédé à l'Examen sur la base du rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel concernant Kiribati (A/HRC/29/5 et A/HRC/29/5/Add.1). Le rapport et son additif, ainsi que les informations complémentaires fournies par Kiribati, constituent le document final de l'examen.

391. Le Vice-Président du Conseil des droits de l'homme a donné lecture d'une lettre du représentant de Kiribati dans laquelle l'État remerciait le Conseil d'avoir reporté l'examen des textes issus de l'Examen périodique universel le concernant du 24 juin au 1<sup>er</sup> juillet 2015. Kiribati a déclaré que le processus de consultation des textes était important pour favoriser l'appropriation de ces résultats par le pays. Pour un petit État comme Kiribati, dispersé sur plus de 3,5 millions de kilomètres carrés d'océan, cette vaste consultation avait été difficile et avait duré plus longtemps que prévu. Il remerciait donc le Conseil de sa compréhension de sa décision de reporter l'examen. S'agissant des recommandations reçues, Kiribati en avait accepté 70, examiné 32 et finalement noté 13. Sur les 32 recommandations examinées, Kiribati a fait savoir qu'elle continuerait à travailler avec les principales parties prenantes, y compris d'autres ministères et départements gouvernementaux, pour renforcer les capacités et fournir les ressources nécessaires en vue d'envisager l'acceptation de ces recommandations dans l'avenir.

## **2. Observations d'États membres et d'États observateurs du Conseil des droits de l'homme sur l'ensemble de textes issus de l'Examen**

392. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant Kiribati, cinq délégations ont fait des déclarations.

393. La Chine s'est déclarée satisfaite de la participation constructive de Kiribati à l'Examen et de son acceptation de la plupart des recommandations. Elle a félicité l'État d'avoir accepté les recommandations de la Chine concernant l'accroissement des investissements dans l'éducation, l'amélioration du taux de scolarisation et de la qualité de l'enseignement, l'incidence des changements climatiques et la coopération active avec la communauté internationale pour lutter contre ces changements. La Chine a salué les efforts déployés par Kiribati pour améliorer l'emploi, autonomiser les femmes et protéger les enfants handicapés, les réfugiés et les migrants. La Chine a appuyé l'adoption du rapport du Groupe de travail sur Kiribati.

394. Cuba s'est félicitée de l'adoption par Kiribati de lois protégeant les enfants, les jeunes, la famille et l'éducation, ainsi que de la création du Ministère de la femme, de la jeunesse et des affaires sociales. Le libre accès aux services de santé et les accords de coopération internationale en faveur de la population de Kiribati étaient d'autres

réalizations majeures. Cuba a noté avec satisfaction que Kiribati avait accepté sa recommandation concernant le suivi du plan national de développement en vue de renforcer la protection sociale et l'égalité des sexes, et a recommandé l'adoption du rapport du Groupe de travail sur Kiribati.

395. Le Ghana a noté avec satisfaction les progrès accomplis par Kiribati dans l'application d'un certain nombre de recommandations issues du premier Examen dont il avait fait l'objet. Il a félicité l'État d'avoir adopté la loi sur la paix familiale, la loi sur l'éducation, la loi sur l'enfance, la jeunesse et la protection de la famille et l'amendement constitutionnel portant création du Ministère de la femme, de la jeunesse et des affaires sociales. Il a encouragé Kiribati à renforcer encore son engagement en faveur de la promotion des droits de l'homme. Il a recommandé l'adoption du rapport du Groupe de travail sur Kiribati.

396. La Sierra Leone s'est félicitée des efforts déployés par Kiribati pour donner suite aux recommandations issues du précédent Examen dont il avait fait l'objet, mais elle aurait souhaité que l'État lui fournisse des informations plus détaillées sur ses intentions concernant ces recommandations. Elle a évoqué l'intention exprimée par l'État partie de continuer à travailler avec les mécanismes des droits de l'homme et sa vulnérabilité face aux changements climatiques. Elle a félicité Kiribati d'avoir créé une coalition des pays les plus touchés par les changements climatiques et d'avoir demandé l'aide internationale pour faire face aux changements climatiques. La Sierra Leone a appuyé l'adoption du rapport du Groupe de travail sur Kiribati.

397. La République bolivarienne du Venezuela a souligné que Kiribati avait accompli des progrès remarquables dans le domaine des droits de l'homme, comme l'adoption, en 2013, de la loi sur l'enfance, la jeunesse et la famille et de la loi sur l'éducation et la création du Ministère de la femme, de la jeunesse et des affaires sociales. Malgré ses difficultés économiques, Kiribati s'était montrée ouverte au dialogue constructif et déterminée à atteindre les objectifs définis lors du deuxième Examen le concernant. La République bolivarienne du Venezuela a recommandé l'adoption du rapport du Groupe de travail sur Kiribati.

### **3. Observations générales formulées par d'autres parties prenantes**

398. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant Kiribati, deux autres parties prenantes ont fait des déclarations.

399. L'organisation Franciscans International s'est félicitée de l'engagement de Kiribati dans la lutte contre les changements climatiques et a souligné la nécessité d'une action mondiale urgente pour faire face à ce phénomène. Elle s'est félicitée des recommandations que Kiribati avait reçues, en particulier celles relatives aux changements climatiques. Elle a appelé les États Membres de l'Organisation des Nations Unies à placer les pays les plus touchés par les changements climatiques au centre des préoccupations lors des prochaines négociations à Paris et a insisté sur l'adoption d'une approche fondée sur les droits de l'homme. Elle a recommandé que des mesures urgentes soient prises pour lutter contre les changements climatiques, par exemple en établissant une procédure spéciale des Nations Unies.

400. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) s'est félicité de l'adoption de la loi et de la politique relatives à la protection de l'enfance, de la jeunesse et de la famille et de la loi sur la paix familiale. Il a vivement encouragé Kiribati à appliquer ces lois en leur allouant les ressources nécessaires. Il a évoqué les mesures visant à réduire la violence à l'égard des femmes et des enfants et a souligné la nécessité de prendre des mesures pour réduire la mortalité néonatale. Il a également exhorté l'État partie à ratifier les protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant et à présenter son rapport périodique en souffrance au Comité des droits de l'enfant ; il a offert son appui technique à cette fin.

### **4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen**

401. Le Président du Conseil a indiqué que sur la base des informations fournies, Kiribati avait adhéré à 70 recommandations sur les 115 formulées et en avait noté 45.

## Guinée

402. L'Examen concernant la Guinée s'est déroulé le 20 janvier 2015, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par la Guinée conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/GIN/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/GIN/2) ;

c) Le résumé établi par le HCDH conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/GIN/3) ;

403. À sa 26<sup>e</sup> séance, le 24 juin 2015, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant la Guinée (voir sect. C ci-après).

404. Les textes issus de l'Examen concernant la Guinée comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/29/6), les vues de la Guinée sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'elle a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/29/6/Add.1).

### **1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen**

405. La délégation guinéenne a indiqué que les États membres du Conseil des droits de l'homme avaient aidé la Guinée en lui apportant des contributions positives et en formulant des recommandations utiles.

406. La Guinée avait reçu 194 recommandations, visant non seulement la consolidation de ses acquis mais aussi la poursuite des réformes nécessaires à la construction d'un État de droit respectueux des droits de l'homme.

407. En janvier, la Guinée avait décidé de ne pas prendre position sur toutes les recommandations avant d'avoir consulté les partenaires institutionnels, politiques et sociaux du pays. Une vaste campagne d'information et de sensibilisation sur les recommandations avait été lancée pour les faire mieux connaître aux parties prenantes.

408. Après avoir débattu des recommandations, le Gouvernement avait fait connaître sa position aux organisations de la société civile au cours d'un atelier. À cette occasion, ces organisations avaient promis d'aider les autorités à appliquer les recommandations acceptées.

409. Un comité chargé du suivi et de l'application des recommandations avait été créé. Ce comité était composé de représentants de la société civile et de membres du comité interministériel chargé de rédiger les rapports des mécanismes des droits de l'homme.

410. En ce qui concerne les recommandations relatives au procès concernant les événements du 28 septembre 2009, le Gouvernement s'était engagé à faire en sorte que justice soit rendue aux victimes dans le cadre d'un procès juste et équitable.

411. Les réformes des secteurs de la sécurité et de la justice seraient poursuivies afin de rendre la justice crédible et les forces de défense respectueuses des droits de l'homme.

412. S'agissant des recommandations relatives à l'égalité des sexes et à la lutte contre la violence à l'égard des femmes, le Gouvernement était déterminé à poursuivre ses réformes sociales et institutionnelles afin que les femmes soient protégées contre toute forme de violence.

413. La délégation guinéenne a réaffirmé l'engagement du Gouvernement à respecter les droits civils et politiques et à permettre à chaque citoyen d'en jouir pleinement, en

particulier dans la perspective des prochaines élections. Il était important de consolider et d'élargir ces droits.

414. En ce qui concerne le processus de réconciliation, le Gouvernement avait lancé des consultations nationales afin de définir une stratégie cohérente et appropriée en vue d'un processus de réconciliation consensuel et sans laissés pour compte.

415. En ce qui concerne l'institution nationale des droits de l'homme, les autorités avaient poursuivi leurs efforts pour la rendre opérationnelle et conforme aux principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris).

416. Compte tenu de la crise internationale et de la crise sanitaire causées par l'épidémie du virus Ebola, la Guinée avait besoin du soutien de la communauté internationale pour garantir à ses citoyens une vie digne.

417. En raison du contexte politique, social et culturel difficile, caractérisé par une forte résistance au changement, le Gouvernement avait pris note des recommandations sur les droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres et sur l'abolition de la peine capitale. Cette position n'était pas définitive, puisque le rôle d'un gouvernement était de garantir à tous les citoyens la jouissance de leurs droits. Des campagnes de sensibilisation à la peine de mort seraient menées et un débat national serait lancé. La délégation a souligné qu'une proposition de révision du Code pénal, dans le cadre de laquelle l'abolition de la peine de mort avait déjà été proposée, avait été élaborée et serait soumise à l'Assemblée nationale.

418. Les défis dans le domaine des droits de l'homme dans le pays étaient évidents, comme l'était la nature complexe de la question, étant donné la faiblesse des institutions publiques guinéennes et la résistance socioculturelle. Toutefois, la lutte pour les droits de l'homme était impérative. La délégation avait souligné l'importance de l'éducation, de la formation et de la sensibilisation du public dans ce contexte.

419. En conclusion, la délégation avait réitéré son appel à la communauté internationale pour qu'elle soutienne la Guinée et son peuple.

## **2. Observations d'États membres et d'États observateurs du Conseil des droits de l'homme sur l'ensemble de textes issus de l'Examen**

420. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la Guinée, 19 délégations ont fait des déclarations.

421. Le Niger a félicité la Guinée pour la création du Ministère des droits de l'homme et des libertés civiles, la mise en place d'une commission nationale des droits de l'homme et l'adoption de plusieurs mesures dans le cadre de la promotion de l'égalité des sexes et de la lutte contre la discrimination et la violence.

422. Le Rwanda s'est félicité que la Guinée ait accepté un nombre considérable de recommandations, en particulier la recommandation formulée par le Rwanda concernant l'accélération du processus de ratification du Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

423. Le Sénégal a félicité la Guinée d'avoir invité les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, créé une commission nationale indépendante des droits de l'homme et ratifié plusieurs protocoles facultatifs. L'État était déterminé à poursuivre ses réformes dans le domaine de la justice, notamment par la création d'un comité directeur pour la réforme de la justice. Les autorités étaient résolues à garantir aux femmes et aux personnes vulnérables le plein exercice de leurs droits.

424. La Sierra Leone a évoqué la création par l'État du nouveau Ministère des droits de l'homme et des libertés civiles, une mesure sans précédent. La Guinée étant un pays touché par le virus Ebola, il était compréhensible que le Gouvernement se soit concentré sur la crise sanitaire, s'attaquant aux problèmes de stigmatisation et faisant face aux conséquences de l'épidémie. Le pays avait demandé une assistance technique, politique et institutionnelle supplémentaire pour l'aider à respecter ses engagements et obligations en matière de droits de l'homme.



425. L'Afrique du Sud s'est félicitée que la Guinée ait accepté un grand nombre de recommandations. Elle a salué les progrès accomplis par l'État, notamment les efforts qu'il avait déployés récemment pour donner un nouvel élan au développement économique et social du pays et lutter contre le virus Ebola. Elle a encouragé la Guinée à continuer de s'attaquer aux contraintes et aux défis auxquels elle était en butte, notamment dans le contexte du processus de démocratisation et de la mise en place de réformes.

426. Le Soudan s'est félicité des mesures prises par la Guinée pour promouvoir et protéger les droits de l'homme de ses citoyens, en particulier après l'apparition du virus Ebola en 2014. Il a souhaité à l'État partie plein succès dans l'application des recommandations qu'il avait acceptées.

427. Le Togo a félicité la Guinée pour les progrès remarquables qu'elle avait accomplis dans l'application des recommandations issues du premier Examen dont elle avait été l'objet. Il a noté avec satisfaction que le Gouvernement avait accepté la plupart des recommandations issues du deuxième Examen la concernant, y compris celles formulées par le Togo. Enfin, il a invité la communauté internationale à aider la Guinée à appliquer ces recommandations.

428. La République bolivarienne du Venezuela a souligné le fait que la Guinée avait créé une équipe spéciale interministérielle chargée d'élaborer des politiques nationales en faveur de la famille et contre la violence sexiste. Elle a salué les efforts déployés par le Gouvernement pour s'acquitter de ses engagements en matière de droits de l'homme et atteindre ses objectifs, comme en témoignait le deuxième Examen la concernant. Elle a encouragé la Guinée à continuer de renforcer ses politiques sociales afin d'améliorer encore les conditions de vie de sa population.

429. L'Albanie a félicité la Guinée pour l'application des recommandations, en particulier la création du Ministère des droits de l'homme et des libertés civiles. Elle s'est également félicitée du succès significatif de l'État dans le domaine de l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des personnes vulnérables et des réformes qu'il avait entreprises pour garantir le plein exercice de leurs droits.

430. Le Botswana a félicité la Guinée des efforts qu'elle continuait de déployer pour édifier un État démocratique doté d'institutions publiques efficaces. Il a également salué les mesures prises pour lutter contre les violations des droits de l'homme et mettre fin à l'impunité. Il s'est réjoui de l'adhésion de la Guinée au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés.

431. Le Burkina Faso a déclaré que, malgré le contexte politique, économique et social difficile exacerbé par le virus Ebola, la Guinée avait fait des efforts considérables pour bâtir une société respectueuse des droits de l'homme. Il lui a souhaité plein succès dans l'application des recommandations qu'elle avait acceptées et a demandé à la communauté internationale de lui apporter son assistance.

432. La Chine a félicité la Guinée d'avoir décidé d'accepter la majorité des recommandations, y compris celle de la Chine. Elle a exhorté l'État à poursuivre ses efforts pour améliorer les droits de l'homme et la santé publique, à corriger les préjugés à l'égard des femmes, à lutter contre les pratiques anciennes et malsaines et à renforcer sa capacité à faire face au virus Ebola et aux autres incidents sanitaires majeurs.

433. La Côte d'Ivoire a félicité la Guinée d'avoir accepté un grand nombre de recommandations. Tout en encourageant le Gouvernement à consolider ses acquis et à poursuivre ses efforts pour relever les défis qui subsistaient, la Côte d'Ivoire a appelé la communauté internationale à continuer à fournir une assistance technique et financière à la Guinée.

434. Cuba a reconnu les efforts déployés par la Guinée pour réduire la faim et la pauvreté et a réaffirmé qu'il importait de veiller à ce que la communauté internationale appuie les mesures prises par le Gouvernement pour améliorer l'accès de la population aux soins de santé. Il importait de renforcer la coopération et l'assistance de la communauté internationale pour appuyer les efforts déployés par l'État pour renforcer son infrastructure sanitaire, notamment dans la lutte contre la menace Ebola. Cuba s'est félicitée de l'acceptation par la Guinée des recommandations qu'elle avait formulées.

435. Djibouti a encouragé la Guinée à poursuivre ses réformes dans le domaine des droits de l'homme afin de consolider ses institutions fondées sur les principes démocratiques. Il a également recommandé à la communauté internationale et au HCDH d'appuyer la Guinée dans l'application de ces recommandations.

436. L'Éthiopie a remercié la Guinée d'avoir accepté un nombre important de recommandations, notamment celles qu'elle avait formulées sur la poursuite d'une formation efficace destinée à renforcer les capacités des forces armées, de la police et des autres forces de sécurité en matière de droits de l'homme, en particulier ceux des groupes vulnérables, et sur le renforcement de ses efforts pour combattre les pratiques traditionnelles néfastes pour les femmes et les enfants, en particulier la mutilation génitale féminine.

437. Le Ghana a félicité la Guinée pour la nomination du Ministre des droits de l'homme et des libertés civiles et pour les réformes en cours dans les domaines de la justice et des élections. Il a exhorté le Gouvernement à envisager sérieusement l'application effective des recommandations, en particulier celles relatives à la ratification des principaux instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et à la création d'une commission nationale indépendante des droits de l'homme conforme aux Principes de Paris. La création, à Accra, de la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola, à l'appui de la lutte contre la maladie en Guinée et dans d'autres États d'Afrique de l'Ouest, reflétait la volonté de la communauté internationale d'aider le peuple guinéen à exercer son droit à la santé.

438. Le Koweït s'est félicité de l'engagement de la Guinée envers les conventions relatives aux droits de l'homme et l'Examen périodique universel, engagement qui se traduisait par la mise en œuvre de politiques nationales visant à améliorer le niveau de vie de sa population. Il a félicité l'État pour les modifications législatives qu'il avait apportées à la législation en matière de droits de l'homme sur tous les fronts, afin de protéger tous les groupes vulnérables et de garantir la jouissance de leurs droits fondamentaux.

439. Le Mali s'est félicité des efforts déployés par la Guinée pour appliquer les recommandations qu'elle avait acceptées lors du premier Examen la concernant, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la justice et de la sécurité. Il a encouragé les autorités à intensifier leur action pour promouvoir le bien-être de tous les citoyens guinéens. Il a demandé à la communauté internationale de fournir à la Guinée une assistance technique pour la mise en œuvre des réformes engagées par l'État.

### **3. Observations générales formulées par d'autres parties prenantes**

440. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la Guinée, quatre autres parties prenantes ont fait des déclarations.

441. Human Rights Watch a évoqué les progrès accomplis par le Gouvernement depuis 2010 pour régler les graves problèmes liés aux droits de l'homme. L'organisation a félicité les autorités d'avoir diminué le nombre d'exactions commises par les forces de sécurité et d'avoir fait des progrès dans la lutte contre une impunité qui régnait de longue date. Parmi ceux-ci, on pouvait citer l'ouverture par la justice d'enquêtes sur les assassinats d'un grand nombre de manifestants politiques en 2007 et 2013, le massacre et les viols de partisans de l'opposition en 2009 et les meurtres perpétrés dans le village de Zoghota en 2012. Toutefois, dans la plupart de ces cas, les progrès avaient été entravés par l'insuffisance des ressources et le fait que les membres des forces de sécurité n'avaient pas répondu aux convocations judiciaires. Human Rights Watch a exhorté la Guinée à redoubler d'efforts pour que justice soit faite dans ces affaires et dans d'autres affaires similaires. Elle s'est en outre inquiétée de ce que l'État n'ait pas assuré une protection égale aux citoyens de tous les groupes ethniques, notamment ceux qui soutenaient l'opposition politique, avant les élections de 2015. Human Rights Watch a encouragé la Guinée à appliquer rapidement les recommandations visant à garantir la tenue d'enquêtes sur les violations commises par les forces de sécurité. Elle s'est félicitée de la réduction apparente du nombre de cas de torture, de la création du Conseil supérieur de la magistrature et de la révision de textes juridiques essentiels. Toutefois, des carences flagrantes dans le système judiciaire avaient continué de mettre à mal l'état de droit. Les centres de détention ne répondaient pas aux normes

internationales et la cour d'assises ne se réunissait pas régulièrement. Enfin, Human Rights Watch a adhéré aux recommandations relatives à la ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

442. La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme et l'Organisation guinéenne de défense des droits de l'homme et du citoyen ont félicité la Guinée pour avoir accepté un grand nombre de recommandations et pour l'engagement du Ministère des droits de l'homme et des libertés civiles à cet égard. Elles se sont félicitées des mesures prises pour mettre la législation nationale en conformité avec les conventions internationales auxquelles la Guinée était partie et ont félicité cette dernière d'avoir criminalisé les mutilations génitales féminines. Elles ont demandé à la Guinée d'interdire la polygamie, de criminaliser le viol conjugal et de dépénaliser l'avortement. S'agissant de la justice militaire, elles ont demandé au Gouvernement d'examiner le projet de Code et de le mettre en conformité avec les normes internationales. Pour ce qui était de la lutte contre l'impunité, elles se sont félicitées des progrès significatifs accomplis concernant le massacre du 28 septembre 2009 et ont exprimé l'espoir qu'un procès aurait lieu en 2016. Préoccupées par le fait que l'ancien chef de la junte, Moussa Dadis Camara, se présentait aux élections présidentielles, elles ont fait remarquer qu'aucun responsable présumé n'était dispensé de l'obligation de répondre de ses actes devant les tribunaux.

443. Amnesty International s'est félicitée des efforts déployés par la Guinée pour protéger et promouvoir les droits de l'homme malgré les conditions difficiles créées par le virus Ebola. L'organisation s'est félicitée de l'acceptation par la Guinée des principales recommandations, notamment celles relatives à la protection du droit à la liberté d'expression et de réunion et à la nécessité de traduire en justice les auteurs de violations des droits de l'homme. Toutefois, elle était extrêmement préoccupée par les exactions continues commises par les forces de sécurité à l'approche des élections présidentielles de 2015. Selon Amnesty International, au cours de la dernière décennie, 357 personnes au moins avaient trouvé la mort et des milliers d'autres avaient été blessées lors de manifestations, et les forces de sécurité étaient responsables de la grande majorité de ces violations. Amnesty a exhorté les autorités à agir immédiatement et à appliquer les recommandations que l'État avait acceptées pour mettre fin au recours excessif à la force et à l'impunité. Il s'agirait notamment de modifier les lois qui restreignaient le droit à la liberté d'expression et de réunion. Elle a réitéré son appel en faveur de la création d'un mécanisme de plainte indépendant chargé d'enquêter sur les violations des droits de l'homme commises par des policiers. Enfin, elle a déploré la réticence de la Guinée à accepter les recommandations relatives à l'abolition de la peine de mort et à la dépénalisation des activités homosexuelles.

444. L'organisation Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme a félicité la Guinée d'avoir accepté la majorité des recommandations, ainsi que des efforts qu'il déployait pour réformer les secteurs de la justice et de la sécurité et les codes pénal et minier, et pour lutter contre le trafic de drogues et la corruption. L'ouverture d'un bureau du HCDH et la création du Ministère des droits de l'homme et des libertés civiles ont également été saluées. Toutefois, l'organisation s'est déclarée préoccupée par le fait que la violence politique devenait de plus en plus répandue, ce qui avait engendré tensions sociales, haine ethnique et racisme accru. Elle s'est dite préoccupée par les propos haineux tenus par des groupes extrémistes et certains hommes politiques dans les médias et sur le Web ; ces actes constituaient une menace pour la paix, la sécurité et la cohésion nationale. En outre, malgré les poursuites engagées contre certains de ceux qui avaient ordonné le massacre du 28 septembre 2009, les principaux auteurs de ces crimes jouissaient de l'impunité. L'organisation a exhorté la Guinée à respecter le droit de manifester pacifiquement, à garantir la sécurité et la liberté de la presse, à intensifier sa coopération avec la Cour pénale internationale, à combattre l'impunité et à améliorer les conditions de détention.

#### **4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen**

445. Le Président du Conseil a indiqué que sur la base des informations fournies, la Guinée avait accepté 179 recommandations sur les 194 formulées et en avait noté 15.

446. La délégation guinéenne a une fois de plus remercié les États membres du Conseil pour leurs contributions positives.

447. La question des droits de l'homme ne pouvait être comprise sans tenir compte de la réalité des institutions guinéennes. Faire respecter les principes démocratiques tout en mettant en place des institutions qui soient à même de s'acquitter des obligations constitutionnelles et internationales de l'État constituait pour ce dernier une véritable gageure.

448. La Guinée devait s'attaquer aux problèmes structurels et aux situations qui favorisaient la violence, en particulier contre les personnes les plus vulnérables, notamment les femmes et les enfants.

449. Dans la lutte entre modernité et tradition, la Guinée devait lutter contre des puissances marginales qui avaient beaucoup de pouvoir alors que les institutions publiques étaient fragiles.

450. L'État devait faire le point sur son histoire à travers un processus de réconciliation et de justice transitionnelle. Il était nécessaire d'investir massivement dans les domaines de l'éducation et de la formation afin de construire une société respectueuse des droits de l'homme. Il était essentiel d'inverser la tendance à la violence et de lutter contre l'impunité.

451. Pour terminer, la délégation avait de nouveau demandé à la communauté internationale d'aider la Guinée à faire en sorte que tous ses citoyens jouissent de leurs droits et a réitéré l'engagement de l'État à appliquer les recommandations issues de l'Examen la concernant.

#### **République démocratique populaire lao**

452. L'Examen concernant la République démocratique populaire lao s'est déroulé le 20 janvier 2015, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par la République démocratique populaire lao conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/LAO/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/LAO/2) ;

c) Le résumé établi par le HCDH conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/LAO/3) ;

453. À sa 27<sup>e</sup> séance, le 25 juin 2015, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant la République démocratique populaire lao (voir sect. C ci-après).

454. Les textes issus de l'Examen concernant la République démocratique populaire lao comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/29/7), les vues de la République démocratique populaire lao sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'elle a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/29/7/Add.1).

#### **1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen**

455. La délégation de la République démocratique populaire lao a déclaré que le Gouvernement attachait de l'importance à l'Examen périodique universel en tant que mécanisme utile pour donner aux États l'occasion de mettre en lumière leurs efforts de promotion des droits de l'homme.

456. La délégation a exprimé ses sincères remerciements aux autres délégations pour leurs commentaires positifs sur les résultats obtenus dans le domaine du développement socioéconomique de la République démocratique populaire lao et sur les efforts qu'elle déployait pour promouvoir les droits de l'homme de la population multiethnique du pays.

457. Après l'Examen, le Comité directeur sur les droits de l'homme, composé du Ministère des affaires étrangères et d'organismes clefs, avait mené des réunions-bilans, des examens et des consultations avec des organismes publics, des organisations de masse, des représentants du monde diplomatique, des organisations de la société civile et des organisations non gouvernementales internationales sur les résultats et recommandations issus de cet Examen.

458. Toutes les contributions, vues et observations des organismes publics et des autres parties prenantes avaient été prises en compte dans l'examen des recommandations par l'État. Le processus en cours de modification de la Constitution et du Code pénal, ainsi que l'élaboration du huitième plan quinquennal national de développement socioéconomique (2016-2020) et d'autres plans d'action nationaux étaient axés sur les droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques, et tenaient compte des recommandations issues de l'Examen périodique universel.

459. La République démocratique populaire lao avait adhéré à 116 des 196 recommandations reçues et avait pris note des autres. Les recommandations notées n'avaient pas reçu la pleine adhésion de l'État pour diverses raisons : soit elles ne pouvaient être acceptées que partiellement ou n'étaient pas conformes à la Constitution et aux lois de l'État, soit elles ne reflétaient pas la situation réelle dans le pays, soit l'État n'était pas prêt à les appliquer en raison de certains facteurs, dont le manque de ressources humaines et financières. La plupart de ces recommandations notées étaient redondantes ou se chevauchaient et pouvaient être regroupées en moins de 20 recommandations.

460. La République démocratique populaire lao tiendrait compte de ces recommandations dans ses efforts pour promouvoir et protéger les droits de l'homme dans le pays.

461. La République démocratique populaire lao était partie à sept conventions fondamentales relatives aux droits de l'homme : la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention relative aux droits des personnes handicapées, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la Convention relative aux droits de l'enfant, le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés et le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. Elle envisageait de ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. S'agissant des autres conventions et protocoles facultatifs, notamment la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, l'État avait encore besoin de temps pour étudier et créer les conditions nécessaires à une future adhésion. Pour ce qui était des protocoles facultatifs autorisant les plaintes individuelles, l'État devait avant tout concentrer ses efforts sur la mise en œuvre des conventions qu'il avait ratifiées, notamment en renforçant les procédures nationales de traitement des plaintes.

462. La République démocratique populaire lao inviterait le Rapporteur spécial sur la promotion du droit à un logement convenable et entretiendrait un dialogue régulier avec les autres rapporteurs spéciaux. Des invitations à d'autres rapporteurs spéciaux seraient étudiées et examinées par le Gouvernement au cas par cas.

463. Bien que la peine de mort soit prévue par la législation pénale, aucune condamnation à mort n'avait été exécutée depuis longtemps. En outre, la peine capitale n'était applicable ni aux mineurs de moins de 18 ans, ni aux femmes enceintes. La République démocratique populaire lao était déterminée à envisager de réviser la législation pénale afin de se conformer pleinement aux obligations qui lui incombait en vertu du Pacte international

relatif aux droits civils et politiques, mais elle avait besoin de plus de temps pour étudier plus avant le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international.

464. Tous les citoyens avaient le droit d'exprimer leur opinion et de faire des commentaires sur l'administration de l'État. Aucune loi ne permettait de supprimer ou d'entraver l'exercice des droits fondamentaux. En 2014, le Gouvernement avait publié un décret sur la gestion de l'information sur Internet afin d'encadrer et de faciliter l'utilisation d'Internet, de sorte à fournir une base juridique pour une jouissance plus responsable des droits d'accès à l'information et à l'expression d'opinions. La loi sur les médias, les décrets sur les associations, les fondations et les organisations internationales non gouvernementales, ainsi que les directives pour l'application du décret sur les organisations internationales non gouvernementales visaient à fournir un cadre juridique pour les activités de ces organisations.

465. En ce qui concerne le cas de la personne disparue Sombath Somphone, la République démocratique populaire lao a souligné le fait que, lors de l'Examen dont elle avait fait l'objet en janvier 2015, le chef de la délégation avait fourni des éclaircissements et des explications concernant cette affaire. Les autorités compétentes avaient mené et menaient toujours une enquête sérieuse pour établir la vérité et traduire les auteurs en justice, conformément à la loi. Les cas de personnes disparues étaient complexes et difficiles à régler rapidement ; ils exigeaient du temps.

466. La délégation a exprimé sa sincère gratitude à la communauté internationale pour l'appui précieux qu'elle apportait au développement de l'État et pour ses contributions, notamment dans le cadre de l'Examen périodique universel, aux efforts déployés par l'État pour mieux promouvoir et protéger les droits de l'homme dans le pays.

## **2. Observations d'États membres et d'États observateurs du Conseil des droits de l'homme sur l'ensemble de textes issus de l'Examen**

467. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la République démocratique populaire lao, 17 délégations ont fait des déclarations.

468. Le Burkina Faso a encouragé la République démocratique populaire lao à appliquer les recommandations qu'elle avait acceptées et a dit espérer que l'appui de la communauté internationale permettrait aux autorités de respecter les engagements pris par l'État dans le cadre du suivi du deuxième Examen la concernant.

469. Le Cambodge a indiqué que la République démocratique populaire lao avait accepté la grande majorité des recommandations formulées au cours de son examen, y compris deux recommandations du Cambodge sur les efforts visant à promouvoir et protéger les droits culturels du peuple lao et sur l'application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels il était partie et de la Déclaration des droits de l'homme de l'ASEAN.

470. La Chine s'est félicitée de l'engagement constructif de la République démocratique populaire lao en faveur de l'Examen périodique universel et de sa décision d'accepter la plupart des recommandations. Elle s'est félicitée que l'État ait accepté les recommandations formulées par la Chine concernant l'accroissement de la participation à l'éducation, l'augmentation du taux de scolarisation des filles et le recours à la législation, aux politiques, à l'éducation et à d'autres moyens pour améliorer le statut des femmes dans la société.

471. Cuba s'est félicitée de l'action menée par le Gouvernement pour réduire la pauvreté. Elle a félicité l'État pour ses réformes de la santé publique et de l'éducation, qui avaient amélioré les services dans ces deux domaines pour l'ensemble de la population. Cuba estimait qu'en mettant en œuvre ses politiques de développement national, social et économique, l'État pourrait sortir sa population de la pauvreté.

472. La République populaire démocratique de Corée se félicitait des engagements pris et des efforts positifs menés par le Gouvernement pour promouvoir et protéger les droits de l'homme, efforts qui contribueraient à la jouissance par tous de leurs droits fondamentaux, notamment les droits économiques, sociaux et culturels, et en particulier le droit au développement.

473. Djibouti a évoqué la grande importance que la République démocratique populaire lao avait accordée aux recommandations issues de l'Examen dont elle avait fait l'objet en 2010, comme en témoignait la distribution ultérieure aux responsables gouvernementaux, aux parties prenantes et au grand public de documents traduits en langue lao. Il s'est vivement félicité que le Gouvernement lao ait accepté les recommandations formulées par Djibouti à l'issue de l'Examen de 2010.

474. L'Égypte a salué les efforts déployés par l'État pour promouvoir les droits de l'homme grâce à des réformes politiques et législatives positives, telles que le plan quinquennal, pour renforcer la lutte contre la corruption et pour accélérer les progrès accomplis dans l'élimination de la pauvreté extrême. Elle a une nouvelle fois demandé à la communauté internationale d'apporter un soutien financier et technique au Gouvernement afin de l'aider à faire face aux problèmes posés par les munitions non explosées.

475. Le Koweït a félicité la République démocratique populaire lao pour ce qu'elle avait accompli dans le domaine des droits de l'homme malgré les obstacles et les difficultés, parmi lesquels le sous-développement des infrastructures, les catastrophes naturelles, la propagation des maladies, le manque de ressources humaines et les contraintes budgétaires. L'État avait mis l'accent sur le développement économique et social et la lutte contre la pauvreté. Le Koweït a encouragé l'État à poursuivre ses efforts pour renforcer le droit au travail, à l'éducation et à la santé.

476. L'Inde a félicité la République démocratique populaire lao pour sa participation constructive à l'Examen périodique universel et pour avoir accepté non moins de 116 recommandations, dont deux des trois recommandations formulées par l'Inde. Elle s'est déclarée convaincue que l'État poursuivrait ses efforts pour appliquer les recommandations acceptées dans les années à venir.

477. L'Indonésie a félicité le Gouvernement pour son engagement constant en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme, comme en témoignait l'acceptation d'un grand nombre des recommandations issues du deuxième Examen concernant le pays. Elle s'est félicitée en particulier de l'acceptation par l'État de sa propre recommandation visant à accélérer l'élaboration de la loi contre la traite des êtres humains.

478. Le Viet Nam s'est félicité des efforts constants déployés par la République démocratique populaire lao et a félicité l'État pour les progrès importants qu'il avait accomplis dans la promotion et la protection des droits de l'homme. Il a félicité l'État d'avoir accepté nombre des recommandations, y compris celles du Viet Nam, et de s'être engagé à les appliquer. Il a réaffirmé qu'il continuerait de collaborer étroitement avec l'État et de contribuer à l'amélioration des conditions socioéconomiques dans le pays.

479. La Malaisie a noté avec satisfaction que la République démocratique populaire lao avait accepté ses recommandations sur l'élimination de la pauvreté et sur les programmes de renforcement des capacités des agents des services de détection et de répression chargés des questions relatives à la traite des personnes. Elle a félicité l'État des efforts constants qu'il déployait pour promouvoir et protéger les droits de l'homme en renforçant l'état de droit, la gouvernance et l'administration publique.

480. Le Myanmar a évoqué la participation constructive de l'État à l'Examen périodique universel et son acceptation d'un grand nombre de recommandations, dont les trois formulées par le Myanmar.

481. Les Philippines ont évoqué la participation constructive de la République démocratique populaire lao à l'Examen périodique universel. Elles se sont félicitées que l'État ait pris des mesures pour améliorer encore le cadre normatif et institutionnel pour la promotion et la protection des droits de l'homme, citant à titre d'exemple la mise en œuvre du plan directeur pour le développement de l'état de droit.

482. La Sierra Leone a indiqué que bon nombre des recommandations formulées lors du deuxième Examen concernant la République démocratique populaire lao avaient été intégrées dans les normes et politiques nationales et dans le plan national de développement socioéconomique 2011-2015. Elle espérait que d'autres recommandations, comme celles relatives à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs

migrants et des membres de leur famille, emporteraient l'adhésion du Gouvernement en vue de leur application future.

483. Singapour a salué l'engagement pris par l'État de continuer à enquêter sérieusement sur la disparition de Sombath Somphone. Elle a dit espérer que les autorités compétentes régleraient l'affaire rapidement et apporteraient ainsi à sa famille un soulagement dont elle avait grand besoin. Singapour restait déterminée à poursuivre sa coopération avec l'État afin de l'aider à atteindre ses objectifs de développement.

484. Sri Lanka a félicité la République démocratique populaire lao des progrès qu'elle avait accomplis dans la promotion des droits de l'homme. Elle a évoqué l'adoption du décret de 2014 sur les personnes handicapées et l'allocation d'environ 75 millions de dollars pour le développement du système pénitentiaire national. Elle a en outre félicité l'État pour les efforts qu'il déployait en vue de garantir l'état de droit et de réduire la pauvreté.

### **3. Observations générales formulées par d'autres parties prenantes**

485. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la République démocratique populaire lao, six autres parties prenantes ont fait des déclarations.

486. L'Asian Forum for Human Rights and Development a regretté que le Gouvernement ait noté les recommandations relatives à la protection des défenseurs des droits de l'homme, à la liberté de réunion pacifique et d'association et à la liberté d'expression. Bien qu'il se soit engagé, lors du premier Examen concernant la République démocratique populaire lao, à œuvrer en faveur d'un environnement favorable à la société civile et aux défenseurs des droits de l'homme, le Gouvernement avait continué de restreindre les activités de ces groupes. Le nouveau décret sur la gestion de l'information, qui criminalisait la critique du Gouvernement en ligne, était un exemple de ces restrictions. L'organisation a en outre déploré la réticence du Gouvernement à enquêter efficacement sur la disparition forcée de Sombath Somphone et a réitéré son appel en faveur d'une enquête immédiate, approfondie et impartiale. Il s'est inquiété de ce que les lois en vigueur continuaient d'imposer de sévères restrictions à la liberté des médias. Il a demandé au Gouvernement de présenter un plan d'action global pour l'application de ces recommandations.

487. Human Rights Watch a indiqué que l'Examen concernant la République démocratique populaire lao témoignait de l'écart important qui séparait les déclarations d'intention du Gouvernement et les plans, lois et décrets connexes, et des progrès minimes réalisés dans le domaine des droits de l'homme dans le pays depuis le précédent Examen dont il avait fait l'objet, en 2010. La déclaration selon laquelle l'État envisageait de ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées contrastait considérablement avec son incapacité à mener une enquête crédible et impartiale sur la disparition forcée de Sombath Somphone, dirigeant de la société civile bien connu. Bien que le Gouvernement ait affirmé qu'il était ouvert aux vues ou suggestions visant à faciliter l'enquête, il avait refusé de nombreuses offres d'assistance technique d'autres États. En outre, le Gouvernement n'avait pas expliqué pourquoi il avait adopté un décret sur la gestion de l'information sur Internet, qui contenait des dispositions limitant la liberté d'expression. La République démocratique populaire lao n'avait pas accepté les recommandations qui représentaient des engagements réels et concrets en faveur du progrès.

488. La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme a déploré que la République démocratique populaire lao n'ait pas adhéré à un certain nombre de recommandations dans des domaines clés des droits de l'homme. Elle a encouragé le Gouvernement à appliquer les recommandations relatives aux cas d'arrestation arbitraire et de disparition forcée. Les autorités judiciaires devraient mener une enquête indépendante et approfondie sur la disparition du célèbre défenseur de la société civile Sombath Somphone, avec l'aide de la communauté internationale. Le Gouvernement avait l'obligation de respecter les droits à la liberté d'expression et à la liberté des médias, y compris sur Internet, et depuis l'adoption du décret n° 327, en septembre 2014, les autorités avaient harcelé et arrêté un certain nombre de personnes pour des critiques légitimes contre le Gouvernement.



La Fédération a demandé au Gouvernement de créer une institution nationale de défense des droits de l'homme indépendante et conforme aux Principes de Paris.

489. United Nations Watch s'est déclarée vivement préoccupée, en particulier, par les nombreuses disparitions forcées et les restrictions persistantes à la liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association. L'organisation a regretté que le Gouvernement n'ait pas adhéré aux recommandations relatives à la conduite d'une enquête indépendante et approfondie sur les cas de disparition ou à la modification du décret du Premier Ministre sur l'Internet. Il a évoqué la disparition de Sombath Somphone, affirmant que le Gouvernement ne s'était pas acquitté de son obligation internationale de transparence et de responsabilité effective. Il a exhorté le Gouvernement à enquêter sur tous les cas de disparition forcée et à mettre un terme à ces pratiques. Il s'est également dit préoccupé par le fait que le Gouvernement avait adopté un décret extrême sur l'Internet restreignant la liberté d'expression d'une manière qui dépassait les limites fixées par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

490. Jubilee Campaign a fait état de certaines améliorations dans la protection de la liberté de religion ou de conviction, notamment une réduction du nombre de prisonniers d'opinion chrétiens de longue date. Elle s'est toutefois déclarée préoccupée par le fait que les minorités religieuses continuaient d'être en proie à la discrimination et au harcèlement, subissant arrestations, détention, expulsions, amendes et renonciation forcée à leur foi. Elle a exhorté le Gouvernement à libérer tous les prisonniers détenus pour des motifs religieux et, en cas de détention injustifiée, à veiller à ce que des enquêtes approfondies soient menées. Elle a également demandé au Gouvernement de modifier sa législation pour la rendre conforme aux accords internationaux auxquels la République démocratique populaire lao était partie. Le Gouvernement était en train de revoir le décret n° 92 sur la gouvernance et la protection de l'activité religieuse, qui était discriminatoire et susceptible de donner lieu à des abus car il employait des termes vagues interdisant aux croyants de « diviser des groupes ethniques ou religieux afin de provoquer des troubles sociaux ».

491. Amnesty International a regretté que le Gouvernement n'ait pas adhéré à bon nombre des recommandations concernant la disparition forcée de Sombath Somphone, tout en soulignant qu'il s'était engagé à mener une enquête approfondie et impartiale sur cette disparition. Il a également fait observer que le Gouvernement envisageait de ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. Il a toutefois déploré que le Gouvernement ait rejeté les appels à adresser une invitation permanente aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, et en particulier refusé la visite du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires. En outre, la décision des autorités de rejeter les offres d'assistance technique dans la recherche de Sombath Somphone témoignait d'un manque d'engagement réel à défendre l'état de droit et à protéger les droits des citoyens.

#### **4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen**

492. Le Président du Conseil a indiqué que sur la base des informations fournies, la République démocratique populaire lao avait adhéré à 116 recommandations sur les 196 formulées et en avait noté 77. Des précisions avaient été apportées sur trois recommandations, ainsi qu'une explication sur la partie de ces recommandations qui avait été acceptée et celle qui avait été notée.

493. La délégation de la République démocratique populaire lao a réitéré ses sincères remerciements aux autres délégations pour leur évaluation positive des réalisations de l'État dans le domaine des droits de l'homme et pour leur compréhension des contraintes et des défis auxquels le pays devait faire face dans les efforts qu'il menait pour promouvoir et protéger les droits fondamentaux du peuple lao.

494. La République démocratique populaire lao avait acquis beaucoup d'expérience grâce à l'Examen périodique universel, qui lui avait donné l'occasion d'aller de l'avant dans les efforts qu'elle déployait au niveau national pour promouvoir et protéger les droits de l'homme, ainsi que de coopérer davantage et de partager ses meilleures pratiques avec la communauté internationale afin de faire progresser la cause des droits de l'homme dans le monde.

495. En tant qu'État Membre de l'Organisation des Nations Unies, la République démocratique populaire lao était déterminée à concrétiser l'esprit de la Charte des Nations Unies pour la promotion et la protection des droits de l'homme en appliquant la Déclaration universelle des droits de l'homme, les instruments relatifs aux droits de l'homme auxquels elle était partie et les recommandations issues de l'Examen périodique universel qu'elle avait acceptées. Elle a dit attendre avec intérêt de poursuivre la coopération et l'échange d'expériences sur les droits de l'homme avec la communauté internationale, notamment par l'application des recommandations.

### Espagne

496. L'Examen concernant l'Espagne s'est déroulé le 21 janvier 2015, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par l'Espagne conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/ESP/1 et Corr.1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/ESP/2) ;

c) Le résumé établi par le HCDH conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/ESP/3) ;

497. À sa 27<sup>e</sup> séance, le 25 juin 2015, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant l'Espagne (voir sect. C ci-après).

498. Les textes issus de l'Examen concernant l'Espagne comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/29/8), les vues de l'Espagne sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'elle a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/29/8/Add.1).

## **1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen**

499. La délégation espagnole a remercié une nouvelle fois les États qui avaient participé au deuxième Examen concernant l'Espagne. Elle a également reconnu le rôle joué par la société civile et par l'institution nationale des droits de l'homme, le Defensor del Pueblo, dans cet exercice. Grâce à la participation de toutes les parties prenantes, l'Examen périodique universel aurait une incidence maximale sur la promotion et la protection des droits de l'homme en Espagne.

500. Plusieurs ministères avaient analysé en détail les 189 recommandations reçues par l'Espagne. En outre, en mars 2015, le Gouvernement avait tenu une réunion productive avec la société civile pour entendre les vues des organisations non gouvernementales.

501. L'additif au rapport du Groupe de travail présenté par l'Espagne était le résultat de longues discussions entre les ministères concernés, dont l'objectif avait été de faire en sorte que la position du Gouvernement concernant chaque recommandation soit réaliste et réalisable. À cette fin, et suivant le modèle utilisé par d'autres États, l'Espagne avait classé les recommandations en trois groupes : acceptées, partiellement acceptées et notées.

502. À l'origine, la catégorie des recommandations partiellement acceptées avait été utilisée pour les recommandations : a) dont l'Espagne avait accepté l'esprit mais qu'elle ne pouvait appliquer que partiellement ; b) pour lesquelles l'Espagne était en désaccord sur la meilleure façon de les appliquer ; ou c) dont elle pouvait accepter une partie, et noter le reste. Le Gouvernement avait décidé de reconsidérer sa position sur la plupart des recommandations à laquelle il avait partiellement adhéré afin que le HCDH puisse recueillir le nombre exact de recommandations approuvées et notées.

503. À la suite de cet Examen, l'Espagne avait accepté 169 recommandations, dont cinq partiellement (131.45, 131.59, 131.61, 131.180 et 131.187). L'État considérait que la recommandation 131.45 était appliquée et ne jugeait pas nécessaire d'adopter une loi globale en la matière. En ce qui concerne les recommandations 131.59 et 131.61, l'Espagne estimait que les dispositions relatives à l'accès immédiat des détenus à l'assistance juridique avaient déjà été appliquées. En ce qui concerne la recommandation 131.180, elle considérait que la partie relative à la modification de la loi sur la sécurité publique était déjà appliquée, étant donné que cette norme, qui comprenait une disposition explicite sur le respect du droit et des obligations en matière de droits de l'homme, avait été examinée lors du dernier débat parlementaire. S'agissant de la recommandation 131.187, l'Espagne estimait qu'elle respectait déjà le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant puisque le pays avait adopté un protocole concernant les mineurs non accompagnés.

504. L'Espagne avait pris note de 20 recommandations, à savoir les 15 mentionnées dans un rectificatif à son additif au rapport du Groupe de travail et les recommandations 131.37, 131.100, 131.184, 131.185 et 131.186.

505. Avec l'aide du secrétariat, la délégation préparerait le rectificatif de sorte à y intégrer les changements susmentionnés. En outre, le Gouvernement, comme preuve de sa transparence et de son attachement à la procédure, avait établi une annexe expliquant en détail la position de l'État sur chaque recommandation ; il la fournirait au secrétariat en espagnol et en anglais.

506. Certaines des recommandations reçues au cours du deuxième Examen dont elle avait été l'objet auraient une incidence particulière sur la promotion et la protection des droits de l'homme en Espagne.

507. Le Gouvernement avait accepté la recommandation relative à la création d'une commission interministérielle des droits de l'homme qui, entre autres responsabilités importantes, élaborerait des indicateurs dans le domaine des droits de l'homme qui pourraient améliorer ceux qui existaient déjà en Espagne, comme cela avait également été recommandé pendant l'Examen. Les autorités espagnoles avaient déjà entamé des consultations sur la structure idéale de la commission.

508. La délégation a évoqué la législation et les mesures avancées adoptées dans la lutte contre la discrimination, le racisme et la xénophobie. La législation actuelle était assortie de normes de protection élevées et il n'était pas nécessaire de disposer d'une loi complète contre la discrimination. Le Gouvernement ne pouvait donc pas accepter les recommandations à cet égard. L'objectif du Gouvernement était de mettre en œuvre la législation susmentionnée, tout en procédant à tous les ajustements nécessaires en cas de besoin.

509. Certaines recommandations portaient sur les chiffres relatifs à la violence familiale. À cet égard, l'Espagne était l'un des rares pays au monde à disposer d'un système de collecte de données sur la violence familiale, qui était considéré comme un modèle par d'autres États. La délégation a réaffirmé que l'Espagne pratiquait une politique de tolérance zéro à l'égard de la violence familiale grâce à un large éventail de mesures, notamment des campagnes juridiques, administratives, judiciaires, éducatives et de sensibilisation.

## **2. Observations d'États membres et d'États observateurs du Conseil des droits de l'homme sur l'ensemble de textes issus de l'Examen**

510. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant l'Espagne, 16 délégations ont fait des déclarations.

511. La Sierra Leone a souhaité la bienvenue à la délégation espagnole et l'a remerciée de sa mise à jour orale. Elle a félicité l'État pour ses efforts constants en faveur de la lutte contre les crimes motivés par la haine, la discrimination et la traite des êtres humains. Elle a salué la réforme en cours du Code pénal et les mesures prises par l'Espagne pour criminaliser le mariage forcé. Elle a également félicité l'Espagne de son intention d'élaborer un nouveau plan national sur les droits de l'homme et l'a encouragée à promulguer des lois nationales fondées sur les recommandations qu'elle avait acceptées, et à continuer de collaborer activement avec les divers mécanismes des droits de l'homme.

512. Le Soudan a souhaité la bienvenue à la délégation espagnole et l'a remerciée pour son exposé et sa mise à jour orale. Il a félicité l'Espagne d'avoir accepté la plupart des recommandations, y compris l'une des deux recommandations formulées par le Soudan. Il a souhaité plein succès au Gouvernement et au peuple espagnols.

513. Le Togo a remercié la délégation des informations qu'elle avait communiquées lors de l'adoption du rapport. Il a évoqué l'engagement pris par l'Espagne d'appliquer les recommandations qu'elle avait acceptées, malgré les graves difficultés causées par la crise économique et financière qui n'avait épargné aucun pays.

514. La République bolivarienne du Venezuela a indiqué que l'Espagne s'était montrée tout à fait disposée à fournir des informations au cours de cet Examen, ce qui avait permis un dialogue positif sur les réalisations de l'État et les difficultés rencontrées dans le domaine des droits de l'homme. L'Espagne avait ratifié la plupart des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et adopté le cadre législatif nécessaire à leur application. La République bolivarienne du Venezuela s'est félicitée des efforts déployés par l'Espagne pour surmonter les obstacles à l'application des recommandations qu'elle avait acceptées lors du premier examen la concernant.

515. L'Albanie a félicité l'Espagne d'avoir accepté la plupart des recommandations et s'être engagée à les appliquer. Elle a remercié le pays d'avoir accepté toutes les recommandations formulées par l'Albanie. Elle a encouragé l'État à poursuivre ses efforts en vue de mettre en œuvre le plan stratégique sur l'égalité des chances, les procédures d'identification des victimes de la traite et de prise en compte des besoins particuliers des enfants victimes, et la stratégie nationale pour l'inclusion sociale de la communauté rom. Elle a également félicité l'Espagne du grand cas qu'elle avait fait des suggestions de la société civile.

516. L'Algérie s'est félicitée de l'acceptation par l'Espagne des deux recommandations qu'elle avait formulées concernant l'incidence des mesures d'austérité sur les groupes sociaux les plus vulnérables et sur l'accès des enfants appartenant à des groupes vulnérables à la santé et à l'éducation. Elle a encouragé l'État à poursuivre ses efforts pour protéger les droits des travailleurs migrants, en particulier dans le contexte des tragédies migratoires récurrentes en Méditerranée et ailleurs. C'est la raison pour laquelle la ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille était vivement recommandée.

517. L'Angola s'est félicité que l'Espagne ait accepté bon nombre des recommandations qu'elle avait reçues, y compris une recommandation de l'Angola. Il a salué la coopération du Gouvernement avec les mécanismes des droits de l'homme, la réforme du Code pénal et l'adoption du deuxième plan stratégique sur la citoyenneté et l'intégration. L'Angola a noté avec satisfaction les améliorations qualitatives apportées au système éducatif, qui avaient contribué à réduire la violence sexiste.

518. La Bulgarie s'est félicitée de l'adoption des conclusions de l'Examen concernant l'Espagne et a noté avec satisfaction que l'État avait donné la priorité à la promotion et à la protection des droits de l'homme. Elle s'est déclarée convaincue que l'Espagne améliorerait encore la coordination entre les différentes administrations nationales et renforcerait l'efficacité du Bureau des droits de l'homme. Elle a remercié l'État de s'être engagé à systématiser les politiques d'égalité des sexes et à appliquer la loi sur les mesures de protection intégrale contre la violence sexiste.

519. Le Burkina Faso s'est félicité de l'engagement de l'Espagne en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme, qui s'était traduit notamment par une coopération exemplaire avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et le Conseil des droits de l'homme. Le Burkina Faso a également félicité l'Espagne pour avoir accepté nombre des recommandations qu'elle avait reçues et a salué l'engagement pris par le Gouvernement de présenter un rapport à mi-parcours sur leur application.

520. Le Tchad a félicité l'Espagne d'avoir ratifié la plupart des instruments relatifs aux droits de l'homme, d'avoir soumis ses rapports aux organes conventionnels, d'avoir adressé une invitation permanente aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et d'avoir présenté un rapport à mi-parcours en 2012.

521. La Chine a noté avec satisfaction l'engagement constructif de l'Espagne dans l'Examen périodique universel et son acceptation de la plupart des recommandations. Elle a noté avec satisfaction que l'Espagne avait accepté les recommandations formulées par la Chine concernant le renforcement de la lutte contre la discrimination raciale et l'intolérance, la protection des droits juridiques des migrants et des groupes minoritaires et la mise en lumière de la question de l'emploi, notamment la réduction du chômage des jeunes.

522. La Côte d'Ivoire a remercié l'Espagne de l'attention qu'elle avait accordée aux recommandations qu'elle avait reçues et des réponses qu'elle avait fournies lors de l'adoption du rapport. Elle a réitéré son appui aux efforts déployés par l'État pour assurer le respect, la protection et la jouissance des droits de l'homme pour tous sur le territoire espagnol et lui a souhaité plein succès dans l'application des recommandations qu'il avait acceptées.

523. Cuba s'est félicitée que l'Espagne ait accepté les deux recommandations qu'elle avait formulées concernant la reprise des mesures de protection des personnes les plus touchées par la crise économique et la lutte contre la violence contre les femmes. Elle a encouragé l'Espagne à poursuivre ses efforts pour faire face aux retombées négatives de la crise de manière globale, dans l'intérêt des plus vulnérables. Elle a dit espérer que l'application des recommandations acceptées contribuerait à améliorer la situation des droits de l'homme de toutes les personnes résidant sur le territoire espagnol.

524. Le Ghana a remercié l'Espagne des efforts qu'elle déployait pour améliorer la situation des droits de l'homme. Il s'est félicité que l'Espagne ait accepté bon nombre des recommandations qu'elle avait reçues, y compris une recommandation du Ghana. Il a fait référence aux recommandations concernant la participation des femmes à la prise de décisions, la poursuite de la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des enfants et la garantie du droit de vote pour les personnes handicapées. Il a félicité l'État d'avoir accepté la recommandation du Ghana visant à mettre fin au profilage ethnique et racial et à la discrimination raciale, et a encouragé l'Espagne à ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

525. L'Inde a remercié la délégation espagnole des informations fournies et de son engagement constructif dans l'Examen périodique universel. Elle a noté avec satisfaction que l'Espagne avait accepté un certain nombre de recommandations, dont quatre des cinq recommandations formulées par l'Inde. Elle s'est dite convaincue que l'Espagne redoublerait d'efforts pour appliquer les recommandations qu'elle avait acceptées.

526. La République islamique d'Iran a dit espérer que l'Espagne appliquerait un certain nombre des recommandations issues de l'Examen. Elle a souligné plusieurs sujets de préoccupation, notamment la discrimination à l'égard des migrants et des minorités ethniques, la discrimination à l'égard des enfants migrants non accompagnés et les mauvais traitements qui leur étaient infligés, les obstacles auxquels se heurtaient les enfants migrants pour accéder à l'éducation et à la santé, le recours excessif à la force dans les zones frontalières, la situation des femmes migrantes et l'inégalité des étrangers devant la loi.

### **3. Observations générales formulées par d'autres parties prenantes**

527. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant l'Espagne, 11 autres parties prenantes ont fait des déclarations<sup>16</sup>.

528. Le Conseil de l'Europe a mis l'accent sur trois problèmes que l'Espagne devait résoudre : une procédure d'asile déficiente et des questions touchant l'immigration clandestine, le profilage ethnique par les forces de l'ordre et les mauvaises conditions de détention. Il a salué les mesures que l'État avait prises pour régler ces problèmes et l'a félicité d'avoir ratifié la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul).

<sup>16</sup> Les déclarations qui n'ont pu être prononcées faute de temps et dont le texte a été fourni sont publiées sur l'Extranet du Conseil des droits de l'homme, à l'adresse <https://extranet.ohchr.org/hrc/HRCSessions/RegularSessions/29thSessions/Pages/Calendar.aspx>.

Il s'est également félicité de la signature du Protocole additionnel à la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées et a encouragé l'Espagne à le ratifier.

529. Le Bureau européen pour les langues moins répandues a indiqué que le rapport qu'il avait établi pour l'Examen concernant l'Espagne faisait état de cas détaillés de discrimination linguistique à l'encontre de locuteurs du catalan, du basque, du galicien, de l'aragonais et de l'asturien. Ces personnes avaient été physiquement maltraitées par des policiers et des traitements humiliants leur avaient été infligés par les tribunaux. Le rapport concluait qu'il était impossible d'obtenir justice en Espagne pour cette forme de crime de haine. La discrimination était systématique et institutionnalisée. Le Bureau a recommandé au Gouvernement de mettre un terme à cette discrimination et demandé au Conseil des droits de l'homme de mettre l'Espagne devant ses responsabilités afin qu'elle prenne des mesures pour mettre fin à la discrimination linguistique contre les locuteurs de langues autochtones.

530. Save the Children International a souligné que l'Espagne avait accepté un certain nombre de recommandations sur la pauvreté des enfants et sur l'éducation. Les réformes politiques et les compressions budgétaires avaient déjà eu des répercussions négatives sur les droits de l'enfant dans les domaines de l'éducation, de la santé et des services sociaux. L'allocation de ressources suffisantes était cruciale pour permettre une analyse approfondie et complète de l'incidence de la réglementation sur les droits de l'enfant. L'organisation a recommandé à l'Espagne de recourir au Fonds social européen pour compenser la diminution du budget de l'éducation et les mesures prévues par le décret-loi royal n° 14/2012. Elle a demandé à l'Espagne de veiller à ce que les enfants issus de minorités et les enfants migrants aient pleinement accès au système éducatif et y soient intégrés.

531. La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme a exhorté le Gouvernement à garantir le droit à la justice, à la vérité et au dédommagement pour les crimes commis pendant la guerre civile et la dictature franquiste. Elle a demandé à l'Espagne de garantir l'accès à la justice pour les crimes commis en dehors du pays, en vertu du principe de justice universelle, et a rappelé que depuis qu'il avait été modifié, en 2014, l'article 23.4 de la loi organique relative au pouvoir judiciaire établissait des exigences de territorialité et de nationalité contraires au droit international. Elle a instamment invité l'Espagne à modifier ces dispositions, à reconnaître le droit à la vérité, à la justice et au dédommagement pour les victimes de la dictature franquiste, à coopérer avec les autorités judiciaires argentines chargées des enquêtes sur les crimes commis et à abroger la loi d'amnistie.

532. Action Canada pour la population et le développement s'est félicitée que l'Espagne ait accepté la recommandation relative à la violence contre les femmes et la recommandation 131.70 relative à la garantie des droits sexuels. L'organisation a exhorté l'État à veiller à la disponibilité de contraceptifs et à la fourniture de services de santé sexuelle et procréative dans toutes les régions autonomes et pour toutes les femmes. La mise en œuvre de ces mesures devrait s'accompagner de modifications législatives intégrant l'éducation sexuelle dans les programmes scolaires du primaire au secondaire ; à cette fin, l'application de la recommandation 131.141 était cruciale. Elle a exhorté le Gouvernement à prendre des mesures pour assurer l'éducation sexuelle en Espagne.

533. Le Service international pour les droits de l'homme s'est dit préoccupé par la nouvelle loi sur la sécurité publique et les récentes réformes du Code pénal, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2015, qui criminalisaient l'exercice pacifique de la liberté d'expression, de réunion et d'information. Cinq rapporteurs spéciaux avaient critiqué ces lois, qui introduisaient des concepts vagues et imprécis pouvant être appliqués de manière arbitraire. La loi sur la sécurité publique autorisait de facto le Gouvernement à empêcher la participation à des manifestations pacifiques. Le Service international pour les droits de l'homme déplorait également la réforme de la loi sur l'aide judiciaire, qui aurait pour effet de réduire le nombre de personnes pouvant bénéficier d'une défense juridique.

534. L'Instituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco a observé que le soutien à toutes les familles percevant le revenu minimum constituait un défi de taille. La situation des jeunes était décourageante en raison de la pénurie d'emplois

correspondant à leurs compétences. L'institut s'est félicité de la ratification par l'Espagne de la Convention d'Istanbul mais a déploré qu'un grand nombre de femmes, pour la plupart immigrantes illégales, soient encore victimes de la traite. Il a recommandé à l'Espagne de poursuivre ses efforts pour lutter contre la pauvreté et la malnutrition, promouvoir et mettre en œuvre des politiques favorables aux jeunes et assurer une protection intégrale des femmes victimes de la traite.

535. Amnesty International s'est félicitée de l'acceptation par l'Espagne des recommandations visant à garantir les droits à la liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association. L'organisation s'est déclarée préoccupée par le fait que la législation espagnole ne reconnaissait pas le droit d'organiser des manifestations spontanées. Bien que l'Espagne ait accepté les recommandations visant à garantir l'accès à des procédures d'asile efficaces et à respecter le principe de non-refoulement, elle continuait d'empêcher les personnes victimes de violations des droits de l'homme d'accéder à ces procédures, en particulier à la frontière avec le Maroc. Amnesty International a demandé à l'Espagne de garantir le droit à la justice et à la réparation pour les victimes de la guerre civile et du franquisme (1936-1975) et d'ériger la torture et les disparitions forcées en crimes distincts dans le Code pénal.

536. Center for Economic and Social Rights a indiqué que la crise économique avait eu des répercussions plus marquées sur la population immigrée. À partir de 2012, les immigrants en situation irrégulière avaient été exclus du système national de santé. C'est pourquoi l'organisation adhère aux recommandations invitant instamment le Gouvernement à garantir l'accès aux droits sociaux et à la santé à toutes les personnes vivant sur le territoire espagnol, sans discrimination. Jusqu'à présent, il n'y avait eu aucun changement dans la législation, hormis les déclarations publiques du Gouvernement. L'organisation a exhorté le Gouvernement à s'acquitter de ses obligations en matière de droits sociaux.

537. Caritas Internationalis (Confédération internationale des associations caritatives catholiques) a attiré l'attention sur les recommandations concernant la mise en œuvre du deuxième plan national sur les droits de l'homme, la signature de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, l'abolition des renvois sommaires de migrants de Ceuta et Melilla, le renforcement de la formation des agents des forces publiques pour lutter contre la discrimination raciale, la création de systèmes de suivi et d'observation de la loi sur la sécurité publique, le traitement en profondeur de la crise du logement, la loi contre la traite des personnes et la considération de la coopération internationale comme politique publique dans le cadre de laquelle toutes les parties prenantes devraient être consultées.

538. La Federación de Asociaciones de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos a regretté que l'Espagne n'ait pas accepté les recommandations l'invitant à analyser l'incidence des mesures d'austérité sur l'exercice des droits économiques et sociaux. Le respect des libertés civiles était en recul, la loi sur la sécurité publique devant entrer en vigueur dans un avenir proche. Enfin, l'organisation a évoqué les étrangers qui franchissaient les barrières de Ceuta et Melilla, villes qui ressemblaient à des prisons, et a déploré que de nouvelles dispositions soient entrées en vigueur, limitant gravement le droit d'asile.

#### **4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen**

539. Le Président du Conseil a indiqué que, sur la base des informations fournies, l'Espagne avait adhéré à 164 recommandations sur les 189 reçues, apporté des éclaircissements supplémentaires sur cinq autres recommandations, en indiquant à quelle partie de ces recommandations elle avait adhéré et quelle partie elle avait notée, et noté 20 recommandations.

540. La délégation espagnole a remercié les États et la société civile de leurs observations. Elle a évoqué certaines des questions mentionnées dans leurs déclarations, rappelant que des explications détaillées de la position espagnole sur toutes les recommandations reçues seraient disponibles dans l'annexe au rapport, accessible sur le site Web du HCDH. En ce qui concerne les répercussions de la crise économique sur la jouissance des droits de l'homme, le Gouvernement avait régulièrement évalué l'incidence des mesures prises. En outre, le plan d'action national pour l'inclusion sociale 2013-2016

comprenait plus de 240 mesures visant à faire face aux conséquences de la crise pour la société et en particulier pour les groupes les plus vulnérables.

541. La Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille n'avait pas été ratifiée par les États membres de l'Union européenne. Toutefois, l'Espagne avait toujours cherché à garantir les droits des travailleurs étrangers dans le pays, et sa législation prévoyait une protection étendue des droits des migrants dans la Constitution, dans la loi adoptée en 2000 sur les droits et libertés des étrangers en Espagne et leur intégration sociale, et dans les règlements d'application. Toute décision relative à la Convention serait prise en coordination avec les autres États membres de l'Union européenne.

542. En ce qui concerne la loi sur la sécurité publique, elle n'induisait aucune limitation légale à la liberté d'expression, de réunion et d'association. En outre, le droit de manifester pacifiquement n'exigeait pas d'autorisation préalable, mais seulement une communication aux autorités, qui pouvaient interdire de telles manifestations dans des cas exceptionnels prévus par la loi, ou modifier le moment ou l'itinéraire, par exemple, pour protéger d'autres droits fondamentaux.

543. La population gitane en Espagne jouissait des mêmes droits que le reste de la population, y compris en ce qui concerne les conditions de travail et la protection juridique. De même, la stratégie nationale pour l'inclusion sociale de la population gitane 2012-2020 visait à améliorer l'accès à l'emploi formel, à réduire la précarité de l'emploi et à améliorer les qualifications professionnelles de ce groupe vulnérable.

544. Plusieurs ministères étaient en train d'examiner le projet de deuxième plan national en faveur des droits de l'homme en vue de l'adoption d'un plan à long terme qui s'étalerait sur plus de quatre ans et ne serait pas tributaire des changements au sein de l'assemblée législative. En attendant, les mesures du premier plan national sur les droits de l'homme étaient toujours d'application.

545. L'Espagne s'est engagée à présenter un rapport à mi-parcours pour renforcer le suivi des recommandations auxquelles elle avait adhéré ou partiellement adhéré.

546. L'Examen périodique universel avait été un exercice utile et constructif, qui avait notamment permis à l'Espagne d'évaluer la perception qu'avaient les autres États de la manière dont elle s'employait à promouvoir et à protéger les droits de l'homme, et il avait encouragé le dialogue entre la société civile et le Gouvernement. La délégation a réitéré ses remerciements à tous les participants et a remercié le secrétariat pour son assistance permanente et les interprètes pour la qualité de leur travail.

## **Lesotho**

547. L'Examen concernant le Lesotho s'est déroulé le 21 janvier 2015, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par le Lesotho conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/LSO/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/LSO/2) ;

c) Le résumé établi par le HCDH conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/LSO/3) ;

548. À sa 27<sup>e</sup> séance, le 25 juin 2015, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant le Lesotho (voir sect. C ci-après).

549. Les textes issus de l'Examen concernant le Lesotho comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/29/9), les vues du Lesotho sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses



qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/29/9/Add.1).

**1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen**

550. La délégation du Lesotho a indiqué qu'elle avait reçu 169 recommandations ; elle avait adhéré à 121 d'entre elles et en avait rejeté 24. Vingt-quatre autres recommandations avaient été reportées à la session en cours, et la délégation avait informé le Conseil de la position du Gouvernement sur ces recommandations.

551. Le Lesotho s'était félicité des recommandations concernant la ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il avait également accueilli avec satisfaction la recommandation visant à autoriser les rapporteurs spéciaux à se rendre dans les lieux de détention. Le Gouvernement s'efforcerait de ratifier le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture dans un avenir proche. S'agissant de la recommandation 114.9, le Lesotho l'avait partiellement acceptée et avait rejeté la partie concernant la ratification du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

552. Le Lesotho s'était félicité des recommandations concernant la ratification du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications et du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Des consultations avec les parties prenantes seraient organisées à cet égard.

553. L'État avait adhéré à la recommandation relative à l'adoption de mesures législatives pour lutter contre la traite des femmes et des filles. La loi sur la lutte contre la traite des personnes avait été promulguée en 2011 et le Cadre stratégique national de lutte contre la traite des personnes et le Plan d'action pour 2014-2016 avaient été lancés en 2014. Des formations des parties prenantes et des campagnes de sensibilisation du public avaient été organisées. En outre, la loi de 2011 sur la protection et le bien-être de l'enfance comportait un chapitre consacré à la traite des enfants. La loi avait été simplifiée et traduite dans la langue vernaculaire pour en faciliter la diffusion et l'accessibilité.

554. Le Lesotho avait adhéré à la recommandation relative à la mise en œuvre du plan d'action national de lutte contre la traite de juillet 2014 et à l'adoption d'un règlement d'application de la loi contre la traite des personnes, notamment en apportant les modifications nécessaires pour que les affaires soient portées devant les tribunaux de première instance, et pas seulement devant la Haute Cour.

555. Le Lesotho avait adhéré à la recommandation visant à poursuivre l'élaboration d'indicateurs relatifs aux droits de l'homme. Le Gouvernement continuerait d'évaluer et de surveiller la promotion et le respect des droits de l'homme dans tous les secteurs. Il continuerait d'évaluer les politiques telles que le Plan national de développement stratégique, Vision 2020, et d'autres cadres politiques et initiatives nationales. Une politique des droits de l'homme était en cours d'élaboration pour servir d'outil d'orientation en vue de l'exécution cohérente et coordonnée des obligations en matière de droits de l'homme.

556. L'État avait adhéré à la recommandation concernant la prise de mesures visant à assurer l'enregistrement universel des naissances, notamment en simplifiant les conditions et en supprimant les frais. Il a précisé que l'enregistrement des naissances et des décès était gratuit dans tout le pays. Les agents tenaient régulièrement des réunions publiques et s'étaient rendus dans des écoles, des églises et des rencontres sociales, où des enregistrements avaient eu lieu.

557. Le Lesotho avait accueilli favorablement la recommandation relative aux enquêtes sur tous les cas de violence sexiste, à la sanction des auteurs et à l'indemnisation des victimes. Tous les cas de violence, y compris la violence sexiste, qui avaient été signalés à la police avaient fait l'objet d'enquêtes. Les victimes avaient bénéficié d'un abri temporaire. L'État n'avait pas encore créé le fonds d'indemnisation prévu par divers textes

législatifs. Ce fonds couvrirait l'indemnisation de toutes les victimes d'actes criminels, y compris les victimes de violence sexiste.

558. Le Lesotho avait adhéré à la recommandation visant à atteindre l'objectif consistant à consacrer 15 % des dépenses publiques à la santé. Toutefois, en raison de ressources limitées, une telle allocation n'avait pas toujours été possible. Au cours des trois dernières années, le budget alloué au secteur de la santé avait augmenté.

559. L'État n'avait pas adhéré aux recommandations relatives à la ratification du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Le chapitre 3 de la Constitution du Lesotho énonçait les principes de la politique de l'État, qui prévoyait des droits de nature socioéconomique. Il serait donc paradoxal de ratifier la Convention.

560. Le Lesotho n'avait pas adhéré à la recommandation relative à l'adhésion à la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. La priorité de l'État était d'incorporer dans les lois nationales les conventions qu'il avait déjà ratifiées.

561. Le Lesotho n'avait pas adhéré à la recommandation relative à la dépénalisation de la diffamation et à la révision des lois relatives aux médias. Un projet de politique des médias, qui serait bientôt approuvé par le Gouvernement, fixerait la norme et les anciennes lois seraient examinées conformément à cette politique.

562. L'État n'avait pas adhéré à la recommandation visant à renforcer, au niveau constitutionnel et de manière spécifique, les dispositions interdisant la discrimination à l'égard des femmes. Le Gouvernement avait fait des progrès dans l'interdiction de la discrimination à l'égard des femmes. Les questions relatives à la succession au trône et aux chefferies, qui étaient à la base de la réserve à l'article 2 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, devaient encore être examinées.

563. Le Lesotho n'avait pas adhéré à la recommandation relative à l'examen et à la mise à jour des lois susceptibles de conduire à l'autocensure, telles que la Proclamation sur la sédition et la loi (générale) sur la sécurité intérieure, pour assurer le respect des obligations internationales relatives aux droits de l'homme. Ces lois garantissaient le respect des droits des citoyens.

564. L'État n'avait pas adhéré à la recommandation visant à offrir une éducation sexuelle complète et à garantir l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive, y compris l'avortement légal et médicalisé. Des services de planification familiale et d'éducation sur l'utilisation d'une méthode contraceptive préférée avaient été offerts dans la plupart des établissements de santé publics. L'avortement était illégal ; toutefois, le Code pénal de 2010 prévoyait des circonstances dans lesquelles l'avortement légal et sans risque pouvait être pratiqué.

565. Malgré les difficultés, le Lesotho était déterminé à accélérer la croissance économique de manière durable, à continuer d'œuvrer à la création d'une commission nationale des droits de l'homme, à améliorer l'accès à la justice pour tous, à intensifier la lutte contre la corruption et à s'efforcer d'atteindre les objectifs de Vision 2020 et du Plan national stratégique de développement.

## **2. Observations d'États membres et d'États observateurs du Conseil des droits de l'homme sur l'ensemble de textes issus de l'Examen**

566. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Lesotho, 17 délégations ont fait des déclarations.

567. Le Mali s'est félicité des efforts positifs déployés par le Lesotho pour appliquer les recommandations qu'il avait acceptées lors du premier Examen dont il avait été l'objet. Il a également félicité l'État pour la ratification de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, et a noté avec satisfaction l'adoption d'une politique publique en matière de droits de l'homme et d'un plan d'action

contre la traite des êtres humains ainsi que l'élaboration d'une loi sur la protection et le bien-être des enfants.

568. Le Niger s'est félicité des progrès accomplis par le Lesotho dans le domaine des droits de l'homme depuis le précédent Examen le concernant. Il a pris acte des multiples mesures législatives et réglementaires que l'État avait prises pour améliorer la protection de l'enfance, lutter contre la violence à l'égard des femmes et combattre la traite des êtres humains. Il a en outre salué la création d'une commission nationale des droits de l'homme.

569. Le Rwanda a remercié le Lesotho pour sa participation constructive à l'Examen périodique universel. Il a pris note avec satisfaction des informations actualisées fournies par l'État sur les progrès qu'il avait accomplis en matière de promotion et de protection des droits de l'homme depuis le précédent Examen dont il avait fait l'objet.

570. La Sierra Leone a félicité le Lesotho d'avoir ratifié plusieurs instruments relatifs aux droits de l'homme de première importance et d'avoir récemment créé une commission nationale des droits de l'homme. Il s'est félicité que l'État ait adhéré à toutes les recommandations formulées par la Sierra Leone.

571. L'Afrique du Sud a trouvé encourageante l'évolution positive de la situation au Lesotho et a félicité l'État pour sa participation efficace à l'Examen et son acceptation d'un grand nombre de recommandations. Elle a également salué les efforts déployés par l'État pour mettre en œuvre le plan d'action national visant à mettre fin à la violence sexiste, l'adoption d'un projet de politique nationale de développement social et l'engagement du Gouvernement à ratifier les instruments internationaux auxquels il n'était pas encore partie.

572. Le Soudan a noté avec satisfaction l'engagement positif du Lesotho dans l'Examen périodique universel et a félicité l'État d'avoir accepté un grand nombre de recommandations, notamment celles formulées par le Soudan.

573. Le Togo a remercié à l'avance le Lesotho des efforts qu'il ferait pour appliquer les recommandations, en particulier celles que le Togo avait formulées concernant l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement, l'élimination des disparités entre zones rurales et urbaines et l'application d'une stratégie plus efficace pour prévenir et combattre le VIH/sida.

574. La République bolivarienne du Venezuela a indiqué que le Lesotho avait coopéré pleinement et ouvertement à l'Examen périodique universel, confirmant ainsi son attachement aux droits de l'homme. Elle s'est félicitée des réponses de l'État concernant la création d'une institution nationale des droits de l'homme et le sixième amendement à la Constitution à cet égard. Elle a salué les efforts déployés par l'État pour respecter les engagements qu'il avait pris dans le domaine des droits de l'homme et lui a souhaité plein succès dans l'application des recommandations.

575. L'Algérie a félicité le Lesotho d'avoir accepté la majorité des recommandations qu'il avait reçues lors du deuxième Examen le concernant, notamment les recommandations relatives à l'accès aux soins de santé dans tout le pays, et d'avoir garanti l'enseignement primaire universel. Elle a souhaité au Lesotho plein succès dans l'application des recommandations.

576. L'Angola s'est félicité de l'acceptation par le Lesotho de la majorité des recommandations qu'il avait reçues. Il a félicité l'État pour les efforts qu'il avait déployés pour promouvoir et protéger les droits de l'homme, en particulier en ratifiant des instruments internationaux. Il a également félicité le Lesotho pour les progrès qu'il avait accomplis dans les domaines de l'éducation et des droits des femmes, ainsi que dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

577. Le Botswana a félicité le Lesotho pour les efforts qu'il avait déployés pour instaurer la démocratie et l'état de droit ainsi que pour la formation d'un gouvernement. Le Lesotho était touché par une terrible pauvreté et le Botswana a salué les efforts déployés par l'État pour lutter contre les inégalités et la misère. Les mesures mises en place, telles que les subventions agricoles et les programmes et politiques de réduction de la pauvreté, étaient dignes d'éloges.

578. Le Burkina Faso a reconnu les nombreux obstacles liés aux ressources et aux capacités auxquels le Lesotho se heurtait dans ses efforts pour améliorer la situation des droits de l'homme. Il s'est réjoui que le Lesotho ait accepté la plupart des recommandations et a encouragé l'État à tout mettre en œuvre pour les appliquer. Il a souhaité au Lesotho plein succès dans la mise en place de l'enseignement primaire universel.

579. La Chine s'est félicitée de la participation constructive du Lesotho à l'Examen périodique universel. Elle a accueilli avec satisfaction les mesures globales et positives prises par l'État comme suite aux recommandations qu'il avait reçues. Elle s'est également réjouie que le Lesotho ait accepté bon nombre des recommandations qu'il avait reçues, y compris celles de la Chine.

580. Cuba a félicité le Lesotho pour les recommandations acceptées, notamment les deux recommandations formulées par Cuba. L'engagement pris par le Gouvernement de continuer à promouvoir la croissance économique, qui permettrait de créer des emplois productifs et de réduire la pauvreté, et de fournir à tous les enfants un enseignement gratuit et obligatoire était très encourageant. Cuba a demandé à la communauté internationale de fournir à l'État une assistance technique et une aide au renforcement des capacités.

581. Djibouti a félicité le Lesotho des efforts qu'il avait déployés pour soumettre divers rapports aux organes conventionnels. Il a encouragé les autorités à poursuivre les initiatives visant à réduire la pauvreté en accordant une aide financière aux personnes âgées, aux orphelins et aux enfants vulnérables.

582. L'Éthiopie a remercié le Lesotho d'avoir accepté un nombre important de recommandations, notamment celles qu'elle avait formulées. Elle a évoqué l'examen d'ensemble par pays mené dans le cadre du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs et l'engagement de l'État auprès du Conseil des droits de l'homme, y compris l'Examen périodique universel.

583. Le Ghana s'est félicité qu'un nombre important de recommandations formulées au cours de l'Examen aient emporté l'adhésion du Lesotho, notamment la recommandation faite par le Ghana concernant la présentation de rapports aux organes conventionnels et l'invitation permanente adressée aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales. Le Ghana a encouragé le Lesotho à poursuivre sur sa lancée en créant une institution nationale des droits de l'homme. Il a dit espérer que la politique des médias en cours d'élaboration dépénaliserait la diffamation.

### **3. Observations générales formulées par d'autres parties prenantes**

584. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Lesotho, deux autres parties prenantes ont fait des déclarations.

585. La Federatie van Nederlandse Verenigingen tot Integratie van Homoseksualiteit – COC Nederland a fait observer que les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres étaient victimes de discrimination et d'exclusion dans tous les domaines de la vie, notamment dans l'accès aux régimes de protection sociale. Leur droit à la vie privée était bafoué et, sur le marché du travail, ils continuaient à cacher leur sexualité. Les jeunes personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres étaient coupées de leur famille et victimes de harcèlement à l'école. Les effets de la marginalisation les avaient relégués au ban de la société. Il ne pourrait y avoir d'universalité des droits, d'éradication du VIH ou de développement si la communauté lesbienne, gay, bisexuelle et transgenre était exclue ou abandonnée.

586. Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme a félicité le Lesotho d'avoir organisé des élections en 2015 et salué les progrès qu'il avait accomplis dans la promotion des droits de l'homme depuis le premier Examen dont il avait fait l'objet. Les femmes étaient soumises à toutes les formes de violence, en particulier dans les zones rurales. L'organisation s'est déclarée préoccupée par l'augmentation du nombre de cas de violences sexuelles et de viols de filles par des enseignants dans les écoles. Elle a demandé au Lesotho de formuler une stratégie pour mettre fin à la violence sexuelle, ethnique et familiale et de prendre des mesures supplémentaires pour lutter contre les mutilations génitales féminines. Elle a invité l'État à abolir les lois discriminatoires, à ratifier le Protocole facultatif se rapportant à la Convention

contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, à dépénaliser la diffamation et à abolir la peine capitale.

#### **4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen**

587. Le Président du Conseil a indiqué que sur la base des informations fournies, le Lesotho avait adhéré à 137 recommandations sur les 169 formulées et en avait noté 31.

588. La délégation du Lesotho a remercié les États membres et les États observateurs du Conseil des droits de l'homme pour leur dialogue constructif et leur participation à l'Examen périodique universel le concernant, qui avait abouti à un certain nombre de recommandations faites au Gouvernement.

589. La priorité du Gouvernement était d'assurer le respect des droits de l'homme, la démocratie, l'état de droit et la bonne gouvernance, une volonté qui se reflétait dans le degré d'application des recommandations formulées lors du précédent Examen le concernant et dans le nombre de recommandations acceptées par le Gouvernement au cours de l'Examen actuel.

590. Un atelier s'était tenu le 16 février 2015 pour diffuser les résultats de l'Examen et préparer les parties prenantes afin qu'elles puissent commencer à appliquer les recommandations qui relevaient de leur mandat. En conséquence, un comité de coordination composé de membres de ministères, d'organisations non gouvernementales et d'organisations de la société civile avait été créé, avec pour mission de superviser ce processus d'application.

591. Le Lesotho a saisi l'occasion de l'Examen périodique universel pour faire le point sur ses réalisations, ses lacunes et les défis qui l'attendaient en matière de promotion et de protection des droits de l'homme.

592. La délégation avait conclu en réitérant l'attachement du Gouvernement aux mécanismes du Conseil des droits de l'homme et en informant ce dernier que le Gouvernement s'estimait responsable non seulement en ce qui concernait l'Examen périodique universel, mais aussi les organes conventionnels.

#### **Kenya**

593. L'Examen concernant le Kenya s'est déroulé le 22 janvier 2015, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par le Kenya conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/KEN/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/KEN/2) ;

c) Le résumé établi par le HCDH conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/KEN/3) ;

594. À sa 29<sup>e</sup> séance, le 25 juin 2015, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant le Kenya (voir sect. C ci-après).

595. Les textes issus de l'Examen concernant le Kenya comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/29/10), les vues du Kenya sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail.

**1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen**

596. La délégation du Kenya a exprimé ses sincères remerciements aux membres de la troïka (Allemagne, Chine et Namibie) pour leur engagement et leur assistance lors du deuxième Examen concernant l'État. Elle a remercié les délégations qui avaient activement contribué à l'Examen dont le Kenya avait fait l'objet en janvier 2015 et souligné que leurs déclarations et recommandations contribueraient grandement aux efforts continus déployés par l'État pour s'acquitter de ses obligations en matière de droits de l'homme.

597. Sur les 253 recommandations formulées par les délégations des États au cours de l'Examen, le Kenya en avait accepté 192. L'acceptation d'un si grand nombre de recommandations témoignait de l'importance que le Kenya attachait à ses obligations en matière de droits de l'homme et à l'Examen périodique universel pour faire progresser la cause des droits de l'homme. En effet, le Kenya avait déjà donné suite à la plupart des recommandations, conformément à ses impératifs constitutionnels et à son plan de développement (Vision 2030). Il était donc convaincu que la pleine application de ces recommandations contribuerait à la formulation et au développement de politiques publiques efficaces dans le pays.

598. Au cours de la session de janvier, 61 recommandations, bien qu'essentielles à l'amélioration de la situation des droits de l'homme au Kenya, avaient été notées. Sur ces 61 recommandations, 33 portaient sur la ratification de divers instruments internationaux auxquels le Kenya n'était pas partie, sept sur l'abolition de la peine de mort et cinq sur des lois relatives à la liberté d'expression et d'information, entre autres. Environ les deux tiers des recommandations notées étaient exprimées en termes absolus, ce qui, de l'avis de l'État, revenait à limiter la capacité du Gouvernement d'établir des priorités, compte tenu de ses ressources et des circonstances, pour déterminer la manière la plus efficace de remplir ses obligations.

599. Les recommandations relatives à la ratification des instruments internationaux en étaient un bon exemple. La Constitution du Kenya de 2010 avait introduit une procédure plus détaillée pour la ratification de tout traité ayant force obligatoire pour le Kenya. Tous les traités étaient ratifiés au cas par cas après une analyse interne approfondie, la participation du public et l'approbation du Parlement. Ces procédures prenaient du temps ; or, il était essentiel que toutes les recommandations acceptées par le Kenya soient appliquées rapidement et intégralement, conformément aux dispositions constitutionnelles.

600. Un autre exemple concernait les recommandations relatives aux augmentations budgétaires dans divers secteurs. Le Kenya avait reçu une recommandation visant à porter à 15 % du PIB l'allocation budgétaire au secteur de la santé. Si le Gouvernement kényan était déterminé à fournir des soins de santé de qualité dans le pays, il ne pouvait pas garantir qu'il atteindrait ce pourcentage avant son prochain Examen, étant donné les difficultés financières auxquelles il était en butte. C'était également le cas de la recommandation relative à l'affectation d'au moins 10 % du budget de l'État au développement de l'agriculture, conformément à la Déclaration de Maputo, et de la recommandation relative à l'allocation de ressources supplémentaires aux diverses institutions nationales des droits de l'homme. Le montant des ressources allouées à ces secteurs dépendrait de la capacité globale du Gouvernement à mobiliser les fonds nécessaires. Toutefois, le Kenya était reconnaissant à ses partenaires de développement qui lui avaient fourni un appui budgétaire et saisisait cette occasion pour leur demander de maintenir cet appui.

601. Bien que les recommandations relatives à l'abolition de la peine de mort sous sa forme absolue aient été notées, le Gouvernement continuait de prendre des mesures en ce sens. Depuis l'Examen, le Procureur général avait demandé au Power of Mercy Advisory Committee de travailler avec d'autres parties prenantes pour engager un dialogue national sur l'abolition de la peine de mort comme moyen de promouvoir la valeur et la dignité humaines.

602. S'agissant de certaines des autres recommandations formulées au sujet de divers projets de loi et lois en suspens, comme la loi kényane sur l'information et les communications, les lois sur les médias, le projet de loi sur la liberté de l'information de 2014, le projet de loi sur la protection des données de 2013 et la loi sur les organisations

d'utilité publique de 2013, ils faisaient encore l'objet de consultations et d'analyses par les parties prenantes, en vue de les enrichir et d'obtenir le consensus sur leur contenu. Le Kenya informerait le Conseil des droits de l'homme des progrès accomplis en temps voulu.

603. Le fait d'avoir pris note de certaines recommandations n'entravait pas leur application. Le Gouvernement reconnaissait l'importance de l'Examen périodique universel pour améliorer la situation des droits de l'homme au Kenya. Il prendrait donc toutes les mesures nécessaires et possibles, en tenant compte des considérations budgétaires, de la participation du public et des divers processus en cours dans le pays pour veiller à ce que toutes les recommandations soient effectivement appliquées. La Constitution du Kenya incluait une charte de droits complète qui reflétait les normes internationales en matière de droits de l'homme. Sur la base des dispositions constitutionnelles, les tribunaux de l'État veillaient à ce que les lois soient interprétées d'une manière conforme aux règles du droit international et aux instruments relatifs aux droits de l'homme auxquels le Kenya était partie.

604. Le Kenya avait sans aucune réserve adopté l'Examen périodique universel en tant qu'outil efficace pour l'élaboration des politiques et les interventions programmatiques en vue de la réalisation effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Cet Examen avait contribué à définir les priorités de l'État en matière de droits de l'homme et facilité l'échange de données d'expérience internationales et de pratiques optimales pour renforcer ses lois, politiques et institutions.

## **2. Observations d'États membres et d'États observateurs du Conseil des droits de l'homme sur l'ensemble de textes issus de l'Examen**

605. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Kenya, 15 délégations ont fait des déclarations<sup>17</sup>.

606. Le Botswana a félicité le Kenya d'avoir accepté la majorité des recommandations reçues au cours de l'Examen. Il a applaudi l'État d'avoir adopté sa nouvelle Constitution et en particulier d'y avoir inscrit la Commission nationale pour l'égalité des sexes et la Commission de justice administrative. Le Botswana s'est félicité de la promulgation de la loi de 2011 interdisant les mutilations génitales féminines, qui érigeait cette pratique en infraction. Il a encouragé le Kenya à redoubler d'efforts pour faire mieux connaître la loi. Il a noté avec satisfaction les réformes entreprises dans le secteur de la justice, car un système judiciaire efficace était essentiel pour la protection des droits de l'homme.

607. Le Burkina Faso a félicité le Kenya pour sa coopération exemplaire avec le HCDH et tous les mécanismes des droits de l'homme. Il a estimé que l'État n'épargnait aucun effort pour continuer à relever les défis qui se présentaient à lui dans la réalisation des droits de l'homme. Dans le contexte des recommandations acceptées, il a exhorté le Kenya à concentrer ses efforts sur la lutte contre les stéréotypes sexistes, la violence contre les femmes et les filles et les mutilations génitales féminines. La réforme du système judiciaire, l'égalité de traitement entre les citoyens et l'enregistrement des enfants à la naissance méritaient attention.

608. Le Tchad a félicité le Kenya pour l'adoption de sa nouvelle Constitution, par laquelle des mesures législatives, de politique générale et de réforme institutionnelle avaient été mises en place en vue d'honorer les engagements internationaux pris par l'État. Il a déploré que les progrès significatifs réalisés aient malheureusement été sapés par la pauvreté, la corruption, le terrorisme et la maladie. Il a exhorté le Kenya à appliquer les recommandations qu'il avait acceptées.

609. La Chine a félicité le Kenya pour sa participation constructive à l'Examen périodique universel et son acceptation d'un grand nombre de recommandations, qui témoignaient de la volonté de l'État de continuer à renforcer la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme et de protéger et promouvoir les droits fondamentaux de sa population. Elle s'est félicitée que le Kenya ait accepté sa

<sup>17</sup> Les déclarations des parties prenantes qui n'ont pas été en mesure de les présenter faute de temps sont affichées, lorsqu'elles sont disponibles, sur l'Extranet du Conseil des droits de l'homme à l'adresse <https://extranet.ohchr.org/hrc/HRCSessions/RegularSessions/29thSessions/Pages/Calendar.aspx>.

recommandation de continuer à accorder la priorité à la réduction de la pauvreté pour améliorer le bien-être de la population. Elle a encouragé l'État à continuer d'appliquer les recommandations acceptées avec l'appui de la communauté internationale et à réaliser des progrès globaux dans la cause des droits de l'homme.

610. Cuba a appelé l'attention sur l'engagement pris par le Kenya de réduire la faim et la malnutrition, qui devait être considéré dans le contexte de la série de mesures adoptées pour réduire la pauvreté. Elle s'est dite fermement convaincue qu'avec l'application des recommandations acceptées, l'État continuerait de progresser dans la promotion et la protection des droits de l'homme. Elle a souhaité à l'État partie plein succès dans l'application des recommandations qu'il avait acceptées.

611. Djibouti a encouragé le Kenya à poursuivre ses initiatives de promotion des droits de l'homme et ses efforts de lutte contre la pauvreté.

612. L'Égypte a félicité le Kenya pour les nombreuses réformes et politiques qu'il avait engagées après l'adoption de sa nouvelle Constitution, telles que la réforme du système judiciaire et des forces de police et les élections tenues en mars 2013. Elle a remercié l'État d'avoir accepté les recommandations de l'Égypte, notamment celles concernant l'élimination des pratiques discriminatoires à l'égard des femmes, la lutte contre le travail des enfants et l'accès de tous à l'éducation. Elle a exhorté le Kenya à poursuivre ses réformes institutionnelles. Elle a reconnu que l'État devait surmonter de nombreux défis, tels que la pauvreté, la maladie, la corruption et le terrorisme, qui menaçaient les progrès réalisés à ce jour. Enfin, l'Égypte a demandé à la communauté internationale de fournir l'assistance nécessaire pour promouvoir et protéger les droits de l'homme au Kenya.

613. L'Éthiopie a félicité le Kenya d'avoir accepté un nombre considérable de recommandations issues du deuxième Examen dont il avait fait l'objet, notamment celles de l'Éthiopie concernant le renforcement des efforts de suivi et d'évaluation dans le domaine de l'autonomisation des femmes et de la protection des enfants. L'Éthiopie a accueilli avec satisfaction le plan visionnaire de l'État visant à devenir un pays à revenu intermédiaire d'ici à 2030. Elle s'est déclarée fermement convaincue que le progrès économique était le meilleur moyen d'encourager la promotion et la protection des droits de l'homme. Le terrorisme constituait un obstacle à l'exercice des droits de l'homme, et le Kenya jouait un rôle essentiel dans la lutte contre ce phénomène dans toutes ses formes et manifestations dans la région. L'Éthiopie s'est félicitée de travailler avec le Kenya et d'autres parties prenantes pour affaiblir et éliminer les éléments terroristes dans la Corne de l'Afrique.

614. Le Gabon s'est félicité que le Kenya coopère pleinement avec les mécanismes et procédures des Nations Unies pour promouvoir et protéger les droits de l'homme. Il avait été particulièrement impressionné par les mesures prises par l'État pour lutter contre toutes les formes de discrimination fondée sur le sexe et contre toute violence à l'égard des femmes. Il déplorait toutefois que les progrès accomplis aient été sapés par la pauvreté, la corruption, le terrorisme et la maladie. Il a recommandé à la communauté internationale de continuer à soutenir le Kenya dans ses efforts pour restructurer son système et lutter contre le terrorisme.

615. Le Ghana a assuré le Kenya de son soutien et de sa solidarité dans la lutte contre le terrorisme dans la Corne de l'Afrique, qui menaçait l'exercice du droit à la vie et à la propriété. Il s'est félicité que la recommandation qu'il avait formulée sur le respect, la protection, la promotion et la réalisation de tous les droits et libertés fondamentales énoncés dans la Charte des droits ait reçu l'appui du Kenya. Il s'est également réjoui que l'État ait accepté sa recommandation visant à assurer l'application intégrale et continue des divers textes législatifs mis en place pour protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales de toutes les personnes. Le Ghana a encouragé le Kenya à continuer d'œuvrer en faveur de l'éradication complète de la pratique néfaste que constituaient les mutilations génitales féminines.

616. Le Koweït a salué les efforts déployés par le Kenya pour promouvoir et protéger les droits de l'homme. Il a accueilli avec une grande satisfaction les mesures prises par l'État non seulement pour accepter les recommandations formulées mais aussi pour les appliquer, ce qui montrait qu'il était disposé à prendre ses responsabilités en matière de respect des



droits de l'homme et pleinement en mesure de le faire. Le Koweït a souhaité au Kenya plein succès dans la promotion des droits de l'homme, du bien-être et de la prospérité.

617. La Lettonie s'est félicitée de l'engagement renouvelé du Kenya de veiller à ce que les violences postélectorales fassent l'objet d'enquêtes et que les responsables répondent de leurs actes, en coopérant pleinement avec le Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale. Elle a salué la volonté de l'État de s'attaquer aux cas de torture et de recours excessif à la force par les forces de sécurité dans le pays. Elle a encouragé le Kenya à veiller à ce que la lutte contre le terrorisme s'inscrive dans le cadre de la loi et s'est félicitée du rôle moteur joué par l'État dans l'organisation d'une conférence régionale sur l'extrémisme violent. Elle a dit espérer que les participants à cette conférence pourraient partager leurs bonnes pratiques quant au respect du droit international dans la lutte contre la menace terroriste, en particulier le droit international des droits de l'homme.

618. Le Mali s'est félicité des efforts considérables déployés par le Kenya pour stabiliser sa situation, notamment par l'organisation d'élections en 2013, qui s'étaient déroulées dans un climat très pacifique. Il a félicité l'État pour l'adoption, en 2010, de sa nouvelle Constitution, qui accordait une place prépondérante à la promotion et à la protection des droits de l'homme. Il s'est félicité de l'engagement renouvelé de l'État de continuer à renforcer sa coopération avec les mécanismes et procédures de protection des droits de l'homme des Nations Unies. Il a également salué les initiatives prises par le Kenya pour donner suite aux recommandations formulées lors du premier Examen dont il avait été l'objet. Le Mali s'est dit particulièrement satisfait des efforts déployés par l'État pour réformer le système judiciaire et élaborer une politique nationale en faveur de l'égalité hommes-femmes.

619. Le Niger a évoqué les efforts déployés par le Kenya pour renforcer son cadre juridique et institutionnel, dans lequel les droits de l'homme pouvaient être promus et protégés. Il a souligné l'adoption par l'État de plusieurs lois, dont une loi sur la citoyenneté kényane et l'immigration, une loi sur les mutilations génitales féminines, trois lois spécifiques sur une commission des droits de l'homme et une loi sur la protection des victimes de violations. Les recommandations reçues par le Kenya aideraient certainement le pays à améliorer encore son cadre pour le respect et la promotion des droits de l'homme.

620. Le Rwanda s'est réjoui que le Kenya ait accepté la grande majorité des recommandations qu'il avait reçues. Il se félicitait tout particulièrement que l'État rwandais ait accepté les recommandations du Rwanda concernant la poursuite du renforcement des mesures antiterroristes et la poursuite des efforts visant à abolir la peine de mort.

### **3. Observations générales formulées par d'autres parties prenantes**

621. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Kenya, 12 autres parties prenantes ont fait des déclarations.

622. La Commission nationale des droits de l'homme du Kenya a témoigné des avantages de l'Examen périodique universel au Kenya et a demandé à l'État de prendre des mesures pour assurer l'application des recommandations qu'il avait acceptées. La Commission a en outre assuré à l'État qu'elle était déterminée à poursuivre sa collaboration dans la mise en œuvre du programme relatif aux droits de l'homme, notamment en ce qui concerne l'abolition de la peine de mort. Elle lui a demandé d'intensifier sa collaboration avec les organisations de la société civile et a exhorté les partenaires de développement à offrir un appui technique et financier pour faire en sorte que les recommandations soient appliquées.

623. Minority Rights Group a indiqué que l'adoption du rapport du Groupe de travail sur le Kenya arrivait à un moment crucial pour ses minorités et les peuples autochtones, dont les droits continuaient d'être bafoués. Il était manifestement nécessaire de reconnaître les droits des peuples autochtones sur leurs terres ancestrales. Ces droits, bien que protégés par le droit interne et international, avaient été violés à maintes reprises. L'organisation avait également appelé à la mise en œuvre des décisions judiciaires, y compris la décision de la Commission africaine dans l'affaire Endorois, qui, depuis qu'elle avait été rendue cinq ans auparavant, n'avait toujours pas été appliquée. Enfin, l'organisation s'est déclarée préoccupée par le fait que les peuples autochtones étaient systématiquement exclus des prises de décisions.

624. La Commonwealth Human Rights Initiative s'est dite préoccupée par la loi sur les règlements relatifs à la sécurité (modification), qui compromettait l'indépendance de la police et des services de renseignement vis-à-vis de l'exécutif. Elle s'est également inquiétée de la répression exercée par le Gouvernement à l'encontre de la société civile et a souligné le fait que la loi sur les organisations d'utilité publique avait été utilisée pour refuser l'enregistrement d'un groupe lesbien, gay, bisexuel et transgenre. Elle s'est également alarmée de la manière dont les affaires impliquant le Kenya devant la Cour pénale internationale avaient été entravées. Elle a demandé instamment à l'État de revoir la loi sur les règlements relatifs à la sécurité (modification) afin d'assurer le respect des garanties constitutionnelles et des libertés civiles de l'État, et de coopérer pleinement avec la Cour pénale internationale.

625. Le Centre des droits reproductifs a mis l'accent sur les lacunes en matière d'accès à des soins de maternité de qualité et les avortements pratiqués dans de mauvaises conditions. Il s'est félicité de l'engagement pris par l'État de garantir les droits à la santé procréative et l'a prié instamment de lever les obstacles à l'accès à l'information dans ce domaine. Il a déploré que le Kenya n'ait pas accepté les recommandations concernant l'affectation de 15 % de son PIB à la santé et à la mise en œuvre effective des soins de santé procréative grâce à une politique et à un plan d'action intersectoriels. Il a regretté que le Kenya n'ait pas accepté les recommandations visant à garantir aux femmes l'accès à un avortement légal et sûr.

626. Human Rights Watch a observé que l'impunité pour les violations graves commises par la police et d'autres forces de sécurité était source de profonde préoccupation. L'organisation a fait référence à l'acceptation par le Kenya de certaines recommandations importantes, mais s'est inquiétée du fait que peu de progrès tangibles avaient été réalisés dans de nombreux domaines essentiels. Elle a souligné que certaines des mesures que l'État avait qualifiées de déterminantes n'avaient en fait abouti à aucun résultat significatif. Elle a exhorté le Kenya à faire des efforts notables pour fixer un calendrier de progrès clair.

627. La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme a félicité le Kenya d'avoir adhéré à 192 des 253 recommandations qu'il avait reçues. L'État devrait mettre en place des mesures administratives et législatives pour garantir l'égalité et l'absence de discrimination pour tous, indépendamment de l'orientation sexuelle ou de leur identité de genre. La Fédération a également exhorté l'État, entre autres, à éliminer les exécutions extrajudiciaires et la torture et à aligner davantage ses mesures de sécurité et de lutte contre le terrorisme sur les normes internationales. Elle s'est dite préoccupée par le fait que le Kenya n'avait pas accepté 61 recommandations et s'est référée à certaines d'entre elles, engageant l'État à les appliquer avec l'appui de la communauté internationale.

628. L'organisation Action Canada pour la population et le développement s'est déclarée vivement préoccupée par le fait que le Kenya avait rejeté un certain nombre de recommandations sur la dépénalisation des relations sexuelles entre adultes consentants du même sexe. Cela montre clairement que les droits de l'homme au Kenya ne s'appliquaient qu'à certains individus approuvés par l'État, même si de tels actes étaient contraires à sa propre Constitution.

629. Le Service international pour les droits de l'homme a déclaré qu'en dépit de l'engagement pris par le Kenya de créer un environnement sûr et propice aux défenseurs des droits de l'homme, ces militants continuaient à être assassinés, arrêtés arbitrairement et menacés. En outre, les organisations non gouvernementales avaient été prises pour cible par un usage abusif de certaines lois, comme la loi sur la prévention du terrorisme, qui avait été utilisée pour les assimiler à des groupes terroristes. L'organisation s'est également inquiétée de la criminalisation des comportements homosexuels, qui faisait courir de graves risques à ceux qui s'efforçaient de protéger les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres. Elle a demandé au Kenya de prendre des mesures sérieuses pour créer un environnement sûr pour les défenseurs des droits de l'homme.

630. Article 19 – Centre international contre la censure a indiqué qu'il y avait eu une recrudescence des agressions contre des journalistes au Kenya depuis l'Examen précédent concernant l'État. L'organisation s'est félicitée des recommandations relatives à l'abolition des sanctions pénales pour les délits de presse et à la possibilité pour les journalistes

d'exercer leur métier dans un environnement libre et sûr. Elle a ajouté que le harcèlement et l'intimidation des organisations de la société civile devaient cesser. Enfin, elle a souligné la nécessité d'adopter le projet de loi sur l'accès à l'information, attendu depuis longtemps.

631. L'Association internationale des lesbiennes et des gays s'est déclarée préoccupée par le fait que, malgré la protection juridique prévue par la Constitution, la violence à l'égard des personnes en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité sexuelle était en augmentation. En outre, l'État refusait d'enregistrer les organisations dont le nom contenait les mots « gay » ou « lesbienne ». L'Association a exhorté le Kenya à assurer la protection des homosexuels, lesbiennes, bisexuels, transgenres et intersexes dans le pays, car ils méritaient les mêmes garanties que tout autre individu.

632. Dans une déclaration commune, Franciscans International, Pax Romana et Edmund Rice International Limited ont souligné que, malgré l'engagement du Kenya en faveur du programme de justice transitionnelle, qui visait à garantir le droit à la vérité, à la justice et à la réparation pour les victimes de violations flagrantes des droits de l'homme commises dans le passé, l'indépendance du pouvoir judiciaire était souvent remise en question. Les trois organisations se sont félicitées de l'acceptation par l'État de plusieurs recommandations sur la protection des droits économiques, sociaux et culturels. Néanmoins, la jouissance de ces droits n'était souvent pas une réalité pour les groupes marginalisés et vulnérables de la société. Les organisations ont exhorté le Kenya à donner aux institutions de lutte contre la corruption les moyens de veiller à ce que les transactions financières soient effectivement transmises et contrôlées.

633. Amnesty International a indiqué que toute réaction du Kenya à des attentats terroristes ne devrait pas porter atteinte aux droits de l'homme de manière ostensible au motif de protéger la sécurité publique. La loi sur les règlements relatifs à la sécurité (modification) de 2014 ne devrait pas être utilisée pour restreindre excessivement la liberté d'expression. L'État devrait également s'abstenir d'inscrire les organisations de défense des droits de l'homme sur la liste des « entités spécifiées », conformément à la loi sur la prévention du terrorisme, ce qui les assimilait à des groupes terroristes. Elle a en outre encouragé le Kenya à s'efforcer, comme l'avaient recommandé plusieurs États, de coopérer avec la Cour pénale internationale.

#### **4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen**

634. Le Président du Conseil a indiqué que sur la base des informations fournies, le Kenya avait adhéré à 192 recommandations sur les 253 formulées et en avait noté 61.

635. La délégation du Kenya a remercié le Président et tous ceux qui avaient pris la parole pour lui faire part de commentaires et d'observations constructifs. Elle a trouvé ce processus, d'emblée, très utile. Elle a assuré les autres délégations que les questions et observations qu'elles avaient formulées feraient l'objet d'une réflexion et d'une attention sérieuses. L'État était fermement attaché à l'Examen périodique universel, tant sur le principe qu'en pratique. Cet engagement se manifesterait également dans le processus de mise en œuvre. La délégation se réjouissait à la perspective de partager avec les autres délégations son expérience, que ce soit en ce qui concerne les progrès et les défis, lors des sessions du Conseil des droits de l'homme. Enfin, elle a exprimé l'espoir que le Kenya pourrait compter sur l'appui d'autres États.

#### **Arménie**

636. L'Examen concernant l'Arménie s'est déroulé le 22 janvier 2015, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par l'Arménie conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/ARM/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/ARM/2) ;

c) Le résumé établi par le HCDH conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/ARM/3 et Corr.1) ;

637. À sa 29<sup>e</sup> séance, le 25 juin 2015, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant l'Arménie (voir sect. C ci-après).

638. Les textes issus de l'Examen concernant l'Arménie comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/29/11), les vues de l'Arménie sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'elle a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/29/11/Add.1).

# **1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen**

639. Le chef de la délégation arménienne a indiqué que son pays soutenait l'Examen périodique universel, qu'il considérait comme un outil efficace pour évaluer les progrès accomplis et les problèmes rencontrés dans le domaine des droits de l'homme. Il a mentionné la pratique consistant à présenter des rapports à mi-parcours et a déclaré que la façon dont l'Examen était organisé favorisait le consensus entre les États Membres sur les grands principes de la protection et de la promotion des droits de l'homme. Il a remercié tous les participants, en particulier ceux qui avaient contribué à l'amélioration et à l'évolution positive de la situation en Arménie et aux initiatives du Gouvernement en matière de réforme des droits de l'homme.

640. Les recommandations reçues par l'Arménie avaient été analysées et examinées en profondeur par les autorités compétentes et les membres d'un groupe de travail interministériel. L'État avait reçu 189 recommandations ; il avait adhéré à 155 d'entre elles, partiellement adhéré à 20, n'avait pas adhéré à quatre et en avait rejeté 10. Certaines recommandations comportaient plus d'une partie et si l'État avait adhéré à une partie mais pas à l'autre, la recommandation avait été considérée comme notée. L'État demandait qu'à l'avenir, chaque recommandation soit clairement présentée afin d'éviter cette pratique.

641. Les recommandations partiellement acceptées avaient emporté l'adhésion de principe de l'Arménie. Le Gouvernement avait soutenu l'idée et le raisonnement qui les sous-tendait, mais n'avait pas été en mesure d'accepter les recommandations elles-mêmes.

642. La position de l'État sur les recommandations 120.1 à 120.4 était fondée sur l'article 15 de sa Constitution : « Toute personne a droit à la vie. Nul ne peut être condamné ou soumis à la peine de mort. ». La peine de mort avait été supprimée de la partie générale du Code pénal, qui était entrée en vigueur en 2003. La Cour constitutionnelle examinait systématiquement la législation de l'État et étudiait la teneur des traités internationaux auxquels l'Arménie était partie, et avait constaté que l'État, ne considérait pas la peine de mort comme une sanction acceptable et l'avait abolie dans tous les cas.

643. Le processus d'intégration des exigences constitutionnelles relatives au respect et à la protection du droit à la vie était en cours et la réforme judiciaire avait entraîné de nombreux changements dans les lois nationales régissant l'activité des forces de l'ordre et d'autres organes de l'État. Par conséquent, la ratification des traités internationaux était subordonnée aux modifications législatives appropriées et à la finalisation de la réforme judiciaire. De même, l'application des recommandations 120.15 à 120.22 était liée à la réforme constitutionnelle. La consécration de droits par des normes juridiques, y compris des normes émanant de l'autorité juridique suprême, serait purement déclarative en l'absence des normes et des garanties nécessaires pour assurer la protection effective de ces droits.

644. En ce qui concerne les recommandations 120.6 et 120.23, il était nécessaire de les étudier plus avant et d'obtenir l'avis de divers ministères et institutions.

645. L'application de la recommandation 120.14 serait possible après l'adoption de modifications législatives et pratiques permettant la pleine application de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

646. L'Arménie n'avait pas adhéré aux recommandations dont le contenu était inapproprié ou qui étaient factuellement inexacts. Elle avait ainsi rejeté 10 recommandations, et les raisons de ce rejet avaient été présentées dans le rapport du Groupe de travail et son additif.

647. L'Arménie considérait la protection des droits de l'homme comme un processus continu et estimait qu'il y avait toujours matière à amélioration. Elle réaffirmait que le Gouvernement attachait une grande importance à la mise en œuvre des réformes judiciaires.

648. L'Arménie a mis l'accent sur les amendements constitutionnels de 2005, le programme stratégique de réformes juridiques et judiciaires pour 2012-2016 et les mesures découlant de ce programme, qui visaient à garantir un pouvoir judiciaire équitable et efficace devant rendre des comptes au public. En 2014, grâce à des modifications législatives, un système d'examen dans les domaines pénal, civil et administratif avait été mis en place, ce qui avait permis d'accroître l'équité dans la sélection des juges. Un système d'évaluation régulière des juges, fondé sur des critères qualitatifs et quantitatifs, avait été introduit par la même législation. Le pouvoir des commissions de déontologie et des commissions disciplinaires compétentes avait été transféré à une commission de déontologie relevant de l'Assemblée générale des juges. Un statut avait été adopté pour réglementer les travaux de la nouvelle commission, et les droits des juges faisant l'objet de procédures disciplinaires seraient protégés par la Constitution et les traités européens. Toutes les modifications législatives susmentionnées avaient été apportées afin d'assurer l'indépendance des juges et d'établir des normes juridiques plus précises pour leur nomination, leur promotion et leurs procédures disciplinaires. Une académie de justice avait également été créée pour l'éducation et la formation du personnel judiciaire et des procureurs, et un système d'établissement de rapports publics sur les activités de l'appareil judiciaire et les critères généraux objectifs utilisés pour la répartition des affaires entre les juges avait été introduit.

649. L'application du principe de non-discrimination était un autre domaine important figurant à l'ordre du jour du Gouvernement. En 2014, le Ministère de la justice avait évalué la compatibilité de la législation nationale avec les normes juridiques internationales. À la suite de débats publics tenus en avril 2015, il avait décidé d'entamer l'élaboration d'une législation autonome. Le projet de loi pertinent inclurait les concepts de discrimination indirecte, de discrimination associée, de persécution, d'incitation à la discrimination et de victimisation. Les normes constitutionnelles relatives à la non-discrimination prévoyaient la mise en place de mécanismes d'application appropriés. Une autre loi, adoptée en mai 2013, garantissait l'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les domaines, y compris la protection juridique contre la discrimination.

650. L'État avait adopté le programme stratégique de lutte contre la violence à l'égard des femmes 2011-2015, qui définissait les principaux domaines de la prévention, de la protection et des poursuites. La poursuite de l'élaboration du programme exigerait une coopération étroite entre le Gouvernement et les organisations non gouvernementales. Preuve de l'importance qu'il attachait à l'Examen périodique universel, le Gouvernement avait examiné la possibilité de signer la Convention d'Istanbul.

651. L'Arménie a souligné que, pour prévenir la torture et les peines ou traitements inhumains ou dégradants, elle avait déjà mis en œuvre de vastes réformes législatives visant à aligner pleinement sa législation nationale sur les meilleures pratiques internationales. La définition juridique était en cours de mise en conformité avec la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, et le projet de loi modifié garantissait que tous les fonctionnaires reconnus coupables de tels actes seraient punis en fonction de la gravité de ces derniers, conformément à la Convention. La nouvelle loi prévoyait des poursuites publiques dans les cas de torture avec des garanties que des poursuites pénales seraient engagées dans chaque cas recensé. La nouvelle loi avait été adoptée en première lecture à l'Assemblée nationale en mai 2015.

652. Une stratégie nationale globale pour les droits de l'homme, par laquelle les obligations de l'État dans le domaine des droits de l'homme étaient mises en œuvre, avait été approuvée par un décret présidentiel en 2012. La stratégie définissait également les

tâches et les programmes pertinents pour la poursuite de l'application des recommandations issues de l'Examen périodique universel. Un plan d'action avait été adopté en février 2014.

653. L'Arménie avait déjà prévu une discussion conjointe avec des représentants de la société civile sur les nouvelles mesures à prendre pour assurer l'application des recommandations acceptées. Au cours du débat, ils pourraient présenter leurs idées sur l'application des recommandations au Gouvernement.

## **2. Observations d'États membres et d'États observateurs du Conseil des droits de l'homme sur l'ensemble de textes issus de l'Examen**

654. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant l'Arménie, 16 délégations ont fait des déclarations.

655. Le Koweït s'est félicité de la réponse positive de l'Arménie à la plupart des recommandations qu'elle avait reçues, qui soulignait l'importance que l'État attachait à la promotion et à la protection des droits de l'homme. Il a exhorté le Conseil à adopter le rapport et souhaité à l'Arménie de réussir à renforcer les principes des droits de l'homme.

656. Le Rwanda a salué l'engagement positif de l'Arménie aux côtés du Conseil au cours de l'Examen et a félicité l'État d'avoir accepté un nombre important de recommandations, notamment celles formulées par le Rwanda. Cela témoignait de l'engagement de l'Arménie en faveur de la protection et de la promotion des droits de l'homme.

657. La Fédération de Russie a fait observer que l'Arménie avait accepté la majorité des recommandations qu'elle avait reçues et a noté avec satisfaction que des mesures étaient prises pour renforcer les instruments juridiques de protection des droits de l'homme, en particulier la nouvelle législation et les réformes des systèmes administratif et judiciaire. Elle a souligné les effets positifs des mesures qui avaient été prises pour protéger les droits de l'enfant. Ces mesures témoignaient de la volonté de l'État d'améliorer son système juridique national en matière de protection des droits de l'homme.

658. La Sierra Leone s'est réjouie du fait que depuis le premier Examen dont elle avait fait l'objet, l'Arménie avait ratifié plusieurs instruments fondamentaux relatifs aux droits de l'homme, notamment la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. Elle a évoqué l'élaboration d'un programme stratégique pour la protection des droits de l'enfant, mais a encouragé l'Arménie à envisager d'adhérer au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications. Elle a également encouragé l'État à intégrer systématiquement les résultats de l'Examen dans les mécanismes nationaux appropriés.

659. Le Tadjikistan s'est félicité des activités menées par l'Arménie dans le cadre du deuxième Examen le concernant et a évoqué les résultats obtenus par le Gouvernement dans la mise en place d'un mécanisme de coopération avec la société civile et l'adoption d'un plan d'action pour la protection des droits de l'homme, ainsi que ses efforts de lutte contre la traite des personnes. Elle s'est également réjouie que l'État ait défini ses priorités en matière de protection des droits de l'homme, parmi lesquelles la lutte contre la corruption.

660. La République bolivarienne du Venezuela a apprécié l'engagement de l'Arménie en faveur de l'application des recommandations auxquelles elle avait adhéré. La République bolivarienne du Venezuela a souligné le lancement de la stratégie nationale pour les droits de l'homme et du plan d'action qui l'accompagnait, ainsi que les efforts énergiques déployés par l'État pour respecter ses engagements en matière de droits de l'homme.

661. L'Albanie a félicité l'Arménie de sa détermination à appliquer les recommandations qu'elle avait reçues. Elle a salué les résultats obtenus par l'État dans l'amélioration de son cadre juridique et de ses capacités institutionnelles en matière de protection et de promotion des droits de l'homme. Elle a en particulier félicité l'État des mesures qu'il avait prises pour mettre en œuvre le programme stratégique pour la protection des droits de l'enfant 2013-2016. Elle a encouragé le Gouvernement à poursuivre son travail de lutte contre la traite.

662. L'Algérie a félicité l'Arménie d'avoir accepté la majorité des recommandations qu'elle avait reçues lors du deuxième Examen la concernant. Elle a particulièrement apprécié l'acceptation des deux recommandations qu'elle avait formulées, concernant la réduction des inégalités entre les sexes et le renforcement de la formation dispensée aux fonctionnaires chargés de la question des droits des minorités.

663. L'Angola a remercié l'Arménie pour les informations complémentaires qu'elle avait fournies. Il a noté avec satisfaction que l'État avait accepté la plupart des recommandations, en particulier celles de l'Angola. Il s'est félicité que l'Arménie soit disposée à poursuivre sa coopération avec les mécanismes du Conseil des droits de l'homme et s'est prononcé en faveur de l'adoption du rapport. Il a souhaité à l'Arménie plein succès dans l'application de ces recommandations.

664. Le Bélarus a remercié l'Arménie de ses observations sur les recommandations reçues. L'attention minutieuse portée par le Gouvernement à toutes les recommandations témoignait de la grande considération que l'État accordait au respect de ses obligations internationales dans le domaine des droits de l'homme. Il a noté avec satisfaction que l'État avait accepté un grand nombre de recommandations, notamment celles formulées par le Bélarus sur le renforcement de la protection des enfants vulnérables et la participation accrue des femmes à la vie politique.

665. La Bulgarie s'est félicitée de l'adoption par l'Arménie de plusieurs stratégies et plans d'action, dont le programme stratégique pour les réformes juridiques et judiciaires. Elle s'est félicitée des mesures prises par l'État pour promouvoir et protéger les droits de l'enfant et l'a encouragé, en vertu du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, à établir des mécanismes pour repérer et surveiller les enfants en situation de vulnérabilité et exposés à des risques de violations. Elle s'est félicitée que l'État ait accepté sa recommandation sur la protection des droits des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes.

666. Le Burkina Faso a accueilli avec satisfaction les mesures de nature juridique, politique et institutionnelle prises par l'Arménie pour renforcer la protection des droits de l'homme. Il a évoqué en particulier la ratification de certaines conventions internationales relatives aux droits de l'homme, la réforme du système juridique, les mesures visant à protéger les groupes les plus vulnérables de la population (enfants, migrants et membres des minorités ethniques), et la création d'une commission interinstitutions chargée de contrôler l'application des mesures.

667. Le Tchad s'est félicité des mesures juridiques et pratiques prises par l'Arménie depuis le premier Examen dont il avait fait l'objet et de la présentation de son rapport à mi-parcours. Il s'est accordé avec l'Arménie pour dire qu'une des manières de renforcer le système de protection des droits de l'homme était d'améliorer la coordination entre l'État et la société civile. Il a invité instamment l'Arménie à appliquer les recommandations qu'il avait acceptées lors de l'Examen.

668. La Chine a apprécié la participation constructive de l'Arménie à l'Examen et sa décision d'accepter la plupart des recommandations, y compris celles formulées par la Chine. Elle s'est également réjouie de l'engagement pris par l'Arménie de mettre effectivement en œuvre le plan d'action pour la protection des droits de l'homme. Elle s'est félicitée des efforts déployés par l'État pour présenter des rapports aux organes conventionnels, renforcer son arsenal juridique de lutte contre la discrimination et le mettre en application, combattre la violence à l'égard des femmes et des filles et promouvoir les droits à l'éducation et à l'emploi.

669. Le Ghana a félicité l'Arménie pour son engagement en faveur de l'Examen périodique universel. Il a déclaré attendre avec intérêt l'adoption des amendements au Code pénal, qui harmoniseraient la définition de la torture avec celle qui figurait dans la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il a dit espérer que le soutien exprimé par l'Arménie en faveur de la ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille se traduirait par des mesures concrètes et que l'État adhérerait dès que possible au Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

670. La République islamique d'Iran s'est félicitée de la volonté de l'Arménie d'examiner nombre des recommandations qu'elle avait reçues, y compris toutes celles formulées par la République islamique d'Iran. Elle a félicité l'État pour les mesures qu'il avait prises, notamment l'adoption du programme stratégique pour la protection des droits de l'enfant. Elle s'est dite encouragée par les efforts déployés par l'État pour lutter contre la traite des personnes et éliminer la violence familiale.

### 3. Observations générales formulées par d'autres parties prenantes

671. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant l'Arménie, six autres parties prenantes ont fait des déclarations.

672. Le Bureau du Défenseur des droits de l'homme, l'institution nationale des droits de l'homme, a fait savoir que des procédures étaient en cours pour traiter plusieurs des questions qu'il avait soulevées dans sa soumission à l'Examen périodique universel, mais qu'il restait d'importants défis à relever. Bien que la législation sur la liberté de réunion soit conforme aux normes internationales, on recensait encore des cas d'abus dans le maintien de l'ordre des réunions. L'alignement de la définition de la torture dans le Code pénal sur les normes internationales avait constitué un pas en avant ; néanmoins, l'absence d'enquêtes efficaces sur les cas de torture ou de mauvais traitements demeurait source de grave préoccupation. Le Bureau du Défenseur des droits de l'homme a recommandé que du matériel d'enregistrement vidéo soit installé dans les salles d'interrogatoire en vue de prévenir d'éventuels mauvais traitements. Dans un certain nombre de cas recensés, les conditions de détention dans les établissements pénitentiaires pouvaient être assimilés à un traitement inhumain et dégradant, et l'offre de soins de santé était insuffisante. Le Bureau s'est également inquiété de la protection de l'enfance, notamment des taux élevés de pauvreté infantile, des lacunes en matière de désinstitutionalisation des enfants placés et de l'inefficacité des organismes de garde et de tutelle. Il s'est en outre déclaré préoccupé par l'absence d'une législation globale permettant de lutter efficacement contre la violence familiale et d'offrir une protection, et notamment un abri, aux victimes.

673. L'Association Südwind pour la formation et la sensibilisation aux politiques de développement s'est félicitée que l'Arménie soit l'un des rares pays à avoir adhéré à toutes les recommandations lors du premier Examen dont il avait fait l'objet, mais a déploré qu'il n'en ait pas été de même lors du deuxième Examen. Elle a évoqué les informations faisant état de l'usage de la violence pour réprimer des manifestations pacifiques au cours des dernières semaines et de la détention arbitraire de journalistes couvrant ces manifestations. Elle a demandé à l'Arménie de cesser de violer le droit à la liberté de réunion pacifique et de respecter le droit de ses citoyens d'être représentés par un avocat dès leur arrestation. Elle a insisté sur le respect par les agents de l'État de la législation interdisant les discours de haine et la discrimination sous toutes ses formes et a demandé à l'État de veiller à ce que les tribunaux enquêtent de manière équitable, objective et exhaustive sur les infractions motivées par la haine. Elle a regretté que l'Arménie n'ait pas saisi l'occasion d'entamer la procédure d'adoption d'une loi autonome interdisant la discrimination et la violence fondées sur l'orientation sexuelle.

674. Le Conseil de l'Europe a évoqué certaines des recommandations formulées par ses mécanismes de suivi et trois problèmes auxquels l'État devait faire face : le recours excessif à la force par la police, les mauvais traitements au sein des forces armées et les traitements dégradants infligés aux détenus, auxquels s'ajoutaient de mauvaises conditions de détention, la corruption et l'absence d'indépendance judiciaire. Le Conseil de l'Europe s'est félicité des mesures que l'Arménie avait déjà prises dans ces domaines et a invité l'État à ratifier la Convention d'Istanbul.

675. La Human Rights House Foundation a commenté le grand nombre de recommandations réitérées dans le deuxième Examen concernant l'État et a souligné que l'Arménie n'avait pas pris de mesures suffisantes pour appliquer les recommandations issues de l'Examen. Elle a indiqué que le 23 juin 2015, la police avait fait un usage excessif de la force contre des manifestants pacifiques, des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme à Erevan, et a demandé au Gouvernement d'enquêter sur ces actes et de demander des comptes aux responsables. Elle a souligné la nécessité d'assurer l'indépendance du pouvoir judiciaire et de mettre en place un système de traitement des



plaintes pour torture ou mauvais traitements par la police et les forces de sécurité. Elle a appelé à l'application effective des recommandations acceptées et à la présentation d'un rapport à mi-parcours. Elle a également appelé les dirigeants arméniens à exprimer publiquement leur soutien au travail des défenseurs des droits de l'homme, en particulier lorsqu'ils étaient la cible de violences ou de discours de haine.

676. Le Bureau international catholique de l'enfance et Pax Romana ont souligné que les recommandations concernant les droits de l'enfant n'avaient pas été pleinement appliquées. Comme le projet de loi sur la violence familiale était en cours d'élaboration, ils ont rappelé la recommandation faite par la Thaïlande de prendre des mesures pour combattre la violence contre les enfants et d'accélérer l'adoption dudit projet de loi. Ils ont également exhorté l'Arménie à modifier son programme stratégique pour la protection des droits de l'enfant afin d'y inclure des mesures spécifiques visant à prévenir, protéger et aider les enfants exposés à des abus sexuels. Ils ont en outre demandé instamment à l'État d'appliquer la recommandation formulée en 2010 par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de criminaliser le viol et l'agression sexuelle, de prendre des mesures pour sensibiliser l'opinion publique aux questions de maltraitance des enfants et de garantir aux victimes un accès effectif à la justice.

677. L'organisation Minority Rights Group International s'est félicitée de l'acceptation par l'Arménie des recommandations appelant les autorités à adopter une loi globale contre la discrimination, dont la nécessité avait été soulignée par deux organes conventionnels. L'organisation a demandé que des mesures immédiates soient prises pour l'élaboration et l'adoption d'une telle loi, en coopération avec les organisations de la société civile et les représentants des groupes marginalisés. Elle s'est félicitée que l'État ait adhéré à la plupart des recommandations relatives aux minorités ethniques et nationales, mais n'a pas été encouragé par le rejet en ces termes d'une recommandation de la Namibie : « les minorités ethniques ne font l'objet d'aucun traitement discriminatoire en Arménie. ». Elle a déclaré que pour pouvoir la combattre, les autorités devaient accepter et reconnaître que la discrimination à l'égard des minorités était un problème. Elle s'est fait l'écho des préoccupations exprimées au sujet de l'usage excessif de la force par la police dans la répression des manifestations pacifiques à Erevan.

#### **4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen**

678. Le Président du Conseil a indiqué que sur la base des informations fournies, l'Arménie avait adhéré à 155 recommandations sur les 189 formulées, avait fourni des éclaircissements sur deux recommandations et en avait noté 32.

679. L'Arménie a estimé que l'intérêt manifesté pour les événements récents dans le pays témoignait de l'intérêt de ses partenaires pour le renforcement de la démocratie dans le pays, une question à laquelle elle demeurait attachée. Une enquête était menée par les autorités compétentes, et les résultats en seraient communiqués aux partenaires de l'État. Les mesures nécessaires étaient prises pour remédier aux lacunes que la police avait elle-même déjà recensées.

680. Pour conclure, le chef de la délégation arménienne a remercié tous ceux qui avaient participé aux débats et les a assurés que leurs précieuses contributions seraient examinées et que des mesures appropriées seraient prises. Les positions de l'État étaient expliquées plus en détail dans l'additif qu'il avait fourni. La majorité des recommandations étaient utiles pour consolider les efforts déployés dans le cadre du programme de l'Arménie en matière de droits de l'homme. Les travaux se poursuivraient dans un esprit de collaboration, notamment avec la société civile et les partenaires internationaux.

#### **Guinée-Bissau**

681. L'Examen concernant la Guinée-Bissau s'est déroulé le 23 janvier 2015, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par la Guinée-Bissau conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/GNB/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/GNB/2) ;

c) Le résumé établi par le HCDH conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/GNB/3) ;

682. À sa 29<sup>e</sup> séance, le 25 juin 2015, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant la Guinée-Bissau (voir sect. C ci-après).

683. Les textes issus de l'Examen concernant la Guinée-Bissau comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/29/12), les vues de la Guinée-Bissau sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'elle a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/29/12/Add.1).

## **1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen**

684. La délégation de la Guinée-Bissau a rappelé que le 4 juillet 2015, l'État célébrerait le premier anniversaire de son retour à l'ordre constitutionnel, après une nouvelle période d'instabilité politique de 2012 à 2014.

685. Tout au long de l'année, les autorités nationales, choisies à l'issue des élections libres, régulières et transparentes de 2014, s'étaient attelées à définir les priorités du pays à court, moyen et long terme pour la période 2014-2015. Ces priorités se reflétaient dans la stratégie nationale de développement et de réduction de la pauvreté et dans le renforcement de l'état de droit.

686. Les recommandations reçues au cours de l'Examen périodique universel qui traitaient de ces questions avaient été acceptées par la Guinée-Bissau. Un certain nombre de ces recommandations avaient déjà été appliquées et d'autres étaient en cours d'application, ce qui témoignait de l'engagement de l'État en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme.

687. La délégation a informé le Conseil que la Guinée-Bissau avait accepté 147 des 151 recommandations qu'elle avait reçues pendant l'Examen.

688. La délégation a souligné les efforts déployés par l'État en ce qui concernait, entre autres, l'application effective de la loi nationale sur les mutilations génitales féminines et la violence à l'égard des femmes, la promotion de mesures visant à réaliser l'égalité des sexes dans toutes les sphères de la société, l'amélioration de l'accès à l'éducation et aux soins de santé, l'accélération de la modernisation et la réforme du système judiciaire, le renforcement de la lutte contre l'impunité et le crime organisé transnational.

689. En outre, la Guinée-Bissau s'est félicitée du rôle positif joué par les organisations de la société civile dans la sensibilisation à la protection et à la promotion des droits de l'homme dans le pays.

690. Enfin, la délégation a réaffirmé la détermination de la Guinée-Bissau à renforcer sa coopération avec les organes conventionnels et a dit espérer que l'État pourrait compter sur l'aide de la communauté internationale pour appuyer ses efforts nationaux dans le domaine des droits de l'homme.

## **2. Observations d'États membres et d'États observateurs du Conseil des droits de l'homme sur l'ensemble de textes issus de l'Examen**

691. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la Guinée-Bissau, 19 délégations ont fait des déclarations.

692. Le Niger a salué les progrès accomplis par la Guinée-Bissau depuis le précédent Examen dans le domaine de la promotion et de la protection des droits de l'homme grâce à la ratification d'un grand nombre d'instruments juridiques internationaux. Il s'est également

félicité de l'adoption par l'État d'un certain nombre de textes législatifs et réglementaires visant à garantir l'accès des citoyens à la justice, notamment le décret-loi portant réglementation de la loi organique sur les tribunaux, la loi contre les mutilations génitales féminines et la loi contre la traite des personnes, notamment des femmes et des enfants. Il a souhaité à la Guinée-Bissau plein succès dans l'application des recommandations qu'elle avait acceptées.

693. Le Portugal a indiqué que l'engagement de la Guinée-Bissau en faveur de l'Examen périodique universel s'était traduit par l'acceptation de 147 des 151 recommandations que l'État avait reçues. Il s'est réjoui que la Guinée-Bissau ait accepté sa recommandation concernant la finalisation de la révision des statuts de la Commission nationale des droits de l'homme, conformément à la Déclaration et au Protocole de Lisbonne de 2013, qui avait créé un réseau d'institutions nationales des droits de l'homme des États membres de la Communauté des pays de langue portugaise. Il a également évoqué l'acceptation par l'État de sa recommandation concernant le renforcement de la lutte contre les mutilations génitales féminines et les mariages forcés d'enfants. Le Portugal a réaffirmé sa volonté de continuer à travailler avec la Guinée-Bissau à tous les niveaux en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme.

694. Le Rwanda a accueilli avec satisfaction l'exposé présenté par l'État sur l'évolution de sa situation dans le domaine de la promotion et de la protection des droits de l'homme. Il a noté avec satisfaction que la Guinée-Bissau avait accepté un grand nombre de recommandations lors du deuxième Examen dont il avait été l'objet. Il s'est réjoui que l'État ait dûment tenu compte de ses recommandations concernant la mise en place des conditions permettant aux plus vulnérables d'avoir accès à l'éducation de base et aux services de santé, l'amélioration des conditions de détention pour tous, en particulier les femmes et les jeunes, et la promotion de l'égalité des sexes et de la participation des femmes à la vie publique. Le Rwanda a souhaité à l'État plein succès dans l'application des recommandations qu'il avait acceptées.

695. Le Sénégal a évoqué les progrès accomplis par la Guinée-Bissau dans la promotion des droits politiques, économiques et sociaux. Il a félicité l'État d'avoir accepté ses recommandations concernant le renforcement de la lutte contre la discrimination à l'égard des femmes, en particulier dans les zones rurales, et de poursuivre sa coopération avec la communauté internationale. Il a félicité l'État d'avoir ratifié plusieurs instruments internationaux, notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, d'avoir procédé à d'importantes réformes dans le domaine de la défense et de la sécurité, d'avoir adopté la loi sur la famille et d'avoir renforcé la promotion des femmes. Le Sénégal s'est prononcé en faveur de l'adoption du rapport du Groupe de travail et a demandé instamment à la communauté internationale de fournir à l'État une assistance technique et financière.

696. La Sierra Leone a félicité la Guinée-Bissau des efforts qu'elle déployait pour appliquer des normes visant à mieux protéger les droits de ses citoyens en dépit des défis politiques majeurs auxquels elle avait dû faire face ces dernières années. Elle a souligné l'adoption de la loi contre les mutilations génitales féminines et du plan stratégique pour l'élimination de la violence sexiste. Elle a encouragé l'État à poursuivre ses efforts pour consolider la démocratie et l'état de droit et à développer les infrastructures nécessaires pour assurer à tous, en particulier aux filles et aux membres des communautés les plus vulnérables, l'accès gratuit à une éducation de base.

697. Le Soudan a remercié la Guinée-Bissau pour son exposé détaillé et sa mise à jour orale. Il a pris note avec satisfaction de l'engagement positif de l'État partie dans l'Examen périodique universel et de son acceptation des recommandations. Il a souhaité à l'État plein succès dans l'application des recommandations qu'il avait acceptées.

698. Le Togo a félicité la Guinée-Bissau pour son engagement à respecter ses obligations internationales en dépit des difficultés auxquelles elle était confrontée dans les sphères politique et économique. Il a félicité l'État d'avoir accepté la majorité des recommandations issues du deuxième Examen le concernant. Le Togo a invité la communauté internationale à soutenir l'État dans l'application des recommandations acceptées.

699. Le Brésil s'est félicité des efforts déployés par la Guinée-Bissau pour assurer une participation constructive et fructueuse au deuxième Examen. Il a salué en particulier l'évolution positive récente dans différents domaines de la promotion et de la protection des droits de l'homme et a félicité l'État d'avoir accepté la plupart des recommandations issues de ce deuxième Examen. Il a réaffirmé qu'il était disposé à continuer de coopérer avec la Guinée-Bissau dans le cadre de programmes bilatéraux, comme celui sur l'universalisation de l'enregistrement des naissances. Le Brésil a pris acte des progrès accomplis par l'État pour promouvoir l'état de droit et s'acquitter de ses obligations en matière de droits de l'homme.

700. L'Algérie s'est félicitée de la coopération de la Guinée-Bissau à l'Examen périodique universel, avec l'acceptation de 147 des 151 recommandations. Elle a souligné que la Guinée-Bissau avait accepté les deux recommandations formulées par l'Algérie concernant le secteur de la justice et la réduction de la pauvreté. Elle a félicité l'État pour son nouveau plan stratégique national de développement et de réduction de la pauvreté pour la période 2015-2025. Elle a recommandé l'adoption du rapport sur la Guinée-Bissau.

701. L'Angola a pris note avec satisfaction de la normalisation de la situation sociale et politique en Guinée-Bissau, qui avait permis la tenue d'élections libres et régulières. Le climat de stabilité devrait conduire au renforcement de la démocratie et de l'état de droit, ainsi qu'au respect des droits fondamentaux. Il a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle continue d'appuyer les autorités de la Guinée-Bissau afin que l'État puisse mener à bien les réformes en cours. L'Angola a félicité la Guinée-Bissau d'avoir accepté la majorité des recommandations reçues au cours de l'Examen la concernant et a recommandé l'adoption du rapport sur la Guinée-Bissau.

702. Le Botswana a noté avec satisfaction les efforts déployés par la Guinée-Bissau pour entreprendre des réformes dans les domaines de la défense, de la justice et de la sécurité, réformes qui étaient essentielles pour fournir une assistance juridique aux victimes de la violence et aux plus vulnérables. Il a félicité l'État d'avoir adopté des lois sur la violence familiale, les mutilations génitales féminines et la traite des personnes, ainsi que le plan d'action national pour l'égalité et l'équité entre les sexes.

703. La République bolivarienne du Venezuela s'est félicitée des efforts déployés par la Guinée-Bissau pour appliquer les recommandations qu'elle avait acceptées et de sa coopération pleine et entière dans le cadre de l'Examen périodique universel. Elle s'est félicitée des réponses apportées par l'État, en particulier au sujet de la garantie de services de santé gratuits pour les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les personnes de plus de 60 ans. La Guinée-Bissau avait achevé avec succès son deuxième Examen et avait fait la preuve du travail qu'elle accomplissait dans le domaine des droits de l'homme, en particulier en faveur des groupes vulnérables.

704. Le Burkina Faso s'est félicité des efforts déployés par la Guinée-Bissau malgré la grave crise que l'État avait connue en 2012. Il s'est félicité en particulier du retour à l'ordre constitutionnel, avec la tenue d'élections en 2014, et a encouragé l'État à poursuivre ses efforts pour créer et renforcer les institutions démocratiques. Il a félicité la Guinée-Bissau d'avoir créé des centres d'accès à la justice et un fonds d'aide aux victimes de la violence. Il s'est félicité des mesures prises par l'État pour protéger les droits des femmes et des enfants, en particulier l'adoption d'un plan stratégique pour l'élimination de la violence sexiste et l'adoption de lois sur la violence familiale, les mutilations génitales féminines et la traite des personnes. Il a encouragé la Guinée-Bissau à appliquer ces recommandations.

705. La Chine s'est félicitée de l'engagement constructif de la Guinée-Bissau dans l'Examen périodique universel et de sa détermination à appliquer les recommandations qu'elle avait acceptées. La Chine s'est félicitée en particulier de l'acceptation par l'État de ses recommandations concernant le renforcement de l'appui à l'éducation et l'intégration de la réduction de la pauvreté dans sa stratégie de développement. Elle a dit espérer qu'après des consultations approfondies avec la Guinée-Bissau, la communauté internationale fournirait à l'État l'assistance technique et l'appui au renforcement des capacités dont il avait un besoin urgent.

706. Cuba a déclaré que, malgré les graves difficultés auxquelles la Guinée-Bissau était en proie, elle avait montré qu'elle était déterminée à tout mettre en œuvre pour promouvoir et protéger les droits de l'homme. La lutte de l'État contre le VIH/sida en était un exemple

parlant, et Cuba a demandé à la communauté internationale de continuer à soutenir la Guinée-Bissau dans son combat contre ce fléau. Une fois que les recommandations acceptées seraient appliquées, l'État serait mieux à même de promouvoir et de protéger les droits de l'homme.

707. Djibouti s'est félicité des mesures prises par la Guinée-Bissau pour renforcer la protection des droits de l'homme, notamment par son adhésion à la plupart des instruments juridiques internationaux et régionaux. Il a encouragé l'État à poursuivre ses efforts pour lutter contre les mutilations génitales féminines, la mortalité maternelle et infantile et la violence familiale.

708. L'Éthiopie s'est félicitée que la Guinée-Bissau ait accepté un grand nombre des recommandations issues du deuxième Examen dont elle avait fait l'objet, y compris sa propre recommandation sur le renforcement des efforts visant à réduire la mortalité infantile et maternelle. Elle s'est félicitée de la participation constructive de l'État à l'Examen périodique universel et de l'application progressive des recommandations, notant en particulier le plan d'action national pour l'égalité et l'équité entre les sexes visant à améliorer la condition sociale, culturelle et politique des femmes et leur autonomisation économique.

709. Le Ghana a félicité la Guinée-Bissau pour son engagement sans faille en faveur de l'Examen périodique universel. Il a félicité le pays d'avoir célébré le premier anniversaire de son retour à l'ordre constitutionnel. La consolidation du processus de consolidation de la paix et de reconstruction après-conflit créerait un environnement propice à la promotion et à la protection des droits de l'homme dans le pays. Le Ghana s'est réjoui que la Guinée-Bissau ait accepté sa recommandation d'envisager la ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et de prendre toutes les mesures appropriées pour s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité politique dans le pays. Il a encouragé la Guinée-Bissau à envisager d'urgence la ratification du Statut de Rome dans le cadre de son processus de réforme constitutionnelle.

710. Le Mali s'est félicité de la coopération positive de la Guinée-Bissau avec les mécanismes et procédures du Conseil des droits de l'homme. Il a félicité l'État pour les progrès réalisés dans le rétablissement de la démocratie et le renforcement de l'état de droit, et en particulier pour avoir organisé des élections générales en 2014. Il a en outre félicité la Guinée-Bissau des efforts qu'elle avait déployés pour réformer le système judiciaire, en particulier le système pénitentiaire, et de l'adoption d'un plan stratégique pour l'élimination de la violence sexiste. Il a recommandé l'adoption du rapport sur la Guinée-Bissau.

### **3. Observations générales formulées par d'autres parties prenantes**

711. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la Guinée-Bissau, une autre partie prenante a fait une déclaration.

712. Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme a transmis un message de la veuve du défunt Président João Bernardo Vieira, tué en 2009. Dans ce message, elle faisait savoir qu'elle ne pouvait pas retourner dans son pays, alors que ses enfants voulaient connaître la vérité sur le meurtre de son mari et de ses camarades. Elle demandait aux États membres du Conseil, qui défendaient les valeurs universelles de liberté et de démocratie, d'aider la Guinée-Bissau à mettre fin au cycle de l'impunité afin de construire un État fondé sur la justice. Elle disait espérer que la Guinée-Bissau coopérerait efficacement avec la Cour pénale internationale et les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales.

### **4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen**

713. Le Président du Conseil a indiqué que sur la base des informations fournies, la Guinée-Bissau avait adhéré à 147 recommandations sur les 151 formulées et en avait noté quatre.

## Suède

714. L'Examen concernant la Suède s'est déroulé le 26 janvier 2015, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par la Suède conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/SWE/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme en application du paragraphe 15 b) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/SWE/2) ;

c) Le résumé établi par le HCDH conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/SWE/3) ;

715. À sa 30<sup>e</sup> séance, le 26 juin 2015, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant la Suède (voir sect. C ci-après).

716. Les textes issus de l'Examen concernant la Suède comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/29/13), les vues de la Suède sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'elle a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/29/13/Add.1).

### **1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen**

717. La délégation suédoise a déclaré que l'examen du projet de rapport de l'Examen périodique universel concernant la Suède était un événement d'une grande importance pour les activités du Gouvernement dans le domaine des droits de l'homme. Il concluait une période de dur labeur et d'engagement actif dans un processus qui s'était révélé très précieux.

718. La promotion et le respect des droits de l'homme étaient une valeur fondamentale et une priorité pour la Suède, et une pierre angulaire de sa politique étrangère. La délégation s'est félicitée de l'occasion que lui donnait l'Examen périodique universel de s'investir dans ses activités en faveur des droits de l'homme avec les parties intéressées. Elle a souligné que respecter ses obligations internationales en matière de droits de l'homme était un processus continu et que le dialogue et l'examen approfondi contribuaient à promouvoir les valeurs sur lesquelles la société suédoise était fondée.

719. Pour préparer cet Examen, le Gouvernement avait consulté les organisations de la société civile, notamment celles qui représentaient les peuples autochtones et les minorités nationales. Des réunions de consultation avaient été organisées avec les parties prenantes, tant en Suède qu'à Genève, et le projet de rapport national avait été publié sur le site Web du Gouvernement consacré aux droits de l'homme. Depuis l'Examen de janvier, le Gouvernement avait tenu une réunion de suivi avec la société civile. Ce dialogue avec les parties prenantes se poursuivrait dans le cadre du suivi de l'Examen.

720. La Suède avait reçu 208 recommandations et en avait accepté 154. Elle aurait souhaité disposer de plus de temps pour examiner attentivement certaines des questions soulevées lors de l'Examen de janvier.

721. Plusieurs États avaient recommandé à la Suède de créer une institution nationale des droits de l'homme. À cet égard, le Gouvernement avait annoncé dans son projet de loi de finances pour 2015 qu'il présenterait au Parlement une stratégie pour un travail systématique en faveur des droits de l'homme. L'un des aspects de cette stratégie consistait à définir la manière dont le suivi indépendant de la mise en œuvre des droits de l'homme en Suède pourrait être organisé. Il s'agirait notamment de doter une institution nationale des compétences nécessaires pour promouvoir et protéger les droits de l'homme conformément aux Principes de Paris.

722. Plusieurs États avaient formulé des recommandations concernant le racisme, l'intolérance et la discrimination. La délégation a souligné le fait que le Gouvernement voulait que la Suède soit une société ouverte et inclusive, où les personnes ayant des racines dans différentes parties du monde et de différentes religions puissent vivre côte à côte. L'État s'efforçait de lutter contre toutes les formes de discrimination et les crimes à caractère raciste, xénophobe ou homophobe, qui allaient à l'encontre de ses valeurs fondamentales. Il continuerait de lutter contre ces crimes de haine.

723. La délégation a souligné que la Suède disposait d'une législation complète qui empêchait tout profilage religieux et racial. Elle disposait également de lois et de règlements régissant l'utilisation des données à caractère personnel dans les secteurs public et privé. La police n'était pas autorisée à enregistrer des données uniquement sur la base de la race, de l'origine ethnique, des opinions politiques ou de la religion.

724. La délégation a rappelé que la Suède avait accepté la recommandation relative à l'adoption d'un plan national de lutte contre les crimes motivés par la haine, le racisme et la xénophobie, et que le Gouvernement accordait une attention soutenue à ces questions.

725. S'agissant de la ratification du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, plusieurs questions devaient être analysées plus avant afin que le Gouvernement puisse adopter une position définitive. En ce qui concerne les recommandations relatives aux enfants en détention, le Gouvernement envisageait de lancer une enquête pour examiner le cadre juridique de la détention provisoire, notamment les mesures de substitution à la détention provisoire et les mesures visant à lutter contre l'isolement des détenus. Une attention particulière devrait être accordée au traitement des mineurs en détention provisoire.

726. Certains États avaient recommandé à la Suède d'ériger le crime de torture en infraction pénale spécifique. À cet égard, en juin 2014, le Gouvernement avait commandé une enquête indépendante pour déterminer si une disposition spécifique sur la torture devrait être introduite dans le droit pénal suédois. Le rapport devait être présenté le 1<sup>er</sup> septembre 2015 et le Gouvernement avait donc décidé de ne pas accepter les recommandations à ce stade.

727. L'additif au rapport du Groupe de travail comportait des explications plus détaillées sur les 44 recommandations dont l'examen avait été reporté. Le Gouvernement considérait que l'Examen périodique universel s'inscrivait dans le cadre des efforts déployés au niveau national pour assurer une action systématique en faveur des droits de l'homme, et les recommandations reçues constitueraient un point de référence important pour la poursuite des travaux.

## **2. Observations d'États membres et d'États observateurs du Conseil des droits de l'homme sur l'ensemble de textes issus de l'Examen**

728. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la Suède, 14 délégations ont fait des déclarations.

729. Le Soudan a félicité la Suède pour sa participation à l'Examen périodique universel. Il s'est félicité que l'État ait accepté la plupart des recommandations formulées lors du deuxième Examen le concernant, y compris les recommandations formulées par le Soudan concernant la sensibilisation du public, l'intégration de l'éducation aux droits de l'homme dans les programmes scolaires et l'élimination de toutes les formes restantes de discrimination et de xénophobie.

730. Le Viet Nam s'est félicité de l'évolution de la situation dans le domaine de la promotion et de la protection des droits de l'homme en Suède depuis l'Examen précédent concernant l'État. Il s'est réjoui que la Suède ait accepté la majorité des recommandations reçues et ait espéré que l'État poursuivrait ses efforts et ferait preuve de détermination pour appliquer toutes les recommandations réalisables. Le Viet Nam s'est déclaré fermement convaincu que la Suède ferait davantage d'efforts pour garantir l'exercice de tous les droits de l'homme par l'ensemble de sa population.

731. L'Albanie a déclaré que les résultats de l'Examen concernant la Suède avaient montré que les droits de l'homme étaient une valeur fondamentale et une priorité absolue

du Gouvernement, qui respectait également le rôle de la société civile. L'Albanie a félicité l'État d'avoir pris des mesures à l'égard des organisations représentant les peuples autochtones et les minorités nationales, en particulier en ce qui concerne les droits du peuple sami et la loi et l'ordonnance sur les minéraux, qui avaient été modifiées en 2014, qui figuraient parmi les recommandations de l'Albanie. Elle a complimenté la Suède pour son action contre la discrimination à l'égard des Roms, qui s'était traduite par l'adoption de sa stratégie nationale, pour le processus d'incorporation de la Convention relative aux droits de l'enfant dans la législation nationale et pour la poursuite de l'élaboration d'un troisième plan d'action en faveur des droits de l'homme.

732. L'Algérie a félicité la Suède d'avoir accepté la plupart des recommandations, y compris les trois recommandations formulées par l'Algérie concernant la réduction de l'écart de rémunération entre les sexes, la lutte contre les discours de haine et les crimes fondés sur la haine religieuse et la lutte contre le racisme, la violence et la discrimination contre les personnes d'ascendance africaine.

733. L'Angola a félicité la Suède d'avoir accepté la plupart des recommandations formulées, en particulier celles de sa délégation. Il a encouragé l'État à poursuivre sa coopération avec les mécanismes des droits de l'homme et à incorporer la Convention relative aux droits de l'enfant dans sa législation nationale.

734. Le Botswana a félicité la Suède d'avoir accepté la majorité des recommandations reçues au cours de l'Examen la concernant. Il s'est félicité que l'État ait accepté de nombreuses recommandations concernant le renforcement des mesures de lutte contre la discrimination raciale, la xénophobie et les discours de haine. Le Botswana a félicité la Suède pour son engagement en faveur de la protection des droits de l'enfant, et en particulier pour avoir mis en place des mesures visant à accorder des permis de séjour aux enfants demandeurs d'asile non accompagnés.

735. La Bulgarie a encouragé la Suède à respecter ses engagements internationaux en matière de droits de l'homme et à redoubler d'efforts pour lutter contre la discrimination, la xénophobie ainsi que les crimes de haine et le harcèlement à caractère religieux, en particulier à l'égard des migrants. Elle s'est félicitée que l'État ait accepté les recommandations relatives à la lutte contre la discrimination et la haine à l'égard des étrangers, à la promotion de l'égalité des chances et au renforcement des stratégies de lutte contre la discrimination dont étaient victimes les immigrants, les réfugiés et les groupes minoritaires, tant ethniques que religieux.

736. Le Burkina Faso a souligné que la Suède avait fait des efforts considérables pour renforcer les droits de l'homme dans le pays, en particulier en ce qui concerne la situation des migrants et des demandeurs d'asile, les droits des minorités, l'égalité des sexes et la protection des enfants. L'État avait pris des mesures pour renforcer son cadre juridique, institutionnel et politique en vue de l'application des recommandations issues du premier Examen dont il avait été l'objet. Le Burkina Faso a encouragé la Suède à poursuivre l'application des recommandations qu'elle avait acceptées.

737. Le Tchad s'est félicité que la Suède ait fait de la promotion et du respect des droits de l'homme pour tous une valeur fondamentale et une priorité centrale. Le Tchad a noté avec satisfaction que les autorités suédoises considéraient qu'il n'y avait pas de place pour l'antisémitisme, l'antiziganisme, l'islamophobie ou l'afrophobie, et que la police luttait sans relâche contre les crimes de haine.

738. La Chine a félicité la Suède pour sa participation active et constructive au deuxième cycle de l'Examen périodique universel et pour son acceptation de la plupart des recommandations. Elle s'est félicitée que la Suède ait accepté les recommandations de la Chine concernant l'engagement qu'elle avait pris de promouvoir et de protéger les droits des groupes vulnérables, de renforcer les campagnes de sensibilisation à la lutte contre la discrimination et d'adopter les politiques et lois nationales pertinentes. Elle a dit espérer que la Suède pourrait poursuivre ses efforts pour offrir aux groupes vulnérables des chances de développement plus égales.

739. Cuba a remercié la Suède pour son exposé et en particulier pour ses réponses aux recommandations sur lesquelles elle n'avait pas pris position lors de l'examen par le



Groupe de travail. D'importants défis subsistaient, tels que la discrimination et l'incitation à la haine raciale, en dépit de toutes les mesures que la Suède avait adoptées pour changer les choses. Cuba s'est félicitée que la Suède ait accepté ses recommandations à cet égard. Elle a toutefois déploré que la Suède n'ait pas accepté sa recommandation concernant l'adoption de mesures concrètes pour garantir l'accès à la preuve aux personnes privées de toute forme de liberté. Il a dit espérer qu'en appliquant ces recommandations, la Suède pourrait lutter contre ces phénomènes néfastes, qui malheureusement se multipliaient dans la société, comme l'État l'avait reconnu dans son rapport de l'Examen périodique universel.

740. L'Inde a félicité la Suède pour sa participation réceptive et constructive à l'Examen périodique universel. Elle s'est dite convaincue que la Suède avait beaucoup gagné de sa participation à l'Examen. Elle a fait référence à l'engagement massif des États, avec non moins de 89 délégations ayant fait des déclarations et 208 recommandations couvrant un large éventail de questions. L'Inde s'est déclarée encouragée par le fait que la Suède avait accepté non moins de 154 recommandations, dont les quatre formulées par l'Inde.

741. La République islamique d'Iran a noté avec inquiétude que l'interdiction de participer à des activités racistes n'était pas appliquée de manière satisfaisante et que les crimes racistes et xénophobes contre les Roms et les Sinti et les crimes de haine contre les minorités persistaient. Elle s'est déclarée vivement préoccupée par le fait que les musulmans étaient la cible de harcèlement, de menaces verbales, d'actes de sabotage et de vandalisme, et a observé qu'il existait également des disparités dans les soins de santé fournis aux personnes handicapées.

742. La Sierra Leone a félicité la Suède des efforts qu'elle déployait pour lutter plus efficacement contre le taux élevé de suicide dans le pays. Elle a encouragé le Gouvernement à incorporer la Convention relative aux droits de l'enfant dans la législation nationale. De même, la ratification du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels serait bénéfique et mériterait que la Suède l'envisage ultérieurement.

### **3. Observations générales formulées par d'autres parties prenantes**

743. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la Suède, cinq autres parties prenantes ont fait des déclarations.

744. Le Conseil de l'Europe a félicité la Suède pour l'Examen la concernant. Il a évoqué trois problèmes soulevés dans les recommandations adressées à la Suède par ses mécanismes de suivi. Premièrement, il était nécessaire d'assurer la protection des migrants expulsés pour des raisons de sécurité nationale sans possibilité de recours devant un organe indépendant. Deuxièmement, il existait un problème de discrimination fondée sur l'âge, la religion et l'appartenance ethnique, en particulier à l'égard des Roms et des Sami. Troisièmement, l'isolement prolongé des prisonniers et des détenus devrait être une mesure exceptionnelle plutôt que la règle.

745. L'Association Südwind pour la formation et la sensibilisation aux politiques de développement a félicité la Suède pour sa détermination à protéger et promouvoir les droits de l'homme. Elle s'est toutefois inquiétée des informations faisant état de procédures d'asile extrêmement longues et du fait que les travailleurs sociaux des services de l'immigration n'avaient pas reçu de formation suffisante et avaient commis de graves erreurs dans les évaluations des demandes d'asile. Les demandeurs d'asile politique qui couraient un grave danger d'arrestation ou d'autres persécutions dans leur pays d'origine s'étaient souvent vu refuser l'asile en Suède, en raison d'une prétendue insuffisance de preuves. L'Association a vivement engagé les autorités suédoises à respecter les obligations qui leur incombaient en vertu du principe de non-refoulement. Elle a recommandé à l'État de renforcer les mesures visant à raccourcir la procédure d'asile et de fournir aux agents responsables une formation suffisante et des directives claires concernant les normes de preuve dans les évaluations des demandes d'asile et l'utilisation des rapports nationaux pour effectuer des évaluations correctes et éliminer toute subjectivité. Ses observations étaient adressées en particulier aux demandeurs d'asile d'un pays tiers spécifique.

746. Save the Children International a félicité le Gouvernement d'avoir accepté les recommandations concernant l'incorporation de la Convention relative aux droits de l'enfant dans la législation nationale, le placement des droits de l'enfant au premier rang de ses priorités, la lutte contre la discrimination à l'égard des enfants et la garantie des droits des enfants dans les procédures judiciaires. L'organisation a regretté que le Gouvernement ait rejeté les recommandations relatives à la ratification du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications. En Suède, les enfants n'avaient pas la possibilité d'obtenir réparation en cas de violation de leurs droits sans le consentement de leur tuteur et n'étaient pas considérés comme des parties légalés dans les affaires qui les concernaient. Save the Children International a demandé à la Suède de confier au Médiateur pour les enfants le mandat de recevoir les plaintes individuelles d'enfants sans le consentement du tuteur légal. Aucune recommandation n'avait été faite sur les disparités entre les municipalités en ce qui concerne l'appui offert aux enfants les plus vulnérables au niveau local, disparités qui constituaient un facteur majeur d'inégalité entre les enfants. L'organisation a demandé au Gouvernement d'accepter la recommandation du Comité des droits de l'enfant concernant la création d'un mécanisme de haut niveau doté d'un mandat clair et du pouvoir de garantir l'égalité d'accès à tous les droits aux niveaux régional et local, y compris des ressources suffisantes pour assurer son bon fonctionnement d'ici la fin de l'année 2016.

747. La Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté s'est félicitée de l'acceptation par la Suède des recommandations relatives à la poursuite de son action contre la violence à l'égard des femmes, tout en déclarant qu'en moyenne 17 femmes et filles étaient tuées chaque année par leur partenaire et que les centres d'accueil pour femmes avaient refusé de leur apporter un soutien en raison du manque de ressources. Elle s'est félicitée de l'augmentation du financement des centres d'accueil pour femmes, annoncée en avril 2015. Elle a vivement engagé la Suède à redistribuer les ressources du secteur militaire à la sécurité humaine afin d'œuvrer énergiquement à la prévention de la violence sexiste. Prenant note des recommandations visant à mettre fin au racisme et à renforcer les droits des minorités, des peuples autochtones et des migrants, l'organisation a critiqué et s'est inquiétée des possibilités qu'avaient les organisations prétendument racistes et fascistes de diffuser leur idéologie et leur haine lors de manifestations publiques. La loi contre les discours haineux n'avait pas été suffisamment appliquée et avait rarement abouti à des condamnations. La Ligue a exhorté le Gouvernement à assurer le sentiment de sécurité de la population en interdisant les manifestations racistes dans les lieux publics et en s'opposant activement à l'influence accrue de ces mouvements au sein du système démocratique. Elle a également recommandé l'application d'une perspective sexospécifique claire à cette action afin de lutter contre le problème sous-jacent des normes violentes et stéréotypées entourant la masculinité, qui, selon lui, étaient souvent au centre de ces mouvements.

748. La Fédération suédoise pour les droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres a reconnu la volonté de la Suède de combattre la discrimination, y compris la discrimination multiple. Elle a exhorté le Gouvernement à veiller en particulier à ce que les personnes transgenres soient également protégées par des dispositions juridiques sur les crimes et discours de haine. Tout en prenant acte de l'acceptation par la Suède des recommandations visant à donner la priorité au principe de non-refoulement dans l'examen de la situation des demandeurs d'asile, la Fédération a noté qu'il était essentiel que le Gouvernement garantisse que ce principe s'applique également à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre. Elle a félicité la Suède pour la participation de la société civile à l'Examen périodique universel et a exprimé l'espoir que ces organisations continueraient de prendre une large part à l'application des recommandations acceptées, en particulier lorsqu'il s'agissait de questions relatives aux personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes, et aux droits en matière de santé sexuelle et reproductive. Elle s'est félicitée de l'acceptation par le Gouvernement des recommandations, notamment celles relatives à la création d'une institution nationale des droits de l'homme conforme aux Principes de Paris, et a fait savoir que la société civile suivrait attentivement leur application.

#### 4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

749. Le Président du Conseil a indiqué que sur la base des informations fournies, la Suède avait adhéré à 154 recommandations sur les 208 formulées et en avait noté 54.

750. La délégation de la Suède a conclu en remerciant les participants, la troïka et le secrétariat. Elle s'est dite particulièrement reconnaissante des interventions des organisations non gouvernementales et a déclaré que la participation des parties prenantes, notamment à l'Examen périodique universel, était l'une des véritables forces institutionnelles du Conseil des droits de l'homme.

751. La délégation a énuméré les enquêtes et initiatives en cours concernant les travaux futurs dans le domaine des droits de l'homme en Suède et s'est référée à l'annonce, faite en février 2015, de l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit dans la politique étrangère suédoise. Les travaux avaient commencé et seraient menés en étroite coopération avec la société civile.

752. La délégation a souligné que la Suède consulterait étroitement la société civile et les autres parties prenantes dans le cadre du suivi de l'Examen, qui constituerait un élément central du mandat du groupe de travail interministériel sur les droits de l'homme.

753. L'année suivante, la Suède commencerait à préparer le rapport à mi-parcours et elle attendait avec intérêt de collaborer avec le Conseil des droits de l'homme avant son prochain Examen, qui aurait lieu en 2019. Le Gouvernement entendait maintenir un niveau élevé d'ambition concernant la mise en œuvre des questions relatives aux droits de l'homme au niveau national, et l'Examen périodique universel constituait un jalon essentiel de ce travail.

#### Grenade

754. L'Examen concernant la Grenade s'est déroulé le 26 janvier 2015, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par la Grenade conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/GRD/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/GRD/2) ;

c) Le résumé établi par le HCDH conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/GRD/3) ;

755. À sa 30<sup>e</sup> séance, le 26 juin 2015, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant la Grenade (voir sect. C ci-après).

756. Les textes issus de l'Examen concernant la Grenade comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/29/14 et Corr.1), les vues de la Grenade sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'elle a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/29/14/Add.1).

#### 1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

757. La délégation de la Grenade a présenté la réponse de l'État aux recommandations qu'il avait reçues lors du deuxième Examen dont elle avait fait l'objet. La délégation a remercié les délégations qui avaient participé à l'Examen, notamment pour leur évaluation positive des réalisations de l'État dans le domaine des droits de l'homme et pour leur reconnaissance des difficultés auxquelles devaient faire face les petits États insulaires en développement comme la Grenade.

758. La Grenade a également remercié les membres de la troïka – les États-Unis d'Amérique, le Japon et le Mexique – pour leur aide dans la compilation des recommandations, ainsi que le HCDH pour son appui.

759. La Grenade a accueilli avec satisfaction les recommandations formulées lors du deuxième Examen la concernant, qui avait eu lieu en janvier 2015. À la suite de l'Examen, le Gouvernement avait rencontré un large groupe de parties prenantes, dont l'Organisation des droits de l'homme de la Grenade, en vue de procéder à une évaluation des 104 recommandations qu'elle avait reçues et d'élaborer un plan quadriennal d'application pour donner suite aux recommandations acceptées.

760. La Grenade a eu le plaisir d'annoncer que, sur les 104 recommandations reçues, elle en avait accepté 62 et en avait noté 42. Les réponses de l'État aux recommandations étaient organisées par domaines thématiques.

761. Parmi les recommandations acceptées figurait la création d'une institution nationale des droits de l'homme et, à cet égard, des consultations avaient déjà commencé sur la question de savoir si une telle institution devrait être créée ou si le Bureau du Médiateur devrait être renforcé et développé dans le respect des Principes de Paris.

762. Le Gouvernement avait accepté les recommandations relatives au droit à l'éducation et continuerait de renforcer ses initiatives en cours dans ce secteur.

763. Les recommandations acceptées incluaient également celles qui relevaient de la thématique des personnes handicapées. La Grenade avait ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées en 2014 et continuerait de répondre aux préoccupations des personnes handicapées relevant de sa juridiction.

764. La Grenade n'avait pas été en mesure d'adhérer à certaines recommandations, telles que celles relatives à l'abolition de la peine de mort ; il convenait toutefois de noter qu'un moratoire de fait sur la peine de mort était en vigueur dans le pays depuis 1978.

765. La Grenade n'avait pas appuyé la recommandation relative à l'adoption de mesures temporaires (quotas) visant à garantir la représentation égale des femmes au Parlement et au Gouvernement, mais se félicitait d'appeler l'attention du Groupe de travail sur le fait qu'elle était actuellement classée 23<sup>e</sup> sur 142 démocraties dans la classification mondiale du nombre de femmes dans les parlements nationaux de l'Union interparlementaire, avec 33,3 % de femmes au Parlement. En moyenne, les femmes à la Grenade représentaient 28 % des membres des conseils d'administration du secteur public, 29 % de ceux des syndicats et 54 % de ceux des organisations non gouvernementales.

## **2. Observations d'États membres et d'États observateurs du Conseil des droits de l'homme sur l'ensemble de textes issus de l'Examen**

766. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la Grenade, quatre délégations ont fait des déclarations.

767. La Sierra Leone a félicité la Grenade pour les mesures juridiques qu'elle avait prises en vue d'améliorer la promotion et la protection des droits de l'homme au niveau national. Elle a pris note avec satisfaction du processus de réforme constitutionnelle en cours et de l'élaboration de la nouvelle loi sur la protection de l'enfance et de la loi sur l'éducation. Il serait très utile d'incorporer dans la législation nationale les propositions correspondant le mieux aux préoccupations nationales spécifiques, telles que les politiques d'intégration des mesures de lutte contre les changements climatiques, et la Sierra Leone encourageait donc les partenaires internationaux à collaborer avec la Grenade et à soutenir ses efforts. Elle a encouragé la Grenade à prendre les mesures nécessaires pour appliquer les recommandations qu'elle avait acceptées.

768. La République bolivarienne du Venezuela s'est félicitée de la volonté de la Grenade de partager des informations sur les progrès qu'elle avait accomplis dans le domaine des droits de l'homme. Elle a souligné le fait que l'État donnait la priorité à l'éducation et accordaient de la valeur aux programmes sociaux de soutien aux parents qui travaillaient. Elle a pris note des efforts déployés par l'État dans le domaine des droits de l'homme et de sa coopération dans le cadre de l'Examen périodique universel.

769. La Chine a remercié la Grenade d'avoir fourni au Conseil un retour d'information sur les recommandations et de s'être engagée à appliquer les recommandations qu'elle avait acceptées. Elle a également remercié l'État d'avoir accepté ses recommandations concernant l'amélioration du niveau d'éducation afin de former des ressources humaines de qualité pour son développement économique et social, et la réduction de la pauvreté nécessaire à une croissance équilibrée et inclusive. La Chine s'est dite convaincue que l'engagement et les efforts de la Grenade contribueraient davantage à la réalisation de tous les droits de l'homme, y compris les droits économiques, sociaux et culturels et le droit au développement.

770. Cuba a souhaité la bienvenue à la délégation de la Grenade et félicité l'État pour les efforts qu'il déployait afin d'appliquer les recommandations issues du premier Examen dont il avait été l'objet, efforts qui traduisaient l'engagement de l'État à promouvoir et protéger efficacement les droits de l'homme dans le pays. Cuba a pris acte, entre autres, de l'action de l'État dans le domaine de l'éducation, de la lutte contre la pauvreté et de l'amélioration du système de soins de santé. La communauté internationale devait continuer d'appuyer la Grenade dans le respect des priorités nationales de l'État. Cuba a encouragé la Grenade à poursuivre ses efforts pour améliorer le système éducatif et les droits des personnes handicapées.

### **3. Observations générales formulées par d'autres parties prenantes**

771. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la Grenade, aucune autre partie prenante n'a fait de déclaration.

### **4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen**

772. Le Président du Conseil a indiqué que sur la base des informations fournies, la Grenade avait adhéré à 62 recommandations sur les 104 formulées et en avait noté 42.

773. En conclusion, la Grenade a réaffirmé son attachement à la protection et à la promotion des droits de l'homme par l'application de la Déclaration universelle des droits de l'homme, des instruments relatifs aux droits de l'homme auxquels elle était partie et des recommandations issues des examens qu'elle avait acceptées. L'État était fier de son bilan en matière de droits de l'homme et, avec l'appui de la communauté internationale, il continuerait de mobiliser ses citoyens autour de toute une série de thèmes relatifs à ces droits.

774. Au nom de la Grenade, la délégation a remercié toutes les délégations pour leurs interventions, le Président du Conseil des droits de l'homme, la troïka (les États-Unis d'Amérique, le Japon et le Mexique), le secrétariat, le HCDH et tous ceux qui avaient contribué à la bonne conclusion du deuxième Examen concernant la Grenade. Leur participation au processus contribuerait grandement à la promotion et à la protection des droits de l'homme dans le pays.

### **Turquie**

775. L'Examen concernant la Turquie s'est déroulé le 27 janvier 2015, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par la Turquie conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/TUR/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/TUR/2) ;

c) Le résumé établi par le HCDH conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/TUR/3) ;

776. À sa 30<sup>e</sup> séance, le 26 juin 2015, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant la Turquie (voir sect. C ci-après).

777. Les textes issus de l'Examen concernant la Turquie comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/29/15), les vues de la Turquie sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'elle a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/29/15/Add.1).

## **1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen**

778. Mehmet Ferden Çarıkçı, Ambassadeur et Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, s'est réjoui de prendre la parole devant le Conseil des droits de l'homme à l'occasion de l'adoption des textes issus du deuxième Examen concernant la Turquie. Il a déclaré que le fait d'avoir le Vice-Premier Ministre à la tête de la délégation démontrait l'engagement ferme du Gouvernement en faveur de la procédure lors du deuxième Examen concernant la Turquie, qui avait eu lieu le 27 janvier 2015.

779. L'Ambassadeur a souligné que l'Examen, mené dans un esprit constructif et non politisé, offrait une occasion unique d'améliorer encore la situation des droits de l'homme.

780. Lors de l'adoption du rapport du Groupe de travail, le 29 janvier, la Turquie avait accepté 199 des 278 recommandations formulées au cours de l'Examen et indiqué que des réponses à 52 recommandations seraient fournies en temps voulu. Après un examen attentif par les autorités compétentes, la Turquie avait le plaisir d'annoncer que, sur les 278 recommandations, 215 avaient emporté son adhésion, parmi lesquelles certaines étaient considérées comme déjà appliquées. Cela signifiait que la Turquie avait accepté environ 80 % des recommandations, ce qui témoignait de son ferme attachement à l'Examen périodique universel.

781. Immédiatement après le deuxième Examen dont il avait fait l'objet, la Turquie avait pris des mesures décisives pour mettre en place un mécanisme solide de suivi des recommandations, conformément aux programmes nationaux relatifs aux droits de l'homme. En conséquence, des consultations gouvernementales s'étaient tenues et il avait été décidé que l'application des recommandations serait suivie par le Groupe d'action pour la réforme, qui jouait déjà un rôle moteur dans le processus de réforme des droits de l'homme en Turquie. L'État espérait que les progrès réalisés dans l'application des recommandations se refléteraient dans son rapport de suivi à mi-parcours, qui serait présenté au Conseil des droits de l'homme en 2017.

782. La Turquie avait toujours considéré la protection et la promotion des droits de l'homme comme une priorité pour sa propre population. Sa volonté d'élargir la portée des libertés et des droits fondamentaux et de défendre la démocratie et l'état de droit ne s'était jamais démentie. Malgré les graves problèmes qui menaçaient la stabilité dans la région, la Turquie avait toujours fait le choix des libertés.

783. Le fort taux de participation aux récentes élections législatives du 7 juin démontrait une fois de plus l'attachement de l'État à la démocratie et à la tenue d'élections démocratiques.

## **2. Observations d'États membres et d'États observateurs du Conseil des droits de l'homme sur l'ensemble de textes issus de l'Examen**

784. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la Turquie, 17 délégations ont fait des déclarations<sup>18</sup>.

<sup>18</sup> Les déclarations des parties prenantes qui n'ont pas été en mesure de les présenter faute de temps sont affichées, lorsqu'elles sont disponibles, sur l'Extranet du Conseil des droits de l'homme à l'adresse <https://extranet.ohchr.org/hrc/HRCSessions/RegularSessions/29thSessions/Pages/Calendar.aspx>.

785. Le Honduras s'est félicité de l'attitude transparente et constructive adoptée par la Turquie tout au long de l'Examen périodique universel. Il a réitéré ses recommandations, en espérant qu'elles seraient acceptées. Il a engagé l'État à redoubler d'efforts pour améliorer la situation des droits de l'homme et à maintenir la volonté et l'engagement dont il avait fait preuve dans l'application des recommandations qu'il avait reçues lors du premier Examen.

786. L'Inde a félicité la Turquie pour la manière dont elle avait participé à l'Examen périodique universel. Celui-ci avait reflété la forte participation des États pairs, qui avaient formulé des recommandations portant sur toute une série de questions relatives à la promotion et à la protection des droits de l'homme. L'Inde s'est dite encouragée par le fait que la Turquie avait accepté non moins de 215 recommandations, y compris celles de l'Inde, et a estimé que dans les années à venir, l'État turc poursuivrait ses efforts pour appliquer les recommandations qu'il avait acceptées.

787. Le Koweït a remercié la Turquie pour son rapport détaillé et s'est félicité de l'acceptation par l'État de la plupart des recommandations qui, avec les mesures législatives qu'il avait prises, reflétaient son attachement aux droits de l'homme. Le Koweït s'est félicité de la création d'une institution nationale des droits de l'homme en 2012 et de l'adhésion de l'État à un certain nombre de conventions relatives aux droits de l'homme. Il s'est également félicité des efforts déployés par la Turquie pour accueillir des réfugiés syriens et leur accorder des droits fondamentaux.

788. Oman a souhaité la bienvenue à la délégation turque et a dit avoir apprécié son exposé, qui attestait le sérieux de l'engagement de l'État à renforcer les droits de l'homme conformément aux normes et mécanismes internationaux. Il a félicité la Turquie d'avoir accepté de nombreuses recommandations, y compris celles formulées par Oman.

789. Le Pakistan s'est félicité des mesures prises par la Turquie pour s'acquitter de ses obligations en matière de droits de l'homme et a salué les efforts qu'elle avait faits pour renforcer l'autonomisation des femmes et éliminer la discrimination à leur égard. Il appréciait au plus haut point l'engagement de l'État en faveur de l'Examen périodique universel, qui s'était traduit par sa décision d'accepter la majorité des recommandations, y compris celles du Pakistan. Il a souhaité à la Turquie plein succès dans l'application des recommandations en prenant les mesures administratives et législatives nécessaires.

790. Le Rwanda a remercié la délégation turque d'avoir fait le point sur les recommandations qu'elle avait reçues lors du deuxième Examen concernant la Turquie. Il a reconnu l'engagement positif de l'État auprès du Conseil des droits de l'homme dans le processus de l'Examen périodique universel et a dit apprécier le fait que la Turquie ait accepté un nombre important de recommandations, ce qui témoignait du ferme engagement de l'État à promouvoir et protéger les droits de l'homme.

791. La Sierra Leone s'est félicitée de l'intention de la Turquie de créer un nouveau mécanisme des droits de l'homme dans le cadre de l'engagement politique du Gouvernement. Elle s'est référée au grand nombre de recommandations que la Turquie avait acceptées et s'est félicitée en particulier du fait que toutes les recommandations qu'elle avait formulées avaient reçu l'appui de l'État. La Sierra Leone a encouragé la Turquie à incorporer dans ses normes nationales les recommandations qu'elle avait acceptées et, si possible, à les intégrer dans le processus de réforme judiciaire.

792. Le Soudan a souhaité la bienvenue à la délégation turque et l'a remerciée pour les informations fournies. Il a noté avec satisfaction l'engagement positif de l'État dans l'Examen périodique universel. Il s'est félicité que la Turquie ait accepté la plupart des recommandations, y compris celles formulées par le Soudan. Il a souhaité à l'État partie plein succès dans l'application des recommandations qu'il avait acceptées.

793. La République arabe syrienne a déclaré qu'au cours du débat général au titre du point 6, la Turquie avait souligné que l'Examen périodique universel ne devait pas être utilisé pour politiser les questions relatives aux droits de l'homme ; or, pendant l'Examen la concernant, elle avait rejeté les recommandations formulées par la République arabe syrienne, qui avaient été faites conformément aux documents correspondants. Elle a regretté que la Turquie ait politisé l'Examen périodique universel, les recommandations ayant été rejetées soit parce qu'elles avaient été formulées par un certain État, soit parce

que la Turquie n'était pas disposée à se conformer aux résolutions contraignantes sur la lutte contre le terrorisme, comme c'était le cas des recommandations formulées par la République arabe syrienne.

794. Le Tadjikistan a évoqué la participation constructive de la Turquie à l'Examen périodique universel, qui montrait que l'État était prêt à respecter ses engagements internationaux et à coopérer avec les mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme. Il a également évoqué la mise en œuvre de mesures importantes concernant la réforme législative, la protection des femmes et la promotion de l'éducation.

795. Le Togo a félicité la Turquie pour son attachement aux valeurs universelles des droits de l'homme et son plein appui à l'Examen périodique universel. Il s'est félicité de l'ouverture et de la transparence qui avaient caractérisé le deuxième Examen concernant la Turquie et a noté avec satisfaction que l'État avait accepté les trois recommandations formulées par le Togo.

796. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord s'est félicité de l'acceptation par la Turquie d'un certain nombre de recommandations, et en particulier de sa recommandation visant à garantir la liberté d'expression et de réunion. Il s'est félicité des mesures prises par la Turquie pour protéger les droits des groupes religieux minoritaires et a encouragé l'État à poursuivre ses efforts. Il a rappelé l'importance du respect des droits fondamentaux et de la poursuite des réformes législatives. Il a félicité la Turquie d'avoir accueilli environ 2 millions de réfugiés en provenance de la République arabe syrienne et d'Iraq, et a indiqué qu'il comptait collaborer étroitement avec le nouveau Gouvernement turc.

797. La République bolivarienne du Venezuela a salué les efforts déployés par la Turquie pour appliquer les recommandations qu'elle avait reçues, avec la mise en place de nouveaux mécanismes de protection des droits de l'homme tels que le Bureau du médiateur, l'institution nationale des droits de l'homme conforme aux Principes de Paris et le système de recours constitutionnel. Elle s'est également félicitée des politiques de l'État visant à garantir l'égalité des chances en matière de droit et d'accès à l'éducation.

798. L'Afghanistan s'est dit encouragé par le fait que la Turquie avait accepté un nombre important de recommandations et en particulier par les amendements constitutionnels de septembre 2010, qui avaient introduit des changements positifs pour les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées, et qui avaient mis le système constitutionnel en conformité avec les obligations internationales de l'État. Il a évoqué les progrès réalisés par l'État dans la création d'une commission de contrôle de l'application des lois, qui fonctionnerait indépendamment des organes chargés de l'application des lois et serait chargée d'examiner les allégations de mauvais traitements infligés par des agents de la force publique et d'enquêter sur ces allégations.

799. L'Albanie a félicité la Turquie pour les mesures efficaces qu'elle avait prises dans le domaine de la protection et de la promotion des droits de l'homme et en avoir fait des priorités politiques. Elle a complimenté l'État pour les « programmes de réformes judiciaires », qui avaient introduit des modifications législatives sensibles visant à renforcer la liberté d'expression. Elle s'est félicitée que la Turquie ait accepté les recommandations formulées par l'Albanie concernant l'adoption d'une loi contre les différents types de discrimination, la prise des mesures requises dans le cadre de la stratégie nationale sur les droits de l'enfant et de son plan d'action, ainsi que la mise en œuvre du plan national pour l'égalité des sexes.

800. L'Azerbaïdjan s'est félicité de l'acceptation par la Turquie de la majorité des recommandations, y compris celles de l'Azerbaïdjan. Il a félicité l'État pour son engagement en faveur des droits de l'homme, la création du Bureau du médiateur et de l'institution nationale des droits de l'homme et l'adoption des « programmes de réformes judiciaires » et du « programme de démocratisation », qui visaient notamment à renforcer l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire et à garantir un large éventail de droits et libertés. Elle a salué les mesures juridiques et administratives prises par la Turquie pour assurer une meilleure compréhension entre tous les peuples et toutes les religions.

801. Le Qatar a remercié la Turquie des informations qu'elle avait fournies. La promotion et la protection des droits de l'homme faisaient partie des principaux objectifs de l'État. Il



s'est félicité de la coopération de l'État partie dans le cadre de l'Examen périodique universel et de sa volonté de s'acquitter de ses obligations. Au total, 215 recommandations avaient été acceptées par la Turquie, dont les deux formulées par le Qatar. Celui-ci a salué le rôle joué par le Représentant permanent de la Turquie dans les travaux du Conseil des droits de l'homme, et en particulier de la contribution apportée à la résolution 16/18 du Conseil.

### 3. Observations générales formulées par d'autres parties prenantes

802. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la Turquie, 11 autres parties prenantes ont fait des déclarations<sup>18</sup>.

803. L'Association Südwind pour la formation et la sensibilisation aux politiques de développement a regretté que la Turquie n'ait pas adhéré aux recommandations formulées par Chypre. Elle a fait référence à des rapports détaillés sur la situation grave des réfugiés et leur procédure d'asile, ainsi que sur leurs conditions de vie et de travail. Elle s'est félicitée de l'appui que la Turquie continuait d'apporter aux réfugiés syriens, mais a rappelé que l'État n'avait pas présenté de rapport sur les droits des demandeurs d'asile. Elle s'est inquiétée des conditions de vie et de travail des réfugiés iraniens. Les lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes, les prisonniers politiques et les femmes victimes de violence domestique et de discrimination constituaient des groupes particulièrement vulnérables. Ces groupes minoritaires risquaient d'être poursuivis dans leur pays d'origine. L'Association a évoqué des informations faisant état de lacunes concernant la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Les réfugiés ne jouissaient pas du droit au travail ou aux soins de santé, et le travail des enfants était un problème permanent parmi les réfugiés.

804. Minority Rights Group a déploré que la Turquie ait une conception sélective et discriminatoire des droits des minorités. Sur la base du Traité de paix de Lausanne, la Turquie n'avait reconnu comme telles que les Arméniens, les Juifs et les Grecs orthodoxes ; les minorités musulmanes, y compris l'importante communauté kurde, étaient exclues de la définition. L'organisation a également regretté que l'État ait rejeté les recommandations appelant à la ratification de la Convention de l'UNESCO concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement et qu'il ait maintenu sa réserve à l'article 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Elle a déploré le rejet par l'État de la recommandation faite par la France de mettre fin aux cours de religion obligatoires pour la minorité alevite et a exhorté la Turquie à supprimer ces cours du programme scolaire. Elle a demandé que davantage d'efforts soient faits pour garantir le droit à l'éducation des communautés les plus défavorisées, telles que les Kurdes et les Roms déplacés.

805. Dans une déclaration conjointe, l'International Gay and Lesbian Human Rights Commission et l'Association internationale des personnes lesbiennes et gays ont salué l'attitude positive de la Turquie à l'égard des recommandations concernant l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Les deux organisations ont demandé instamment à la Turquie de mettre sa législation nationale en conformité avec les conventions internationales afin de protéger les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres. Elles se sont déclarées préoccupées par le fait que des dirigeants d'un parti politique en Turquie avaient eu recours à une rhétorique homophobe et qu'un certain nombre d'individus avaient été tués en raison de leur identité sexuelle. Elles ont exhorté l'État à soutenir les initiatives du Conseil des droits de l'homme concernant les droits des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres.

806. L'Alliance universelle syriaque, Federation Syriaque International s'est félicitée de l'acceptation par la Turquie des recommandations relatives aux droits de l'homme, aux droits des minorités, aux mesures de lutte contre la discrimination et à la législation visant à garantir l'égalité de tous les citoyens. Elle s'est toutefois inquiétée du fait que le rapport sur la Turquie ne traitait pas de la lutte du peuple araméen (syriaque). Elle a demandé au Gouvernement de donner un statut juridique au peuple araméen, de prendre des mesures pour protéger son patrimoine culturel, ses droits de propriété et sa langue araméenne, d'accroître les investissements pour améliorer son niveau de vie et de préserver son habitat et sa population.

807. Action Canada pour la population et le développement a fait une déclaration en collaboration avec Sexual Rights Initiative. Les deux organisations ont déploré que la Turquie n'ait pas accepté certaines recommandations. Elles se sont félicitées de l'acceptation par l'État des recommandations relatives à l'égalité des sexes et à l'accès de toutes les femmes à un avortement sans risques, à la lutte contre le mariage précoce et à la prévention de la violence sexiste. Elles ont exhorté la Turquie à modifier sa législation et à prendre une série de mesures pour garantir le droit des femmes à l'avortement et dispenser une éducation sexuelle complète afin de promouvoir l'égalité des sexes.

808. Article 19 – Centre international contre la censure a remercié les États qui avaient fait des recommandations sur la liberté d'expression, notamment sur la dépénalisation de la diffamation et sur la modification de la loi sur Internet, afin de mettre fin à la censure illégitime. L'organisation a mis en doute l'affirmation de l'État selon laquelle la Turquie respectait le pluralisme des médias, car des cas d'arrestations illégitimes de journalistes avaient été signalés. Elle s'est déclarée particulièrement concernée par l'arrestation d'un rédacteur en chef pour avoir insulté le Président turc. Elle a évoqué les effets dévastateurs du harcèlement et des poursuites judiciaires visant les professionnels des médias et a appelé la Turquie à garantir la liberté d'expression et le droit à un procès équitable.

809. Gazeteciler ve Yazarlar Vakfi a mentionné l'engagement pris par la Turquie d'améliorer les droits des femmes et de mettre la législation nationale en conformité avec les normes internationales. Bien que la Turquie soit signataire du Protocole d'Istanbul, l'augmentation de la violence à l'égard des femmes et des féminicides ces dernières années révélait un problème structurel. L'organisation a demandé à la Turquie d'envisager une éducation qui tienne compte des sexospécificités, d'éviter que les médias et les hauts responsables de l'État utilisent un langage discriminatoire à l'égard des femmes, d'appliquer les conventions internationales relatives aux droits de l'homme qu'elle avait ratifiées et de ne pas réduire les peines des auteurs de violences faites aux femmes.

810. L'Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale – OCAPROCE Internationale a salué les initiatives de la Turquie, notamment l'examen du plan d'action national sur la violence domestique contre les femmes de 2015, le projet sur l'élimination de la violence domestique contre les femmes en collaboration avec l'Union européenne de 2014 et la création d'un conseil national chargé de surveiller et coordonner l'emploi des femmes. Elle s'est dite préoccupée par la situation des femmes et a demandé instamment à l'État d'adopter une législation complète sur la discrimination à l'égard des femmes et d'y inclure une définition claire de ce crime.

811. Africa Culture International Human Rights a accueilli avec satisfaction les initiatives prises par la Turquie depuis 2010. Plus récemment, en 2013, la Turquie avait adopté un « programme de démocratisation », introduisant de vastes réformes pour améliorer la jouissance des droits civils et politiques. Un plan d'action pour la prévention des violations des droits de l'homme avait été adopté en 2014, de même que la loi sur le renforcement de l'intégration sociale. Un certain nombre de mesures avaient été prises pour améliorer la formation et la sensibilisation aux droits de l'homme, ainsi que la coopération avec les organisations internationales. Africa Culture International Human Rights a encouragé la Turquie à maintenir son engagement dans les différents domaines du développement.

812. Jubilee Campaign et Christian Solidarity Worldwide ont exhorté la Turquie à appliquer les recommandations qu'elle avait reçues lors de l'Examen la concernant, en particulier celles relatives à la liberté d'expression et à la liberté de religion. Tout en soulignant que la Turquie avait accepté un certain nombre de recommandations sur la liberté d'expression lors du premier Examen périodique universel dont elle avait fait l'objet, les deux organisations se sont dites préoccupées par la situation des journalistes et des médias sociaux dans le contexte de la législation et de la pratique actuelles, et ont demandé la levée des réserves à l'article 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques afin de protéger les groupes minoritaires religieux et la levée de certaines mesures législatives qui les pénalisaient. Elles ont également encouragé la Turquie à revoir la loi antiterroriste et à garantir une alternative civile au service militaire sans conséquences discriminatoires.

813. Amnesty International a souligné que la Turquie avait accepté un certain nombre de recommandations générales concernant les questions relatives aux droits de l'homme dans le pays ; toutefois, les recommandations plus spécifiques concernant ces problèmes avaient été rejetées ou considérées comme « déjà appliquées ». Cela avait encore été le cas lors du premier Examen concernant l'État, lors duquel il avait accepté un certain nombre de recommandations sur la situation des droits de l'homme, qui s'était pourtant détériorée depuis. L'organisation a fait part de sa déception quant à la position de l'État sur les recommandations relatives à la modification ou à l'abrogation des lois utilisées pour limiter injustement la liberté d'expression. Elle a fait état de centaines de poursuites injustifiées à l'encontre de journalistes, de militants et de simples citoyens pour avoir critiqué le Gouvernement. Amnesty International a exhorté la Turquie à mettre sa législation en conformité avec les normes internationales en matière de liberté d'expression et à reconnaître le droit de réunion pacifique. Elle s'est étonnée que la Turquie ait considéré comme déjà appliquée une recommandation sur la refonte de la loi sur les réunions et manifestations, car cette position était en contradiction directe avec les conclusions de la Cour européenne des droits de l'homme.

#### **4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen**

814. Le Président du Conseil a indiqué que sur la base des informations fournies, la Turquie avait adhéré à 215 recommandations sur les 278 formulées et en avait noté 63.

815. L'Ambassadeur a remercié ceux qui avaient fait des commentaires, tout en regrettant certaines tentatives de détourner l'attention de ce débat très important. Les valeurs universelles telles que la démocratie, les droits de l'homme et les libertés fondamentales faisaient partie intégrante de la législation de l'État et, peut-être plus important encore, étaient profondément ancrées dans son tissu social. C'est la raison pour laquelle les critiques et conseil constructifs concernant la mise en œuvre de ces valeurs universelles avaient été les bienvenus. Toutefois, la Turquie attendait des avis critiques de la part des parties qui avaient adopté les mêmes valeurs universelles et communes qu'elle. Dans le cas contraire, il pourrait en résulter une politisation indésirable l'Examen périodique universel.

816. La portée des libertés et des droits fondamentaux en Turquie s'était considérablement élargie. Les droits des minorités étaient régis par le Traité de paix de Lausanne, qui reconnaissait les ressortissants turcs non musulmans comme des minorités. Il n'existait en Turquie aucune autre définition des minorités fondée sur l'appartenance ethnique, la race, la langue ou d'autres critères. Les citoyens turcs appartenant à des minorités non musulmanes jouissaient des mêmes droits et libertés que les autres nationaux et pouvaient également jouir des droits qui leur étaient reconnus par le Traité de paix de Lausanne.

817. L'Ambassadeur a évoqué les progrès sensibles réalisés au cours des cinq années précédentes en matière d'enseignement dans différentes langues et dialectes, et a fait savoir que des instituts littéraires avaient été créés dans un certain nombre d'universités. Les restrictions imposées à la propagande politique dans différentes langues et dialectes avaient été levées et la restauration des anciens noms des villages avait été autorisée. L'État avait pris des mesures positives dans les domaines de l'éducation et de la culture pour les citoyens non musulmans. Entre autres choses, il était devenu possible d'enseigner le syriaque certains jours de la semaine dans un jardin d'enfants appartenant à une fondation communautaire syriaque, en plus du programme du Ministère de l'éducation nationale.

818. L'Ambassadeur a souligné les progrès réalisés ces dernières années en matière de protection des droits de propriété des fondations religieuses, qui témoignaient de la bonne volonté et de l'engagement de l'État à garantir la liberté religieuse et les besoins sociaux de divers groupes en Turquie.

819. Ces dernières années, le développement de relations démocratiques fondées sur l'égalité, quelle que soit l'identité de chacun, avait été un fil conducteur pour l'État. À cette fin, de nouveaux efforts avaient été faits pour assurer l'égalité dans la pratique et lutter contre la discrimination. Aucune disposition discriminatoire n'existait dans la législation turque en ce qui concernait les lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes. L'égalité devant la loi était inscrite à l'article 10 de la Constitution. L'absence de

dispositions spécifiques concernant les lesbiennes, les gays, les bisexuels, les transgenres et les intersexes ne signifiait pas que les droits de ce groupe n'étaient pas légalement garantis. En outre, conformément à l'article 90 de la Constitution, les accords internationaux ratifiés par la Turquie, comme la Convention d'Istanbul, qui interdisait la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, avaient force de loi. Des enquêtes avaient été menées dans des affaires de meurtres et d'actes de violence contre des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes et pour toutes sortes de crimes de haine afin d'identifier les auteurs et de les traduire en justice. La Turquie était vigilante dans l'élimination de la violence à l'égard des femmes et de la violence familiale, et ses efforts étaient guidés par la Convention d'Istanbul.

820. Afin de répondre aux demandes de la communauté alevie, des débats publics avaient été régulièrement organisés avec des dirigeants d'opinion et des représentants de la communauté, notamment des débats sur des questions liées aux cemevis.

821. Le processus d'élaboration de la loi communément appelée « programme de sécurité intérieure », récemment entrée en vigueur, était conforme aux principes universels. Le plus grand soin avait été apporté à la recherche d'un équilibre entre liberté et sécurité. Certaines de ces dispositions visaient à assurer l'application effective des lois, comme dans tout État de droit, à lutter contre la criminalité et les délinquants, à les localiser et à les traduire en justice, ainsi qu'à assurer l'ordre public et la paix dans la communauté.

822. L'Ambassadeur a formulé des observations sur la liberté d'expression et les médias, la Turquie ayant pris des mesures décisives ces dernières années, tant sur le plan juridique que sur le plan pratique, pour en élargir la portée. Les troisième et quatrième « programmes de réformes judiciaires », adoptés en 2012 et 2013, qui avaient permis la libération de nombreux détenus, en étaient les exemples les plus marquants. En ce qui concerne les médias, le pluralisme était total en Turquie. Outre les chaînes nationales, on dénombrait au total 221 chaînes de télévision privées. Sur plus de 4 000 journaux, 66 étaient nationaux. L'emprisonnement de journalistes pour avoir exercé leur métier ne pouvait être toléré ; mais en même temps, une personne ne pouvait être considérée comme exempte de poursuites en raison de sa profession si elle était coupable d'un crime. Il a souligné le fait qu'aucun journaliste n'avait été poursuivi ou emprisonné pour avoir fait son travail : tous ceux que l'on appelait les « journalistes en prison » avaient été inculpés de crimes graves. Il a réaffirmé qu'aucune de ces personnes n'avait été poursuivie pour avoir exercé le journalisme et que les enquêtes ne pouvaient être qualifiées de politiquement motivées ; il s'agissait d'affaires purement judiciaires.

823. L'Ambassadeur a souligné que la Turquie continuerait de relever les défis avec courage et s'efforcerait de trouver des solutions fondées sur la bonne volonté. Elle continuerait de coopérer étroitement avec l'Organisation des Nations Unies, notamment en participant de manière constructive à l'Examen périodique universel.

824. Enfin, l'Ambassadeur a remercié les membres de la troïka, à savoir l'Arabie saoudite, Cuba et le Gabon, le secrétariat du HCDH et les interprètes pour leur contribution dévouée à l'Examen concernant la Turquie.

## **Guyana**

825. L'examen concernant le Guyana s'est déroulé le 28 janvier 2015, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par le Guyana conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/GUY/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/GUY/2) ;

c) Le résumé établi par le HCDH conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/GUY/3) ;

826. À sa 42<sup>e</sup> séance, le 2 juillet 2015, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant le Guyana (voir sect. C ci-après).

827. Les textes issus de l'Examen concernant le Guyana comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/29/16), les vues du Guyana sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/29/16/Add.1).

**1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen**

828. La délégation guyanienne a remercié le Conseil des droits de l'homme et son président de lui avoir donné l'occasion de présenter sa réponse aux autres recommandations formulées au sujet de l'exposé du Guyana.

829. La délégation a fait référence à des événements survenus au Guyana, qui avaient précédé l'exposé. Le 11 mai 2015, l'État avait tenu des élections nationales et régionales qui avaient abouti au remplacement du Gouvernement guyanien en place par une coalition multipartite. Les élections avaient été libres et régulières, avec une nette majorité pour le Gouvernement actuel, et les observateurs internationaux avaient estimé que le processus avait été transparent et réussi. Le nouveau Gouvernement, qui avait prêté serment au Parlement le 10 juin 2015, était attaché à tous les aspects du développement humain du peuple guyanien, depuis les libertés politiques et l'autonomisation jusqu'à la durabilité et à la sécurité humaine, et s'efforceraient d'œuvrer avec ferveur à l'amélioration de la vie des citoyens du Guyana.

830. Le Gouvernement était prêt à collaborer avec ses partenaires internationaux au développement de tous les Guyaniens pour atteindre ses objectifs et s'acquitter de ses obligations et responsabilités internationales.

831. Le Guyana était déterminé à remodeler sa société pour l'orienter vers le progrès social et économique. Pour atteindre cet objectif, le Gouvernement s'était engagé à prendre des mesures afin de promouvoir la cohésion sociale, de protéger les groupes vulnérables, d'assurer le développement économique et de mettre en œuvre des politiques qui aideraient les jeunes du Guyana à atteindre un niveau d'éducation plus élevé afin que leur temps et leurs talents ne soient pas gaspillés mais consacrés à un emploi rémunéré. Le Guyana était également déterminé à édifier une société dans laquelle les femmes et les fillettes pouvaient espérer vivre en sécurité et être protégées contre les mauvais traitements et les crimes violents, dans laquelle les peuples autochtones bénéficiaient des mêmes perspectives de développement que les autres, et qui garantissait la liberté de la presse et la liberté d'accès à l'information, dans une atmosphère de paix et de sécurité nationales.

832. Le Gouvernement s'était engagé à travailler assidûment au cours de la onzième législature sur les questions qui auraient des effets positifs sur le développement national et sur le bien-être de la population du Guyana.

833. La délégation avait ensuite répondu aux recommandations, comme décrit ci-après et dans l'additif au rapport du Groupe de travail.

834. Le Guyana avait pris note des recommandations relatives au droit à la vie et à la peine de mort, celle-ci étant toujours inscrite dans la législation guyanienne. Un moratoire de fait était en vigueur depuis 1997 et, en conséquence, plus de 15 condamnés à mort avaient vu leur peine commuée en réclusion à perpétuité ; certains d'entre eux pourraient demander leur libération conditionnelle dans les trois ans. La peine de mort avait été maintenue dans un petit nombre de cas, comme le meurtre d'un policier en service ou la trahison. La question devait continuer de retenir l'attention du Comité spécial du Parlement.

835. Le Guyana avait pris note des recommandations relatives aux droits des femmes. L'État était attaché au respect de ces droits tels qu'ils étaient énoncés dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et incorporés dans le droit interne par la Constitution du Guyana. Toutefois, le Gouvernement estimait que la Commission de la femme et de l'égalité des sexes et d'autres commissions des droits

de l'homme créées par la Constitution et la Cour suprême du Guyana offraient des recours facilement accessibles et rapides lorsqu'il était allégué qu'un droit avait été ou était bafoué.

836. S'agissant de la Convention américaine relative aux droits de l'homme, la délégation a fait observer que la recommandation correspondante avait été notée, que le Guyana était attaché au respect des droits de l'homme et à la promulgation des principes de la Charte de l'Organisation des États américains, et que la plupart de ces droits étaient déjà consacrés dans la Constitution. Toutefois, le Guyana n'était pas actuellement en mesure de devenir partie à la Convention américaine relative aux droits de l'homme car des questions en suspens, notamment les positions sur la peine de mort et les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres, devaient être réglées. Ces questions devraient retenir l'attention de la onzième législature. Néanmoins, le Guyana était convaincu qu'il existait des garanties suffisantes pour protéger les droits fondamentaux et les droits de l'homme de tous les Guyaniens.

837. Le Guyana avait pris note des recommandations relatives à la torture. L'État interdisait strictement la torture et les mauvais traitements infligés aux détenus. Le Gouvernement a publiquement dénoncé et condamné toute forme d'abus ou de torture et a demandé à maintes reprises que toute allégation de torture ou de mauvais traitements à l'encontre de citoyens, y compris de prisonniers, fasse rapidement l'objet d'une enquête et que des mesures soient prises contre ceux qui ne respectaient pas leurs engagements. Le Bureau en charge de la responsabilité professionnelle des forces de police guyaniennes et le Département d'enquête criminelle, ainsi que l'Autorité responsable de l'examen des plaintes contre la police et les Chambres du Procureur général récemment renforcées, avaient tous joué un rôle central dans la prévention et la répression de la torture.

838. Le Guyana avait pris note de la recommandation relative aux disparitions forcées et indiqué qu'il avait engagé les consultations nécessaires à son adhésion à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

839. Le Guyana avait pris note de la recommandation relative au génocide et indiqué qu'il était conscient que le crime de génocide était répréhensible et condamné par le monde civilisé. La délégation a rappelé que le Guyana était partie au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, qui criminalisait le génocide.

840. Le Guyana avait pris note de la recommandation relative à la Cour pénale internationale ; en tant que partie au Statut de Rome, il était conscient des obligations qui en découlaient et s'engageait à adopter les lois pertinentes.

841. Le Guyana avait accepté les recommandations relatives à l'institution nationale des droits de l'homme. La Constitution du Guyana avait créé la Commission des droits de l'homme, la Commission de la femme et de l'égalité des sexes, la Commission des peuples autochtones, la Commission des droits de l'enfant et le Bureau du Médiateur.

842. Le Guyana avait pris note des recommandations concernant la coopération avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales. L'État était disposé à s'adapter et à coopérer avec tous les organes de l'ONU, mais il n'était peut-être pas en mesure, à l'heure actuelle, d'adresser une invitation permanente à tous les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales.

843. Le Guyana avait accepté la recommandation relative aux femmes, à la paix et à la sécurité et continuerait de tout mettre en œuvre pour protéger les femmes et les enfants des effets des conflits et de la violence.

844. Le Guyana avait pris note des recommandations relatives à la discrimination à l'égard des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres. Le Gouvernement s'était engagé à convoquer à nouveau la Commission parlementaire spéciale pour recevoir et entendre des observations sur l'attitude du public guyanien à l'égard de toute modification des dispositions législatives et des lois pénales concernant les relations entre adultes consentants de même sexe et la discrimination, réelle ou perçue, à l'égard des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres.

845. Le Guyana avait pris note des recommandations relatives aux enfants et aux châtiments corporels et s'était engagé à convoquer à nouveau la Commission parlementaire

spéciale chargée de recevoir et d'entendre les observations sur l'attitude de la population guyanienne face à toute modification des dispositions législatives autorisant les châtiments corporels. D'importantes consultations publiques sur la question avaient déjà été menées à bien et il existait des directives pour le maintien de l'ordre et de la discipline dans les écoles, qui réduisaient considérablement le nombre de cas dans lesquels des châtiments corporels pouvaient être administrés. La loi de 2010 portant modification de la loi sur l'école de formation et la loi de 2010 portant modification de la loi sur les mineurs délinquants avaient aboli les châtiments corporels dans les établissements pénitentiaires pour mineurs, et la loi de 2011 sur les services de protection et de développement de l'enfant interdisait également les châtiments corporels dans les résidences de l'État.

846. Le Guyana avait noté la recommandation concernant le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications et tenait à réaffirmer que la protection des enfants était une priorité absolue. La loi de 2009 sur la protection de l'enfance offrait plusieurs possibilités pour la protection des enfants. En outre, l'Agence pour la protection de l'enfance du Ministère de la protection sociale et le Département du bien-être scolaire du Ministère de l'éducation veillaient à l'intérêt supérieur de l'enfant au Guyana.

847. Le Guyana avait accepté la recommandation concernant la mise en place d'un organe indépendant chargé d'enquêter sur les plaintes pour abus commis par des membres des forces de sécurité. Le Comité sectoriel de la sécurité assurait le contrôle parlementaire. Le Bureau de la responsabilité professionnelle et l'Autorité responsable de l'examen des plaintes contre la police étaient également des organes indépendants qui enquêtaient sur les plaintes concernant des actes répréhensibles commis par des membres des forces de police guyanienues. Les rapports de toutes ces enquêtes étaient été transmis au Directeur des poursuites pénales pour avis juridique.

848. Le Guyana avait pris note des recommandations relatives à l'âge de la responsabilité pénale. Un projet d'instrument législatif relatif à la justice pour mineurs était en cours de consultation par le Gouvernement, consultation à l'issue duquel ces questions feraient l'objet d'un examen définitif.

849. Le Guyana avait noté la recommandation relative à la liberté d'expression en ligne et à la diffamation et a réaffirmé que la liberté d'expression était consacrée par l'article 146 de la Constitution. Le Gouvernement avait reconnu que la modernisation des lois locales était nécessaire et a indiqué qu'il étudierait la question en temps voulu.

850. Le Guyana avait accepté les recommandations relatives à la qualité de l'éducation et aux taux d'abandon scolaire. Le Gouvernement continuerait de prendre des contacts avec diverses parties prenantes, notamment les parents, afin de réduire sensiblement le taux d'abandon scolaire et d'améliorer la qualité de l'éducation, comme prévu dans le plan d'action stratégique du Ministère de l'éducation pour 2014-2018.

851. Enfin, le Guyana avait accepté les recommandations relatives à la qualité de vie des populations autochtones. L'État avait engagé les processus de consultation nécessaires pour signer et ratifier la Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989. La loi de 2006 sur les Amérindiens s'appuyait sur la Convention et plusieurs programmes étaient en cours pour améliorer la vie des peuples autochtones du Guyana.

## **2. Observations d'États membres et d'États observateurs du Conseil des droits de l'homme sur l'ensemble de textes issus de l'Examen**

852. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Guyana, six délégations ont fait des déclarations.

853. Le Brésil a pris acte des progrès réalisés dans le pays. Il a salué en particulier que le Guyana ait pourvu le poste vacant de Médiateur constitutionnel et promulgué la loi amérindienne de 2006, un outil important pour l'autonomisation des peuples autochtones. Il a félicité le Guyana d'avoir accepté la majorité des recommandations qu'il avait reçues et a réaffirmé que leur application constituait un guide précieux pour accélérer les progrès en matière réalisation des droits de l'homme dans le pays. Le Brésil a réaffirmé sa volonté

d'aider le Guyana à appliquer les recommandations reçues, tant dans le domaine multilatéral que dans le cadre des mécanismes de coopération régionale et bilatérale.

854. La Chine s'est réjouie de la participation constructive du Guyana à l'Examen périodique universel. Elle s'est félicitée que l'État ait répondu en temps voulu à la plupart des recommandations formulées au cours du processus et accepté la plupart d'entre elles. Elle a remercié l'État d'avoir accepté sa recommandation concernant l'augmentation des ressources financières et humaines consacrées à l'éducation afin d'en améliorer la qualité et de réduire les taux d'abandon scolaire, ainsi que sa recommandation concernant le renforcement de la construction d'installations sanitaires de base et d'eau potable pour fournir à la population de meilleurs services essentiels. La Chine a encouragé le Guyana, conformément à ses plans nationaux de développement, à appliquer progressivement les recommandations qu'il avait acceptées, et a demandé à la communauté internationale de fournir, en pleine consultation avec le Guyana, l'appui dont il avait besoin.

855. Cuba a remercié le Guyana d'avoir éclairci sa position concernant les recommandations et d'avoir accepté les deux recommandations formulées par Cuba visant à renforcer les progrès accomplis par le pays dans la lutte contre la pauvreté et à instaurer l'égalité des sexes.

856. Le Ghana s'est félicité que le Guyana ait adhéré à ses recommandations concernant la ratification de la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement et l'application de mesures visant à édifier une société sans exclusive. Il a félicité le Guyana d'avoir pris des mesures pour ratifier plusieurs conventions et y adhérer, notamment la Convention relative au statut des réfugiés et son Protocole. Ces réalisations témoignaient de l'engagement de l'État à promouvoir et à protéger les libertés et les droits fondamentaux de sa population. Le Ghana espérait l'abolition prochaine des châtiments corporels au Guyana, conformément à la lettre et à l'esprit de la Convention relative aux droits de l'enfant. Il a de nouveau demandé au Guyana d'envisager favorablement de ratifier le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, de créer une institution nationale des droits de l'homme pleinement conforme aux Principes de Paris et d'adresser une invitation permanente à tous les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales.

857. L'Inde a félicité le Guyana pour sa participation réceptive et constructive à l'Examen périodique universel. Celui-ci avait reflété la participation et l'engagement intenses des pays pairs, avec non moins de 54 interventions en séance et 143 recommandations formulées. Elle s'est déclarée convaincue que, dans les années à venir, le Guyana intensifierait encore ses efforts pour appliquer les recommandations acceptées.

858. La République bolivarienne du Venezuela a souligné les efforts déployés par le Guyana dans la lutte contre la pauvreté, avec la mise en œuvre de son programme de réduction de la pauvreté pour 2011-2015, qui avait facilité l'égalité d'accès aux biens et services pour ceux qui en avaient le plus besoin, améliorant ainsi la qualité de vie de la population. Elle a également souligné que le Guyana avait accepté la recommandation relative à l'élimination des disparités entre les sexes dans l'éducation, qui était gratuite dès le niveau préscolaire. La participation ouverte du Gouvernement à l'Examen avait confirmé sa volonté de progresser vers la pleine réalisation des droits fondamentaux de sa population.

### **3. Observations générales formulées par d'autres parties prenantes**

859. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Guyana, quatre autres parties prenantes ont fait des déclarations.

860. La Commonwealth Human Rights Initiative s'est félicitée que le Guyana envisage de créer une institution nationale des droits de l'homme. L'organisation a encouragé l'État à solliciter l'appui du secrétariat du Commonwealth, qui avait précédemment aidé des pays de la région des Amériques et des Caraïbes dans le même domaine. Une telle institution nationale aiderait également l'État à suivre de plus près son engagement auprès des mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et, espérons-le, à éviter les retards dans le respect de ses obligations en matière de présentation de rapports. Le Guyana devait par exemple présenter un rapport l'année suivante au Comité contre la torture et, pour s'acquitter de cette obligation, il devait prendre des mesures pour donner à l'institution



des pouvoirs d'enquête indépendants et adresser une invitation permanente aux rapporteurs spéciaux. L'organisation a évoqué les efforts déployés par le Gouvernement pour tenir des consultations sur les questions relatives à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre et a indiqué que dans le courant de l'année, le Gouvernement avait confirmé que la commission parlementaire désignée avait des difficultés à obtenir le consensus sur la question de la dépénalisation des relations homosexuelles. La Commonwealth Human Rights Initiative a demandé aux organismes et bureaux compétents des Nations Unies d'aider le Guyana à faire face à ces difficultés et à obtenir des résultats positifs dans ce domaine. Enfin, elle a félicité le Guyana d'avoir ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées l'année précédente et a dit espérer qu'il ratifierait d'autres conventions, telles que la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et le Protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, avant le prochain cycle de l'Examen périodique universel.

861. L'organisation Action Canada pour la population et le développement s'est déclarée profondément préoccupée par le fait que le Gouvernement n'avait pas présenté de rapport complémentaire donnant suite aux recommandations sur la dépénalisation des relations sexuelles entre adultes consentants de même sexe. Elle s'est félicitée que le Guyana ait adhéré aux recommandations 130.25 à 130.27 sur le renforcement des mesures de protection des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres et sur les enquêtes relatives aux crimes de haine et à la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. Toutefois, les mesures visant à appliquer ces recommandations resteraient inefficaces tant que l'homophobie serait encouragée par l'État au moyen de la législation et de la criminalisation des relations homosexuelles. L'organisation a souligné que le non-respect du droit à l'égalité et du principe de non-discrimination à l'égard des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres au Guyana renforçait la stigmatisation et la discrimination et dissuadait les victimes de signaler les actes de violence et d'abus aux autorités compétentes. Elle a exhorté le Gouvernement guyanien à adopter une approche globale face aux violations des droits de l'homme et à abroger les lois qui criminalisaient les relations sexuelles entre personnes consentantes sur la base de leur identité de genre ou de leur orientation sexuelle, et à affirmer les droits des personnes marginalisées en raison de normes sexuelles et sexistes. Elle a en outre demandé instamment au Gouvernement d'adopter une position ferme en faveur de l'égalité et de la non-discrimination en apportant les modifications nécessaires à la Constitution.

862. Amnesty International s'est déclarée préoccupée par le fait que des condamnations à mort continuaient d'être prononcées au Guyana ; cinq personnes au moins avaient été condamnées à la peine capitale en 2013 et, selon certaines informations, en juin 2014 il y avait encore 14 condamnés dans le couloir de la mort. Un grand nombre de recommandations issues de l'Examen concernant le Guyana appelaient à l'abolition de la peine de mort. Amnesty International a fait référence aux observations formulées par l'État au cours de la session et s'est félicitée de l'acceptation de certaines de ces recommandations. Elle a exhorté le Guyana à appliquer intégralement et sans délai toutes les recommandations relatives à la peine de mort. Elle s'est également félicitée de l'acceptation par le Guyana des recommandations visant à renforcer la protection des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes, notamment en prenant des mesures pour que les crimes motivés par la haine et la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre fassent l'objet d'enquêtes approfondies et de poursuites appropriées. Actuellement, la législation nationale ne prévoyait pas de protection contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. En outre, le Guyana continuait de punir les comportements homosexuels entre personnes consentantes et la législation créait un environnement discriminatoire dans lequel les lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes ne pouvaient jouir pleinement de leurs droits fondamentaux. Amnesty International a exhorté le Gouvernement à appliquer avec effet immédiat les nombreuses recommandations visant à abroger toutes les dispositions discriminatoires fondées sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, y compris celles qui criminalisaient les relations homosexuelles entre adultes consentants. Enfin, l'organisation a fait savoir qu'elle continuait de recevoir des allégations d'usage excessif de la force par la police guyanienne lors d'arrestations et de détentions. Elle s'est félicitée de l'acceptation par l'État des recommandations visant à renforcer les capacités et

l'indépendance de l'Autorité responsable de l'examen des plaintes contre la police afin qu'elle puisse mener des enquêtes rapides et impartiales sur les exactions commises par des policiers. Elle a exhorté le Gouvernement à appliquer ces recommandations à titre prioritaire.

863. L'UNICEF s'est félicitée des initiatives prises par le Gouvernement pour traiter la question des châtiments corporels, examiner le projet de loi sur la justice pour mineurs et poursuivre les investissements dans la santé, l'éducation, le logement et l'eau afin de réduire les inégalités de revenus et autres. L'organisation a félicité le Guyana d'avoir fait de la ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées une priorité et a dit attendre avec intérêt des efforts conjoints dans la mise en œuvre de cette convention, de la Convention relative aux droits de l'enfant et des autres instruments relatifs aux droits de l'homme concernant les enfants. Pour accélérer les progrès en faveur des enfants guyaniens, l'UNICEF a réaffirmé l'importance qu'elle attachait à l'abolition des châtiments corporels dans tous les contextes, à l'approbation par le Parlement d'une législation sur la justice pour mineurs conforme à la Convention relative aux droits de l'enfant, à l'application de la loi sur les infractions sexuelles et de la loi sur la violence familiale dans le cadre de la prévention et du traitement systématique de la violence (notamment à l'égard des enfants et des femmes), à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques sensibles aux besoins des enfants et favorables aux pauvres qui offriraient de meilleures chances d'équité pour tous, à la mise en œuvre intégrale de la stratégie de santé maternelle, périnatale et de l'enfant, et à la prévention des maladies à transmission vectorielle et autres maladies transmissibles. L'UNICEF a également évoqué des questions nouvelles telles que l'exploitation possible des enfants dans les secteurs des ressources naturelles et des affaires, les questions relatives aux droits de participation, en particulier ceux des jeunes et des jeunes lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et queers, et les questions soulevées dans les observations finales du Comité des droits de l'enfant en 2013.

#### **4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen**

864. Le Président du Conseil a indiqué que sur la base des informations fournies, le Guyana avait adhéré à 88 recommandations sur les 143 formulées et en avait noté 55.

865. Pour conclure, la délégation guyanienne a remercié le HCDH et tous les orateurs, États et organisations internationales qui avaient apporté leur aide au Guyana dans l'Examen périodique universel. Elle a souligné que le Gouvernement actuel, qui avait prêté serment le 10 juin, était attaché à tous les aspects du développement humain de tous les Guyaniens, s'employant à garantir la liberté politique et l'autonomisation de tous les citoyens.

#### **Koweït**

866. L'Examen concernant le Koweït s'est déroulé le 28 janvier 2015, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par le Koweït conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/KWT/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/KWT/2) ;

c) Le résumé établi par le HCDH conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil et du paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/21/KWT/3) ;

867. À sa 31<sup>e</sup> séance, le 26 juillet 2015, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant le Koweït (voir sect. C ci-après).

868. Les textes issus de l'Examen concernant le Koweït comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/29/17), les vues du Koweït sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui

n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/29/17/Add.1).

**1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen**

869. La délégation koweïtienne a exprimé sa satisfaction quant à l'Examen périodique universel et à son rôle dans le développement du système des droits de l'homme. Le Koweït s'est dit convaincu de l'importance de travailler et de coopérer avec les mécanismes régionaux et internationaux de promotion et de protection des droits de l'homme ; c'est la raison pour laquelle il a versé des contributions volontaires annuelles au HCDH pour soutenir l'Examen périodique universel. À cet égard, la délégation s'est félicitée du dialogue interactif fructueux qui s'était déroulé lors du deuxième Examen concernant le Koweït, le 28 janvier 2015, et avait abouti à un nombre important de recommandations.

870. La délégation a souligné le fait que le Koweït avait créé un comité national permanent, composé de tous les organismes et institutions gouvernementaux, qui avait pour mission d'étudier les recommandations, d'en assurer le suivi et de définir une position à leur sujet, en vue de leur application. Le Comité et les organisations non gouvernementales avaient tenu des consultations en mars et juin 2015. Les résultats obtenus à ce jour étaient le fruit d'un effort commun.

871. Sur les 278 recommandations reçues, le Koweït en avait accepté 178, noté 25 et partiellement accepté quatre. Il avait rejeté 71 recommandations, certaines d'entre elles étant contraires aux dispositions de la loi islamique, de la Constitution et des lois de l'État, tandis que d'autres contenaient des éléments incompatibles avec l'identité et les valeurs nationales de la société et de la culture koweïtiennes. Il avait donc divisé certaines de ces recommandations en différentes catégories.

872. Sur les 11 recommandations relatives à la liberté d'expression et de réunion pacifique, le Koweït en avait accepté neuf, noté deux et n'en avait rejeté aucune.

873. Dans le domaine de l'emploi, le Koweït avait accepté 14 recommandations, en avait noté quatre et n'en avait rejeté aucune. La délégation a souligné l'adoption récente d'une loi régissant le recours au travail domestique.

874. Le Koweït avait accepté les 21 recommandations relatives à l'élaboration d'un cadre juridique pour les droits de l'homme.

875. Le Koweït avait accepté les 14 recommandations relatives à la coopération avec les mécanismes des droits de l'homme.

876. Le Koweït avait accepté les six recommandations relatives à la lutte contre la traite. La délégation a souligné l'adoption par l'État d'une loi sur la lutte contre la traite des êtres humains.

877. Le Koweït avait accepté les cinq recommandations relatives à la participation des femmes à la vie publique. Il avait déclaré le 16 mai Journée nationale de la femme dans le pays afin de rendre hommage à la contribution des femmes à la vie publique.

878. Le Koweït avait accepté les 11 recommandations relatives au développement.

879. Le Koweït avait reçu et accepté intégralement 14 recommandations relatives aux droits des personnes handicapées et des personnes âgées. Cela était distinct de l'adoption récente de la loi sur les enfants.

880. Le Koweït avait reçu neuf recommandations relatives à l'aide humanitaire et les avait toutes acceptées. La délégation a confirmé que le Koweït poursuivait ses efforts humanitaires dans le monde entier.

881. Certaines des 178 recommandations acceptées avaient déjà été appliquées ou étaient en cours d'application, notamment celles qui concernaient la création d'une institution nationale des droits de l'homme. Le pouvoir exécutif avait présenté une proposition de création d'une telle institution, qui en était à la deuxième étape des délibérations du Parlement.

882. Parce que le Koweït était un pays où régnaient la paix, la sécurité, la sérénité, l'état de droit, la justice et le bien-être économique et social, de nombreux expatriés venaient y travailler. Des personnes de plus de 180 nationalités différentes résidaient au Koweït. Compte tenu de cette réalité démographique, le pays accordait la plus haute importance aux droits de l'homme, à l'état de droit, à la promotion et au respect de la justice, ainsi qu'au respect des droits et de la dignité des autres et de leur religion, ce qui expliquait pourquoi il avait accepté un grand nombre de recommandations.

883. L'ambition du Koweït allait au-delà de ce que l'État avait déjà accompli aux niveaux national et international, et il était déterminé à continuer d'intensifier ses efforts pour surmonter les difficultés qui subsistaient. Le Koweït n'avait pas encore atteint la perfection à laquelle il aspirait parce que la perfection n'appartenait qu'à Dieu tout-puissant. Néanmoins, bien qu'étant un pays relativement jeune, il s'efforçait de surmonter les difficultés.

884. Le contexte régional complexe et l'instabilité qui entourait le Koweït pourraient avoir des répercussions négatives sur la situation dans le pays. Par exemple, trois heures auparavant, une mosquée du Koweït avait été attaquée par des terroristes et cela s'était produit pendant le ramadan, mois sacré, et un vendredi, jour sacré. L'attentat avait fait des morts et des blessés parmi les innocents. Il s'agissait clairement d'un attentat terroriste, qui n'avait rien à voir avec l'Islam.

885. Le Koweït estimait que la présente tribune offrait à l'État l'occasion de tirer parti de l'expérience, des observations et des opinions, et il accueillerait avec intérêt les commentaires et déclarations des États et des parties prenantes.

## **2. Observations d'États membres et d'États observateurs du Conseil des droits de l'homme sur l'ensemble de textes issus de l'Examen**

886. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Koweït, 17 délégations ont fait des déclarations<sup>19</sup>.

887. Le Maroc a évoqué les efforts soutenus déployés par le Koweït pour assurer l'exercice effectif des droits de l'homme. Il s'est félicité de la coopération positive du Koweït avec le Conseil des droits de l'homme et ses mécanismes et de l'engagement renouvelé de l'État koweïtien à jeter les bases de l'état de droit et du respect des droits de l'homme.

888. Le Myanmar a salué l'engagement constructif du Koweït dans l'Examen périodique universel. Il s'est félicité que l'État ait accepté bon nombre des recommandations qu'il avait reçues, y compris celles formulées par le Myanmar.

889. Le Népal a évoqué le développement socioéconomique remarquable du Koweït ces dernières années. Il a encouragé l'État à poursuivre ses efforts pour assurer la sûreté, la sécurité et la dignité des travailleurs migrants dans le pays, y compris les employés de maison, et la protection de leurs intérêts, par des mesures institutionnelles et législatives.

890. Le Niger s'est félicité des progrès accomplis par le Koweït pour promouvoir et protéger les droits de l'homme grâce à l'adoption de plusieurs textes législatifs et réglementaires, notamment la loi de 2013 sur la lutte contre la traite des personnes et le trafic de migrants et la loi de 2014 sur le séjour des étrangers. L'État avait mis en place des politiques et des stratégies nationales de défense des droits de l'homme et pris des mesures réglementaires en vue de la création d'un département des services de santé pour les personnes âgées et d'équipes sanitaires pour protéger les enfants contre les violences.

891. Oman s'est félicité de la création de mécanismes nationaux de protection des droits de l'enfant et de l'élaboration d'un plan de développement visant à renforcer les capacités des Koweïtiennes. Il a dit apprécier le rôle unique joué par le Koweït dans la fourniture

<sup>19</sup> Les déclarations des parties prenantes qui n'ont pas été en mesure de les présenter faute de temps sont affichées, lorsqu'elles sont disponibles, sur l'Extranet du Conseil des droits de l'homme à l'adresse <https://extranet.ohchr.org/hrc/HRCSessions/RegularSessions/29thSessions/Pages/Calendar.aspx>.

d'aide et de secours au niveau international, en particulier dans les zones de tension et de conflit.

892. Le Pakistan a félicité le Koweït pour son action humanitaire, ses activités de développement et ses opérations de secours dans le monde entier, qui traduisaient la volonté de l'État de protéger et de promouvoir les droits de l'homme et d'atténuer les souffrances humaines. Il a salué l'engagement constructif du Koweït auprès des mécanismes des droits de l'homme, notamment les organes conventionnels et l'Examen périodique universel.

893. Les Philippines ont souligné que le Koweït avait fait des progrès sensibles dans la réalisation des droits socioéconomiques de sa population et avait pris des mesures pour promouvoir les droits des femmes et des travailleurs migrants. Le pays a estimé que le Koweït pouvait choisir d'endosser un rôle de chef de file dans la région en poursuivant la ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Il a félicité l'État d'avoir renforcé les mécanismes de protection des travailleurs domestiques et a formulé l'espoir que cela ouvrirait la voie à la ratification future par l'État de la Convention sur les travailleuses et travailleurs domestiques (n° 189) de l'Organisation internationale du Travail.

894. Le Qatar a estimé que l'Examen concernant le Koweït avait démontré la volonté de l'État de promouvoir et protéger les droits de l'homme. Il a évoqué le rôle humanitaire que jouait le Koweït, convaincu que la démocratie, le développement et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales étaient interdépendants et se renforçaient mutuellement, en fournissant une aide aux pays dans le besoin dans le monde entier.

895. Le Rwanda a félicité le Koweït d'avoir accepté les recommandations relatives à la création d'une institution nationale des droits de l'homme et d'avoir adopté un plan d'action national global pour instaurer l'égalité des sexes. Il a félicité le Koweït d'avoir pris des mesures importantes pour promouvoir et protéger les droits de l'homme.

896. L'Arabie saoudite s'est félicitée des nombreux efforts mis en œuvre par le Koweït, notamment la ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, la création de mécanismes nationaux de promotion des droits de l'homme (comme un comité pour la défense des droits de l'homme à l'Assemblée nationale) et la mise en œuvre de programmes sociaux et sanitaires pour tous les enfants ; ces efforts témoignaient de l'importance accordée par le Koweït à la promotion et à la protection des droits de l'homme.

897. Le Sénégal a accueilli avec satisfaction les mesures prises par le Koweït, en particulier la présentation des rapports nationaux aux organes conventionnels et la création d'une institution nationale des droits de l'homme conforme aux Principes de Paris. Il a évoqué l'engagement pris par l'État de promouvoir les droits des femmes et des migrants et le fait qu'il avait accepté d'accueillir le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage et le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression.

898. La Sierra Leone a félicité le Koweït d'avoir créé une commission pour la défense des droits de l'homme au sein de l'Assemblée nationale et d'avoir prévu de créer une institution des droits de l'homme conforme aux Principes de Paris. Elle a évoqué les efforts déployés par l'État en matière d'aide humanitaire internationale et la création de divers mécanismes pour s'acquitter de ses obligations nationales en matière de droits de l'homme. Elle a encouragé le Koweït à envisager dûment de ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

899. Singapour a salué l'engagement du Koweït en faveur de la pleine protection des droits des femmes et de la mise en œuvre de mesures pratiques visant à éliminer la discrimination à leur égard. Il a félicité le Koweït pour l'aide humanitaire efficace qu'il apportait sans faillir aux personnes touchées par des catastrophes naturelles ou causées par l'homme.

900. La Somalie a évoqué les progrès sensibles réalisés dans la promotion et la protection des droits de l'homme au Koweït. Elle s'est félicitée des lois, politiques et programmes visant à lutter contre la discrimination et la violence contre les plus vulnérables, en particulier les femmes, les personnes âgées, les enfants et les migrants.

901. Le Soudan du Sud a salué les efforts déployés par le Koweït pour fournir une aide publique au développement dans le monde entier, en particulier aux pays en développement. Il a également félicité le Koweït pour ses efforts visant à renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme.

902. Sri Lanka a jugé encourageants les efforts déployés par le Koweït pour renforcer ses politiques et revoir sa législation afin de renforcer l'autonomisation et l'égalité des femmes, par exemple en établissant le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale dans le secteur privé et en approuvant l'emploi des femmes dans le système judiciaire.

903. L'État de Palestine s'est félicité que le Koweït ait accepté la très grande majorité des recommandations, y compris les siennes, ce qui reflétait l'engagement du pays en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme. Il s'est également félicité de la création d'un comité national permanent chargé d'établir les rapports nationaux sur les droits de l'homme et de superviser leur suivi.

### 3. Observations générales formulées par d'autres parties prenantes

904. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Koweït, 10 autres parties prenantes ont fait des déclarations<sup>19</sup>.

905. L'Association Südwind pour la formation et la sensibilisation aux politiques de développement a fait part de sa déception face au rejet par le Koweït des recommandations relatives à la ratification de la Convention sur les travailleuses et travailleurs domestiques (n° 189) de l'OIT, à l'abandon du système de parrainage (kafala) et à l'adoption de lois criminalisant la violence domestique et sexuelle, notamment le viol marital. Les recommandations relatives à l'instauration d'un moratoire formel sur l'application de la peine de mort avaient également été rejetées. Les efforts déployés par l'État pour lutter contre la traite étaient loin d'être suffisants. Le Koweït avait rejeté la recommandation relative à la reconnaissance du droit à la nationalité, entraînant de graves restrictions dans l'accès à l'emploi, aux soins de santé et à l'éducation pour des milliers d'apatrides. Le Koweït continuait de restreindre la liberté d'expression, la liberté de la presse, la liberté de conviction et la liberté de critiquer l'État. En mai 2014, l'Assemblée nationale avait adopté une nouvelle loi sur les télécommunications autorisant les autorités à surveiller, bloquer et censurer du contenu en ligne. Les relations homosexuelles étaient toujours punissables en vertu du Code pénal.

906. Human Rights Watch a observé qu'en 2015, le Koweït avait poursuivi au moins six personnes pour des publications sur Twitter critiquant l'Arabie saoudite. Le 16 juin, l'Assemblée nationale du Koweït avait adopté une nouvelle loi sur la cybercriminalité qui criminaliserait encore davantage les propos politiques sur Internet. Le 7 mai, le Ministère des affaires sociales avait publié un décret qui avait dissout le conseil d'administration de la section koweïtienne de Transparency International et remplacé ses membres par des personnes nommées par le Gouvernement. L'année précédente, les autorités avaient privé 33 Koweïtiens de leur nationalité. L'État n'avait fait aucun progrès significatif au cours de l'année précédente dans le traitement des demandes de nationalité d'au moins 105 000 apatrides bidoues. Human Rights Watch a appelé le Koweït à mettre fin immédiatement à la répression qu'il exerçait contre la liberté d'expression et à faire un véritable effort pour mener à bien les réformes indispensables pour garantir les droits de la population bidoune.

907. La Fondation Alsalam a déclaré que de nombreuses recommandations formulées concernaient la liberté d'expression, qui était gravement restreinte au Koweït. De nombreux blogueurs étaient été victimes de contrôles et de restrictions à la liberté d'expression sur Internet. En outre, des personnes étaient toujours emprisonnées pour avoir critiqué les gouvernements de pays voisins. La Fondation a dit espérer que le Koweït appliquerait les recommandations de l'Estonie, de la France, de la République tchèque et de l'Uruguay en libérant les prisonniers politiques, qui n'avaient fait qu'exercer leur liberté d'expression, en abandonnant les poursuites engagées contre eux et en respectant les accords et traités internationaux auxquels il était partie. L'organisation a également souligné que tout

récemment, un militant avait été arrêté après son retour au Koweït pour avoir coopéré avec le Conseil des droits de l'homme.

908. La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme s'est félicitée de l'acceptation par le Koweït des recommandations relatives à l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et à la lutte contre la violence à leur égard. Elle demeurait toutefois préoccupée par le rejet des recommandations relatives au retrait des réserves à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et à l'abolition de la peine de mort. Bien que le Koweït ait accepté les recommandations visant à garantir la liberté d'expression, des blogueurs et des militants continuaient d'être condamnés et détenus arbitrairement. La Fédération a exhorté le Koweït à les libérer immédiatement. L'État avait également rejeté les recommandations relatives à l'amélioration du statut des Bidounes. L'organisation a demandé instamment au Koweït de lancer un vaste programme de naturalisation et de garantir le respect de leurs droits fondamentaux en cas de refus de leur demande de citoyenneté. Elle s'est félicitée de l'adoption d'une loi sur le travail domestique et de l'acceptation des recommandations relatives à la protection des droits des migrants. Elle a néanmoins encouragé le Koweït à envisager dûment de ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

909. Le Service international pour les droits de l'homme a exhorté le Koweït à appliquer les recommandations relatives au respect et à la protection des journalistes, des défenseurs et des manifestants ainsi qu'à l'abrogation ou à la modification de la loi sur les rassemblements publics, du Code pénal, des lois relatives à la sécurité nationale, des règlements relatifs à la presse, de la loi sur la lèse-majesté et de la loi contre le blasphème. Le Koweït a également reçu des recommandations sur la coopération avec les mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme. Toutefois, le Service international pour les droits de l'homme s'est déclaré profondément préoccupé par les représailles exercées contre des défenseurs des droits de l'homme, tels que Nawaf al-Hendal, pour leur plaidoyer en faveur de l'Examen périodique universel et pour l'exercice pacifique de leur droit à la liberté d'expression, d'association et de réunion. Il a demandé au Koweït de s'abstenir de représailles et de veiller à ce que les responsables répondent de leurs actes, le cas échéant. Il a également encouragé l'État dans ses efforts pour créer une institution nationale des droits de l'homme conforme aux Principes de Paris.

910. L'Association internationale des personnes lesbiennes et gays a fait savoir que le Code pénal koweïtien punissait les relations homosexuelles entre hommes consentants de plus de 21 ans d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à sept ans. Le Parlement avait également ajouté des restrictions au droit à la vie privée et à la liberté d'expression dans le choix des vêtements en érigeant en infraction pénale, en vertu de l'article 198, « l'imitation de l'apparence du sexe opposé », un délit passible d'une peine d'emprisonnement pouvant atteindre un an et une amende pouvant atteindre 3 500 dollars des États-Unis. Depuis lors, un grand nombre de lesbiennes, de gays, de bisexuels et de transgenres auraient été arrêtés, humiliés ou contraints de rester dans le pays par décision judiciaire. Ils avaient souffert de discrimination, de stigmatisation et avaient été interdits d'accès à presque tous les services, y compris les services de santé nécessaires. L'Association a exhorté le Conseil des droits de l'homme à s'acquitter de son obligation de protéger les droits de l'homme de tous, y compris des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

911. Le Conseil indien sud-américain a félicité le Koweït pour l'aide humanitaire qu'elle apportait aux pays en développement. Il a recommandé au Koweït de poursuivre ses efforts pour améliorer le statut des femmes dans la société, améliorer la situation des Bidounes et ratifier la Convention relative au statut des réfugiés et la Convention sur la réduction des cas d'apatridie ; de continuer à renforcer les droits de l'homme dans le pays en travaillant avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et en mettant en place des institutions des droits de l'homme conformes aux Principes de Paris, avec la participation de la société civile ; de continuer à travailler avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et d'inviter d'autres experts indépendants ; et de s'employer à revoir le système de justice pour mineurs afin de le

mettre en conformité avec les normes internationales. Il a également demandé au Koweït d'aider à organiser une conférence sur la question de la peine de mort.

912. L'Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale – OCAPROCE Internationale a félicité le Koweït d'avoir accordé de l'importance aux droits des femmes. Les indicateurs de développement pour la période 2010-2013 montraient une augmentation de la proportion de femmes koweïtiennes sur le marché du travail. La réduction de l'écart entre les filles et les garçons (le taux de scolarisation des filles en général et dans l'enseignement supérieur dépassait celui des garçons) avait contribué à assurer l'égalité des sexes dans l'éducation avant 2015, échéance fixée pour les objectifs du Millénaire pour le développement. OCAPROCE Internationale a encouragé le Koweït à redoubler d'efforts pour créer une loi de portée générale visant à punir la discrimination, en particulier à l'égard des femmes, et une loi interdisant le mariage précoce et le mariage forcé des filles.

913. Africa Culture International Human Rights a évoqué les efforts sensibles déployés par le Koweït dans différents domaines du développement et de la réglementation, notamment la lutte contre la pauvreté, le respect des lois et règlements, les droits sociaux, l'emploi des femmes, la lutte contre la traite, y compris la traite des migrants, l'élaboration d'une loi relative au séjour des étrangers, la ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et la protection de l'environnement. Les dispositions de la Constitution relatives aux libertés et aux droits fondamentaux seraient interprétées conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux traités et accords internationaux ratifiés par le Koweït. Africa Culture International Human Rights a exhorté les organisations de défense des droits de l'homme à mieux prendre en compte les progrès réalisés par le Koweït dans les domaines sociaux et économiques aux niveaux national et international.

914. L'African Development Association s'est félicitée des efforts constants déployés par le Koweït pour soutenir les pays en développement et des réformes qu'il avait entreprises dans divers domaines des droits de l'homme. Elle a évoqué un projet de loi portant création d'une institution nationale indépendante de défense des droits de l'homme conformément aux Principes de Paris, la création de l'Autorité publique pour la main-d'œuvre et la création de l'Agence centrale pour la régularisation du statut des personnes en séjour irrégulier. Le plan de développement 2015-2020 prévoyait une révision de la législation visant à accélérer l'émancipation des femmes et l'abolition des dispositions discriminatoires. L'Association a encouragé le Koweït à poursuivre les réformes législatives en cours pour améliorer la situation juridique et sociale des travailleurs étrangers.

#### **4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen**

915. Le Président du Conseil a indiqué que sur la base des informations fournies, le Koweït avait adhéré à 178 recommandations sur les 278 formulées, avait fourni des éclaircissements sur quatre recommandations et en avait noté 96.

916. La délégation koweïtienne a remercié une fois de plus tous ceux qui avaient participé à la session. Le Koweït tirerait parti de toutes les remarques et interventions constructives. Il avait bénéficié des meilleures pratiques au niveau international, compte tenu du fait qu'il ne vivait pas sur une île isolée, mais plutôt dans un environnement régional et international. La guerre contre Daesh, la situation en Iraq, le conflit avec les Houthis, les répercussions du printemps arabe dans la région, la propagation du terrorisme et de l'extrémisme et la situation en Libye, en République arabe syrienne, au Yémen, dans l'État de Palestine et dans d'autres États avaient des répercussions négatives sur le pays, mais cela ne devait pas empêcher le Koweït d'affronter ces situations sous l'angle de la souveraineté et de l'État de droit. L'État continuerait de promouvoir les droits de l'homme et l'action humanitaire internationale en général.

917. La délégation a également remercié les organisations non gouvernementales pour leurs points de vue et leurs critiques constructives, que le Koweït étudierait attentivement. Toutefois, des lacunes étaient à déplorer dans certains de leurs commentaires sur les lois et règlements au Koweït. L'État priait instamment les organisations d'étudier ces lois et règlements avec soin et objectivité afin de connaître les faits. La délégation a souligné que



les portes du Koweït avaient toujours été et resteraient ouvertes aux vues visant à défendre les droits de l'homme, non seulement au niveau national mais aussi au niveau international. La Mission permanente du Koweït à Genève était prête à fournir toute précision concernant les droits de l'homme.

918. La promotion et la protection des droits de l'homme étaient un choix stratégique pour le Koweït et le pays avait adopté une stratégie globale qui couvrait les questions économiques, sociales et culturelles. L'action menée par l'État pour protéger les droits de l'homme témoignait de sa volonté de jeter les bases au niveau national et de soutenir ces efforts aux niveaux régional et international, en tenant compte des valeurs, des cultures, des coutumes et des traditions de la société. La coopération du Koweït avec l'Examen périodique universel, son adhésion à la plupart des recommandations et son empressement à les mettre en pratique reflétaient clairement l'attachement de l'État aux principes énoncés dans la résolution 5/1.

919. La délégation s'est de nouveau félicitée de la grande confiance et de l'estime qui avaient entouré l'adoption de l'ensemble de textes issus de l'Examen concernant le Koweït. L'État koweïtien considérait que l'unanimité et les louanges qui lui avaient été adressées étaient un hommage aux réalisations de ce pays non seulement dans le domaine des droits de l'homme mais aussi dans son action humanitaire en général.

## **B. Débat général sur le point 6 de l'ordre du jour**

920. À sa 32<sup>e</sup> séance, le 26 juin 2015, le Conseil des droits de l'homme a tenu un débat général sur le point 6 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Albanie, Algérie (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Chine, Inde, Lettonie (s'exprimant au nom de l'Union européenne, de l'Albanie, de l'Arménie, de la Bosnie-Herzégovine, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Géorgie, de l'Islande, du Monténégro, de la République de Moldova, de la Serbie, de la Turquie et de l'Ukraine), Maldives, Maroc, Monténégro, Paraguay, Tunisie<sup>20</sup> (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Angola, Burkina Faso, Iran (République islamique d'), Trinité-et-Tobago ;

c) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Alsalam Foundation, Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Amnesty International, Association Südwind pour la formation et la sensibilisation aux politiques de développement, Comisión Colombiana de Juristas, Commission arabe des droits humains, Conseil indien sud-américain, Human Rights Commission of Pakistan, Fondation Ma'arj pour la paix et le développement, Mouvement international de la réconciliation, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Service international pour les droits de l'homme, UPR Info.

921. À la même séance, le représentant des Maldives a fait une déclaration au titre de son droit de réponse.

## **C. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets**

### **Kirghizistan**

922. À sa 26<sup>e</sup> séance, le 24 juin 2015, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de résolution 29/101 sans le mettre aux voix.

<sup>20</sup> État observateur prenant la parole au nom d'États membres et d'États observateurs.

**Guinée**

923. À sa 26<sup>e</sup> séance, le 24 juin 2015, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de résolution 29/102 sans le mettre aux voix.

**République démocratique populaire lao**

924. À sa 27<sup>e</sup> séance, le 25 juin 2015, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de résolution 29/103 sans le mettre aux voix.

**Espagne**

925. À sa 27<sup>e</sup> séance, le 25 juin 2015, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de résolution 29/104 sans le mettre aux voix.

**Lesotho**

926. À sa 27<sup>e</sup> séance, le 25 juin 2015, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de résolution 29/105 sans le mettre aux voix.

**Kenya**

927. À sa 29<sup>e</sup> séance, le 25 juin 2015, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de résolution 29/106 sans le mettre aux voix.

**Arménie**

928. À sa 29<sup>e</sup> séance, le 25 juin 2015, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de résolution 29/107 sans le mettre aux voix.

**Guinée-Bissau**

929. À sa 29<sup>e</sup> séance, le 25 juin 2015, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de résolution 29/108 sans le mettre aux voix.

**Suède**

930. À sa 30<sup>e</sup> séance, le 26 juin 2015, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de résolution 29/109 sans le mettre aux voix.

**Grenade**

931. À sa 30<sup>e</sup> séance, le 26 juin 2015, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de résolution 29/110 sans le mettre aux voix.

**Turquie**

932. À sa 30<sup>e</sup> séance, le 26 juin 2015, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de résolution 29/111 sans le mettre aux voix.

**Koweït**

933. À sa 31<sup>e</sup> séance, le 26 juin 2015, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de résolution 29/112 sans le mettre aux voix.

**Kiribati**

934. À sa 41<sup>e</sup> séance, le 1<sup>er</sup> juillet 2015, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de résolution 29/113 sans le mettre aux voix.

**Guyana**

935. À sa 42<sup>e</sup> séance, le 2 juillet 2015, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de résolution 29/114 sans le mettre aux voix.

## VII. Situation des droits de l'homme en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés

### A. Dialogue avec la commission d'enquête internationale indépendante chargée d'enquêter sur toutes les violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme commises dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, en particulier dans la bande de Gaza occupée, dans le contexte des opérations militaires lancées le 13 juin 2014

936. À la 33<sup>e</sup> séance, le 29 juin 2015, la Présidente de la commission d'enquête internationale indépendante chargée d'enquêter sur toutes les violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme commises dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, en particulier dans la bande de Gaza occupée, dans le contexte des opérations militaires lancées le 13 juin 2014, Mary McGowan Davis, a présenté, en application de la résolution S-21/1 du Conseil des droits de l'homme, le rapport de la Commission (A/HRC/29/52).

937. À la même séance, le représentant de l'État de Palestine, État concerné, a fait une déclaration.

938. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Présidente par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Algérie (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Arabie saoudite, Bangladesh, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chine, Cuba, Émirats arabes unis, Indonésie, Iran (République islamique d')<sup>21</sup> (s'exprimant également au nom du Mouvement des pays non alignés), Irlande, Maldives, Maroc, Mexique, Namibie, Pakistan (s'exprimant au nom des États membres de l'Organisation de la coopération islamique), Qatar, Tunisie<sup>21</sup> (s'exprimant également au nom du Groupe des États arabes), Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Bahreïn, Chili, Égypte, Iraq, Islande, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Malaisie, Mali, Mauritanie, Niger, Norvège, Nouvelle-Zélande, République arabe syrienne, Sénégal, Soudan, Suisse, Turquie ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) L'observateur de l'institution nationale des droits de l'homme suivante : Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (s'exprimant également au nom de la Commission palestinienne indépendante des droits de l'homme) ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Adalah – Centre juridique pour les droits de la minorité arabe en Israël, Al-Haq – Law in the Service of Man, Association américaine des juristes, Centre Al-Mezan pour les droits de l'homme (s'exprimant également au nom du Centre de ressources BADIL pour le droit à la résidence et le droit des réfugiés palestiniens), Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Institut d'étude des droits de l'homme du Caire (s'exprimant également au nom d'Al-Haq – Law in the Service of Man, du Centre Al-Mezan pour les droits de l'homme et du Centre de ressources BADIL pour le droit à la résidence et le droit des réfugiés palestiniens), Medical Aid for Palestinians, Touro Law Center.

939. À la même séance, le représentant de l'État de Palestine, État concerné, a formulé ses observations finales.

<sup>21</sup> État observateur prenant la parole au nom d'États membres et d'États observateurs.

940. À la même séance également, la Présidente a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

## **B. Débat général sur le point 7 de l'ordre du jour**

941. À sa 34<sup>e</sup> séance, le 29 juin 2015, le Conseil des droits de l'homme a tenu un débat général sur le point 7 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

- a) Les représentants de la République arabe syrienne et de l'État de Palestine, États concernés ;
- b) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Algérie (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Arabie saoudite, Chine, Cuba, El Salvador, Émirats arabes unis, Fédération de Russie, Indonésie, Iran (République islamique d')<sup>21</sup> (s'exprimant également au nom du Mouvement des pays non alignés), Maldives, Maroc, Pakistan (s'exprimant au nom des États membres de l'Organisation de la coopération islamique), Qatar, Tunisie<sup>21</sup> (s'exprimant également au nom du Groupe des États arabes), Venezuela (République bolivarienne du) ;
- c) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Bahreïn, Chili, Égypte, Équateur, Jordanie, Liban, Malaisie, Oman, Sénégal, Turquie, Uruguay, Yémen ;
- d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union africaine ;
- e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Al-Haq – Law in the Service of Man, Amnesty International, Amuta for NGO Responsibility, Association américaine des juristes, Association internationale des juristes juifs, B'nai B'rith, Centre Al-Mezan pour les droits de l'homme, Centre de ressources BADIL pour le droit à la résidence et le droit des réfugiés palestiniens, Comité de coordination d'organisations juives, Commission arabe des droits humains, Commission des églises pour les affaires internationales du Conseil œcuménique des églises, Congrès juif mondial, Défense des enfants International, European Union of Jewish Students, Federación de Asociaciones de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, Fédération internationale des journalistes, Human Rights Watch, Ingénieurs du monde (s'exprimant également au nom de United Nations Watch), Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, Medical Aid for Palestinians, Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Union des juristes arabes, United Nations Watch, World Barua Organization.

## **C. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets**

**Faire en sorte que les responsabilités soient établies et que justice soit faite pour toutes les violations du droit international dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est**

942. À la 46<sup>e</sup> séance, le 3 juillet 2015, le représentant du Pakistan (s'exprimant au nom de l'Organisation de la coopération islamique) a présenté le projet de résolution A/HRC/29/L.35, qui avait pour auteur principal le Pakistan (agissant au nom de l'Organisation de la coopération islamique) et pour coauteurs la Bolivie (État plurinational de), Cuba, l'Équateur, la Namibie, le Nicaragua, la Tunisie (agissant au nom du Groupe des États arabes) et le Venezuela (République bolivarienne du). L'Afrique du Sud, l'Angola, le Brésil, Cabo Verde, l'Irlande, le Liechtenstein, la Slovaquie et la Suisse se sont joints ultérieurement aux auteurs.

943. À la même séance, le représentant du Pakistan (s'exprimant au nom de l'Organisation de la coopération islamique) a révisé oralement le projet de résolution.

944. À la même séance également, les représentant d'Israël et de l'État de Palestine, États concernés, ont fait des déclarations.

945. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution révisé oralement.

946. À la même séance, le représentant de l'Arabie saoudite a formulé des observations générales et les représentants des États-Unis d'Amérique, de la France, de la Lettonie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil des droits de l'homme), du Paraguay, et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont fait des déclarations avant le vote pour expliquer leur vote.

947. À la même séance également, à la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, le projet de résolution révisé oralement a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Bangladesh, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Chine, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, El Salvador, Émirats arabes unis, Estonie, Fédération de Russie, France, Gabon, Ghana, Indonésie, Irlande, Japon, Kazakhstan, Lettonie, Maldives, Maroc, Mexique, Monténégro, Namibie, Nigéria, Pakistan, Pays-Bas, Portugal, Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam.

*Ont voté contre :*

États-Unis d'Amérique.

*Se sont abstenus :*

Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Inde, Kenya, Paraguay.

948. Le Conseil a adopté le projet de résolution révisé oralement par 41 voix contre une, avec 5 abstentions (résolution 29/25).

949. À la même séance, les représentants de l'Inde et du Kazakhstan ont fait des déclarations après le vote pour expliquer leur vote.

## VIII. Suivi et application de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne

### Débat général sur le point 8 de l'ordre du jour

950. À ses 34<sup>e</sup> et 35<sup>e</sup> séance, le 29 juin 2015, le Conseil des droits de l'homme a tenu un débat général sur le point 8 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Algérie (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Colombie<sup>22</sup> (s'exprimant également au nom de l'Afrique du Sud, de l'Albanie, de l'Allemagne, de l'Andorre, de l'Argentine, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bolivie (État plurinational de), de la Bosnie-Herzégovine, du Brésil, de la Bulgarie, du Canada, du Chili, de Chypre, du Costa Rica, de la Croatie, de Cuba, du Danemark, de l'Équateur, de l'Espagne, de l'Estonie, des États-Unis d'Amérique, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, des Fidji, de la Finlande, de la France, de la Géorgie, de la Grèce, du Guatemala, du Honduras, de la Hongrie, de l'Irlande, de l'Islande, d'Israël, de l'Italie, du Japon, de la Lettonie, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, de Madagascar, de Malte, du Mexique, de Monaco, du Monténégro, du Mozambique, du Nicaragua, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Palaos, du Panama, du Paraguay, des Pays-Bas, du Pérou, de la Pologne, du Portugal, de la République centrafricaine, de la République de Corée, de la République dominicaine, de la République tchèque, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Rwanda, de Saint-Marin, de la Serbie, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, de la Thaïlande, du Timor-Leste, de l'Ukraine, de l'Uruguay, du Venezuela (République bolivarienne du) et du Viet Nam), États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Irlande, Lettonie (s'exprimant au nom de l'Union européenne, de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Géorgie, de l'Islande, du Liechtenstein, du Monténégro, de la Serbie et de l'Ukraine), Maroc, Pakistan (s'exprimant au nom des États membres de l'Organisation de la coopération islamique), Pays-Bas, Sierra Leone, Slovénie<sup>22</sup> (s'exprimant également au nom de l'Allemagne, de l'Angola, de l'Argentine, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bosnie-Herzégovine, du Botswana, de la Bulgarie, du Burkina Faso, du Burundi, du Chili, de Chypre, de la Colombie, du Congo, de la Côte d'Ivoire, de la Croatie, du Danemark, de Djibouti, de l'Érythrée, de l'Espagne, de l'Estonie, des États-Unis d'Amérique, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, des Fidji, de la Finlande, de la France, de la Géorgie, du Ghana, de la Grèce, de la Guinée, de la Guinée équatoriale, d'Haïti, de la Hongrie, de l'Irlande, de l'Islande, d'Israël, de l'Italie, du Japon, du Kenya, de la Lettonie, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, du Mali, du Maroc, du Monténégro, de la Namibie, de la Nouvelle-Zélande, du Niger, du Nigéria, de la Norvège, du Paraguay, des Pays-Bas, des Philippines, de la Pologne, du Portugal, de la République de Corée, de la République de Moldova, de la République démocratique du Congo, de la République tchèque, de la République-Unie de Tanzanie, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Rwanda, de Saint-Kitts-et-Nevis, du Sénégal, de la Serbie, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Somalie, de la Suède, de la Suisse, de la Thaïlande, du Tchad, du Togo, de la Tunisie, de la Turquie, de l'Ukraine, de l'Uruguay, du Zimbabwe et de l'État de Palestine), Tadjikistan<sup>22</sup> (s'exprimant au nom des États membres de l'Organisation du Traité de sécurité collective) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Croatie, Espagne, Israël, Norvège, Pologne, Suède, Suisse ;

c) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Action Canada pour la population et le développement, Action internationale pour la paix et le développement dans la région des Grands Lacs, Agence internationale pour le développement, Alliance Defending Freedom, Alsalam Foundation, Americans for

<sup>22</sup> État observateur prenant la parole au nom d'États membres et d'États observateurs.

Democracy and Human Rights in Bahrain, Amnesty International, Asian Forum for Human Rights and Development, Association des citoyens du monde, Association internationale des personnes lesbiennes et gays (s'exprimant également au nom d'Allied Rainbow Communities International, d'Amnesty International, d'Article 19 – Centre international contre la censure, de l'Association des États-Unis pour les Nations Unies, de l'Association Südwind pour la formation et la sensibilisation aux politiques de développement, du Forum pour les femmes et le développement, de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, de Human Rights Watch, de l'International Gay and Lesbian Human Rights Commission, de l'International HIV/AIDS Alliance, du Service international pour les droits de l'homme et de l'Union internationale humaniste et laïque), Association Südwind pour la formation et la sensibilisation aux politiques de développement, CIVICUS – Alliance mondiale pour la participation citoyenne, Commission africaine des promoteurs de la santé et des droits de l'homme, Commission arabe des droits humains, Congrès du monde islamique, Conseil indien sud-américain, Federación de Asociaciones de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Fondation Ma'arj pour la paix et le développement, Global Network for Rights and Development, Groupe des ONG pour la Convention relative aux droits de l'enfant, Institut international pour la paix, la justice et les droits de l'homme, Instituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco, International Gay and Lesbian Human Rights Commission (s'exprimant également au nom de l'Association internationale des personnes lesbiennes et gays), Mbororo Social and Cultural Development Association, Minnesota Citizens Concerned for Life Education Fund, Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Servas International, Union internationale des femmes musulmanes, Union internationale humaniste et laïque, World Barua Organization.

951. À la 35<sup>e</sup> séance, le même jour, le représentant des Maldives a fait une déclaration au titre de son droit de réponse.

## **IX. Racisme, discrimination raciale, xénophobie et intolérance qui y est associée – suivi et application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban**

### **A. Dialogue avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales**

#### **Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée**

952. À la 35<sup>e</sup> séance, le 29 juin 2015, le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, Mutuma Ruteere, a présenté ses rapports (A/HRC/29/46 et Add.1, et A/HRC/29/47).

953. À la même séance, le représentant de la République de Corée, État concerné, a fait une déclaration.

954. À la même séance également, le représentant de la Commission nationale des droits de l'homme de la République de Corée a fait une déclaration.

955. Au cours du dialogue qui a suivi, à la 35<sup>e</sup> séance, le 29 juin 2015, et à la 36<sup>e</sup> séance, le 30 juin, des déclarations ont été faites et des questions posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Algérie (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Bangladesh, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Chine, Congo, Cuba, Équateur<sup>23</sup> (s'exprimant au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Inde, Maroc, Nigéria ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Belgique, Burkina Faso, Chili, Égypte, Espagne, Fidji, Grèce, Iran (République islamique d'), Turquie ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Association internationale des juristes démocrates, Association Südwind pour la formation et la sensibilisation aux politiques de développement, Groupement pour les droits des minorités, Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme, Jubilee Campaign, Société pour les peuples menacés ;

956. À la 36<sup>e</sup> séance, le 30 juin 2015, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

### **B. Débat général sur le point 9 de l'ordre du jour**

957. À sa 36<sup>e</sup> séance, le 30 juin 2015, le Conseil des droits de l'homme a tenu un débat général sur le point 9 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Cuba, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Lettonie (s'exprimant au nom de l'Union européenne, de l'Albanie, de l'Arménie, de la Bosnie-Herzégovine, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Géorgie, du Monténégro, de la République de Moldova, de la Serbie, de la Turquie et de l'Ukraine), Namibie, Pakistan (s'exprimant au nom des États membres de l'Organisation de la coopération islamique), Qatar, Tunisie<sup>23</sup> (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Bahreïn, Belgique, Égypte, Hongrie, Iran (République islamique d'), Iraq, Israël, Turquie ;

<sup>23</sup> État observateur prenant la parole au nom d'États membres et d'États observateurs.



c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Conseil de l'Europe ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Agence internationale pour le développement, Alsalam Foundation, Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Association Südwind pour la formation et la sensibilisation aux politiques de développement, Centre for Human Rights and Peace Advocacy, Commission africaine des promoteurs de la santé et des droits de l'homme, Commission arabe des droits humains, Congrès du monde islamique, Congrès juif mondial, Fondation Ma'arj pour la paix et le développement, Fraternité Notre Dame, Global Network for Rights and Development, Liberation, Mbororo Social and Cultural Development Association, MINBYUN : Juristes pour une société démocratique, Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies, Organisation de défense des victimes de la violence, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Servas International, Société pour les peuples menacés, Union internationale des femmes musulmanes, Union internationale humaniste et laïque, United Nations Watch, World Barua Organization.

## C. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets

### L'incompatibilité entre démocratie et racisme

958. À la 44<sup>e</sup> séance, le 2 juillet 2015, le représentant du Brésil (s'exprimant également au nom de l'Argentine, du Paraguay, de l'Uruguay et du Venezuela (République bolivarienne du)) a présenté le projet de résolution A/HRC/29/L.1, qui avait pour auteurs principaux l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela (République bolivarienne du) et pour coauteurs la Bolivie (État plurinational de), la Bosnie-Herzégovine, Chypre, la Colombie, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, la France, la Géorgie, la Grèce, le Honduras, le Luxembourg, le Mali, le Monténégro, le Pérou, le Portugal, le Tchad, la Thaïlande et la Turquie. L'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Allemagne, l'Angola, l'Arménie, l'Autriche, la Belgique, le Bénin, le Botswana, le Burundi, Cabo Verde, le Cameroun, le Chili, le Costa Rica, la Côte d'Ivoire, Cuba, El Salvador, le Ghana, le Guatemala, Haïti, la Hongrie, le Kazakhstan, Madagascar, le Maroc, le Mexique, le Nicaragua, le Pakistan, le Panama, la Pologne, la République dominicaine, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Sénégal, la Serbie, la Sierra Leone, la Slovaquie, Sri Lanka, la Suisse, le Timor-Leste, le Togo et la Tunisie se sont joints ultérieurement aux auteurs.

959. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

960. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 29/20).

## **X. Assistance technique et renforcement des capacités**

### **A. Dialogue avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales**

#### **Dialogue en présence de l'Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine et d'autres parties prenantes**

961. À sa 38<sup>e</sup> séance, le 30 juin 2015, le Conseil des droits de l'homme a tenu un dialogue en présence de l'Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine, Marie-Thérèse Keita Bocoum, et d'autres parties prenantes, afin de faire le point de la situation des droits de l'homme sur le terrain, en particulier en ce qui concerne la lutte contre l'impunité.

962. L'Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine a fait une déclaration.

963. À la même séance, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général et Chef adjoint de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine a fait une déclaration.

964. À la même séance également, le représentant de la Plateforme interreligieuse de la République centrafricaine, Kobine Layama, a fait une déclaration.

965. À la même séance, le Ministre de la justice de la République centrafricaine, Aristide Sokambi, a fait une déclaration.

966. À la même séance également, la Ministre de la réconciliation nationale de la République centrafricaine, Jeannette Dethoua, a fait une déclaration.

967. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à l'Experte indépendante et aux autres parties prenantes par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Algérie (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Canada<sup>24</sup> (s'exprimant au nom d'États membres et d'États observateurs de l'Organisation internationale de la Francophonie), Chine, Congo, Estonie, États-Unis d'Amérique, France, Gabon, Ghana, Irlande, Maroc, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Angola, Australie, Belgique, Bénin, Égypte, Espagne, Luxembourg, Mali, Niger, Norvège, Rwanda, Sénégal, Suisse, Tchad, Togo ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Commission arabe des droits humains, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Human Rights Watch.

968. À la même séance, les experts et les autres parties prenantes ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

#### **Expert indépendant sur le renforcement de capacités et la coopération technique avec la Côte d'Ivoire dans le domaine des droits de l'homme**

969. À la 38<sup>e</sup> séance, le 30 juin 2015, l'Expert indépendant sur le renforcement de capacités et la coopération technique avec la Côte d'Ivoire dans le domaine des droits de l'homme, Mohammed Ayat, a présenté son rapport (A/HRC/29/49).

970. À la même séance, le représentant de la Côte d'Ivoire, État concerné, a fait une déclaration.

<sup>24</sup> État observateur prenant la parole au nom d'États membres et d'États observateurs.

971. Au cours du dialogue qui a suivi, à la 38<sup>e</sup> séance, le 30 juin 2015, et à la 39<sup>e</sup> séance, le 1<sup>er</sup> juillet, des déclarations ont été faites et des questions posées à l'Expert indépendant par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Algérie (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Botswana, Canada<sup>24</sup> (s'exprimant au nom d'États membres et d'États observateurs de l'Organisation internationale de la Francophonie), Chine, Congo, États-Unis d'Amérique, France, Gabon, Ghana, Irlande, Maroc, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Belgique, Bénin, Égypte, Mali, Mozambique, Nouvelle-Zélande, Niger, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Bureau international catholique de l'enfance (s'exprimant également au nom de la Compagnie des Filles de la Charité Saint Vincent de Paul, des Dominicains pour la justice et la paix (Ordre des Prêcheurs), du Mouvement international d'apostolat des milieux sociaux indépendants et de Pax Romana), Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Human Rights Watch, United Nations Watch.

972. À la 39<sup>e</sup> séance, le 1<sup>er</sup> juillet 2015, le représentant de la Côte d'Ivoire, État concerné, a formulé ses observations finales.

973. À la même séance, l'Expert indépendant a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

## **B. Débat général sur le point 10 de l'ordre du jour**

974. À la 40<sup>e</sup> séance, le 1<sup>er</sup> juillet 2015, en application de la résolution 18/18 du Conseil des droits de l'homme, le Directeur de la Division des opérations de terrain et de la coopération technique du HCDH a fait un exposé sur les grandes lignes des services d'assistance technique et de renforcement des capacités, en particulier ceux fournis par le Haut-Commissariat et les organismes compétents des Nations Unies, et sur les succès, les pratiques optimales et les problèmes dans ce domaine.

975. À la même séance, la Présidente du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme, Mariclaire Acosta Urquidi, a présenté le rapport du Conseil d'administration (A/HRC/29/48).

976. À sa 41<sup>e</sup> séance, le même jour, le Conseil des droits de l'homme a tenu un débat général sur le point 10 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Algérie (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Chine, Cuba (s'exprimant également au nom de l'Algérie, de l'Arabie saoudite, du Bahreïn, du Bangladesh, du Bélarus, de la Bolivie (État plurinational de), de la Chine, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de l'Équateur, de la Fédération de Russie, de l'Inde, de l'Indonésie, du Kazakhstan, du Myanmar, du Nicaragua, de l'Ouganda, du Pakistan, de la République populaire démocratique de Corée, de Sri Lanka, du Venezuela (République bolivarienne du), du Viet Nam et du Zimbabwe), Estonie, États-Unis d'Amérique, France, Inde, Irlande, Lettonie, Luxembourg<sup>24</sup> (s'exprimant au nom de l'Union européenne, de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, du Monténégro et de la République de Moldova), Maroc, Monténégro, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Tunisie<sup>24</sup> (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Australie, Géorgie, Guatemala, Libye, Lituanie, Soudan, Thaïlande, Ukraine, Saint-Siège ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Conseil de l'Europe ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Alsalam Foundation, Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Amnesty International, Asian Forum for Human Rights and Development, Association Südwind pour la formation et la sensibilisation aux politiques de développement, Centre for Human Rights and Peace Advocacy, Commission arabe des droits humains, Conseil indien sud-américain, Federación de Asociaciones de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Human Rights Watch, Liberation, Mbororo Social and Cultural Development Association, Organisation internationale pour les pays les moins avancés, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, United Nations Watch, World Barua Organization.

977. À la même séance, les représentants du Burundi, de la Fédération de Russie et des Maldives ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

## C. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets

### Coopération avec l'Ukraine et assistance dans le domaine des droits de l'homme

978. À la 45<sup>e</sup> séance, le 3 juillet 2015, le représentant de l'Ukraine a présenté le projet de résolution A/HRC/29/L.9, qui avait pour auteur principal l'Ukraine et pour coauteurs l'Albanie, l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, le Canada, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, la Géorgie, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, le Monténégro, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République de Moldova, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède et la Turquie. Avant que le Conseil des droits de l'homme se prononce sur le projet de résolution, les États-Unis d'Amérique et l'Irlande se sont retirés de la liste des coauteurs (voir aussi par. 980). L'Andorre, la Côte d'Ivoire, les États-Unis d'Amérique, l'ex-République yougoslave de Macédoine, l'Irlande, Israël, le Liechtenstein, le Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, la Sierra Leone et la Suisse se sont joints ultérieurement aux auteurs.

979. À la même séance, le représentant de la Lettonie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil des droits de l'homme) a fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

980. À la même séance également, les représentants de l'Arabie saoudite, du Brésil, de la Chine, de Cuba, des États-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie, de l'Indonésie, de l'Irlande, du Paraguay et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des déclarations avant le vote pour expliquer leur vote.

981. À la même séance, à la demande du représentant de la Fédération de Russie, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

#### *Ont voté pour :*

Albanie, Allemagne, Botswana, Côte d'Ivoire, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Ghana, Irlande, Japon, Kenya, Lettonie, Maldives, Mexique, Monténégro, Pays-Bas, Portugal, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone.

#### *Ont voté contre :*

Arabie saoudite, Bolivie (État plurinational de), Chine, Cuba, Fédération de Russie, Venezuela (République bolivarienne du).

#### *Se sont abstenus :*

Afrique du Sud, Algérie, Argentine, Bangladesh, Brésil, Congo, El Salvador, Émirats arabes unis, Éthiopie, Gabon, Inde, Indonésie, Kazakhstan, Maroc, Namibie, Nigéria, Pakistan, Paraguay, Qatar, Viet Nam.

982. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution par 21 voix contre 6, avec 20 abstentions (résolution 29/23).

### **Renforcement de capacités et coopération technique avec la Côte d'Ivoire dans le domaine des droits de l'homme**

983. À la 46<sup>e</sup> séance, le 3 juillet 2015, le représentant de l'Algérie (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique) a présenté le projet de résolution A/HRC/29/L.13, qui avait pour auteur principal l'Algérie (agissant au nom du groupe des États d'Afrique) et pour coauteurs la Croatie, la Géorgie, le Honduras, l'Irlande, Israël, l'Italie, le Luxembourg, les Maldives, la Nouvelle-Zélande, la Pologne et la Turquie. L'Allemagne, l'Australie, la Belgique, le Canada, Chypre, le Danemark, les États-Unis d'Amérique, la France, Monaco, les Pays-Bas, le Portugal, la République de Corée, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovénie, la Suède, la Suisse et l'Ukraine se sont joints ultérieurement aux auteurs.

984. À la même séance, les représentants des États-Unis d'Amérique et de la Lettonie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil des droits de l'homme) ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

985. À la même séance également, le représentant de la Côte d'Ivoire, État concerné, a fait une déclaration.

986. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

987. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 29/24).

### **Rapport du Haut-Commissaire sur la coopération technique et le renforcement des capacités pour le Soudan du Sud dans le domaine des droits de l'homme**

988. Comme le secrétariat en a été avisé, le projet de résolution A/HRC/29/L.22, dont l'auteur était l'Algérie (agissant au nom du Groupe des États d'Afrique), a été retiré par ses auteurs avant son examen par le Conseil.

## Annexe I

[Anglais seulement]

### Attendance

#### Members

Albania	Ghana	Qatar
Algeria	India	Republic of Korea
Argentina	Indonesia	Russian Federation
Bangladesh	Ireland	Saudi Arabia
Bolivia (Plurinational State of)	Japan	Sierra Leone
Botswana	Kazakhstan	South Africa
Brazil	Kenya	The former Yugoslav Republic of Macedonia
China	Latvia	United Arab Emirates
Congo	Maldives	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
Côte d'Ivoire	Mexico	United States of America
Cuba	Montenegro	Venezuela (Bolivarian Republic of)
El Salvador	Morocco	Viet Nam
Estonia	Namibia	
Ethiopia	Netherlands	
France	Nigeria	
Gabon	Pakistan	
Germany	Paraguay	
	Portugal	

#### States Members of the United Nations represented by observers

Andorra	Republic of	Italy
Angola	Korea	Jordan
Armenia	Democratic	Kuwait
Australia	Republic	Kyrgyzstan
Austria	of the Congo	Lao People's Democratic Republic
Azerbaijan	Denmark	Lebanon
Bahrain	Djibouti	Lesotho
Belarus	Dominican	Liberia
Belgium	Republic	Libya
Benin	Ecuador	Liechtenstein
Bosnia and Herzegovina	Egypt	Lithuania
Bulgaria	Eritrea	Luxembourg
Burkina Faso	Fiji	Madagascar
Burundi	Finland	Malaysia
Cameroon	Georgia	Mali
Canada	Greece	Malta
Central African Republic	Grenada	Mauritania
Chad	Guatemala	Monaco
Chile	Guinea	Mongolia
Colombia	Haiti	Mozambique
Costa Rica	Honduras	Myanmar
Croatia	Hungary	Nepal
Cyprus	Iceland	New Zealand
Czech Republic	Iran (Islamic Republic of)	Niger
Democratic People's	Iraq	Norway
	Israel	Oman

Panama	Somalia	Togo
Philippines	South Sudan	Trinidad and Tobago
Poland	Spain	Tunisia
Republic of Moldova	Sri Lanka	Turkey
Romania	Sudan	Turkmenistan
Rwanda	Sweden	Uruguay
Senegal	Switzerland	Uzbekistan
Serbia	Syrian Arab	Yemen
Singapore	Republic	Zimbabwe
Slovakia	Tajikistan	
Slovenia	Thailand	

### **Non-Member States represented by observers**

Holy See  
State of Palestine

### **United Nations**

Joint United Nations Programme on  
HIV/AIDS  
United Nations Children's Fund  
United Nations Development Programme –  
Malaysia

United Nations Educational, Scientific and  
Cultural Organization  
United Nations Research Institute for Social  
Development

### **Specialized agencies and related organizations**

International Labour Organisation  
International Organization for Migration

International Telecommunication Union  
World Health Organization

### **Intergovernmental organizations**

African Union  
Collective Security Treaty Organization  
Council of Europe  
European Union  
Gulf Cooperation Council  
International Development Law  
Organization

International Organization of la  
Francophonie  
Movement of Non-Aligned Countries  
Organization of Islamic Cooperation  
South Centre

### **Other entities**

International Committee of the Red Cross  
Sovereign Military Order of Malta

### **National human rights institutions, international coordinating committees and regional groups of national institutions**

Afghanistan Independent Human Rights  
Commission  
Conseil des droits de l'homme de la  
Mauritanie  
Conseil national des droits de l'homme  
du Maroc  
Equality and Human Rights Commission  
of Great Britain

Human Rights Commission of Malaysia  
Human Rights Defender of Armenia  
Independent Commission for Human  
Rights of the State of Palestine  
International Coordinating Committee of  
National Institutions for the Promotion  
and Protection of Human Rights

Kenya National Commission on Human Rights  
National Human Rights Commission of the Republic of Korea  
Northern Ireland Human Rights Commission

Office of the Commissioner for Fundamental Rights of Hungary  
Office of the Ombudsman (Provedoria de Justiça) of Portugal  
Scottish Human Rights Commission  
Ukrainian Parliament Commissioner for Human Rights

## Non-governmental organizations

Action Canada for Population and Development  
Action internationale pour la paix et le développement dans la région des Grands Lacs  
Adalah – Legal Center for Arab Minority Rights in Israel  
Africa Culture Internationale Human Rights  
African-American Society for Humanitarian Aid and Development  
African Association of Education for Development  
African Commission of Health and Human Rights Promoters  
African Development Association  
Agence internationale pour le développement  
Al-Hakim Foundation  
Al-Haq, Law in the Service of Man  
Aliran Kesedaran Negara National Consciousness Movement  
Al-Khoei Foundation  
All China Women's Federation  
Alliance Creative Community Project  
Alliance Defending Freedom  
Allied Rainbow Communities International  
All Russian Public Organization "Russian Public Institute of Electoral Law"  
Al Mezan Center for Human Rights  
Alsalam Foundation  
Alulbayt Foundation  
Al-Zubair Charity Foundation  
American Association of Jurists  
Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain  
Amman Center for Human Rights Studies  
Amnesty International  
Amuta for NGO Responsibility  
Arab Commission for Human Rights  
Arab Organization for Human Rights  
Arab Penal Reform Organization  
Arigatou International  
Article 19 – The International Centre against Censorship  
Asian-Eurasian Human Rights Forum  
Asian Forum for Human Rights and Development

Asian Indigenous and Tribal Peoples Network  
Asian Legal Resource Centre  
Association burkinabé pour la survie de l'enfance  
Association Dunenyó  
Association for Progressive Communications  
Association for the Prevention of Torture  
Association mauritanienne pour la promotion du droit  
Association of World Citizens  
Association "Paix" pour la lutte contre la contrainte et l'injustice  
Association Points-Coeur  
Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII  
BADIL Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights  
Baha'i International Community  
B'nai B'rith  
Brahma Kumaris World Spiritual University  
British Humanist Association  
Cairo Institute for Human Rights Studies  
Cameroun terre nouvelle  
CAPAJ – Comisión Jurídica para el Autodesarrollo de los Pueblos Originarios Andinos  
Caritas Internationalis (International Confederation of Catholic Charities)  
Catholic International Education Office  
Center for Economic and Social Rights  
Center for Global Nonkilling  
Center for Inquiry  
Center for International Environmental Law  
Center for Organizational Research and Education  
Center for Reproductive Rights  
Centre de formation et de recherche pour le développement  
Centre Europe-Tiers Monde – Europe-Third World Centre  
Centre for Human Rights and Peace Advocacy  
Centre indépendant de recherches et d'initiatives pour le dialogue  
Centre for Socio-Economic Development



Centre pour les droits civils et politiques – Centre CCPR  
 Centrist Democratic International  
 Centro de Estudios Legales y Sociales  
 Centro Regional de Derechos Humanos y Justicia de Género  
 Child Development Foundation  
 China Society for Human Rights Studies  
 Christian Solidarity Worldwide  
 CIVICUS – World Alliance for Citizen Participation  
 Colombian Commission of Jurists  
 Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos  
 Commission of the Churches on International Affairs of the World – Council of Churches  
 Commission to Study the Organization of Peace  
 Commonwealth Human Rights Initiative  
 Company of the Daughters of Charity of St. Vincent de Paul  
 Conectas Direitos Humanos  
 Congregation of our Lady of Charity of the Good Shepherd  
 Conscience and Peace Tax International  
 Consortium for Street Children  
 Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas  
 Coordinating Board of Jewish Organizations  
 Defence for Children International  
 Development Innovations and Networks  
 Dominicans for Justice and Peace – Order of Preachers  
 Earthjustice  
 East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project  
 Edmund Rice International Limited  
 Espace Afrique International  
 European Bureau for Lesser Used Languages  
 European Disability Forum  
 European Region of the International Lesbian and Gay Association  
 European Union of Jewish Students  
 Federación de Asociaciones de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos  
 Federatie van Nederlandse Verenigingen tot Integratie van Homoseksualiteit – COC Nederland  
 Federation of Environmental and Ecological Diversity for Agricultural Revampment and Human Rights  
 Femmes solidaires  
 FOKUS – Forum for Women and Development  
 Fondazione Marista per la Solidarietà Internazionale ONLUS  
 Foodfirst Information and Action Network  
 Foundation ECPAT International (End Child Prostitution, Child Pornography and Trafficking in Children for Sexual Purposes)  
 Foundation for GAIA  
 France Libertés: Fondation Danielle Mitterrand  
 Franciscans International  
 Fraternité Notre Dame  
 Friedrich Ebert Foundation  
 Friends of the Earth International  
 Friends World Committee for Consultation  
 Gazeteciler ve Yazarlar Vakfı  
 Geneva for Human Rights – Global Training  
 Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights  
 Global Network for Rights and Development  
 Groupe des ONG pour la Convention relative aux droits de l'enfant  
 Hawa Society for Women  
 Helios Life Association  
 Helsinki Foundation for Human Rights  
 Human Rights Commission of Pakistan  
 Human Rights House Foundation  
 Human Rights Information and Training Center  
 Human Rights Law Centre  
 Human Rights Now  
 Human Rights Watch  
 Il Cenacolo  
 Indian Council of South America  
 Indian Law Resource Center  
 Ingénieurs du monde  
 Institute for Planetary Synthesis  
 Institute of Global Education  
 Institut international pour la paix, la justice et les droits de l'homme  
 International Association of Democratic Lawyers  
 International Association of Jewish Lawyers and Jurists  
 International Buddhist Relief Organisation  
 International Catholic Child Bureau  
 International Federation for Human Rights Leagues  
 International Federation of Business and Professional Women  
 International Federation of Journalists  
 International Fellowship of Reconciliation  
 International Gay and Lesbian Human Rights Commission  
 International HIV/AIDS Alliance  
 International Humanist and Ethical Union  
 International Human Rights Association of American Minorities  
 International Lesbian and Gay Association

International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association	Nonviolent Radical Party, Transnational and Transparty
International Movement against All Forms of Discrimination and Racism	Nord-Sud XXI
International Movement ATD Fourth World	Norwegian Refugee Council
International Movement for Fraternal Union among Races and Peoples	ONG Hope International
International Muslim Women's Union	Open Society Institute
International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination	Ordem dos Advogados do Brasil Conselho Federal
International Organization for the Right to Education and Freedom of Education	Organisation guinéenne de défense des droits de l'homme et du citoyen
International Peace Bureau	Organisation internationale pour les pays les moins avancés
International Planned Parenthood Federation	Organisation marocaine des droits humains
International Service for Human Rights	Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale – OCAPROCE Internationale
International Women Bond	Organization for Defending Victims of Violence
International Youth and Student Movement for the United Nations	Pasumai Thaayagam Foundation
Iranian Elite Research Center	Pax Christi International – International Catholic Peace Movement
Islamic Relief	Pax Romana
Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco	Peace Brigades International Switzerland
Ius Primi Viri International Association	Peivande Gole Narges Organization
Jossour Forum des Femmes Marocaines	Penal Reform International
Journalists and Writers Foundation	People's Solidarity for Participatory Democracy
Jubilee Campaign	Plan International
Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture	Planetary Association for Clean Energy
Korea Center for United Nations Human Rights Policy	Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants
La Brique	Presse Emblème Campagne
Le Collectif des Femmes Africaines du Hainaut	Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme
Liberal International (World Liberal Union)	Reporters sans frontières international – Reporters without Borders International
Liberation	Réseau International des Droits Humains
L'Observatoire Mauritanien des Droits de l'Homme et de la Démocratie	Save a Child's Heart in Memory of Dr. Ami Cohen
Lutheran World Federation	Save the Children International
Maarij Foundation for Peace and Development	Servas International
Marist International Solidarity Foundation	Sexual Rights Initiative
Mbororo Social and Cultural Development Association	Shia Rights Watch
Medical Aid for Palestinians	Social Service Agency of the Protestant Church in Germany
Medical Care Development International	Society for Development and Community Empowerment
Mexican Environmental Law Center	Society for Threatened Peoples
Migrants Rights International	Solidarité pour un monde meilleur
MINBYUN – Lawyers for a Democratic Society	Solidarité Suisse-Guinée
Minnesota Citizens Concerned for Life Inc. Education Fund	Sovereign Military Order of the Temple of Jerusalem
Minority Rights Group	Sudan Council of Voluntary Agencies
Mouvement international d'apostolat des milieux sociaux indépendants	Swedish Federation of Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender Rights
Nazra for Feminist Studies	Syriac Universal Alliance, Federation
New Humanity	Syriaque International

Tandem Project  
 Terre des Hommes Federation International  
 Touro Law Center  
 Transparency International  
 Union of Arab Jurists  
 United Nations Association of the United  
 States of America  
 United Nations Watch  
 UPR Info  
 Verein Südwind Entwicklungspolitik  
 Victorious Youths Movement  
 VIVAT International  
 Wales Assembly of Women  
 Washington Office on Latin America  
 Women's Board Educational Cooperation  
 Society Women's Consortium of Nigeria  
 Women's Division of the General Board of  
 Global Ministries of the United Methodist  
 Church

Women's Human Rights International  
 Association  
 Women's International League for Peace  
 and Freedom  
 World Association for the School as an  
 Instrument of Peace  
 World Barua Organization  
 World Blind Union  
 World Environment and Resources Council  
 World Jewish Congress  
 World Medical Association  
 World Muslim Congress  
 World Organization Against Torture  
 World Vision International  
 World Young Women's Christian  
 Association

## Annexe II

[Anglais seulement]

### Agenda

- Item 1. Organizational and procedural matters.
- Item 2. Annual report of the United Nations High Commissioner for Human Rights and reports of the Office of the High Commissioner and the Secretary-General.
- Item 3. Promotion and protection of all human rights, civil, political, economic, social and cultural rights, including the right to development.
- Item 4. Human rights situations that require the Council's attention.
- Item 5. Human rights bodies and mechanisms.
- Item 6. Universal periodic review.
- Item 7. Human rights situation in Palestine and other occupied Arab territories.
- Item 8. Follow-up to and implementation of the Vienna Declaration and Programme of Action.
- Item 9. Racism, racial discrimination, xenophobia and related forms of intolerance, follow-up to and implementation of the Durban Declaration and Programme of Action.
- Item 10. Technical assistance and capacity-building.

## Annexe III

[Anglais, espagnol et français seulement]

## Documents publiés pour la vingt-neuvième session

## Documents en distribution générale

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/29/1	1	Ordre du jour annoté de la vingt-neuvième session du Conseil des droits de l'homme. Note du Secrétaire général
A/HRC/29/1/Corr.1	1	Rectificatif
A/HRC/29/2	1	Rapport du Conseil des droits de l'homme sur sa vingt-neuvième session
A/HRC/29/3-E/CN.6/2015/6	2	Rapport de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sur les activités du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies à l'appui de la lutte contre la violence à l'égard des femmes
A/HRC/29/4	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Kirghizistan
A/HRC/29/4/Add.1	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements exprimés et réponses de l'État examiné
A/HRC/29/5	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Kiribati
A/HRC/29/5/Add.1	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements exprimés et réponses de l'État examiné
A/HRC/29/6	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Guinée
A/HRC/29/6/Add.1	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements exprimés et réponses de l'État examiné
A/HRC/29/7	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : République démocratique populaire lao
A/HRC/29/7/Add.1	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements exprimés et réponses de l'État examiné
A/HRC/29/8	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Espagne
A/HRC/29/8/Add.1	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements exprimés et réponses de l'État examiné
A/HRC/29/8/Add.1/Corr.1	6	Rectificatif
A/HRC/29/9	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Lesotho

*Documents en distribution générale*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/29/9/Add.1	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements exprimés et réponses de l'État examiné
A/HRC/29/10	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Kenya
A/HRC/29/11	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Arménie
A/HRC/29/11/Add.1	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements exprimés et réponses de l'État examiné
A/HRC/29/12	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Guinée-Bissau
A/HRC/29/12/Add.1	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements exprimés et réponses de l'État examiné
A/HRC/29/13	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Suède
A/HRC/29/13/Add.1	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements exprimés et réponses de l'État examiné
A/HRC/29/14	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Grenade
A/HRC/29/14/Corr.1	6	Rectificatif
A/HRC/29/14/Add.1	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements exprimés et réponses de l'État examiné
A/HRC/29/15	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Turquie
A/HRC/29/15/Add.1	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements exprimés et réponses de l'État examiné
A/HRC/29/16	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Guyana
A/HRC/29/16/Add.1	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements exprimés et réponses de l'État examiné
A/HRC/29/17	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Koweït
A/HRC/29/17/Add.1	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements exprimés et réponses de l'État examiné
A/HRC/29/18	2, 3	Faisabilité d'un fonds mondial pour renforcer la capacité des parties prenantes d'appliquer les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

## Documents en distribution générale

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/29/19	2, 3	Rapport de synthèse établi par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à l'issue de la journée de débat sur des thèmes précis liés à la question des droits de l'homme et des changements climatiques
A/HRC/29/20	2, 3	Prévention et élimination de la mutilation génitale féminine : pratiques exemplaires et principales difficultés. Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/29/20/Corr.1	2, 3	Rectificatif
A/HRC/29/21	2, 6	Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur le fonctionnement du Fonds de contributions volontaires pour la participation à l'Examen périodique universel
A/HRC/29/22	2, 6	Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur le fonctionnement du Fonds de contributions volontaires pour l'assistance financière et technique concernant la mise en œuvre de l'Examen périodique universel
A/HRC/29/23	2, 8	Discrimination et violence à l'encontre de personnes en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre. Rapport du Haut-Commissariat aux droits de l'homme
A/HRC/29/24	3	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur les droits des minorités, Rita Izsák. Étude approfondie sur la situation des droits de l'homme des Roms dans le monde et plus particulièrement sur le phénomène de l'antitsiganisme
A/HRC/29/25	3	Rapport du Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association, Maina Kiai
A/HRC/29/25/Add.1	3	Mission à Oman
A/HRC/29/25/Add.2	3	Mission au Kazakhstan
A/HRC/29/25/Add.3	3	Observations on communications transmitted to Governments and replies received
A/HRC/29/25/Add.4	3	Mission to Oman: comments by the State on the report of the Special Rapporteur
A/HRC/29/25/Add.5	3	Mission to Kazakhstan: comments by the State on the report of the Special Rapporteur
A/HRC/29/26	3	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats, Gabriela Knaul
A/HRC/29/26/Corr.1	3	Rectificatif

*Documents en distribution générale*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/29/26/Add.1	3	Mission au Qatar
A/HRC/29/26/Add.2	3	Mission dans les Émirats arabes unis
A/HRC/29/26/Add.3	3	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats sur sa mission en Tunisie
A/HRC/29/26/Add.4	3	Mission au Portugal
A/HRC/29/26/Add.5	3	Mission to Qatar: comments by the State on the report of the Special Rapporteur
A/HRC/29/26/Add.6	3	Mission to United Arab Emirates: comments by the State on the report of the Special Rapporteur
A/HRC/29/26/Add.7	3	Mission to Portugal: comments by the State on the report of the Special Rapporteur
A/HRC/29/27	3	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences, Rashida Manjoo
A/HRC/29/27/Add.1	3	Mission au Honduras
A/HRC/29/27/Add.2	3	Mission au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
A/HRC/29/27/Add.3	3	Mission en Afghanistan
A/HRC/29/27/Add.4	3	Additif
A/HRC/29/28	3	Rapport du Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises
A/HRC/29/28/Add.1	3	Mission en Azerbaïdjan
A/HRC/29/28/Add.2	3	Rapport sur le premier Forum régional africain sur les entreprises et les droits de l'homme
A/HRC/29/28/Add.3	3	Identifier les nouvelles approches et les enseignements en matière de respect des droits de l'homme par les entreprises : réflexions tirées des discussions ayant eu lieu lors du Forum sur les entreprises et les droits de l'homme de 2014
A/HRC/29/28/Add.4	3	Comments by Azerbaijan
A/HRC/29/29	3, 5	Résumé des débats du Forum sur les entreprises et les droits de l'homme. Note du Secrétariat
A/HRC/29/30	3	Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation, Kishore Singh. Protéger le droit à l'éducation contre la commercialisation
A/HRC/29/30/Add.1	3	Mission au Bhoutan
A/HRC/29/30/Add.2	3	Mission en Algérie
A/HRC/29/30/Add.3	3	Visite en Algérie : commentaires de l'État sur le rapport du Rapporteur spécial



*Documents en distribution générale*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/29/31	3	Report of the Special Rapporteur on extreme poverty and human rights, Philip Alston
A/HRC/29/31/Add.1	3	Mission en Guinée-Bissau (du 23 février au 1 <sup>er</sup> mars 2014)
A/HRC/29/32	3	Rapport du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, David Kaye
A/HRC/29/33	3	Rapport du Rapporteur spécial sur le droit de toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale susceptible d'être atteint, M. Dainius Pūras
A/HRC/29/33/Add.1	3	Mission en Malaisie (19 novembre-2 décembre 2014)
A/HRC/29/34	3	Rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays, M. Chaloka Beyani
A/HRC/29/34/Add.1	3	Mission de suivi en Azerbaïdjan
A/HRC/29/34/Add.2	3	Mission en Haïti
A/HRC/29/34/Add.3	3	Mission en Ukraine
A/HRC/29/35	3	Rapport de l'Experte indépendante sur les droits de l'homme et la solidarité internationale, Virginia Dandan
A/HRC/29/36	3	Rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants, François Crépeau. Tabler sur la mobilité au cours d'une génération : suite donnée à l'étude régionale sur la gestion des frontières extérieures de l'Union européenne et ses incidences sur les droits de l'homme des migrants
A/HRC/29/36/Add.1	3	Mission à Sri Lanka
A/HRC/29/36/Add.2	3	Mission de suivi en Italie (2-6 décembre 2014)
A/HRC/29/36/Add.3	3	Mission à Malte (6-10 décembre 2014)
A/HRC/29/36/Add.4	3	Mission to Sri Lanka: comments by the State on the human rights of migrants
A/HRC/29/36/Add.5	3	Mission to Malta: comments by the State on the report of the Special Rapporteur on the human rights of migrants
A/HRC/29/36/Add.6	3	Mission de suivi en Italie (2-6 décembre 2014)
A/HRC/29/37	3	Rapport du Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, Christof Heyns. Le recours aux technologies de l'information et de la communication pour garantir le droit à la vie
A/HRC/29/37/Add.1	3	Mission en Papouasie-Nouvelle-Guinée (du 3 au 14 mars 2014)

*Documents en distribution générale*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/29/37/Add.2	3	Mission en Gambie
A/HRC/29/37/Add.3	3	Suite donnée aux recommandations : Inde
A/HRC/29/37/Add.4	3	Suite donnée aux recommandations : Turquie
A/HRC/29/37/Add.5	3	Observations sur les communications transmises aux gouvernements et réponses reçues
A/HRC/29/37/Add.6	3	Mission to the Gambia: comments by the State on the report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions
A/HRC/29/37/Add.7	3	Comments by Turkey
A/HRC/29/38	3	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, Maria Grazia Giammarinaro
A/HRC/29/38/Add.1	3	Mission en Malaisie
A/HRC/29/38/Add.2	3	Deuxième réunion consultative consacrée au renforcement des partenariats avec les rapporteurs nationaux sur la traite des personnes et mécanismes équivalents
A/HRC/29/39	2, 3	Rapport intérimaire du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur les possibilités juridiques et les mesures pratiques susceptibles d'améliorer l'accès à des voies de recours pour les victimes de violations des droits de l'homme liées aux entreprises
A/HRC/29/40	3	Rapport du Groupe de travail chargé de la question de la discrimination à l'égard des femmes dans la législation et dans la pratique
A/HRC/29/40/Add.1	3	Mission au Chili
A/HRC/29/40/Add.2	3	Mission au Pérou
A/HRC/29/40/Add.3	3	Mission en Espagne
A/HRC/29/40/Add.4	3	Comentarios del Estado relativos al informe sobre la visita del Grupo de Trabajo a Chile del 1 al 9 de septiembre de 2014
A/HRC/29/40/Add.5	3	Comentarios del Estado relativos al informe sobre la visita del Grupo de Trabajo a Perú del 11 al 19 de septiembre de 2014
A/HRC/29/40/Add.6	3	Comentarios del Estado relativos al informe sobre la visita del Grupo de Trabajo a España del 9 al 19 de diciembre de 2014
A/HRC/29/41	4	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, Sheila B. Keetharuth
A/HRC/29/42	4	Rapport de la Commission d'enquête sur les droits de l'homme en Érythrée

*Documents en distribution générale*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/29/43	4	Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Bélarus, Miklós Haraszti
A/HRC/29/44	5	Rapport du Forum social de 2015 (Genève, 18-20 février 2015)
A/HRC/29/45	5	Rapport du groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur un projet de déclaration des Nations Unies sur le droit à la paix sur les travaux de sa troisième session
A/HRC/29/46	9	Rapport du Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, Mutuma Ruteere
A/HRC/29/46/Add.1	9	Visite en République de Corée
A/HRC/29/47	9	Rapport du Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée concernant l'application de la résolution 69/160 de l'Assemblée générale
A/HRC/29/48	10	Rapport du Président du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme
A/HRC/29/49	10	Rapport de l'Expert indépendant sur le renforcement de capacités et la coopération technique avec la Côte d'Ivoire dans le domaine des droits de l'homme, Mohammed Ayat
A/HRC/29/50	3, 4, 7, 9, 10	Communications report of Special Procedures
A/HRC/29/51	3	Rapport du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, Ben Emmerson
A/HRC/29/52	7	Rapport de la Commission d'enquête internationale indépendante créée en vertu de la résolution S-21/1 du Conseil des droits de l'homme
A/HRC/29/53	2	Suite donnée à la résolution 9/8 du Conseil des droits de l'homme et obstacles à son application, et recommandations visant à améliorer encore le régime conventionnel, à l'harmoniser et à le réformer. Rapport du Secrétaire général
A/HRC/29/54	9	Groupe d'éminents experts indépendants sur l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Note du secrétariat

*Documents de séance*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/29/CRP.1	4	Detailed findings of the Commission of Inquiry on Human Rights in Eritrea
A/HRC/29/CRP.2	2, 3	Initiatives taken to raise awareness and promote the protection of the rights of persons with albinism: conference room paper of the United Nations High Commissioner for Human Rights
A/HRC/29/CRP.3	4	Oral update of the Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic
A/HRC/29/CRP.4	7	Detailed findings of the independent commission of inquiry established pursuant to Human Rights Council resolution S-21/1

*Documents en distribution limitée*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/29/L.1	9	L'incompatibilité entre démocratie et racisme
A/HRC/29/L.2	3	Cinquantième anniversaire de l'adoption des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et quarantième anniversaire de leur entrée en vigueur
A/HRC/29/L.3	3	Protection des droits de l'homme des migrants : migrants en transit
A/HRC/29/L.4	4	La gravité et la détérioration de la situation des droits de l'homme et de la situation humanitaire en République arabe syrienne
A/HRC/29/L.5 et Rev.1	5	Forum social
A/HRC/29/L.6	3	Droits de l'homme et solidarité internationale
A/HRC/29/L.7 et Rev.1	3	Élimination de la discrimination à l'égard des femmes
A/HRC/29/L.8	2	Mission d'établissement des faits pour promouvoir les droits de l'homme, le respect de l'obligation de rendre des comptes et la réconciliation au Soudan du Sud
A/HRC/29/L.9	10	Coopération avec l'Ukraine et assistance dans le domaine des droits de l'homme
A/HRC/29/L.10	3	Élimination de la discrimination à l'encontre des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille
A/HRC/29/L.11	3	Indépendance et impartialité du pouvoir judiciaire, des jurés et des assesseurs et indépendance des avocats
A/HRC/29/L.12	4	Situation des droits de l'homme au Bélarus

*Documents en distribution limitée*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/29/L.13 et Rev.1	10	Renforcement de capacités et coopération technique avec la Côte d'Ivoire dans le domaine des droits de l'homme
A/HRC/29/L.14 et Rev.1	3	Le droit à l'éducation
A/HRC/29/L.15	3	Renforcement des mesures visant à prévenir et à éliminer les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés
A/HRC/29/L.16 et Rev.1	3	Intensification de l'action menée pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes : éliminer la violence familiale
A/HRC/29/L.17 et Rev.1	3	Protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste
A/HRC/29/L.18	3	Les droits de l'homme et la réglementation de l'acquisition, de la possession et de l'utilisation d'armes à feu par les civils
A/HRC/29/L.19	3	Les effets négatifs de la corruption sur la jouissance des droits de l'homme
A/HRC/29/L.20	3	Le droit à la liberté d'expression, y compris sous une forme artistique
A/HRC/29/L.21	3	Droits de l'homme et changements climatiques
A/HRC/29/L.22	10	Rapport du Haut-Commissaire sur la coopération technique et le renforcement des capacités pour le Soudan du Sud dans le domaine des droits de l'homme
A/HRC/29/L.23	4	Situation des droits de l'homme en Érythrée
A/HRC/29/L.24	3	Enfants et adolescents migrants non accompagnés et droits de l'homme
A/HRC/29/L.25	3	Protection de la famille : contribution de la famille à la réalisation du droit à un niveau de vie suffisant pour ses membres, en particulier par son rôle dans l'élimination de la pauvreté et dans la réalisation des objectifs de développement durable
A/HRC/29/L.26	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/29/L.16
A/HRC/29/L.27	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/29/L.16
A/HRC/29/L.28	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/29/L.16
A/HRC/29/L.29	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/29/L.16
A/HRC/29/L.30	2	Situation des droits de l'homme des musulmans rohingyas et autres minorités au Myanmar

*Documents en distribution limitée*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/29/L.31	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/29/L.14
A/HRC/29/L.32	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/29/L.20
A/HRC/29/L.33	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/29/L.20
A/HRC/29/L.34	1	Renforcer l'efficacité du Conseil des droits de l'homme
A/HRC/29/L.35	7	Faire en sorte que les responsabilités soient établies et que justice soit faite pour toutes les violations du droit international dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est
A/HRC/29/L.36	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/29/L.25
A/HRC/29/L.37	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/29/L.2
A/HRC/29/L.38	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/29/L.25
A/HRC/29/L.39	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/29/L.25
A/HRC/29/L.40	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/29/L.25
A/HRC/29/L.41	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/29/L.25

*Documents émanant de gouvernements*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/29/G/1	6	Lettre datée du 20 janvier 2015, adressée au Président du Conseil des droits de l'homme par le Représentant permanent de Chypre auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
A/HRC/29/G/2	7	Note verbale datée du 8 mai 2015, adressée au secrétariat du Conseil des droits de l'homme par la Mission permanente de la République arabe syrienne auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales sises à Genève
A/HRC/29/G/3	4	Lettre datée du 5 juin 2014, adressée au Président du Conseil des droits de l'homme par le Représentant de la Géorgie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
A/HRC/29/G/4	6	Note verbale datée du 3 juin 2015, adressée au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme par la Mission permanente

*Documents émanant de gouvernements*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
		de la Bosnie-Herzégovine auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
A/HRC/29/G/5	4	Note verbale datée du 19 mai 2015, adressée au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme par la Mission permanente de la République arabe syrienne auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales sises à Genève
A/HRC/29/G/6	4	Note verbale datée du 19 juin 2015, adressée au Bureau du Président du Conseil des droits de l'homme par la Mission permanente de l'Érythrée auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
A/HRC/29/G/7	4	Lettre datée du 23 juin 2015, adressée au Président du Conseil des droits de l'homme par le Représentant permanent de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
A/HRC/29/G/8	4	Note verbale datée du 1 <sup>er</sup> juillet 2015, adressée au Cabinet du Président du Conseil des droits de l'homme par la Mission permanente de l'Érythrée auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
A/HRC/29/G/9	3	Note verbale datée du 30 juin 2015, adressée au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme par la Mission permanente de la Malaisie auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
A/HRC/29/G/10	3	Note verbale datée du 7 juillet 2015, adressée au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme par la Mission permanente de la Grèce auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres organisations internationales en Suisse
A/HRC/29/G/11	1	Lettre datée du 6 juillet 2015, adressée au Président du Conseil des droits de l'homme par le Représentant permanent d'Haïti auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève

*Documents émanant d'organisations non gouvernementales*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/29/NGO/1	3	Written statement submitted by Human Rights Advocates Inc., a non-governmental organization in special consultative status

*Documents émanant d'organisations non gouvernementales*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/29/NGO/2	4	Written statement submitted by the Alsalam Foundation, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/3	4	Written statement submitted by Americans for Democracy & Human Rights in Bahrain Inc., a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/4	3	Written statement submitted by the International Federation of University Women, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/5	3	Exposición escrita presentada por la Federacion de Asociaciones de Defensa y Promocion de los Derechos Humanos, organización no gubernamental reconocida como entidad consultiva especial
A/HRC/29/NGO/6	3	Exposé écrit présenté par la Federacion de Asociaciones de Defensa y Promocion de los Derechos Humanos, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial
A/HRC/29/NGO/7	3	Written statement submitted by the Social Service Agency of the Protestant Church in Germany, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/8	3	Exposición escrita presentada por la Permanent Assembly for Human Rights, organización no gubernamental reconocida como entidad consultiva especial
A/HRC/29/NGO/9	9	Exposición escrita presentada por la Permanent Assembly for Human Rights, organización no gubernamental reconocida como entidad consultiva especial
A/HRC/29/NGO/10	3	Written statement submitted by the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/11	3	Written statement submitted by the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/12	3	Written statement submitted by the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/13	4	Written statement submitted by Amnesty International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/14	3	Written statement submitted by Terre Des Hommes Federation Internationale, a non-governmental organization in special



## Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
		consultative status
A/HRC/29/NGO/15	3	Written statement submitted by Reporters sans frontières international: Reporters Without Borders International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/16	3	Written statement submitted by Reporters Sans Frontieres International – Reporters Without Borders International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/17	3	Exposición conjunta escrita presentada por France Libertés: Fondation Danielle Mitterrand, American Association of Jurists, Cultural Survival, Emmaus International Association, Netherlands Centre for Indigenous Peoples (NCIV), organizaciones no gubernamentales reconocidas como entidades consultivas especiales, Indian Council of South America (CISA), Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, organizaciones no gubernamentales reconocidas en la Lista
A/HRC/29/NGO/18	3	Exposición conjunta escrita presentada por France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand, American Association of Jurists, Emmaus International Association, organizaciones no gubernamentales reconocidas como entidades consultivas especiales, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, organización no gubernamental reconocida en la Lista
A/HRC/29/NGO/19	3	Exposé écrit présenté conjointement par France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand, American Association of Jurists, Emmaus International Association, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif spécial, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, organisation non gouvernementale inscrite sur la liste
A/HRC/29/NGO/20	3	Exposición conjunta escrita presentada por France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand, American Association of Jurists, Emmaus International Association, organizaciones no gubernamentales reconocidas como entidades consultivas especiales, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, organización no gubernamental reconocida en la Lista

*Documents émanant d'organisations non gouvernementales*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/29/NGO/21	3	Exposé écrit présenté par France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial
A/HRC/29/NGO/22	4	Written statement submitted by Amnesty International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/23	3	Exposé écrit présenté par le Centre Europe – Tiers Monde, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif général
A/HRC/29/NGO/24	3	Exposé écrit présenté conjointement par France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand, American Association of Jurists, Cultural Survival, Emmaus International Association, Netherlands Centre for Indigenous Peoples (NCIV), Stichting Forest Peoples Programme, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif spécial, Indian Council of South America (CISA), Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, organisations non gouvernementales inscrites sur la liste
A/HRC/29/NGO/25	7	Written statement submitted by the International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (EAFORD), a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/26	3	Written statement submitted by the Association for Progressive Communications (APC), a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/29/NGO/27	3	Joint written statement submitted by the National Congress of American Indians and the Native American Rights Fund, non-governmental organizations in special consultative status, and the Indian Law Resource Centre, a non-governmental organization on the roster
A/HRC/29/NGO/28	3	Joint written statement submitted by the National Congress of American Indians and the Native American Rights Fund, non-governmental organizations in special consultative status, and the Indian Law Resource Centre, a non-governmental organization on the roster
A/HRC/29/NGO/29	4	Written statement submitted by the Organization for Defending Victims of Violence, a non-governmental organization in special consultative status

## Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/29/NGO/30	4	Written statement submitted by the Organization for Defending Victims of Violence, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/31	4	Written statement submitted by the Organization for Defending Victims of Violence, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/32	4	Written statement submitted by the Organization for Defending Victims of Violence, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/33	3	Written statement submitted by Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/34	4	Written statement submitted by Reporters Sans Frontières International : Reporters Without Borders International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/35	2	Written statement submitted by Amnesty International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/36	2	Written statement submitted by Verein Sudwind Entwicklungspolitik, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/37	3	Written statement submitted by Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/38	5	Written statement submitted by the Organization for Defending Victims of Violence, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/39	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/29/NGO/40	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/29/NGO/41	4	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/29/NGO/42	4	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status

*Documents émanant d'organisations non gouvernementales*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/29/NGO/43	4	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/29/NGO/44	4	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/29/NGO/45	4	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/29/NGO/46	4	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/29/NGO/47	4	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/29/NGO/48	4	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/29/NGO/49	3	Written statement submitted by the Global Network for Rights and Development (GNRD), a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/50	4	Joint written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status, and Odhikar : Coalition for Human Rights, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/51	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/29/NGO/52	4	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/29/NGO/53	4	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/29/NGO/54	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/29/NGO/55	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/29/NGO/56	4	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status

*Documents émanant d'organisations non gouvernementales*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/29/NGO/57	7	Written statement submitted by the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/58	7	Written statement submitted by the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/59	7	Written statement submitted by the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/60	8	Exposición escrita presentada por la Federacion de Asociaciones de Defensa y Promocion de los Derechos Humanos, organización no gubernamental reconocida como entidad consultiva especial
A/HRC/29/NGO/61	3	Written statement submitted by the Arab NGO Network for Development, a non-governmental organization on the roster
A/HRC/29/NGO/62	3	Joint written statement submitted by Organisation Internationale pour le droit à l'éducation et la liberté d'enseignement (OIDE), Association Points-Coeur, Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII, the Catholic International Education Office (OIEC), the Congregation of Our Lady of Charity of the Good Shepherd, Dominicans for Justice and Peace : Order of Preachers, the International Catholic Child Bureau (BICE), Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco, Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale (OCAPROCE Internationale) and the Women's Board Educational Cooperation Society, non-governmental organizations in special consultative status
A/HRC/29/NGO/63	3	Written statement submitted by the Aliran Kesedaran Negara National Consciousness Movement, a non-governmental organization on the roster
A/HRC/29/NGO/64	3	Written statement submitted by Verein Sudwind Entwicklungspolitik, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/65	7	Written statement submitted by Amuta for NGO Responsibility, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/66	7	Written statement submitted by Amuta for NGO Responsibility, a non-governmental

*Documents émanant d'organisations non gouvernementales*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
		organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/67	7	Written statement submitted by Amuta for NGO Responsibility, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/68	4	Written statement submitted by Nazra for Feminist Studies, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/69	4	Written statement submitted by the International Humanist and Ethical Union, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/70	3	Written statement submitted by the Marangopoulos Foundation for Human Rights, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/71	3	Joint written statement submitted by the Maarij Foundation for Peace and Development and the Global Network for Rights and Development (GNRD), non-governmental organizations in special consultative status
A/HRC/29/NGO/72	6	Written statement submitted by the Maarij Foundation for Peace and Development, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/73	3	Written statement submitted by the Maarij Foundation for Peace and Development, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/74	3	Written statement submitted by Institut international pour la paix, la justice et les droits de l'homme : IIPJDH, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/75	3	Written statement submitted by the Alulbayt Foundation, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/76	3	Written statement submitted by the Alulbayt Foundation, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/77	3	Written statement submitted by Human Rights Now, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/78	3	Written statement submitted by Human Rights Now, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/79	3	Written statement submitted by Human Rights Now, a non-governmental organization in special consultative status

*Documents émanant d'organisations non gouvernementales*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/29/NGO/80	7	Joint written statement submitted by the Al Mezan Centre for Human Rights, ADALAH : Legal Center for Arab Minority Rights in Israel, Al-Haq, and Law in the Service of Man, non-governmental organizations in special consultative status
A/HRC/29/NGO/81	3	Written statement submitted by the Alulbayt Foundation, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/82	7	Written statement submitted by the Al Mezan Centre for Human Rights, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/83	3	Written statement submitted by Human Rights Now, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/84	3	Joint written statement submitted by the Franciscans International, Commission of the Churches on International Affairs of the World Council of Churches, International Youth and Student Movement for the United Nations, non-governmental organizations in general consultative status, Union of Arab Jurists, General Arab Women Federation, non-governmental organizations in special consultative status, International Educational Development, a non-governmental organization on the roster
A/HRC/29/NGO/85	3	Written statement submitted by the Liberal International (World Liberal Union), a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/29/NGO/86	4	Written statement submitted by the Human Rights House Foundation, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/87	3	Written statement submitted by the Aliran Kesedaran Negara National Consciousness Movement, non-governmental organization on the roster
A/HRC/29/NGO/88	3	Written statement submitted by Amnesty International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/89	3	Written statement submitted by the Society for Threatened Peoples, a non-governmental organization in special consultative status

## Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/29/NGO/90	5	Exposé écrit présenté conjointement par International Youth and Student Movement for the United Nations, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif général, Asociación Española para el Derecho Internacional de los Derechos Humanos AEDIDH, American Association of Jurists, Armenian Constitutional Right-Protective Centre, Armenian Young Lawyers Association, Association « For Sustainable Human Development », Association of WarAffected Women, Autre Vie, Center for Development of Civil Society, Foundation for Human Horizon, International Association of Peace Messenger Cities, International Institute for Child Protection, International Network for the Prevention of Elder Abuse, International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco, IUS PRIMI VIRI International Association, Lama Gangchen World Peace Foundation (LGWPF), Lawyers' Rights Watch Canada, MiRA Resource Center for Black Immigrant and Refugee Women, Organisation internationale pour les pays les moins avancés (OIPMA), Pax Christi International, International Catholic Peace Movement, Shirley Ann Sullivan Educational Foundation, Sisters of Notre Dame de Namur, Women Environmental Programme, Women's International League for Peace and Freedom, Women's World Summit Foundation, World Association for Psychosocial Rehabilitation, Yayasan Pendidikan Indonesia, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif spécial, Dzeno Association, International Peace Bureau, International Society for Human Rights, organisations non gouvernementales inscrites sur la liste
A/HRC/29/NGO/90/Corr.1	5	Rectificatif
A/HRC/29/NGO/91	5	Joint written statement submitted by Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII and the United Network of Young Peacebuilders (UNOY Peacebuilders), non-governmental organizations in special consultative status
A/HRC/29/NGO/92	3	Written statement submitted by the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status



*Documents émanant d'organisations non gouvernementales*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/29/NGO/93	3	Written statement submitted by the Asian Forum for Human Rights and Development, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/94	3	Written statement submitted by the Asian Forum for Human Rights and Development, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/95	4	Written statement submitted by the Al-khoei Foundation, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/29/NGO/96	3	Written statement submitted by Verein Sudwind Entwicklungspolitik, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/97	9	Written statement submitted by the International Youth and Student Movement for the United Nations, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/29/NGO/98	3	Written statement submitted by the Asian Forum for Human Rights and Development, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/99	7	Joint written statement submitted by the Cairo Institute for Human Rights Studies, the Al Mezan Centre for Human Rights, Al-Haq, Law in the Service of Man, the BADIL Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights, and Medical Aid for Palestinians (MAP), non-governmental organizations in special consultative status
A/HRC/29/NGO/100	3	Written statement submitted by the Planetary Association for Clean Energy, Inc., a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/101	4	Written statement submitted by the International Association of Democratic Lawyers (IADL), a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/102	4	Written statement submitted by the International Association of Democratic Lawyers (IADL), a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/103	3	Written statement submitted by the Asian-Eurasian Human Rights Forum, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/104	3	Written statement submitted by the Kham Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status

*Documents émanant d'organisations non gouvernementales*

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/29/NGO/105	7	Written statement submitted by Defence for Children International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/106	2	Written statement submitted by Article 19: International Centre Against Censorship, a non-governmental organization on the roster
A/HRC/29/NGO/107	4	Exposición escrita presentada por la Asociación Cubana de las Naciones Unidas, organización no gubernamental reconocida como entidad consultiva especial
A/HRC/29/NGO/108	6	Written statement submitted by the European Bureau for Lesser Used Languages (EBLUL), a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/109	5	Joint written statement submitted by Freemuse: The World Forum on Music and Censorship, and International PEN, non-governmental organizations in special consultative status, and Article 19: International Centre Against Censorship, a non-governmental organization on the roster
A/HRC/29/NGO/110	3	Exposé écrit présenté par International Catholic Child Bureau, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif special
A/HRC/29/NGO/111	3	Written statement submitted by the Arab Association for Human Rights, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/112	3	Written statement submitted by Amnesty International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/113	3	Written statement submitted by Amnesty International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/114	3	Written statement submitted by Amnesty International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/115	3	Written statement submitted by the Global Network for Rights and Development (GNRD), a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/116	3	Written statement submitted by the Global Network for Rights and Development (GNRD), non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/29/NGO/117	4	Exposé écrit présenté par Libération, organisation non gouvernementale inscrite sur la liste

---

*Documents émanant d'organisations non gouvernementales*


---

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/29/NGO/118	2, 8	Joint written statement submitted by Amnesty International, Human Rights Watch, non-governmental organizations in special consultative status
A/HRC/29/NGO/119	4	Joint written statement submitted by the American Civil Liberties Union, Centro de Estudios Legales y Sociales (CELS) Asociación Civil, Conectas Direitos Humanos, the Washington Office on Latin America, Amnesty International, Human Rights Watch, the International Federation for Human Rights Leagues and the World Organisation against Torture, non-governmental organizations in special consultative status

---



---

*Documents émanant d'institutions nationales*


---

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/29/NI/1	3	Informations communiquées par le Commissaire aux droits fondamentaux de la Hongrie. Note du secrétariat
A/HRC/29/NI/2	3	Informations communiquées par la Commission nationale des droits de l'homme de la Grèce. Note du secrétariat
A/HRC/29/NI/3	3	Information communiquée par le Conseil National des Droits de l'Homme du Royaume du Maroc. Note du secrétariat
A/HRC/29/NI/4	3	Information communiquée par le Conseil National des Droits de l'Homme du Royaume du Maroc. Note du secrétariat
A/HRC/29/NI/5	3	Information communiquée par le Conseil National des Droits de l'Homme du Royaume du Maroc. Note du secrétariat
A/HRC/29/NI/6	6	Information communiquée par le Défenseur du peuple de la nation argentine : note du secrétariat
A/HRC/29/NI/7	6	Information presented by the Guatemalan Human Rights Ombudsman's Office: note by the Secretariat
A/HRC/29/NI/8	3	Informations communiquées par le Commissaire aux droits de l'homme (Médiateur) de la République d'Azerbaïdjan. Note du secrétariat

---

## **Annexe IV**

### **Titulaires de mandat au titre des procédures spéciales nommé par le Conseil à sa vingt-neuvième session**

**Expert indépendant sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes  
d'albinisme**

Ikponwosa Ero (Nigéria)

**Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats**

Mónica Pinto (Argentine)

**Rapporteur spécial sur le droit à la vie privée**

Joseph Cannataci (Malte)

**Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences**

Dubravka Šimonović (Croatie)

**Groupe de travail sur la détention arbitraire (membre d'Europe occidentale  
et autres États)**

Leigh Toomey (Australie)

**Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires (membre des États  
d'Asie et du Pacifique)**

Tae-Ung Baik (République de Corée)

---